# Systematische Uebersichten

und

# Literatur-Nachweisungen.

---

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

# I.

# Territorialverhältnisse.

## I. Unter der Fremdherrschaft.

### A. Vormals lotharingische Landestheile.

#### §. 1.

#### 1. Abtretung an Frankreich. [1]

1697. Abtretung der 1681 von Ludwig XIV. auf lotharingischem Boden angelegten Festung Saarlouis mit einer halben Meile Landes im Umkreise an Frankreich durch den Art. 32 des Ryswicker Friedensschlusses. [2]

1766 den 23. Februar. Verwandlung Lothringens in eine französische Provinz mit dem Tode von Stanislaus Leszinsky in Gemäßheit eines Friedensvertrages zwischen Oesterreich und Frankreich, dessen Präliminarien den 3. Okt. 1735 [3]

1) Simon Annal. d. inn. Verwalt. B. I. Abth. I. S. 70—75.

2) Art. 32 des: Instrumentum Pacis Caesareo-Gallicae Ryswicensis 30. Octobris An. 1697 initae (Samml. d. Reichs-Absch. Th. IV Nr. 87 S. 163 u. ff. Corps diplomatique T. VII Part. II p. 241. Lünigs Reichs-Archiv Pars gen. p. 1009 ff. Schmauß Corp. Jur. Publ. acad. (Ausg. v. 1774 S. 1102): „Reservat sibi vero Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium *Saar-Louys* cum dimidia leuca in circuitu, a Commissariis Regiis et Lotharingicis designanda, cumque omni superioritatis supremi dominii jure perpetuo possidendum."

3) Deutsch mitgetheilt in: Schmauß Corp. Jur. Publ. acad. S. 1459. Art. 1. „Der Kayser consentiret dareyn, daß der Koenig und Schwieger-Vater Seiner Allerchristlichsten Maj. in dem ruhigen Besitz des Herzogthumes Baar und dessen Dependentien in eben dem Bezirck, wie das Hauß Lothringen es heut zu Tag besitzet, gesetzet werden soll. Ferner hält er auch für genehm, daß, sobald das Großherzogthum Toscana dem Hauß Lothringen, folgendem Artikel gemäß, zugefallen seyn wird, der Koenig und Schwiegervater Seiner Allerchristlichsten Maj. ebenmäßig in ruhigen Besitz des Herzogthums Lothringen und dessen Dependentien, auch in eben dem Bezirk, wie das Hauß Lothringen es heut zu Tage besitzet,

geschlossen, und der zu Wien den 18. November 1738 in einen förmlichen Vertrag verwandelt wurde. [1])

Haupt- und schließlicher Tauschvertrag zwischen Ihro Allerchristlichsten Majestät und dem Fürsten zu Nassau-Saarbrücken vom 15. Februar 1766 (mitgetheilt in: Simon Annal. B. I. Abth. II. S. 464).

Konvention vom 24. Januar 1776 mit dem Fürsten von Nassau-Weilburg über den Beitritt zu dem vorangeführten Vertrage (bei: Simon a. a. O. S. 487).

Patent vom Juni 1780. Inkorporation der Landschaft Saargau und des Merziger Gebietes, welche in Gemäßheit eines Konkordates vom 30. Juli 1620 in ungetheilter Gemeinschaft von dem Erzstifte Trier und dem herzoglichen Hause Lothringen besessen wurden. [2])

gesetzt werde. Und wird besagter Durchlauchtiger Schwieger-Vater sowohl des einen als des andern Herzogthumes lebenslang zu genießen haben, hingegen aber sollen selbige unmittelbar nach seinem zeitlichen Hintritt der Cron Frankreich in vollkommener Souveränität und auf ewig reunirt und einverleibt werden: angesehen daß in Betrachtung dessen, was von dem Reich releviret, der Kaiser als des Reiches Oberhaupt in besagte Reunion von nun an consentiret u. s. w." Die Abtretung wurde von Reichswegen genehmigt durch Reichs-Gutachten vom 19. Mai 1736. Schmauß a. a. O. S. 1465.

1) Instrumentum Pacis, nomine Sac. Caesar. Reg. Cath. Majest. et Sacri Rom. Imperii ab una, Sac. Reg. Christ. Majest. ex altera partibus Viennae in Austria die 18. Novemb. 1738 signatum; bei Schmauß a. a. O. S. 1467. Art. 3. „Pacis hujus basis et fundamentum sit pax Westphalica, Neomagensis, Ryswicensis, Badensis et Foedus vulgo quadruplex nuncupatum, secunda Augusti die anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini conclusum. In iis vero, quae vel per praeliminares pacis articulos, tertia Octobris die anni millesimi septingentesimi trigesimi quinti, Viennae subscriptos, ac dein Sacri quoque Romani Imperii nomine ratihabitos, statutamque de eorum executione undecima Aprilis anno millesimo septingentesimo trigesimo sexto, normam, vel per subsecutam vigesima octava Augusti die ejusdem anni, super alia, quam quae ab initio placuit, cessionis Ducatus Lotharingiae epocha, conventionem immutata haud fuerunt, sartus tectus maneat tenor antememoratorum tractatuum inviolabiliter in posterum servandus, et plene executioni dandus, si qua in re necdum eidem factum fuerit satis."

2) *Lettres patentes, portant réunion du pays de Sargaw et dépendances à la province et gouvernement de Lorraine, et fixation des jurisdictions auxquelles ressortiront les lieux et territoires dudit pays.*

Du mois de juin 1780. Registrées en parlement le 14 août suivant, et à la chambre des comptes le 4 précédent.

*LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre:* A tous présens et à venir, salut. La convention d'échange con-

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

clue le premier juillet 1778, entre nous et notre très-cher et aimé cousin et oncle l'électeur de Trèves, pour faire cesser l'indivision de souveraineté et de jurisdiction qui appartenaient en commun à notre couronne, à cause de notre duché de Lorraine, et à l'électorat de Trèves, dans le pays de Mertzig et de Sargaw, nous ayant fait passer toute la partie dudit pays située à la rive gauche de la Sarre, dont nous venons de faire prendre possession en notre nom; il ne nous reste qu'à mettre la dernière main à un arrangement aussi convenable au bien de nos peuples, en fixant les jurisdictions auxquelles les justiciables de ce pays auront à s'adresser dorénavant pour le jugement de leurs contestations, et relativement à nos droits et aux autres objets d'ordre public; et comme, avant ledit partage, ce pays faisait partie du duché de Lorraine, dans lequel il se trouve presque enclavé, nous ne ferons que donner la sanction d'une loi à la déclaration qui a déjà été notifiée en notre nom aux habitans de cette contrée, que notre intention était de la réunir à notre province et gouvernement de Lorraine, sous le ressort de notre bailliage de Bouzonville et de notre cour de parlement de Nancy. Nous aurons en même temps égard aux représentations des officiers de notre bailliage de Schambourg sur les diminutions successives de l'étendue de leur ancien ressort; et si nous lui réunissons quelques villages ressortissans de notre bailliage de Bouzonville, ce Siege en sera suffisamment dédommagé par l'augmentation que le pays de Sargaw apportera à sa jurisdiction. Un arrangement si conforme à l'équité et aux convenances réciproques, remplira toutes les vues de bien public, de bonté et de justice qui nous animent. A ces causes, et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, et de notre certain science, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par notre présent édit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit:

Art. 1er. Le pays de Sargaw et tout ce qui en dépend, savoir, les lieux de Hilbring, Fitten, Silving, Ripling, Reich, Balleren, Mondorff, Schwemling, y compris les hameaux de Schanck et Staadt, Bisdorff, Wehing, Velling, Betting, Buding, Weiller et le village de Keuching, ensemble toutes les portions de territoire et accessoires desdits lieux, demeureront réunis à perpétuité et incorporés à notre province et gouvernement de Lorraine, pour être régis et administrés de la même manière que les autres pays qui composent cette province.

2. Avons supprimé et supprimons les jurisdictions ci-devant établies pour lesdits pays de Sargaw et dépendances, ainsi que tous les offices de juges, greffiers, procureurs, notaires, huissiers ou autres officiers dont elles étaient composées, sans aucune exception; leur défendons d'en faire à l'avenir aucunes fonctions, à peine de nullité. Voulons que toutes les contestations civiles et criminelles, dont lesdits juges étaient en droit et possession de connaître, soient portées dorénavant,

en première instance, en notre bailliage de Bouzonville, et par appel en notre cour de parlement de Nancy, à l'exception toutefois des villages de Merching, Hargarten, Reimsbach, Erbring, Hontzerat et Haustatt, leurs bans, territoires et dépendances, qui demeureront réunis et incorporés au ressort de notre bailliage de Schambourg, comme nous les y réunissons et incorporons par notre présent édit, pour y être lesdites contestations civiles et criminelles portées en première instance, et par appel en notredite cour de parlement de Nancy.

3. Les contestations concernant les domaines et droits de Kopflanck et Feyergeldt, et autres droits domaniaux à nous appartenans dans ledit pays de Sargaw, seront portées, en première instance, en notredit bailliage de Bouzonville, sauf l'appel en notre chambre des comptes cour des domaines et aides de Nancy.

4. Les procès et différens qui seront de même nature que ceux dont la connaissance appartient dans notredite province de Lorraine à notredite chambre des comptes et aux maîtrises particulières des eaux et forêts, seront portés à notredite chambre des comptes de Nancy et en notre maîtrise particulière des eaux et forêts de Bouzonville, à l'exception toutefois de ceux qui concerneraient les forêts de Sargaw, appartenantes à l'électeur et au chapitre métropolitain de Trèves, lesquelles demeureront exemptes de ladite gruerie et maîtrise des eaux et forêts de Bouzonville.

5. Les causes, instances et procès qui auront été ci-devant portés, en première instance ou par appel, dans lesdites jurisdictions supprimées par notre présent édit, seront portés en nosdits bailliages de Bouzonville et de Schambourg, pour y être instruits et jugés suivant les derniers errémens, et suivant les ordonnances observées en Lorraine, quant à la forme de procéder et juger, quant au fonds des contestations suivant les loix et usages observés dans ledit pays de Sargaw.

6. Les contestations nées ou à naître au sujet des demandes en révision, ou toutes autres formées par les parties contre les jugemens des juges communs de leurs cours supérieures, circonstances et dépendances, seront portées directement, soit en notredite cour de parlement de Nancy, soit en notredite chambre des comptes de Nancy, pour y être instruites et jugées en dernier ressort, suivant la distinction portée par les articles précédens; leur attribuant à cet effet toute cour, jurisdiction et connaissance, sauf les voies de droit contre les arrêts qui auront été rendus à ce sujet.

7. Le dépôt fait par provision au bailliage de Bouzonville, des registres et minutes des greffes des différentes jurisdictions du Sargaw, demeurera décisif, à l'égard de ceux qui concernent les contestations en première instance; les registres des minutes des jugemens ou des autres actes émanés des juges supérieurs et de révision, seront envoyés au greffe de notre parlement de Nancy par le greffier dudit bailliage, et ceux des fois et hommages, ou autres actes, registres ou minutes uniquement

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

relatifs à notre domaine, au greffe de notredite chambre des comptes de Nancy, pour en être et demeurer les greffiers desdites cours, chargés, chacun en droit soi, suivant l'inventaire qui en aura été dressé, et ceux qui en étaient dépositaires déchargés.

8. Les deniers confisqués et remis par provision dans la caisse des consignations dudit bailliage de Bouzonville, pourront être remis à la caisse générale des consignations de Nancy, à la requisition et aux frais des parties.

9. Les officiers actuels des justices foncières dudit pays de Sargaw, conserveront les minutes des actes passés devant eux, et les transmettront à leurs successeurs, qui pourront en délivrer des expéditions aux parties intéressées, lesquelles feront foi en justice; et quant aux notaires qui auraient eu pouvoir d'instrumenter dans ledit pays, ils seront tenus de remettre, dans la quinzaine du jour de la publication et enrégistrement de notre présent édit, les minutes des actes par eux passés, à celui ou ceux des notaires royaux du bailliage de Bouzonville qui auront été commis à cet effet par arrêt de notre cour de parlement de Nancy, lesquels notaires demeureront chargés desdites minutes au pied de l'inventaire qui en sera dressé, pour en délivrer des expéditions aux parties intéressées, et lesdits notaires déchargés; sans qu'à l'avenir lesdits officiers et notaires puissent exercer aucune des fonctions attribuées spécialement aux notaires par les loix du royaume; le tout sans préjudice des droits des seigneurs fonciers et de leurs officiers en d'autres cas.

10. Nous déclarons les habitans desdits lieux réunis, sujets aux mêmes impositions et aux mêmes charges que la Lorraine. Voulons en conséquence qu'ils contribuent dans la proportion qui sera assignée dans lesdites impositions, ainsi qu'à toutes autres contributions que ladite province de Lorraine supporte ou supportera par la suite. Nous les déclarons également sujets au paiement de tous les droits qui se perçoivent en Lorraine, soit que lesdits droits soient affermés, soit qu'ils soient en régie. Voulons en conséquence que les réglemens particuliers à nos duchés de Lorraine et de Bar, concernant les droits du contrôle et de sceau des actes publics et sous signatures-privées, contrôle des exploits, papiers, parchemins timbrés, amortissemens, francs-fiefs et nouveaux-acquêts, gabelles, tabacs, traites-foraines, droits sur les cuirs, sur l'amidon, sur les papiers et cartons, sur les cartes, droit domanial de la marque des fers, et généralement tous autres droits, de quelque nature qu'ils soient, soient exécutés dans lesdits pays, ainsi que dans le surplus de la Lorraine; en sorte qu'il y ait à cet égard une entière parité entre les anciens sujets de la Lorraine et les habitans des lieux que nous y réunissons et incorporons. Voulons qu'en cas de contestations, pour ce qui concerne les droits du contrôle des actes, papiers, parchemins timbrés, tabacs, traites-foraines et autres objets qui se portent, en première instance, devant les juges ordinaires, elles soient portées, en



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Austausch-Konvention vom 22. September 1782 mit dem Grafen v. d. Leyen, als Besitzer der reichsunmittelbaren Herrschaft Bliskastel (bei: Simon a. a. O. S. 515).

Konvention vom Dezember 1786 mit dem Herzoge von Zweibrücken wegen Austausches des Oberamtes Tholay gegen das Amt Langenkandel (Simon a. a. O. S. 351).

## §. 2.

### 2. Eintheilung während der Fremdherrschaft.

Dekret vom 26. Februar 1790 wegen Eintheilung Frankreichs in 83 Departemente (Hdb. I. S. 149).

Gesetz vom 11. Oktober 1795 (18. Vendemiär IV) über die Eintheilung Frankreichs in Gemäßheit des Fundamental-Gesetzes vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III; Hdb. III. S. 156) und über den Sitz der Verwaltungs- und Justiz-Behörden (Hdb. III. S. 207).

première instance, au bailliage de Bouzonville, sauf l'appel en notre chambre des comptes, cour des aides de Nancy; et qu'en ce qui touche les droits de sceau, contrôle des exploits et gabelles, les contestations soient portées directement en notredite chambre des comptes, cour des aides, pour y être jugées en premier et dernier ressort. Affectons lesdits habitans, pour leur approvisionnement tant de grosses que de menue salaisons, savoir ceux des villages de Hilbring, Veiller, Balleren, Reich, Rippeling, au magasin de Reling; et ceux des villages de Buding, Keuching, Betting, Buchdorff, Schwemling, Mondorf, Silving, Velling, Vehing, et Fuchten, au magasin de Waltevise; et ce en la forme et manière prescrite par les réglemens.

11. N'entendons par les présentes déroger en aucune manière aux attributions que nous avons accordées à notre commissaire départi dans ladite province de Lorraine, des contestations concernant les droits d'amortissemens, nouveaux-acquêts, francs-fiefs, droits sur les cartes, amidon, papiers et cartons, et autres droits et matières dont la connaissance lui est attribuée. Voulons qu'en conséquence de ladite attribution, dans laquelle nous l'avons, en tant que de besoin, maintenu et confirmé, les contestations qui surviendront dans lesdits lieux, à l'occasion desdits droits, soient portées pardevant lui en première instance, en la forme accoutumée, sauf l'appel en notre conseil. Voulons en outre qu'il jouisse dans lesdits pays réunis de la même étendue de jurisdiction et d'autorité que celle qui lui est confiée dans ladite province de Lorraine. (Récueil des édits et ordonnances de Lorraine etc. T. XIV. Nancy 1782. 4. p. 429—434.)

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## B. Vormals belgische Landestheile.

### §. 3.

Beschluß vom 7. September 1794 (21. Fruktidor II). Vorläufige Eintheilung der eroberten belgischen Landestheile (Hdb. VI. S. 16).

Beschluß vom 31. August 1795 (14. Fruktidor III), einregistrirt bei dem Conseil du gouvernement den 21. September 1795 (5. Erg.-Tag III). Durch das Comité du salut public genehmigte Eintheilung der okkupirten Landestheile in neun Departemente (Hdb. VI. S. 64).

Gesetz vom 1. Oktober 1795 (9. Vendemiär IV). Vereinigung der neun Departemente mit Frankreich (Hdb. III. S. 197).

Beschluß vom 2. Dezember 1795 (11. Frimär IV). Ueberweisung der in dem vorangeführten Vereinigungsgesetze nicht begriffenen Landestheile zum Ressort der Central-Verwaltung für die Länder zwischen Maas und Rhein und Rhein und Mosel (Hdb. VI. S. 350).

## C. Departemente des linken Rheinufers.

### §. 4.

1. Von der Rhein- und Moselarmee okkupirt gewesene Landestheile.

Beschluß vom 27. Januar 1795 (8. Plüvios III). Vertheilung der einzelnen Gemeinden unter die durch Beschluß von dem nämlichen Tage gebildeten, der Direction des domaines nationaux untergeordneten Arrondissementsdirektionen (Hdb. VI. S. 234).

Beschluß vom 26. Februar 1795 (8. Ventos III). Beschränkung des Ressorts der zu Trier errichteten Direction nationale des domaines (Hdb. VI. S. 236).

### §. 5.

2. Ressort der Central-Verwaltung für die Länder zwischen Maas und Rhein und Rhein und Mosel.

Beschluß vom 14. November 1794 (24. Brümär III). Errichtung einer Central-Verwaltung für die Länder zwischen Maas und Rhein. Eintheilung des Ressorts in sieben Arrondissements-Verwaltungen (Hdb. VI. S. 261).

Beschluß vom 10. März 1795 (20. Ventos III) und vom 31. März 1795 (11. Germinal III). Vereinigung der General-

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

direktion zu Trier mit dem Ressort der Central-Verwaltung (Hdb. VI. S. 283, 295).

Beschluß vom 19. April 1795 (30. Germinal III). Organisation der Arrondissements-Verwaltung zu Trier (Hdb. VI. S. 239).

Beschluß vom 27. Mai 1795 (8. Prärial III). Begränzung des Ressorts der Central-Verwaltung (Hdb. VI. S. 302).

Beschluß vom 17. Oktober 1795 (25. Vendemiär IV). Ressort der Central-Verwaltung, insbesondere in Beziehung auf Limburg u. s. w., betr. (Hdb. VI. S. 347).

Beschluß vom 8. November 1795 (17. Brümär IV). Trennung der Arrondissemente Limburg, Spa und Mastricht von dem Ressort der Central-Verwaltung (Hdb. VI. S. 349).

Beschluß vom 2. Dezember 1795 (11. Frimär IV). Erstreckung des Ressorts der Central-Verwaltung auf die nicht in dem Vereinigungsgesetze der vormals belgischen Departemente begriffenen Landestheile, insbesondere die zu dem Herzogthume Jülich gehörig gewesenen (Hdb. VI. S. 350).

## §. 6.

### 3. Ressort der Generaldirektionen der eroberten Landestheile.

Beschluß vom 17. Mai 1796 (28. Floreal IV) Art. 2. Bestandtheile der beiden Generaldirektionen zu Aachen und Koblenz (Hdb. VI. S. 360).

## §. 7.

### 4. Verwaltung der Intermediärkommission zu Bonn [1].

Beschluß vom 5. April 1797 (16. Germinal V). Provisorische Eintheilung der eroberten Länder (Hdb. VI. S. 412).

Beschluß vom 6. Oktober 1797 (15. Vendemiär VI). Eintheilung des vierten Arrondissementes der Intermediärkommission (Hdb. VI. S. 438).

## §. 8.

### 5. Verwaltung der Gouvernements-Kommissarien.

Beschluß vom 23. Januar 1798 (4. Plüvios VI). Territorialeintheilung der neuen Departemente (Hdb. VI. S. 466).

1) Die auf dem rechten Moselufer belegenen Landestheile wurden während der s. g. Mosel-Demarkation von der Generaldirektion zu Zweibrücken aus verwaltet. S. Denkschrift an die französische Regierung u. s. w., erschienen im Oktober 1797 (Hdb. VI. S. 215 Nr. 1); jetzt auch abgedruckt in: Treviris, oder Trierisches Archiv für Vaterlandskunde u. s. w., von Hansen. Trier 1840. B. I. S. 26.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verordnung vom 15. Juni 1798 (27. Prärial VI). Abgeänderte Eintheilung des Roer-Departementes (Hdb. VI. S. 467 N. 2). [2])

Beschluß vom 12. März 1798 (22. Ventos VI). Abgeänderte Eintheilung des Saar-Departementes (Hdb. oben S. 409).

Orts- und Populations-Verzeichnisse:

a. für das Roer-Departement vom 24. Dezember 1798 (4. Nivos VII; Hdb. VI. S. 474);

b. für das Rhein- und Mosel-Departement vom 9. September 1799 (23. Fruktidor VII; Hdb. VI. S. 506);

c. für das Saar-Departement vom 21. Juli 1799 (24. Messidor VII; Hdb. VI. S. 489).

Beschluß vom 9. September 1800 (22. Fruktidor VIII). Administrative Gleichstellung der rheinischen Departemente mit Frankreich (Hdb. IV. S. 173).

Friedensvertrag von Lüneville, geschlossen den 9. Februar 1801 (20. Plúvios IX) und publicirt durch Gesetz vom 19. März 1801 (28. Ventos IX; Hdb. IV. S. 231).

Gesetz vom 9. März 1801 (18. Ventos IX). Definitive Vereinigung der rheinischen Departemente mit Frankreich (Hdb. IV. S. 225).

Beschluß vom 30. Juni 1802 (11. Messidor X). Aufhebung der bisherigen intermediären Verwaltung durch Gouvernements-Kommissarien mit dem 23. September 1802 (1. Vendemiär XI; Hdb. IV. S. 402).

## §. 9.

6. Definitive Begränzung der rheinischen Departemente.

Beschluß vom 5. Juli 1802 (16. Messidor X; Hdb. IV. S. 403).

# D. Großherzogthum Berg.

## §. 10.

Dekret vom 30. März 1806. Uebertragung der Herzogthümer Kleve und Berg an Joachim Mürat (Hdb. V. S. 72).

Den 31. März 1806. Besitznahme der gräflich von Wallmoden'schen Herrschaft Gimborn-Neustadt für Joachim, als damaligen Herzog von Berg.

Den 1. April 1806. Besitznahme der fürstlich Sayn-Wittgenstein-Berleburgischen Herrschaft Homburg an der Mark für Joachim, als damaligen Herzog von Berg.

2) Die Kantone Ravenstein und Gemert und die Gemeinde Vormeer in dem Kantone Goch wurden in dem Jahre VIII an die batavische Republik abgetreten (Hdb. VI. S. 845 N. 1).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Den 3. April 1806. Besitznahme der gräflich von Hatzfeldischen reichsunmittelbaren Herrschaft Wildenburg.

Rheinbundakt vom 12. Juli 1806. Art. 5. Erhebung des Herzogthumes Berg zum Großherzogthume. Art. 24. Ausdehnung desselben. (Scotti Jülich- und Bergische V. O. Nr. 2900.)

Den 5. Mai 1808 Besitznahme des Erbfürstenthumes Münster und der Grafschaften Lingen und Tecklenburg für den Großherzog von Berg in Gemäßheit des Traktates vom 1. März 1808. (v. Kamptz Jahrb. B. 17 S. 137).

Den 15. Juli 1808. Rückabtretung des Großherzogthumes Berg an Napoleon (v. Kamptz a. a. O.).

Dekret vom 14. November 1808. Territorialeintheilung des Großherzogthumes (Hdb. VII. S. 1).

Dekret vom 3. März 1809. Uebertragung des Großherzogthumes auf den Prinzen Ludwig Napoleon (Hdb. VII. S. 54).

Senatuskonsult vom 13. Dezember 1810. Vereinigung des größeren Theiles des Ems-Departementes mit Frankreich (Hdb. VII. S. 2 N. 2).

Den 2. Februar 1811. Besitznahme der vormaligen Grafschaft Recklinghausen in Gemäßheit einer Bekanntmachung des Ministers des Innern vom 28. Januar 1811 (Hdb. VII. S. 1 N. 1).

Den 2. Februar 1811. Besitznahme des Theiles des herzoglich Arembergischen Amtes Dülmen zwischen Lippe und Stever (Hdb. VII. S. 2 N. 1).

Dekret vom 17. Dezember 1811. Eintheilung der Grafschaft Recklinghausen, des bergischen Antheiles von Dülmen und der nicht zu Frankreich gezogenen Theile des Ems-Departementes (Hdb. VII. S. 241).

## II. Provisorische Verwaltung in dem Namen der hohen verbündeten Mächte.

### §. 11.

Die hierher gehörigen Veränderungen sind vollständig nachgewiesen in: Lottner B. I. S. 1—4, und: Schlickeysen: Repertor. d. Ges. u. Verordn. von 1814 bis 1829 (Trier 1830. 8.). S. IX—XII.

# III. Heutiger Territorialzustand.

## §. 12.

### 1. Vereinigung der einzelnen Bestandtheile mit der Monarchie. [1])

Patent vom 5. April 1815 wegen Besitznahme der Herzogthümer Kleve, Berg, Geldern, des Fürstenthumes Mörs und der Grafschaften Essen und Werden. Gesetzs. S. 21.

Patent von demselben Tage wegen Besitznahme des Großherzogthumes Niederrhein. Gesetzs. S. 23.

Bekanntmachung der Königl. Bevollmächtigten, des Gen.-Lieut. v. Gneisenau und des Geh. Staatsrathes Sack vom 15. April 1815 wegen der Besitznahme des Großherzogthumes Niederrhein, der Herzogthümer Kleve, Berg, Geldern, des Fürstenthumes Mörs und der Grafschaften Essen und Werden. Journ. d. Nied.- u. Mittelrheines S. 351.

Bekanntmachung derselben wegen der Huldigung vom 22. April 1815. Journ. d. N.- u. Mittelrh. S. 399.

Besitzergreifungs-Patent wegen der Stadt Saarbrücken und der übrigen von Frankreich durch den Friedenstraktat vom 20. November 1815 abgetretenen Oerter und Plätze, vom 27. November 1815. Gesetzs. 1816 S. 73.

Besitzergreifungs-Protokoll wegen Saarbrücken und der dazu gehörigen Gemeinden, vom 30. November 1815. Gesetzs. 1816 S. 74.

Besitzergreifungs-Protokoll wegen Saarlouis und der übrigen Orte, vom 2. Dezember 1815. Gesetzs. 1816 S. 75.

1816. Gränzregulirung mit dem Königreich der Niederlande. Vereinigung des unter der Fremdherrschaft zu den holländischen Departementen gehörig gewesenen Fleckens Schenkenschanz auf dem linken Rheinufer (Hdb. ob. S. 417 N. 1).

Erklärung wegen Beseitigung der Differenz, die sich rücksichtlich des Leyen'schen Distriktes erhoben hat, vom 11. Juni 1827. Gesetzs. 1830 S. 25. (Art. 2. Abtretung der Dörfer Merten, Biblingen, Flatten und Goegelfangen an Frankreich).

Definitive Uebereinkunft zwischen Preußen und Frankreich über die Gränzberichtigung der beiderseitigen Staaten u. s. w., vom 23. Oktober 1829. Gesetzs. 1830 S. 26.

Staatsvertrag zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preußen und Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Go-

1) Vergl. Starke Beiträge z. Kenntniß der bestehenden Gerichtsverfassung u. s. w. Th. II. Abth. 3 S. 2 u. ff.

tha wegen Abtretung des Fürstenthumes Lichtenberg, vom 31. Mai 1834. Lottner Samml. der für das Fürstenth. Lichtenberg ergangenen Verordn. (Berlin 1836) S. 596.

Patent wegen der Besitznahme der, unter dem Namen des Fürstenthumes Lichtenberg von Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha bisher inne gehabten Landestheile auf dem linken Rheinufer, vom 15. August 1834. Gesetzs. S. 161.

## §. 13.

### 2. Eintheilung.

Verordnung wegen verbesserter Einrichtung der Provinzialbehörden vom 30. April 1815. Anl. Eintheilung des preußischen Staates nach seiner neuen Begränzung. Gesetzs. S. 93.

Bekanntmachung vom 18. April 1816 wegen Eintheilung der Rheinprovinzen in Regierungsbezirke. Journ. des Nied.- u. Mittelrheines S. 383. Amtsbl. Düsseld. S. 1; Kleve S. 1; Kobl. S. 1; Trier S. 6; Köln S. 1. [1])

1) Die spezielle Verwaltungseintheilung der Rheinprovinzen hat durch Vereinigung einzelner landräthlicher Kreise und in Hinsicht auf die Vertheilung der Gemeinden unter dieselben mehrfache Abänderungen erlitten; namentlich in dem Regierungsbezirke Düsseldorf (v. Viebahn Statistik des Reg.-Bez. Th. I. S. 83) und in dem Regierungsbezirke Köln durch Vereinigung der Kreise Homburg und Gimborn-Neustadt zum Kreise Gummersbach, und der Kreise Siegburg und Uckerath zum Siegkreise (Bekanntmachung vom 24. März 1825; Amtsbl. S. 92). Der Kreis Gemünd in dem Reg.-Bez. Aachen erhielt durch Verfügung vom 11. Dezember 1829 (v. Restorff Statistik S. 811 N. 1) die Bezeichnung als Kreis Schleiden.

Die neuesten offiziell veranstalteten Orts- und Entfernungsnachweisungen sind: für den Reg.-Bez. Düsseldorf: Dr. J. G. v. Viebahn Statistik und Topographie des Reg.-Bez. Düsseldorf (Düsseldorf 1836. 2 B. in 4) B. 2; für den Reg.-Bez. Köln: Uebersicht der Gebietseintheilung des Regierungsbezirkes Köln am Schlusse des Jahres 1831. 8., und für den Reg.-Bez. Trier: Topographische Beschreibung des Reg.-Bez. Trier. Mit einem Anhange, enthaltend eine Sammlung statistischer Uebersichten (Trier 1833. 4. Vom Regierungs-Sekretär Schlickeisen). Statistische Werke für die ganze Rheinprovinz sind: Beiträge zur Statistik der Königl. Preussischen Rheinlande, aus amtlichen Nachrichten zusammengestellt. Aachen bei J. A. Mayer. 1829. 4. Topographisch-statistische Beschreibung der Königl. Preuß. Rheinprovinzen, von F. v. Restorff. Berlin u. Stettin 1830. 8. Zur speziellen Statistik gehören: Frh. v. Hauer: Statistische Darstellung des Kreises Solingen. Köln 1832. 8. Chr. Quix: Beiträge zu einer historisch-topographischen Beschreibung des Kreises Eupen. Aachen 1837. 8. Für Ermittelung der Territorialverhältnisse vor der französischen Okkupation dienen als Hülfsmittel außer

Bekanntmachung wegen der mit dem 1. Januar 1822 eintretenden Vereinigung des Regierungsbezirkes Kleve mit dem Reg.-Bez. Düsseldorf. Amtsbl. v. 1821. Düsseld. S. 587; Kleve S. 427.

A. K. O. vom 25. März 1835, betr. die Organisation der administrativen Verhältnisse im ehemaligen Fürstenthume Lichtenberg. Gesetzs. S. 43.

dem bekannten geographischen Werke von Büsching mit der zur Ergänzung erschienenen historisch-geographischen Beschreibung des Erzstiftes Köln (Frkf. u. Lpz. 1783. 8.): Math. Simon: Annalen d. innern Verwaltung d. Länder auf dem linken Ufer des Rheins. Ersten Buches 1. u. 2. Abth. Köln 1822 und 1824. 2 B. 8.; die Einleitungen zu Maurenbrecher: die Rheinpreußischen Landrechte (Bonn. B. 1 1830; B. 2 1831), besonders B. 1 S. 9 u. ff.; Territorialverhältnisse im Allgemeinen S. 119 u. ff. (Landestheile des Jülich- und bergischen Rechtes); S. 330 (Landestheile des kurkölnischen Rechtes); S. 468 (Grafschaft Dyck); B. 2 S. 27 (Landestheile des kurtrierischen Rechtes); S. 216 (sponheimische Landestheile); S. 311 (Grafschaft Blankenheim); S. 368 (vormals reichsunmittelbare Herrschaft Wildenburg); S. 482 (Herzogthum Geldern); W. v. d. Nahmer: Handb. des Rheinischen Partikularrechtes (Frkf. B. 1 u. 2, 1831; B. 3, 1832. 8.). B. 3 S. 600 u. folg. und die besonders sorgfältigen Zusammenstellungen nach Landgerichtsbezirken in: W. F. E. Starke: Beiträge zur Kenntniß der bestehenden Gerichtsverfassung u. s. w. Th. II. Abth. 3 (Berlin 1839) S. 14 (Aachen); S. 25 (Cleve); S. 33 (Coblenz); S. 47 (Cöln); S. 60 (Düsseldorf); S. 67 (Elberfeld); S. 71 (Saarbrücken); S. 77 (Trier). Die früheren Territorialbeziehungen der einzelnen Ortschaften und die Administrations-Verhältnisse derselben während der Fremdherrschaft sind nachgewiesen in den topographischen Beschreibungen der Reg.-Bez. Düsseldorf (von v. Viebahn) und Trier (von Schlickeisen).

# II.

# Ständische Einrichtungen. [1])

## A. Provinzial-Stände.

### §. 1.

#### 1. Im Allgemeinen.

**Allgemeines Gesetz wegen Anordnung der Provinzial-Stände vom 5. Juni 1823 (Gesetzs. S. 129).**

1) Für das Verständniß des inneren Zusammenhanges der fremdherrlichen Gesetzgebung bleibt auch die Kenntniß des französischen Verfassungsrechtes von 1788 bis zu der Restauration von 1814 noch fortwährend Bedürfniß. Es sind für diese Zeit vier successive Fundamental-Gesetze oder s. g. Konstitutionen zu unterscheiden, nämlich:

I. Die von der Assemblée nationale constituante vollendete Konstitution vom 3. September 1791, von dem Könige sanktionirt den 14. September 1791 (Nr. 1260; im Auszuge: Hdb. B. 2 S. 64 N. 1 unter 3);

II. Die (nach dem: Décret de la convention nationale portant abolition de la royauté, du 21 septembre 1792) von dem National-Konvente entworfene Konstitution vom 24. Juni 1793 (Nr. 1072; im Auszuge: Hdb. II. S. 366 N. 1, wo das Datum nach dieser Angabe zu berichtigen ist), beschworen durch die Kommissarien der Urversammlungen auf dem Bundesfeste zu Paris den 10. August 1793. An die Stelle derselben trat die revolutionäre Regierung des National-Konventes nach den Dekreten vom 10. Oktober 1793 (19. Vendemiär II) und vom 4. Dezember 1793 (14. Frimär II; im Auszuge: Hdb. II. S. 507);

III. Die von dem National-Konvente dekretirte Konstitution vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III), proklamirt den 23. September 1795 (1. Vendemiär IV; im Auszuge: Hdb. III. S. 156);

IV. Die Konstitution vom 13. Dezember 1799 (22. Frimär VIII; im Auszuge: Hdb. IV. S. 115 N. 2). Dieselbe wurde stufenweise wesentlich modificirt:

A. durch Senatus-Konsult vom 2. August 1802 (14. Thermidor X; III. B. 205, N°. 1875) wegen der Lebenslänglichkeit des ersten Konsulates;

B. durch das Senatus-Konsult vom 4. August 1802 (16. Thermidor X; im Ausz.: Hdb. IV. S. 414) wegen näherer Entwickelung der Konstitution;

Gesetz wegen Anordnung der Provinzial-Stände für die Rheinprovinzen vom 27. März 1824 (Gesetzs. S. 101). [2])

A. K. O. vom 15. März 1825 wegen Verleihung einer Viril-Stimme im ersten Stande der rheinischen Provinzial-Stände an den Fürsten von Hatzfeld (Gesetzs. S. 21).

Verordnung vom 13. Juli 1827 wegen der nach dem Gesetze vom 27. März 1824 vorbehaltenen Bestimmungen für die Rheinprovinzen (Gesetzs. S. 103). [3])

A. K. O. vom 14. Februar 1829. Bestätigung der Ritterguts-Matrikel und Normen für die Berichtigung und Vervollständigung derselben. Amtsbl. Aachen S. 147; Düsseld. S. 165; Kobl. S. 137 u. 233; Köln S. 73; Trier S. 101. [4])

C. durch das Senatus-Konsult vom 18. Mai 1804 (28. Floreal XII; im Ausz.: Hdb. IV. S. 528), verb. mit dem Senatus-Konsult vom 6. November 1804 (15. Brûmâr XIII) wegen des Gouvernement impérial.

Ueber die Geschichte dieser Verfassungsverhältnisse s. *Lanjuinais* Const. d. l. nat. franç.; avec un essai de traité historique et politique etc. Paris 1819. 2 vols. in-8. (*Dupin* bibl. chois. N°. 1820).

Von den vereinigten Departementen haben an den französischen Verfassungen Theil genommen: A. die belgischen Departemente seit der Konstitution vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III), vermöge Beschlusses vom 6. Oktober 1795 (14. Vendemiâr IV); B. die rheinischen Departemente seit der Konstitution vom 13. Dezember 1799 (22. Frimâr VIII), vermöge des Gesetzes vom 30. Juni 1802 (11. Messidor X; Hdb. IV. S. 402).

2) Die bis jetzt abgehaltenen fünf Provinzial-Landtage sind: erster eröffnet den 29. Oktober 1826, geschlossen den 7. Januar 1827 mit dem Landtagsabschiede vom 13. Juli 1827 (Rumpf Landtagsverhandl. Berlin seit 1826. Folge 3 S. 151); zweiter eröffnet den 18. Mai 1828, geschl. den 25. Juni 1828 mit dem Landtagsabschiede vom 15. Juli 1829 (Rumpf Folge 5 S. 265); dritter eröffnet den 30. Mai 1830, geschl. den 29. Juni 1830 mit dem Landtagsabschiede vom 30. Oktober 1832 (Rumpf Folge 9 S. 232); vierter eröffnet den 10. November 1833, geschl. den 31. Dezember 1833 mit dem Landtagsabschiede vom 3. März 1835 (Rumpf Folge 11 S. 255); fünfter eröffnet den 21. Mai 1837, geschl. den 23. Juli 1837 mit dem Landtagsabschiede vom 26. März 1839 (Landtagsverhandl. u. s. w.; Folge 15, fortgesetzt von Nitschke. Berl. 1840 S. 234). Ueber die Gegenstände der Vortage s. Verhandl. des 5. Prov.-Landt. (Folge 15 S. 290) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 441 a. a. O.).

3) S. Verhandl. d. erst. Landt. unter A. Prop. 1—3 (Rumpf Folg. 3 S. 152) und Landtagsabsch. vom 13. Juli 1827 unter A, 1—3 (Rumpf a. a. O. S. 228). Ueber die Ertheilung von Viril- und Kollektiv-Stimmen s. Verhdl. d. 2. Landt. unter B, 30 (Rumpf Folg. 5 S. 301) und Absch. vom 15. Juli 1829 (Rumpf a. a. O. S. 333).

4) Wegen Vermehrung der Rittergüter s. Verhandl. des 3. Land-

Verordnung vom 26. März 1839. Theilnahme des Kreises St. Wendel an dem Provinzial-Landtage (Gesetzs. S. 103). [1]

§. 2.

2. Konvokations-Zeit.

Landtagsabschied vom 3. März 1835 B. 20 (Rumpf Folge 11 S. 357). [2]

§. 3.

3. Bekanntmachung der Landtagsverhandlungen.

A. K. O. vom 2. November 1833, den Abdruck der ständischen Petitionen und Gutachten betr. (Gesetzs. S. 91). [3]

§. 4.

4. Kraft der Landtagsabschiede.

Landtagsabschied vom 30. Oktober 1832 B. 23 (Rumpf Folge 9 S. 287). [4]

## B. Kreisstände.

§. 5.

Kreisordnung vom 13. Juli 1827 (Gesetzs. S. 117) [5]

A. K. O. vom 7. Februar 1829. Verhältniß der Standesherrn zu den Kreisständen (Gesetzs. S. 17).

A. K. O. vom 5. April 1836. Wahlfähigkeit der Abgeordneten zu den Kreistagen (Gesetzs. S. 171). [6]

Verordnung vom 26. März 1839 zur Vervollständigung der Zusammensetzung der Kreisstände in der Rheinprovinz (Gesetzs. S. 102). [7]

tages B. 33 (Rumpf Folge 9 S. 267) und Absch. vom 30. Oktober 1832 (Rumpf a. a. O. S. 292).

1) Verhandl. d. 5. Prov.-Landt. I. 12 (Verhandl. Folge 15 S. 253) und Absch. v. 26. März 1839 (S. 423 a. a. O.).
2) Auf den Antrag des 2. Prov.-Landt. (Rumpf a. a. O. S. 310).
3) Auf den Antrag des 2. Prov.-Landt. B. 19 (Rumpf Folge 11 S. 310) und Absch. vom 3. März 1835 (Rumpf a. a. O. S. 357).
4) Auf den Antrag des 3. Prov.-Landt. (Rumpf a. a. O. S. 261).
5) Verhandl. d. 1. Prov.-Landt. unter A. Prop. 4 u. 5 (Rumpf Folge 3 S. 163) und Absch. vom 13. Juli 1827 unter A. 5 (Rumpf a. a. O. S. 231).
6) Verhandl. d. 2. Prov.-Landt. B. 22 (Rumpf Folge 9 S. 260) und Absch. vom 30. Oktober 1832 (Rumpf a. a. O. S. 287). Verhandl. des 3. Prov.-Landt. B. 18 (Rumpf Folge 11 S. 309) und Absch. vom 3. März 1835 (Rumpf a. a. O. S. 356).
7) Verhandl. d. 5. Prov.-Landt. A. 13 (Verhandl. Folge 15 S. 255) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 423).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# III.

# Allgemeine Geschichte der Gesetzgebung.

## I. Kodifikation der französischen Hauptrechtstheile. [8])

### §. 1.

Dekret vom 24. August 1790 Art. 19—21 (Hdb. I. S. 271). Beschluß wegen Revision und Kodifikation der Civilgesetze und wegen Reform des Verfahrens in Civil- und Strafsachen.

Dekret vom 30. Mai 1794 (11. Prärial II). Bestimmungen über das Verfahren bei allgemeiner Kodifikation der Gesetze (Hdb. II. S. 591).

Beschluß vom 24. Februar 1802 (5. Ventos X) wegen jährlicher Berichterstattungen des Kassationshofes und des Justiz-Ministers über die Mängel der Civil- und Kriminalgesetzgebung und über die Mittel zu Verbesserung derselben (Hdb. II. S. 285).

8) Zur Kenntniß der Literatur dieses Rechtes dienen: Bibliothèque Choisie des livres de droit etc. Par M. Camus. 5e Ed. Par M. *Dupin*, aîné. Paris 1832. 8. (als Suite von desselben: Profession d'avocat); mit einzelnen Berichtigungen und Ergänzungen hinsichtlich der in Belgien erschienenen Werke: Bruxelles, 1833. 8.; die Nachweisungen in: *Zachariae* Hdb. d. franz. Civ. R. 4 Aufl. Heidelb. 1837. 4 Bde 8.; die Revue étrangère de législation par *Foelix*. Paris 8. (seit 1333 in monatlichen Heften erscheinend), welche von dem dritten Jahrgange an als Revue étrangère et française auch die französische Rechtsliteratur berücksichtigt; Kritische Zeitschrift f. R. W. u. Ggbg. d. Ausl v. *Mittermaier* u. *Zachariae*, Heidelb., von 1828 bis 1840. 12 Bde. in 8. (à 3 Hfte) und der zuerst 1838 für den Jahrgang 1837 erschienene jährliche: Catalogue général de la littérature française etc. avec table systematique — publié par la librairie Brockhaus et Avenarius. Paris et Leipzig. 8. Ueber die Geschichte des französischen Rechtes im Allgemeinen und der einzelnen Theile desselben s. *Zachariae* Hdb. §. 42 (4. Aufl. S. 90) und: *Poncelet* (*F. F.*), Précis de l'histoire du droit civil en France. Paris 1838. in-8. Cat. gén. p. 121.

## §. 2.

## Die fünf französischen Gesetzbücher.

### 1. Civilgesetzbuch.

Gesetz vom 21. März 1804 (30. Ventos XII) (Hdb. IV. S. 521). Vereinigung der seit dem 5. März 1803 (14. Ventos XI) erlassenen sechs und dreißig Einzelgesetze (Art. 1) über das Civilrecht zu einem Civilgesetzbuche. Ergänzung (Art. 2 u. 3) und Eintheilung desselben (Art. 4). Anfang der verbindlichen Kraft der einzelnen Bestandtheile (Art. 6) und Verhältniß des Gesetzbuches zu den älteren Rechtsquellen (Art. 7) [1].

Gesetz vom 3. September 1807 (Hdb. V. S. 282). Republikation des Civilgesetzbuches als Code Napoleon [2].

## §. 3.

### 2. Civilprozeß-Ordnung [3].

Erster Theil. Von dem Verfahren vor den Gerichten in Civilprozeßsachen.

Erstes und zweites Buch. Von dem Verfahren in erster Instanz.

Erstes Buch. Von den Friedensgerichten.

Zweites Buch. Von den kollegialischen Untergerichten (tribunaux inférieurs): dekretirt den 14. April 1806; promulgirt den 24. April 1806.

Drittes und viertes Buch. Von den Rechtsmitteln.

Drittes Buch. Von den Appellationsgerichten (cours impériales).

Viertes Buch. Von den außerordentlichen Rechtsmitteln. Dekretirt den 17., promulgirt den 27. April 1806.

Fünftes Buch. Von Vollstreckung der Urtheile: dekretirt den 21. April 1806; promulgirt den 1. Mai 1806.

Zweiter Theil. Prozeßhandlungen in besonderen Fällen.

Erstes Buch. Vermischte Fälle: dekretirt den 22. April 1806; promulgirt den 2. Mai 1806.

Zweites Buch. Verfahren in Nachlaßsachen: dekretirt den 28. April 1806, promulgirt den 8. Mai 1806.

Drittes Buch. Schiedsrichterliches Verfahren: dekretirt den 29. April 1806; promulgirt den 9. Mai 1806.

1) Ueber die Geschichte der Abfassung s. *Zachariae* Hdb. §§. 8—10.

2) Das Verhältniß der neuen zu der ersten Redaktion ist dargestellt in *Locré:* Esprit du Code Napoleon. T. VI (Paris 1808) p. 540—566.

3) Ueber die Geschichte der Abfassung s. *Zachariae* a. a. O. §. 17.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verbindliche Kraft der Civilprozeß-Ordnung.

C. Pr. O. Art. 1041. Anfang derselben mit dem 1. Januar 1807. Vorbehalt ergänzender Verordnungen über den Geschäftsgang und die Prozeß-Kosten.

Staatsrathsgutachten vom 16. Februar 1807 (Hdb. V. S. 243). Behandlung schon früher anhängig gewordener Sachen.

Fortdauer der Gültigkeit älterer Gesetze über das Verfahren bei besondern Gegenständen.

Staatsrathsgutachten vom 1. Juni 1807 (Hdb. V. S. 258).

## §. 4.

### 3. Handelsgesetzbuch [4]).

Erstes Buch. Erster bis siebenter Titel. Allgemeines Handelsrecht mit Ausschluß des Wechselrechtes. Dekretirt den 10. September 1807; promulgirt den 20. September 1807.

Achter Titel. Wechselrecht. Dekretirt den 11., promulgirt den 21. September 1807.

Zweites Buch. Seerecht. Dekretirt den 15., promulgirt den 25. September 1807.

Drittes Buch. Von Fallimenten und Bankerotten. Dekretirt den 12., promulgirt den 22. September 1807.

Viertes Buch. Von der Gerichtsbarkeit in Handelssachen. Dekretirt den 14., promulgirt den 24. September 1807.

Anfang der verbindlichen Kraft des H.-G.-B. mit dem 1. Januar 1808.

Gesetz vom 15. September 1807 (IV. B. Nr. 2805) [5]).

## §. 5.

### 4. Strafprozeßordnung [6]).

Einleitung. Erstes Buch. Untersuchungsverfahren (police judiciaire). Dekretirt den 17., promulgirt den 27. November 1808.

Zweites Buch. Ausübung der Straf-Justiz.

Erster Titel. Polizei-Gerichtsbarkeit. Dekretirt den 19., promulgirt den 29. November 1808.

Zweiter Titel. Von den vor Geschworene gehörigen

4) Ueber die Geschichte der Abfassung s. *Zachariae* a. a. O. §. 20.

5) Art. 1er. Les dispositions du code de commerce ne seront exécutées qu'à compter du 1er janvier 1808.

2. A compter dudit jour, 1er janvier 1808, toutes les anciennes lois touchant les matières commerciales, sur lesquelles il est statué par ledit code, sont abrogées.

6) Ueber die Redaktion der die französische Straf-Justiz betreffenden Gesetzbücher s. *Zachariae* a. a. O. §. 21.

Strafsachen. Dekretirt den 9., promulgirt den 19. Dezember 1808.

Dritter Titel. Von den Rechtsmitteln in Strafsachen. Dekretirt den 10., promulgirt den 20. Dezember 1808.

Vierter Titel. Von den besonderen Arten des Verfahrens. Kapitel 1—5. (Kap. 1. Verfahren bei Fälschungen. Kap. 2. Kontumazial-Verfahren. Kap. 3. Verfahren in Strafsachen gegen richterliche Beamte. Kap. 4. Verfahren bei Vergehen gegen die der Obrigkeit gebührende Achtung. Kap. 5. Ausnahmsweises Verfahren bei Zeugenvernehmungen.) Dekretirt den 12., promulgirt den 22. Dezember 1808.

Kapitel 6—7. (Kap. 6. Feststellung der Identität zur Einziehung gebrachter entsprungener Verbrecher. Kap. 7. Verfahren bei Entwendung oder Vernichtung von Kriminal-Akten.) Dekretirt den 13., promulgirt den 23. Dezember 1808.

Fünfter Titel. Erledigung von Kompetenz-Fragen. Dekretirt den 14., promulgirt den 24. Dezember 1808.

Sechster Titel. Von den Spezial-Gerichtshöfen. Dekretirt den 15., promulgirt den 25. Dezember 1808.

Siebenter Titel. Allgemeine Bestimmungen. (Kap. 1. Aufbewahrung und Verzeichnung der Strafurtheile. Kap. 2. Untersuchungs- und Strafgefängnisse. Kap. 3. Verhütung von ungesetzlichen Verhaftungen und Prozeduren. Kap. 4. Verjährung.) Dekretirt den 16., promulgirt den 26. Dezember 1808.

## §. 6.

### 5. Anfang der verbindlichen Kraft.

Dekret vom 2. Februar 1809. Bestimmung desselben auf den 1. Januar 1810 (Hdb. V. S. 390).

Dekret vom 17. Dezember 1809. Aussetzung des Anfanges der Wirksamkeit auf den 1. Januar 1811 (Hdb. V. S. 428).

Dekret vom 23. Juli 1810. Nähere Bestimmung des Anfanges der Wirksamkeit nach dem Tage der Installation der einzelnen cours impériales. Behandlung früher eingeleiteter Sachen (Hdb. V. S. 597).

Dekret vom 25. November 1810 über den nämlichen Gegenstand (Hdb. V. S. 638).

## §. 7.

### 6. Strafgesetzbuch.

Einleitende Bestimmungen.

Erstes Buch. Von den Strafen in Kriminal- und Korrektions-Sachen. Dekretirt den 12., promulgirt den 22. Februar 1810.

Zweites Buch. Von der Strafbarkeit und der Verantwortlichkeit der Personen in Kriminal- und Korrektions-Sachen. Dekretirt den 13., promulgirt den 23. Februar 1810.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Drittes Buch. Von der Beschaffenheit und der Bestrafung der Verbrechen und Vergehen.

Erster Titel. Verbrechen und Vergehen gegen Verhältnisse des öffentlichen Rechtes. Kap. 1 und 2 dekretirt den 15., promulgirt den 25. Februar 1810. Kap. 3 dekretirt den 16., promulgirt den 26. Februar 1810.

Zweiter Titel. Verbrechen und Vergehen gegen Privatpersonen. Dekretirt den 17., promulgirt den 27. Februar 1810.

Viertes Buch. Von den Polizei-Kontraventionen. Dekretirt den 20. Februar, promulgirt den 2. März 1810.

§. 8.

7. Anfang der verbindlichen Kraft.

S. die Nachweisungen unter §. 6.

## II. Sammlungen der fremdherrlichen Gesetze.

### 1. Für Frankreich.

§. 9.

a. Vorrevolutionäre Gesetzgebung [1]).

**Recueil des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789 par M. M. Jourdan, Decrusy, Isambert et Taillandier. Paris 1821—1833. 30 vols. 8.** [2]).

b. Gesetzgebung seit 1789 [3]).

§. 10.

α. Vor Einführung des Gesetz-Bülletins.

**Collection générale des lois, proclamations, instructions et autres actes du pouvoir exécutif. Paris, de l'imprimerie du Louvre, 1792 et années suivantes. 18 vols in 4.** [4]).

1) Die auf Staatskosten unternommene unter dem Namen der Ordonnances du Louvre bekannte Sammlung der: Ordonnances des Rois de France de la 3e race etc. angefangen von Laurière, fortgesetzt von Secousse, Villevault, de Bréquigny, Camus und Pastoret (*Dupin* bibl. chois. Nr. 1026) Vol. 1—19. Paris 1723—1835. fol. reicht nur bis zu dem Jahre 1486.

2) Eine Zusammenstellung der noch gültigen Bestimmungen bezweckt: *Walker*: Collection complète, par ordre chronologique, des lois, édits, traités de paix etc., antérieurs à 1789, restés en vigueur, avec des renvois à la législation nouvelle etc. Paris 1837. 5 vols. in gr. 12. — Catal. gén. p. 27.

3) S. *Dupin* bibl. choisie Nr 1832 suiv.

4) Vom 5. Juli 1788 bis zu dem 5. Juni 1794 (17. Prârial II, dem Anfange des Gesetz-Bülletins; unter 5973 Nummern). Die einzelnen Stücke



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Lois et actes du gouvernement, depuis août 1789 jusqu'au 18 prairial an 2, époque ou a commencée le bulletin des lois. Paris, impr. impér. 1806—1807. 8 vol. 8. (*Dupin* Nr. 1838).

Collection générale des Decrets etc. depuis le 6. mai 1789 — jusqu'au 30 prairial an II. Paris. Baudoin. 47 vols. 8. [1]) (*Dupin*, Nr. 1839.)

## §. 11.

### β. Gesetz-Bülletins.

Gesetzliche Bestimmungen über dieselben.

Dekret vom 4. Dezember 1793 (14. Frimär II; Hdb. II. S. 507). Sect. I. art. 1, 3, 4, 7, 8. Bestimmungen über die Veranstaltung eines numerirten Bülletins zu amtlicher Mittheilung der allgemeinen Gesetze an die Behörden.

Gesetz vom 17. August 1794 (30. Thermidor II). Gegenstände der Aufnahme in dasselbe [2]).

Beschluß vom 6. November 1795 (15. Brümär IV; Hdb. III S. 303). Beglaubigung durch den Unterschriftstempel des Justiz-Ministers.

Gesetz vom 27. Januar 1795 (8. Pluvios III) über die Einrichtung und die Art der Versendung [3]).

sind nach der Zeit der Königl. Sanktion oder Acceptation geordnet. Die ersten fünf Bände haben jeder zwei Abtheilungen, so daß das Ganze in 23 Quartbänden besteht.

1) Nach dem Datum der dekretirten Gesetze geordnet. Außerdem wurde von Baudoin in Gemäßheit des Dekretes vom 9.—19. Januar 1791 (Hdb. I. S. 482) eine Ausgabe aller von der Nationalversammlung dekretirter Gesetze bis zu dem Tage jenes Dekretes zur amtlichen Versendung in 2000 Exemplaren gedruckt. Die Sammlung besteht in 15 Bänden, B. 1. u. 2 in 4., die folgenden in 8.

2) Art. 1er. Les lois d'intérêt public ou d'exécution générale, dont elle aurait ordonné, pour des motifs particuliers, la promulgation par la voie du bulletin de correspondance, seront néanmoins imprimées dans le bulletin des lois.

2. Aucun décret dont l'objet sera individuel ou local ne sera imprimé dans le bulletin des lois, à moins que la convention n'en ordonne autrement.

3. Les lois qui auront pour objet un intérêt public ou qui seront d'une exécution générale, porteront cette disposition: „Le „présent décret sera imprimé dans le bulletin des lois." Les décrets qui n'auront pour objet qu'un intérêt local ou individuel, porteront cette disposition: „Le présent décret sera inséré au bulletin de correspondance." (I. B. 40, Nr. 223).

3) Art. 1er. L'imprimerie établie pour l'expédition des lois, conformément au décret du 14 frimaire de l'an 2, continuera d'être

régie et administrée au nom de la république, sous la dénomination d'*imprimerie nationale*, par l'agence de l'envoi des lois.

2. Cette agence ne sera plus composée que de deux membres responsables, nommés par la convention nationale sur la présentation du comité des décrets, procès-verbaux et archives, et dépendant de la commission des administrations civiles, police et tribunaux.

3. Cette imprimerie sera destinée à l'impression, 1°. des lois dans la forme qui va être déterminée; 2°. des rapports, adresses et proclamations dont l'envoi aura été ordonné par la convention nationale; 3°. des arrêtés pris par les comités pour l'exécution des lois, et de la notice distribuée aux membres de la convention, en exécution de l'article 31 de la loi du 7 fructidor; 4°. des circulaires, états et modèles relatifs à l'exécution des lois ou des arrêtés, et faits par ordre des comités; 5°. des éditions originales des ouvrages d'instruction publique adoptés par la convention nationale; 6° et de tous les ouvrages de sciences et d'arts qui seront imprimés par ordre de la convention et aux frais de la république.

4. Le comité des décrets, procès-verbaux et archives, sous la surveillance duquel cet établissement est mis, fera faire sans délai un inventaire exact de tous les poinçons, matrices, caractères, presses et autres objets qui en composent le fonds.

5. Les lois qui sont d'une exécution générale, seront envoyées à l'agence par le comité des décrets, procès-verbaux et archives, le lendemain du jour où leur rédaction définitive aura été approuvée, pour être imprimées sur-le-champ dans le format qui sera règlé, et par série de numéros.

6. L'agence fera tirer le nombre d'exemplaires de chaque numéro de lois, rapports, adresses et proclamations, qui sera jugé nécessaire pour la distribution aux membres de la convention nationale, et l'envoi direct aux commissions exécutives, au tribunal de cassation, aux administrations de département et de district, et aux tribunaux criminels et civils. Elle fournira à l'administration du département de Paris le nombre d'exemplaires nécessaire pour les autorités constituées et fonctionnaires publics de son arrondissement.

7. Il en sera adressé deux exemplaires à chacune des autres administrations de département, et un seulement aux tribunaux criminels de département, aux administrations et aux tribunaux de district.

8 Aussitôt après la réception des lois et autres envois, l'administration de département sera tenue, sous la responsabilité de chacun de ses membres, de faire réimprimer, dans le même format, chaque numéro en autant d'exemplaires qu'il en sera nécessaire pour les envois à faire à toutes les autorités constituées de son arrondissement, et à tous les fonctionnaires qui y exercent individuellement des fonctions publiques: le comité des décrets, procès-verbaux et archives, en arrêtera l'état par département

9. L'administration de département enverra, sans retard, à

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## Gesetz vom 16. Februar 1795 (28. Plúvios III) die Veränderung des Titels des Búlletins betr. [1]).

chaque district, le nombre d'exemplaires nécessaire pour toutes les autorités constituées et les fonctionnaires publics désignés de son arrondissement. Les agens nationaux seront tenus de surveiller la célérité de l'envoi qui leur en sera fait.

10 Les administrations de district régleront, sans délai, les moyens de concilier, suivant les localités, l'économie avec la célérité et la sûreté de ces envois, et proposeront au comité des transports, postes et messageries, les mesures de réforme et de changement convenables dans l'établissement actuel des piétons; et néanmoins elles suspendront provisoirement le service de ceux des piétons qu'elles jugeront inutiles.

11. Les lois relatives aux armées de terre et de mer, et qui ne seraient point obligatoires pour les autorités civiles, ne seront ni réimprimées par les administrations de département, ni envoyées dans les communes: l'agence de l'envoi sera tenue de les adresser directement aux commissions exécutives qu'elles intéressent, et de fournir à celles-ci, sur leur réquisition, les exemplaires nécessaires pour les envois qu'elles auront à en faire aux différentes autorités civiles ou militaires qui devront les faire exécuter.

12. Les administrations de district justifieront à celle du département, dans le délai d'une décade, à dater de la réception des lois et autres envois, de leur transmission aux autorités constituées et aux fonctionnaires publics de leur arrondissement.

13. Les administrations de département, indépendamment de l'accusé de réception qu'elles seront obligées de fournir sur-le-champ à l'agence de l'envoi des lois, certifieront, dans le délai de deux décades, le comité des décrets, procès-verbaux et archives, de la réimpression des lois, rapports, adresses et proclamations, de leur envoi aux administrations de district, et de la transmission que celles-ci en auront faite aux autorités constituées et aux fonctionnaires publics.

14. La collection authentique des lois et autres envois formera un dépôt qui ne pourra, sous aucun prétexte, être tiré des secrétariats des autorités constituées et des greffes des tribunaux; et lorsqu'un fonctionnaire public auquel ils auront été adressés, sera remplacé, il sera tenu d'en transmettre la collection à son successeur.

15. Le comité des décrets, procès-verbaux et archives est autorisé à prendre ou à maintenir, pour l'exécution des dispositions précédentes, les arrêtés convenables.

16. Les dispositions des lois antérieures, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, sont expressément maintenues. (I. B. 117, N°. 616.)

1) La convention nationale, sur la proposition d'un membre de changer le titre de *bulletins des lois*, et de lui substituer celui de *lois de la république*,

Décrete cette proposition. (I. B. 126, N°. 662.)

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Gesetz vom 4. Oktober 1795 (12. Vendemiär IV; Hdb. III. S. 205) Einrichtung und Versendung.

Gesetz vom 5. Januar 1796 (15. Nivos IV; Hdb. III. S. 316) wegen Beschränkung der in dasselbe aufzunehmenden Gesetze.

Beschluß vom 14. Februar 1796 (25. Plüvios IV; Hdb. III. S. 327) Veränderungen in der Form desselben.

Beschluß vom 10. Dezember 1801 (19. Frimär X; Hdb. IV. S. 274). Format und Versendung. Separat-Abdrücke der aufgenommenen Gesetze.

Beschluß vom 8. März 1802 (17. Ventos X). Suppression des Unterschriftstempels des Justiz-Ministers (III. B. 167, Nr. 1292).

## §. 12.

Verbindliche Kraft der in das Bülletin aufgenommenen Gesetze und Verordnungen.

Gesetz vom 4. Oktober 1795 (12. Vendemiär IV) Art. 12. Hdb. III. S. 207.

Beschluß vom 31. Mai 1796 (12. Prärial IV; Hdb. III. S. 361). Bekanntmachung der Ankunfttage der Bülletins an den Departements-Hauptorten.

Gesetz vom 14. November 1798 (24. Brümär VII; Hdb. III. S. 746).

Civ. G. B. Art. 1. Anfang der verbindlichen Kraft der Gesetze.

Staatsraths-Gutachten vom 14. Juni 1805 (23. Prärial XIII; Hdb. V. S. 23). Anfang der verbindlichen Kraft der kaiserlichen Dekrete.

## §. 13.

Verhältniß der Bülletins zu Privatsammlungen.

Dekret vom 6. Juli 1810 (Hdb. V. S. 539). Verbot der Herausgabe von Gesetzen und Verordnungen vor dem Erscheinen derselben in dem Gesetz-Bülletin.

## §. 14.

Eintheilung der Bülletins aus der Zeit bis zu Beendigung der Fremdherrschaft.

Erste Serie [2]). (Convention nationale.) Vom 10. Juni 1794 (22. Prärial II) bis zu dem 25. Oktober 1795 (9. Brümär IV), in 205 Stücken und 1233 Nummern; 6 B. 8.

2) Sämmtliche Serien sind französisch und auch französisch und deutsch erschienen. Die Gesetze und Verordnungen sind in keiner bestimmten chronologischen Folge mitgetheilt, und zum Theile, wie u. a. das bekannte Dekret vom 30. Dezember 1809 über die Fabrikverwaltungen (Hdb. IV. S. 599 N. 1), sehr lange nach der Promulgation zurückgehalten.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Zweite Serie. (Directoire exécutif.) Vom 26. Oktober 1795 (4. Brümär IV) bis zu dem 17. Januar 1800 (27. Nivos VIII) in 345 Stücken und 3535 Nummern; 9 B. 8. [1]).

Dritte Serie. (Consulat.) Vom 19. Januar 1801 (29. Nivos VIII) bis zu dem 17. Mai 1804 (27. Floreal XII) in 362 Stücken und 3846 Nummern; 9 B. 8. [2]).

Vierte Serie. (Gouvernement impérial.) Seit dem 18. Mai 1804 (28. Floreal XII) 20 B. 8. [3]).

1) Zur Vollständigkeit gehören drei Tabellen zu St. 42 S. 12; St. 108 S. 8 und St. 232 S. 4, so wie das Nebenbülletin 114 *bis*.

2) Hierzu kommen acht Tabellen zu St. 14 S. 6; St. 27 S. 4; St. 44 S. 16; St. 73 S. 384; St. 179 S. 126; St. 187 S. 238; St. 229 S. 152 und St. 264 S. 28; ein Neben-Bülletin St. 288 und zwei Neben-Bülletins St. 275.

3) Es reicht dasselbe bis zu dem 1. April 1814 und besteht aus 566 Stücken mit 10,254 Nummern. In den vollständigen Exemplaren finden sich Neben-Bülletins zu den Stücken: 128, 142, 149, 154, 214, 232, 239, 277, 327, 355, 356, 364 und 369; sodann drei Tabellen: eine zu St. 398 S. 376 und zwei zu St. 461 S. 344. Ueber die Zeit der Gemeinschaftlichkeit der dritten und vierten Serie für die Departemente des linken Rheinufers s. unten §. 16. Für Frankreich ist das Gesetz-Bülletin fortgesetzt: fünfte Serie (erste Restauration) in 3 B.; sechste Serie (100 Tage) in 1 Bd.; siebente Serie (Ludwig XVIII.) in 19 Bd; achte Serie (Karl XII.) in 12 Bd. und neunte Serie (Ludwig Philipp) seit dem 27. Juli 1830 in zwei Abtheilungen, von welcher die erste die eigentlichen Gesetze und die zweite die Königlichen Verordnungen und Entscheidungen auf Staatsrathsgutachten enthält. — Unter den nicht amtlichen Sammlungen ist die vorzüglichste von: *Duvergier (J.-B.)* Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlemens et avis du conseil d'état etc. De 1788 à 1830 inclus. Paris 1825—1831. 30 Vol. in-8. (fortgesetzt seit 1830 in einem Bande jährlich). Die Gesetze sind chronologisch nach der Zeitfolge der entsprechenden Dekrete mitgetheilt, und für die frühere Zeit zugleich mit Rückweisung auf diese Stelle unter dem Datum der Königl. Sanktion erwähnt. Die Sammlung enthält zugleich eine Auswahl von Ministerial-Instruktionen und Anmerkungen unter dem Texte, in welchen das Verhältniß der successiven Gesetze, die durch den Moniteur bekannt gemachten Diskussionen derselben und die Jurisprudenz der Gerichtshöfe nachgewiesen werden. Ueber die Grundsätze der Bearbeitung s. T. I. p. XII. Hierzu kommt die sehr vollständige und zweckmäßig eingerichtete: Table générale, analytique et raisonnée des lois, décrets etc. Paris 1834 und 1838. 2 Vols. in—8. Die französische Gesetzgebung bis zu der Restauration ist enthalten a. chronologisch in: *Rondonneau:* Collection générale des lois, senatus-consultes etc. depuis l'ouverture des états-généraux en 1789 jusqu'au 1er avril 1814. Paris 1817—1819. 12 Vols in-8.; wozu die Table générale etc. Paris 1816. 4 Vols in-8.; b. nach Gesetzgebungszweigen in: *Désenne:* Code générale français etc.; depuis l'ouverture des états généraux au 5 mai 1789 jusqu'au 8 juillet

## §. 15.

## 2. Für die belgischen Departemente.

Récueil des lois de la république française et des arrêtés et actes des autorités constitués dans les départemens réunis. Bruxelles, Huighe, imp., an 2 et suiv. Hierher gehört nur die erste Serie: Proclamations et arrêtés des représentans du peuple. 25 vols. 8. [4])

Récueil des proclamations, arrêtés etc. des représentans du peuple et de l'administration centrale supérieure de la Belgique. Bruxelles, l'an 3. 8 vols. in-4., chez Hayez, imp. (unvollendet). [5])

## §. 16.

## 3. Für die Departemente des linken Rheinufers.

Ueber die Sammlungen aus der Zeit der Gouvernements-Kommissarien s. Hdb. I. S. X. [6])

1815 (mit Nachweisungen der Jurisprudenz). Paris 1818—1826. 18 Vol. Text und 2 Vol. Register (chronologisch und alphabetisch). 8. Zum Handgebrauche geeignet ist: *Galisset:* Corps de droit français etc.; depuis 1789—mai 1828. Paris 1825—1830. 4 Vol. in gr. 8. Das vollständigste Repertorium der französischen Gesetzgebung, Doktrin und Jurisprudenz ist: *Dalloz* (jeune) Dictionn. gén. et rais. de législ. etc. Paris 1835—37. 9 livrais. in 4.

4) Die zweite Serie (14 vols.) umfaßt das Konsulat, und die dritte (18 vols.) die lois de l'empire.

5) Die: *Pasinomie* ou collection complète des lois etc. Bruxelles, chez Tarlier 1833. 24 vols. in-8. enthält in einer besonderen Abtheilung der ersten Bände, zum Theile nur auszugsweise, auch die: Arrêtés des représentans du peuple etc. vor der Vereinigung mit Frankreich. Eine Auswahl der als noch gültig anzusehenden oder in Rücksicht auf Fälle der Vergangenheit noch wichtigen Gesetze und Verordnungen bezweckt das: Récueil des lois et actes généraux etc. Bruxelles, chez Pinchon-Debroux. 1819 et suiv., von welcher Sammlung die erste Serie (9 vols. in-8.) die Zeit der französischen Herrschaft umfaßt. Vergl. wegen des s. g. Code Merlin B. I. S. VII.

6) Die vollständigen Exemplare der s. g. hundert Bülletins enthalten zu Bülletin IV ein den Gerichten amtlich zugefertigtes: Tableau d'organisation de la gendarmerie nationale etc, avec la *carte topographique* desdits départemens, indicative du placement des brigades, de leurs points intermédiaires de correspondance, de leurs liaisons etc. Aix-la-Chapelle, de l'imprimerie de *J. G. Beaufort.* An 8 de la républ. (LX Seiten 8.); mit Bülletin IV unter dem Titel: Manuel à l'usage de la gendarmerie nationale. An 8. verbunden; nebst vier illuminirten Kupfern zu §. XXIV des Dienstreglements (Bull. IV p. 291). In dem Tableau ist (p. XXIII) unter der Ueberschrift Coup d'oeuil, sur le site topographique etc. eine kurze statistische Uebersicht der vereinigten Departemente mit Nachweisung der

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Dritte Serie des französischen Gesetz-Bülletins (ob. §. 14) von Nr. 220 bis zu Ende.
Vierte Serie des französischen Gesetz-Bülletins (ob. §. 14) von Nr. 1 bis 544. [1])

## §. 17.

## 4. Für die holländischen Departemente.

Dekret vom 6. Januar 1811 Art. 3 (Hdb. ob. S. 417).

## §. 18.

## 5. Großherzogthum Berg.

Dekret vom 3. November 1809. Einführung eines Gesetz-Bülletins für das Großherzogthum (Hdb. ob. S. 72). [2])

# C. Für die Zeit der provisorischen Verwaltungen. [3])

## §. 19.

### 1. General-Gouvernement Berg.

Gen.-Gouv.-Verordnung vom 4. August 1814 wegen eines mit dem Intelligenzblatte verbunden herauszugebenden Gouvernements-Blattes. Lottner B. I. S. 69. [4])

älteren Territorial-Verhältnisse derselben gegeben. Ich verdanke die Kenntniß eines solchen Exemplares der gefälligen Mittheilung des Advokat-Anwaltes bei dem App.-Ger.-Hofe, Herrn v. Hontheim.

1) Dies ist die letzte in dem Hauptorte des Saar-Departementes (zu Trier) distribuirte Nummer dieser Serie. (Nach geneigtester Mittheilung des ersten Präsidenten des App.-Ger.-Hofes, Herrn ꝛc. ꝛc. Schwarz). Die Actes de préfecture etc. der verschiedenen Departemente seit dem Anfange des Jahres XI (23. September 1802) enthalten verschiedene in den Bülletins nicht mitgetheilte Dekrete. Repertorien der in den Departementen des linken Rheinufers verkündigten Gesetze haben geliefert: Haas (A. A.) Rep. d. franz. Gesetzgebung. Trier 1822. 3 B. 8. (der erste umfaßt die Sammlungen der Gouvernements-Kommissarien); Hisgen (J.), Gesetzes-Repertorium. Trier 1833. (Nur zu den Originalsammlungen brauchbar). Simon Uebersicht der in d. Rheinpr. gelt. Gesetze u. s. w. Köln (bei Thiriart) 1824. 8. (in historischer Darstellungsform).
2) Dasselbe umfaßt 52 Bülletins in 8. Dazu kommt für die frühere Zeit: Première serie du bulletin des lois, cont. les lois et décrets publ. depuis le 15 juillet 1808, époque de la cession du Grand-Duché à Sa Maj. l'Emp. et Roi jusqu'au 3 novembre 1809, époque de l'établissement du bulletin. Düsseldorf de l'impr. du gouv. 8. (franz. u. deutsch).
3) Lottner B. I S. 1—406.
4) Dasselbe reicht vom 4. August 1814 bis zum 2. April 1816.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 20.

### 2. Nieder- und Mittelrhein.

a. Vor Vereinigung beider Gouvernemente.

Gen.-Gouv.-Verordnung vom 11. Mai 1814 wegen Herausgabe eines Gouvernements-Blattes für den Mittelrhein. Lottner B. I. S. 101. [5])

Gen.-Gouv.-Verordnung vom 20. März 1814 wegen Herausgabe des Journals des Niederrheins. Lottner B. I. S. 114. [6])

b. Nach Vereinigung derselben.

Gen.-Gouv.-Verordnung vom 1. Juni 1814. Lottner B. I. S. 139. [7])

## §. 21.

### 3. Oesterreichisch-baierische Landes-Administrations-Kommission.

Verordnung vom 18. Juni 1814. Lottner B. I. S. 242. [8])

## §. 22.

### 4. Landes-Administration zu Saarbrücken.

Verordnung vom 16. Januar 1816 wegen Herausgabe des Amtsblattes von Saarbrücken. Lottner B. I. S. 351.

# D. Gesetz- und Verordnungssammlungen seit 1816.

## §. 23.

### 1. Amtsblätter.

Verordnung vom 28. März 1811 über die Einrichtung der Amtsblätter [9]) (Gesetzs. S. 165; Amtsbl.: Aachen S. 1; Düsseld. S. 5; Kleve S. 6; Kobl. S. 29; Trier S. 2). [10])

Staats-Ministerial-Cirkular vom 30. Dezember 1817 wegen ausschließlicher Bekanntmachung allgemeiner Anordnungen in

5) Erschienen für die Zeit vom 2. Februar bis 15. Juni 1814. Vgl. N. 6.

6) Erschienen für die Zeit vom 16. Juni 1814 bis 20. April 1816.

7) Von 16. Juni 1814 bis 20. April 1816.

8) Vom 16. Juni 1814 bis 1. Mai 1816. Abgedruckt in: Sammlung der unter dem General-Gouvernement des Mittelrheins, dann unter der k. k. Oestreich. und königl. Baier. gemeinschaftl. Landes-Administration zu Kreuznach und Worms erschienenen Verordnungen u. s. w. Heidelberg 1820. 2 B. 8.

9) Für anwendbar in den Rheinprovinzen erklärt durch: Verordnung vom 9. Juni 1819 §§. 3—15 (Gesetzs. S. 149—151).

10) Erschienen seit 1816; für den früheren Reg.-Bez. Kleve bis 1821 einschließlich.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

den Amtsblättern durch die Regierungen. Ann. d. inn. Verw. H. 4 S. 2.

Cirkular des Min. d. Inn. vom 17. August 1819. Unentgeltliche Aufnahme der Bekanntmachungen der Behörden in herrschaftlichen Sachen in die Amtsblätter. Ann. d. inn. Verw. S. 641.

A. K. O. vom 24. Juli 1826. Verbindlichkeit der nur durch die Amtsblätter bekannt gemachten Gesetze (Gesetzs. S. 73).

## §. 24.

### 2. Gesetzsammlung.

Verordnung vom 27. Oktober 1810 (Gesetzs. S. 1) verb. mit der Verordnung vom 9. Juni 1819 (Gesetzs. S. 149) über Anwendbarkeit derselben für die Rheinprovinzen.

A. K. O. vom 30. Dezember 1832 (Lottner B. 3 S. 563). Verbindlichkeit der vor der Verordnung vom 9. Juni 1819 durch die Gesetzsammlung mitgetheilten Gesetze und Verordnungen.

## §. 25.

### 3. Jahrbücher für die Preußische Gesetzgebung.

Rescript v. 30. Juli 1830 (Jahrb. B. 36 S. 202 und Lottner B. 3 S. 355). Anschaffung derselben für die Gerichtshöfe in der Rheinprovinz. Berücksichtigung der darin enthaltenen, nach der rheinischen Rechtsverfassung anwendbaren administrativen Anordnungen.

## §. 26.

### 4. Ministerial-Blätter.

Cirkular-Verfügung vom 28. Dezember 1838, die Herausgabe und Anschaffung des Justiz-Ministerial-Blattes betreffend (Jahrg. I. S. 1). [1]

Ministerial-Blatt für die gesammte innere Verwaltung in den Königl. Preuß. Staaten; herausgegeben in dem Büreau des Min. d. Inn. [2]

Central-Blatt d. Abgaben-, Gewerbe- und Handelsgesetzgebung und Verwaltung in den König. Preuß. Staaten. [3]

## §. 27.

### 5. Amtliche Mittheilung allgemeiner, nicht in die Gesetzsammlung und in die Amtsblätter kommender Ministerial-Verfügungen.

Staats-Ministerial-Verordnung vom 28. Februar 1818 (Ann. d. inn. Verw. S 2).

1) Erschienen seit 1839 wöchentlich eine Nummer in 4.
2) Erschienen seit 1840 in 4.
3) Erschienen seit 1839 in 4.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Cirkular-Verfügung des Königl. Staats-Ministeriums vom 8. April 1818, den Abdruck derselben betr. (Ann. d. inn. Verw. S. 294).

## §. 28.

### 6. Sammlungen mit Aufnahme schon mitgetheilter Gesetze und Verordnungen.

#### a. Für die Justiz.

Lottner (F. A.): Sammlung der für die Königl. Preuß. Rheinprovinz seit dem Jahre 1813 ergangenen Gesetze, Verordnungen und Ministerial-Rescripte ꝛc. Im Auftr. E. hoh. Ministerii der Gesetzgebung und Justiz-Verwaltung d. Rheinprovinz. Berlin. B. 1—3 (1834); B. 4 mit dem Sachregister bis 1834 einschließl. (1835); B. 5 (1838; enth. die Vorordn. d. J. 1835 und 1836); B. 6 (von F. W. Leitner 1839; enth. die Verordn. d. J. 1837 und 1838). 8.

Lottner: Sammlung der für das Fürstenthum Lichtenberg vom Jahre 1816 bis 1834 ergangenen Herzogl. Sachsen-Coburg-Gothaischen Verordnungen. Berlin 1836. 8.

#### b. Für die Verwaltungen.

v. Kamptz: Annalen der Preußischen innern Staats-Verwaltung. Berlin seit 1817. 8. (Jährlich ein Band in vier Heften; der erste mit besonderer Paginirung der Hefte, die folgenden mit durchlaufender Paginirung). [4])

v. Rönne und Simon: die Verfassung und Verwaltung des Preußischen Staates; eine systematisch geordnete Sammlung aller auf dieselben Bezug habender gesetzlicher Bestimmungen u. s. w. Breslau b. Aderholz. 8. [5])

## §. 29.

### 7. Repertorien.

Schlickeysen (F. W. A.): Repertorium d. Gesetze u. Verordn. für d. Königl. Preuß. Rheinprovinzen von 1814 bis 1829. Trier 1830. 8. (sehr brauchbar).

Kretzschmer (J. E.): Repertorium aller Königl. Preuß. Landesgesetze. Danzig 1836. 3 B. 8.

4) Seit 1835 sind die Verwaltungsverordnungen auch mitgetheilt in: Cameralistische Zeitung für d. Preuß. Staaten. Berlin b. Heymann. 4. (Jährlich 52 Nummern).

5) Nach dem im März 1840 ausgegebenen Prospectus soll die Sammlung lieferungsweise erscheinen, und, außer einem allgemeinen Theile als Einleitung, alle Zweige des Verfassungs- und Verwaltungsrechtes in zwei Haupttheilen, unter Nachweisung der entsprechenden Literatur, umfassen. Den Verfassern ist (nach der Ankündigung in: Kameralistische Zeitung f. 1841 S. 312) die Benutzung der Ministerial-Archive gestattet, und davon bei Herausgabe der das Polizeiwesen betreffenden Bände bereits Gebrauch gemacht worden.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# III. Revision der Gesetzgebung.

## A. Französische Kodifikationen. [1])

### §. 30.

St. R. G. vom 7. Januar 1813 (Hdb. V. S. 841). Veranstaltung eines Auszuges der noch gültigen Bestimmungen der amtlichen Gesetzsammlungen nach den verschiedenen Zweigen der Gesetzgebung. [2])

1) Ueber das Bedürfniß einer Kodifikation und Revision der französischen Einzelgesetze siehe: *Dupin* des magistrats d'autrefois etc. §. VII: De la révision générale des lois. Paris 1814; 2. éd. 1824. Auch in: Manuel des Étudians en Droit. Brux. 1835. p. 433; *Carré:* les lois de l'organisation etc. Introd. gén. N°. 55 N. 1 (éd. Brux T. I. p. XXXVI). Ueber die Verschiedenartigkeit der Gesichtspunkte der noch gültigen franz. Gesetze, mit besonderer Anwendung auf die Straf-Justiz s. *Dupin:* Lois criminelles (Paris 1821) p. II. Zu den fünf französischen Hauptgesetzbüchern kommt für Frankreich jetzt noch der Code forestier (promulg. d. 21. Mai 1827). Der Ausdruck *Code* wird aber in Frankreich willkürlich auch anderen Gesetzen und selbst Privatzusammenstellungen vereinzelter Gesetzesbestimmungen beigelegt, und dadurch in das Unbestimmte ausgedehnt. *Zachariae* §. 6 (4. Ausg. B. I. S. 11). So erschienen u. a.: Les dix-huit Codes des Français etc. Paris 1838. in-18. und: Les Codes des Codes ou les 20 Codes etc. Paris 1838. in-18. Cat. gén. p. 25.

2) Zur Ausführung dieses St. R. G. wurde eine Kommission ernannt, und *Dupin* mit Bearbeitung der Auszüge beauftragt. Derselbe ließ nach Unterbrechung der Arbeiten durch die politischen Ereignisse der Restauration als Privatarbeit erscheinen: Lois concernant les lois. Paris 1817 in-12. In Gemäßheit eines Auftrages des Großsiegelbewahrers wurde die Arbeit von demselben fortgesetzt. S. die Nachweisung der erschienenen Einzelsammlungen in desselben: Bibl. chois. de droit N°. 1836. Für die Rheinprovinz haben von denselben noch mehr oder weniger Brauchbarkeit: Lois s. l'organisation judiciaire (1819. 2 vols. 8); Lois civiles faisant le supplément au Code civil (1820. 2 vols. 8.); Lois commerciales etc. (1820. 8.); Lois s. la procédure civile (1821. 8.); Lois criminelles (1821. 8.); Lois conc. les communes, les hospices, les prisons et les établissemens publics en général (1823. 2 vols. 8.) und Lois forestières, avec les lois s. l. chasse et la pêche (1822. 8.). Durch Ordonnance du 20 août 1824 wurde eine Commission de révision ernannt, mit dem Auftrage: „de corriger et de vérifier les arrêtés, décrets et autres décisions règlementaires rendus antérieurement au 1^er^ avril 1814, de préparer successivement et par ordre de matières des projets d'ordonnan-

## B. Gesetzgebung während der provisorischen Verwaltungen.

### §. 31.

**Bekanntmachung des obersten Verwaltungs-Departements der wiedereroberten Länder vom 23. Oktober 1813 (Lottner B. I. S. 5).**

**A. K. O. vom 9. September 1822 (Lottner B. I. S. 322).** [3])

ces portans abrogation explicite et définitive de celles de ces décisions qu'elle jugera ne pas devoir être maintenues; de préparer également et dans le même ordre des projets d'ordonances déstinées à remplacer celles dont les dispositions auront été reconnus utiles, et qui devront être conservées. Ueber die Resultate dieser Kommission s. *Dupin.* a. a. O.

3) Für das General-Gouvernement Berg wurde eine besondere Kommission niedergesetzt um zu berathen: „wie und mit welchen Modifikationen die französische Rechts- und Gerichtsverfassung in diesem deutschen Lande aufgehoben, und eine ganz deutsche Justiz-Pflege hergestellt werden könne." Verordn. vom 17. December 1813 (Lottner B. I. S. 8). Die erheblichsten ganz oder theilweise noch beibehaltenen Modifikationen der fremdherrlichen Gesetzgebung während der provisorischen Verwaltungen betreffen: A. aus dem Civilrechte: 1. die Personenstandsurkunden, insbesondere die Geburtsanzeigen (für Berg bei Lottner B. I. S. 15, 45); 2. das Eherecht, insbesondere: a. die Vollziehung der Ehe vor dem Personenstandsbeamten (für Berg bei Lottner B. I. S. 72, 77, 80, 84); b. die Eheverbote und Dispensationen in Ehesachen (N. u. M. Rh. bei Lottner B. I. S. 185; Oesterr. baier. Komm. b. Lottner B. I. S. 281, 303; Land.-Admin. Saarb. b. Lottner B. I. S. 352); c. die Legitimation natürlicher Kinder verschwägerter Personen (Oesterr. baier. Komm. b. Lottner B. I. S. 311; Land.-Adm. Saarbr. b. Lottner B. I. S. 352); B. aus dem Civilprozeß-Rechte den Kassationsrekurs (Lottner B. I. S. 68, 100, 149); C. aus dem Strafrechte die Strafmilderung (für Berg b. Lottner B. I. S. 15; für den Mittelrhein b. Lottner B. I. S. 110; für den Niederrhein b. Lottner B. I. S. 144; für den Nieder- und Mittelrhein b. Lottner B. I. S. 183); D. aus der Strafprozeß-Ordnung die Art. 154, 189 und 315 (für d. Nieder- und Mittelrh. b. Lottner B. I. S. 186); E. das Forstrecht (für den Nieder- und Mittelrhein Verordn. v. 17. August 1814 in Journ. Nr. 29 u. 30 und bei Hermens Hdb. d. Forst- u. s. w. Gesetzg. S. 577; Oesterr. baier. Komm. b. Lottner B. I. S. 247, 309, 313, 345; Land-Admin. Saarbr. b. Lottner B. I. S. 350) und F. die Jagden und Fischereien (für d. Nieder- u. Mittelrhein bei Lottner B. I. S. 156; Oesterr. baier. Komm. b. Lottner B. I. S. 277, 329).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## C. Gesetzgebung seit dem Jahre 1815.

### 1. Gang der Gesetzgebung im Allgemeinen. [1]

### §. 32.

Allerhöchster Zuruf an die Einwohner der mit der Monarchie vereinigten Rheinlande vom 5. April 1815 (Gesetzs. S 25).

Verordnung wegen künftiger verbesserter Einrichtung der Provinzial-Behörden v. 30. April 1815 (Gesetzs. S. 85). Eintheilungsplan des Staates für administrative und Justiz-Zwecke (Gesetzs. a. a. O. S. 97, 98).

1815 den 18 Juli. Beauftragung des damaligen Chef-Präsidenten des Oberlandesgerichtes zu Münster (jetzigen Wirkl. Geh.-Rathes, Herrn Sethe Exc.) mit Organisation der Justiz-Verwaltung in den Rheinprovinzen (v Kamptz Jahrb. B. 50 S. 692).

### §. 33.

A. K. O. vom 20. Junius 1816. Errichtung der Immediat-Justiz-Kommission. Beauftragung derselben mit vorbereitender Prüfung der bisherigen Rechts- und Gerichtsverhältnisse zum Zwecke der Vermittelung mit der Rechtsverfassung der älteren Staatstheile (Lottner B. I. S 414).

Bekanntmachung der Immediat-Justiz-Kommission vom 13. September 1816 über ihren Wirkungskreis (Lottner B. I. S. 413).

Aufforderung der Immediat-Justiz-Kommission zu Beiträgen über Gegenstände der künftigen rheinischen Gesetzgebung und Gerichtsverfassung vom 4. November 1816 (Lottner B. I. S. 418). [2]

1) Historische Darstellung des Ganges welchen die Angelegenheit wegen Einführung des preuß. Rechtes in d. Rh. Pr. genommen hat; in: Jahrb. B. 56 S. 333.

2) Einer mehrseitigeren öffentlichen Erörterung der hierher gehörigen Gegenstände sollte (nach dem Plane B. I. S. IV) gewidmet sein: Niederrheinisches Archiv f. Gesetzgebung, Rechtswissenschaft und Rechtspflege. Herausgeg. v. G. v. Sandt und C. Zum-Bach. Köln 1817 bis 1819. 4 Bde. 8. Vergleiche über diese Zeitschrift: v. Kamptz Jahrb. B. 9 S. 158, 373; B. 10 S. 208; B. 11 S. 158. Ann. d. inn. Verw. 1817 H. 1 S. 312 Dagegen Niederrh. Archiv B. 2 S. 75; B. 3 S. 102, 187. Von besonderen Schriften und Abhandlungen über die rheinischen Rechtsverhältnisse aus dieser Periode sind außer den §. 25 anzuführenden über die Gerichtsverfassung zu bemerken: die Wünsche der neuen Preußen bei der zu erwarteten Justiz-Reform u. s. w. Köln (bei Rommerskirchen) 1816. 8. Dagegen: Einige Worte über die von einem Pseudo-Neu-Preußen herausgegebenen Wünsche. Köln (bei DuMont u. Bachem) 1816. 8. Vergl. Niederrh. Arch. B. I. S. 15.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 34.

A. K. O. vom 19. November 1818 und Instruktion von demselben Tage für den Staatsminister v. Beyme als Plan zu den Vorarbeiten zur definitiven Regulirung der Rechts- und Gerichtsverfassung in den Rheinprovinzen, und zur vorläufigen Organisation der Gerichtsbehörden in denselben (Lottner B. I. S. 523). §. 4 der Instr. Beibehaltung der für die Rheinprovinzen bestehenden Gesetzgebung und Gerichtsverfassung im Wesentlichen bis zu Vollendung der durch A. K. O. vom 23. Oktober 1817 angeordneten allgemeinen Revision der ganzen Preußischen Rechts- und Gerichtsverfassung. §. 5 u. 6. Sofortige Revision der in fremder Sprache verfaßten Gesetze und der darauf Bezug habenden, von den ehemaligen Gouvernements erlassenen Verordnungen in dem Geiste des Publikations-Patentes des allgemeinen Landrechtes v. 5. Februar 1794. Zweck und Gesichtspunkte der Umarbeitung, deren Entwurf binnen Jahresfrist vollendet werden sollte. §§. 7—9. Ausfüh-

Die Wünsche und Hoffnungen der Neu-Preußischen Staatsbürger in dem Großherzogthume Niederrhein u. s. w. Ein Seitenstück zu der jüngst erschienenen Schrift: Die Wünsche u. s. w. Köln 1817. gr. 8. und dazu: v. Kamptz Jahrb. B. 9 S. 165. Dobbe (J. M. B.): die bevorstehende neue gerichtliche Verfassung in den Königl. Preuß. Rheinprovinzen. Köln 1817. 8. Briefe über die jetzigen Angelegenheiten d. deutschen Rheinlande; herausgeg. von Dr. u. Prof. Köl zu Würzburg. Nürnb. 1818. H. 1. 8. und dazu: v. Kamptz Jahrb. B. 11 S. 184; und der Aufsatz: Samuel Buttler u. s. w. in: Niederrh. Arch. B. 4 S. 89. Zum-Bach: Flüchtige Gedanken über das Adressen-Wesen. Köln 1818 (bei Bachem), (verb. mit: Niederrh. Arch. B. 2 S. 326, 374; B. 3 S. 32, 367; B. 4 S. 81, 157 und v. Kamptz Jahrb. B. 21 S. 374). Bruchstücke über das Verhältniß der Justiz-Verwaltung zur Staatsverfassung und Staatsverwaltung in: Ann. d. inn. Verw. 1817 H. 1 S. 289.

Die Resultate der Berathungen der Immediat-Justiz-Kommission sind enthalten in: a. Gutachten der Imm.-Justiz-Komm. über das öffentliche Verfahren in Civilsachen. Berl. 1818 (bei G. J. Nauck); 28 S. in Fol., auszugsweise mitgetheilt in: Niederrh. Archiv B. 4 S. 286, und vollständig in: die Einführung der Preuß. Gesetzgeb. in d. Rheinprovinzen. Kobl. 1827. H. 1 S. 1. b. Gutachten d. Imm.-Justiz-Komm. über das öffentliche und mündliche Verfahren in Untersuchungssachen. Berlin 1818; 32 S. in Fol.; im Auszuge: Niederrh. Arch. B. 4 S. 304. c. Gutachten d. Imm.-Justiz-Komm. üb. das Geschwornengericht. 1819 (ohne Druckort, 238 S. 8.); im Auszuge: Niederrh. Archiv B. 4 S. 332; die Einführung u. s. w. H. 1 S. 50. d. Resultat der Deliberationen d. Imm.-Justiz-Komm. üb. verschiedene Hauptgegenstände der ihr gewordenen legislativen Aufgaben. 1818 (ohne Druckort); 31 S. Fol. Auszüge in: die Einführung u. s. w. H. 2 S. 112. Grävell Prüfung d. Gutachten d. Königl. Preuß. Imm.-Justiz-Komm. am Rhein, über die dortigen Justiz-Einrichtungen. Leipzig 1819. 2 Th. 8.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

rung dieser Bestimmungen. §§. 10 u. ff. Vorläufige Bestimmungen über die Gerichtsverfassung. §. 46. Autorisation zu dem Entwurfe besonderer vorläufiger Verordnungen über die am dringendsten der Reform bedürftigen Gegenstände. [1])

Rescript des Ministers zur Revision der Gesetzgebung und Justiz-Organisation in den neuen Provinzen vom 13. Januar 1819 (Niederrh. Arch. B. 4 S. 344), die Organisation der Gerichtsbehörden in Gemäßheit der vorangeführten Instruktion betr.

Bekanntmachung vom 3. Januar 1820 (Lottner B. 2 S. 3). Trennung der Gesetzes-Revision von der Justiz-Verwaltung der Rheinprovinz.

§. 35.

A. K. O. vom 7. Dezember 1824 an das Staats-Ministerium wegen Suspension des Gesetzes über die innere Polizei der Gemeinden vom 10. Vendemiär IV. [2])

1) Von den namentlich hier bezeichneten Gegenständen sind seitdem: a. das Armenrecht in Prozessen durch: Verordn. vom 16. Februar 1823 (Lottner B. 2 S. 347) und A. K. O. v. 25. Mai 1831 (Lottner B. 3 S. 374); b. die Qualifikation zum Justiz-Dienste durch: Regulativ v. 16. Februar 1832 (Lottner B. 3 S. 431), A. K. O. v. 30. Juli 1833 und Instruktion vom 8. Februar 1834 (Lottner B. 4 S. 19); c. das Subhastations-Verfahren in dem Exekutions-Wege durch: Subh.-Ordn. vom 2. August 1822 (Lottner B. 2 S. 280) und A. K. O. v. 9. April 1836 (Lottner B. 5 S. 360); bei Veräußerung von Mündelgütern durch: A. K. O. v. 4. Juli 1834 (Lottner B. 4 S. 131); A. K. O. v. 21. Januar 1835 (Lottner B. 5 S. 56); bei dem Purgations-Verfahren durch: A. K. O. v. 11. März 1837 (Lottner B. 6 S. 117) und bei Theilungen u. s. w. durch A. K. O. v. 29. September 1837 (Lottner B. 5 S. 231) gesetzlich normirt worden. Außerdem ergingen 1. eine neue Notariatsordnung und Taxordnung für die Notarien v. 25. April 1822 (Lottner B. 2 S. 245); 2. eine durch A. K. O. v. 9. Juni 1833 genehmigte Gerichtsvollzieherordnung mit entsprechender Gebührentaxe (Lottner B. 3 S. 637), so wie 3. die das Vormundschaftswesen betreffenden, das französische Civil-Recht modificirenden Bestimmungen der A. K. O. vom 4. Juli 1834 (Lottner B. 4 S. 131); vom 5. April 1835 (Lottner B. 5 S. 102) und vom 18. Dezember 1836 (Lottner B. 5 S. 522).

2) Hierher gehört nur der in die Gesetzsammlung (S. 222) nicht aufgenommene Schlußabsatz: „Auch finde ich es nach dem bei dieser Gelegenheit von dem Staats-Ministerio abgegebenen Vorschlage angemessen, die Einführung der preußischen Gesetzgebung, besonders der Crimina-Gerichtsordnung, in den Rheinprovinzen von den Resultaten der Revision des Landrechtes und der Gerichtsordnung nicht länger abhängig zu machen; es soll vielmehr der Justiz-Minister das deshalb Erforderliche vorbereiten und bei dem Staats-Ministerio zur Berathung bringen, damit die Provinzial-Stände in den Rheinprovinzen diesen Gegenstand bei ihrem Zusammentreten sogleich in Erwägung nehmen können." Einführ. d. Pr. Gesetzgeb. H. 2 S. 85.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

A. K. O. vom 11. Juli 1825. Wiedervereinigung des Geschäftes der Revision der Gesetze mit dem Justiz-Ministerium und Befehl der Beschleunigung dieses Geschäftes.

Cirk. des Justiz-Ministers vom 26. Dezember 1825 an die Oberlandesgerichte (Einführ. d. Pr. Gesetzgeb. H. 2 S. 85). Zwecke und Gesichtspunkte der allgemeinen Gesetzes-Revision. Einforderung von Gutachten über die einzelnen Theile der zu revidirenden Gesetzgebung.

Allerhöchstes Proprositions-Dekret vom 23. Oktober 1826 an die zum ersten Landtage versammelten rheinischen Provinzial-Stände wegen Einführung der preußischen Gesetzbücher in die Rheinprovinzen, und wegen der Modalitäten dieser Einführung. Anordnung einer Kommission zur Berathung der Modifikationen, welche aus provinziellen und Lokal-Interessen bei der Einführung als nothwendig erscheinen könnten, und der Auswahl älterer Provinzial-Gesetze, deren Wiederherstellung nützlich seyn dürfte, nach Anleitung des Publ.-Pat. zum A. L. R. vom 5. Februar 1794. Aufforderung zur Wahl von vier ständischen Abgeordneten für diese Kommission. (Einführ. d. Pr. Gesetzgeb. H. 2 S. 93.) [3])

Verhandlungen des ersten Provinzial-Landtages unter A. 12 (Rumpf Folge 3 S. 188) und Absch. vom 13. Juli 1827 (Rumpf a. a. O. S. 238). [4])

3) Die Abstimmungen des Landtages wurden in dem Dezember jenes Jahres durch die Mainzer Zeitung, die Frankfurter Ober-Postamts-Zeitung und das Frankfurter Journal zur Kenntniß des Publikums gebracht. Wiederholt mitgetheilt sind dieselben in: die Einführ. d. Preuß. Gesetzgeb. H. 1 S. 99.

4) Vergl. den Aufsatz: die Einführung des Preußischen Landrechtes und der Gerichtsverfassung in den Rheinprovinzen in: v. Kamptz Jahrb. B. 28 S. 171. Bessel Denkschrift, betr. die Revision der Gesetzgeb. des Preuß. Staates u. s. w. Kobl. 1826. 8. v. Fürth Bemerkungen über die in den Rheinprovinzen noch bestehende Justiz-Verfassung u. s. w. Aachen 1826. Recension dieser Schrift in den: Ann. d. inn. Verw. B. 9 S. 1138, und dagegen: deutsche Pariser Zeitung 1826 Nr. 67. Lombard über die bevorstehende Aenderung der Gesetze in den Königl. Rheinprovinzen. Koblenz (bei Hölscher) 1827. Hefftter: Gedanken über die Einführung der allgemeinen preußischen Gesetzgebung u. s. w. Bonn (bei Büschler) 1827. 8. v. R. (angeblich Frh. v. Recum, königl. baierischer Geheime-Rath): das gemeinsame deutsche rheinische Landrecht, als Resultat des Kampfes zwischen dem preußischen Landrechte und der auf dem linken Rheinufer bestehenden französ. Gesetzgebung. Mannheim (b. Löffler) 1827. (80 S. 8.). Tübinger krit. Zeitschr. für Rechtswissenschaft B. 3 S. 406. Justiz-Sachen, bes. in Rücksicht auf die Gesetzgeb. u. Justiz-Verf. in Alt- und Rhein-Preußen. Besonderer Abdruck aus der Minerva, verb. und mit eigenen und fremden Beiträgen verm. Leipzig 1827. 8. Ansichten und Wünsche der Bewohner d. preuß. Rheinprovinzen b. der bevorstehenden Justiz-Organi-



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 20. April 1828. Erforderung des Gutachtens des zweiten Provinzial-Landtages über die von der zu Berlin versammelt gewesenen Kommission in Vorschlag gebrachten Modifikationen bei Einführung der Preuß. Gesetzgebung. Verhandlungen des zweiten Prov.-Landt. über diesen Gegenstand (Abschn. I. unter 1); insbesondere Bitte um Aussetzung der Einführung vor beendigter allgemeiner Gesetzes-Revision und um Beschleunigung der letzteren (Rumpf Folge 5 S. 266).

Abschied vom 15. Juli 1829 unter I. 1 (Rumpf a. a. O. S. 303).

Verhandlungen des dritten Prov.-Landt. unter B. 31. Bitte der Majorität um Beibehaltung einzelner Rechtseinrichtungen und um Vorlegung der künftigen Gesammt-Gesetzgebung zur ständischen Begutachtung (Rumpf Folge 9 S. 266). Landtagsabsch. vom 30. Oktober 1832 (Rumpf a. a. O. S. 291).

## §. 36.

A. K. O. vom 9. Februar 1832. Absonderung des Justiz-Ministeriums für die Gesetzes-Revision und die Justiz-Verwaltung in den Rheinprovinzen von dem Ministerium für die Justiz-Verwaltung der älteren Provinzen (Gesetzs. S. 15). [1])

Adresse des vierten Provinzial-Landtages v. 5. Dezember 1833 auf das Allerhöchste Propositions-Dekret vom 5. November 1833 (die Revision der noch gültigen älteren Provinzial- und Territorial-Rechte betr.) wegen Anerkennung der fünf französischen Gesetzbücher als rheinisches Provinzial-Recht (Rumpf Folge 11 S. 287), verb. mit Allerhöchster Eröffnung vom 19. Dezember 1833 (Verweisung auf die wegen Berücksichtigung der französischen Gesetzbücher bereits früher Allerhöchst erlassenen Bestimmungen). [2])

sation u. s. w. Zürich 1827. 8. (mit den Gutachten der Imm.-Justiz-Komm.). v. Oppen: Vergleichung der Französischen und Preußischen Gesetze. Köln (bei Bachem) 1827—1828. (3 H. in 8.).

1) S. Materialien z. Uebersicht der Justiz-Verwaltung in der Rheinprovinz in dem achtjährigen Zeitraume von 1831 bis 1838 in Jahrb. B. 52 S. 295.

2) Aus den die Gesetzgebungsfragen dieser Periode berührenden Schriften sind zu bemerken: **Andeutungen zu dem Entwurf eines Rheinischen Provinzial-Gesetzbuches. Cöln (b. Bachem) 1833. 8.** Dagegen: Beleuchtung der Schrift: Andeutungen u. s. w. Von einem Rheinländer. Kobl. (b. Hölscher) 1834. 8. v. Oppen: Beitr. z. Revision der Gesetze. Köln (b. Bachem) 1833. 8. Bracht (Prosp.), die Ansprüche unserer Zeit an die bürgerl. Gesetzgebung in nächster Beziehung auf die Gesetz-Revision für Rheinpreußen. Düsseld. (b. Schreiner). 12.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verhandlungen des fünften rheinischen Provinzial-Landtages. A. 9. Bitte der Stände, das französische Civil-Gesetzbuch da, wo es besteht, als Grundlage des Provinzial-Gesetzbuches fortbestehen, dasselbe revidiren, mit der Verfassung des Staates in Einklang bringen, die neueren seit Vereinigung der Rheinprovinzen ergangenen Verordnungen in dasselbe aufnehmen, durch Revision des Rural-Codex und durch Weglassung unzweckmäßiger Bestimmungen dasselbe ergänzen und verbessern und in deutscher Sprache publiciren zu lassen (Folge 15 S. 247 u. 248).

§. 37.

A. K. O. vom 17. Dezember 1838. Trennung des Geschäftes der Gesetzes-Revision von der Leitung der Justiz-Verwaltung in der Rheinprovinz. Vereinigung der letzteren mit dem Ministerium für die Justiz-Verwaltung der älteren Provinzen (Gesetzs. 1839. S. 15).

Landtagsabschied vom 26. März 1839. A. 6—9. Allerhöchste Erklärung auf die ständische Bitte um Revision der französischen Gesetzbücher. Vorbehalt der näheren Bestimmungen über dereinstige Einführung der revidirten vaterländischen Gesetzbücher (Folge 15 S. 420).

2. Einzelne Gegenstände.

A. Justiz-Gesetze.

§. 38.

a. Französische Gesetzbücher überhaupt.

Landtagsabschied vom 26. März 1839. Ernennung einer Kommission zu Uebersetzung und Revision derselben (Folge 15 S. 422). [3])

3) Durch R. vom 28. September 1833 hatte das frühere Ministerium bereits wegen Bearbeitung einer offiziellen Uebersetzung derselben Anordnungen getroffen. v. Kamptz Jahrb. B. 52 S. 313. Ueber das aus der Praxis sich ergebende Bedürfniß zu der Modifikation einzelner Bestimmungen, welche bis zu Beendigung der allgemeinen Gesetzes-Revision nicht ohne Nachtheil ausgesetzt bleiben könne, war schon 1832 das Gutachten von Kommissionen aus den rheinischen Gerichtshöfen, der Advokatur und den Notarien erfordert worden (v. Kamptz a. a. O. S. 314). Die erstatteten, bisher noch ohne Folge gebliebenen Gutachten betreffen insbesondere: die für dringend anzuerkennenden Gebrechen des Civil- und Kriminal-Prozeß-Verfahrens; die gerichtlichen Kompetenz-Bestimmungen (vorzüglich die Kompetenz der Friedensrichter mit spezieller Rücksicht auf geringere Real-, auf Räumungs- und auf Exekutions-Sachen), und das Vormundschaftswesen. Eine Uebersicht der Abänderungen der französischen Gesetzbücher in den Jahren 1815 bis 1830 findet sich in: v. Kamptz Jahrb. B. 52 S. 345—349, so wie für die Zeit von 1831 bis 1838 einschließlich a. a. O. S. 314—340.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

b. Civil-Gesetzgebung.

## §. 39.

α. Eherecht. [1])

Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 31. Mai 1837 wegen Abschaffung der Civil-Ehe und Verhandlungen des fünften Prov.-Landt. über diesen Gegenstand (Folge 15 S. 246). Landtagsabschied vom 26. März 1839 unter A. 5. Vorbehalt der weiteren Allerhöchsten Entschließung (S. 420 a. a. O.).

## §. 40.

β. Güterrecht der Ehegatten und Intestat-Erbfolge.

Verhandlungen des ersten Prov.-Landt. Abschn. I. unter 12 (Rumpf Folge 3 S. 199).

Verhandlungen des zweiten Prov.-Landt. Abschn. I. unter 1 ad Nr. 17 (Rumpf Folge 5 S. 269) und Abschied vom 15. Juli 1829 I. 1 unter h. S. 305 a. a. O.). [2])

## §. 41.

γ. Hypotheken-Recht.

Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 7. April 1837, die Verbesserung der Hypotheken-Verfassung der Rheinprovinz mit Rücksicht auf die Vollendung des Grundsteuer-Kadasters betr. und Verhandl. des 5. Prov.-Landt. (Folge 15 S. 251) mit Absch. vom 26. März 1839 (S. 422 a. a. O.).

## §. 42.

δ. Rechtsverhältnisse des Grundbesitzes.

Antrag des fünften Prov.-Landt. auf Ergänzung des Civil-Rechtes durch die Bestimmungen der Rural-Gesetze (Folge 15 S. 251) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 421 a. a. O.). [3])

1) Der Antrag des zweiten Prov.-Landt. wegen Verminderung der Kosten und Formalitäten der zum Zwecke der Verehelichung beizubringenden Notarietätsakte (Rumpf Folge 5 S. 287) wurde durch Gesetz v. 22. November 1828 (Gesetzs. 1829 S. 1) erledigt. Landtagsabsch. v. 15. Juli 1829 (Rumpf a. a. O. S. 320).

2) Wegen der Verhandlungen der Stände über die Dispositions-Befugnisse der Häupter ritterbürtiger Familien über ihren Nachlaß (2ter Prov.-Landt. b. Rumpf Folge 5 S. 269 und Absch. vom 15. Juli 1829 I. 1 unter l. bei: Rumpf a. a. O. S. 306; 5ter Prov.-Landt. in: Landtagsverhandl. Folge 15 S. 285) verweist der Absch. vom 26. März 1839 (S. 435 a. a. O.) auf die Allerhöchste Verordnung vom 21. Januar 1837, die autonomische Successions-Befugniß der rheinischen Ritterschaft und das darüber Statt findende schiedsrichterliche Verfahren betr. (Gesetzs. S. 7).

3) Modificirt ist die französische Gesetzgebung über die Grundrenten durch A. K. O. vom 29. Oktober 1835 (Gesetzs. S. 614). Ueber die Gesetzgebung für das Herzogthum Berg s. unten §. 19.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 43.

e. Forstrecht.

Antrag des dritten Prov.-Landt. auf Revision der verschiedenartigen Forstgesetze in den Rheinprovinzen und Vereinigung derselben in eine Forstordnung für die Provinz (Rumpf Folge 9 S. 262), verb. mit Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 289 a. a. O.). [4])

Anträge des fünften Prov.-Landt. unter B. 13 u. 19 über diesen Gegenstand (Folge 15 S. 273 u. 287) verb. mit Absch. vom 26. März 1839 (S. 434, 438 a. a. O.).

## §. 44.

f. Jagdrecht.

Gesetz vom 17. April 1839 (Gesetzs. S. 65), erlassen auf die Verhandlungen des zweiten Provinzial-Landtages unter A. 5 (Rumpf Folge 5 S. 273), verb. mit Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 307 a. a. O.) und Dekl. vom 14. Juli 1835 (Gesetzs. S. 168). [5])

## §. 45.

g. Fischereirecht.

Gesetz vom 23. Juni 1833 (Gesetzs. S. 78), erlassen auf die Begutachtung durch den dritten Prov.-Landt. A. 2 (Rumpf Folge 9 S. 239), verb. mit Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 270 a. a. O.). [6])

## §. 46.

h. Uferrecht.

Antrag des zweiten Provinzial-Landtages auf Revision der bestehenden Uferordnungen (Rumpf Folge 5 S. 268). Absch. vom 15. Juli 1829 A. 1 unter d. (S. 304 a. a. O.).

4) Die territoriale Verschiedenheit der in den Rheinprovinzen bestehenden Forststrafgesetze ist theilweise jetzt gehoben durch A. K. O. vom 5. August 1838 wegen Ausdehnung des Holzdiebstahlgesetzes vom 7. Juni 1821 auf die Entwendung von anderen Waldprodukten (Gesetzs. S. 431). Dagegen besteht dieselbe noch hinsichtlich der Kontraventionen gegen die Forst-Polizei.

Eine ständische Vorstellung wegen der Kommunal-Forstverwaltung (3. Prov.-Landt. bei Rumpf Folge 11 S. 304) wurde erledigt durch Absch. vom 3. März 1835 (S. 352 a. a. O.) verb. mit: Instruktion über die Verwaltung der Gemeinden- und Instituten-Waldungen in den Reg. Bez. Koblenz und Trier in Folge des Gesetzes vom 24. Dezember 1816 und der Allerhöchsten Kab. Ord. vom 18. August 1835; in Cameral. Zeit. für 1839. S. 1042, 1061.

5) Zu den unerledigten Gegenständen der Gesetzgebung gehört noch die Bestrafung der Jagdvergehen und die Jagd-Polizei-Ordnung.

6) Die Fischerei in schiffbaren Flüssen und die Polizei der Fischereien beruht für das linke Rheinufer noch auf vereinzelten französischen Gesetzesbestimmungen (Hdb. IV. S. 634).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 47.

### γ. Bergwerksrecht.

Antrag des ersten Prov.-Landt. B. 18 wegen Ausdehnung der für das linke Rheinufer bestehenden Bergwerksgesetzgebung auf die Landestheile des rechten Rheinufers (Rumpf Folge 3 S. 217) und Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 250 a. a. O.).

Wiederholter Antrag des zweiten Prov.-Landt. unter B. 12 (Rumpf Folge 5 S. 250) und Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 322 a. a. O.).

Antrag des fünften Prov.-Landt. auf Beschleunigung der Revision der Bergrechtsgesetze unter B. 17 (Folge 15 S. 286) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 437).

## §. 48.

### ι. Gesinderecht.

Allerhöchstes Propositionsdekret vom 3. Juni 1837 und Verhandl. des fünften Prov. Landt. (Folge 15 S. 252). Entwurf einer allgemeinen Gesindeordnung. Absch. v. 26. März 1839 (S. 422 a. a. O.).

## §. 49.

### κ. Bürgerliche Rechtsverhältnisse der Juden.

Verhandl. des ersten Prov. Landt. (bei Rumpf Folge 3 S. 184) und Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 238 a. a. O.).

## §. 50.

### c. Handelsrecht. [1]

Resc. des Justiz-Ministers von Dankelmann an den General-Prokurator des rheinischen Appellations-Gerichtshofes vom 18. Januar 1827 (die Einführ. d. Preuß. Ges. H. 2 S. 109). Erforderung des Gutachtens der rheinischen Handelskammern und Handelsgerichte über das Verhältniß des französischen zu dem preußischen Handelsrechte.

Bitte des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 191) um Beibehaltung des französischen Handelsrechtes. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 238 a. a. O.).

### d. Provinzial- und Partikular-Rechte.

## §. 51.

### α. Im Allgemeinen. [2]

Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 23. Mai 1827. Vorlegung:

a. des Entwurfes eines westrheinischen Provinzial-Rechtes;
b. eines Provinzial-Rechtes des Herzogthumes Berg, der vormals kurkölnischen Enklaven und der Herrschaften Gimborn-Neustadt, Homburg und Wildenburg

1) Vergl. v. Kamptz Jahrb. B. 52 S. 322.
2) v. Kamptz Jahrb. B. 52 S. 312, 343 N. 1.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

zu vorläufiger Begutachtung der Stände. Verhandlungen des fünften rheinischen Prov.-Landt. über diesen Gegenstand (Folge 15 S. 248). Absch. vom 26. März 1839 (S. 420 a. a. O.).

## §. 52.

ß. Rechtsverhältnisse des Grundbesitzes in dem vormaligen Großherzogthume Berg, nach dem Gesetze vom 21. April 1825 (Gesetzs. S. 94). [3]

Antr. des zweiten Prov.-Landt. auf Revision des Gesetzes vom 21. April 1825 (Rumpf Folge 5 S. 189). Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 321 a. a. O.).

Wiederholung und Motivirung dieses Antrages durch den dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 250). Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 278 a. a. O.). Anordnung näherer Erörterungen. Vorbehalt der Allerhöchsten weiteren Entschließung. [4]

## §. 53.

Ablösungsordnung vom 13. Juli 1829.

Anträge des dritten Prov.-Landt. wegen verschiedener Modifikationen der Ablösungsordnung (Rumpf Folge 9 S. 250) und Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 277 a. a. O.).

Insbesondere:

Antrag des vierten Prov.-Landt. wegen Ausführung der Gemeinheitstheilungen und Ablösungen (Rumpf Folge 11 S. 322) verb. mit Absch. vom 3. März 1835 (S. 364 a. a. O.). [5]

Antr. des dritten Prov.-Landt. wegen Ergänzung der Ablösungsordnungen wegen der Gegenverpflichtungen der Dezimatoren, namentlich der Kirchenbaulast (Rumpf Folge 9 S. 254) u. Absch. v. 30. Oktober 1832 (S. 279 a. a. O.). [6]

Antr. des vierten Prov.-Landt., den Grundsteuerabzug von den Zehnten betr. (Rumpf Folge 11 S. 293) und Absch. vom 3. März 1835 (S. 346 a. a. O.). [7]

3) Zur Ergänzung desselben erging die Ablösungsordnung vom 13. Juli 1829 (Gesetzs. S. 65). Vergl. Verhandl. S. 1. Prov.-Landt. Abschn. 1 Prop. 9 (Rumpf Folge 3 S. 173) und Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 237 a. a. O.).

4) Vergl. die dem vierten Prov.-Landt. vorgelegte Uebersicht der zu weiterer Erörterung gestellten Gegenstände bei Rumpf Folge 11 S. 333 unter B. 7. Materialien zu der Revision des Gesetzes vom 21. April 1825 enthalten die: Motive des ersten Entw. zu einem revid. berg. Provinzial-Rechte S. 221 u. folg. und die Motive des revid. Entw. von 1837 S. 41 u. folg.

5) Erledigt durch: Verordnung wegen des Geschäftsbetriebes in Angelegenheiten der Gemeinheitstheilungen u. s. w. (Gesetzs. S. 96).

6) Vergl. die Uebersicht bei Rumpf Folge 11 S. 332.

7) Vergl. Antr. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 225) und Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 259 a. a. O.). Grundsteuergesetz vom 21. Januar 1839 §. 41 (Gesetzs. S. 41).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 54.

### γ. Pacht- und Pfandschafts-Kontrakte.

Antr. des dritten Prov.-Landt. wegen Verwandlung der Pfand-Kontrakte in Erbkäufe (Rumpf Folge 9 S. 278); Votum des Justiz-Min. (S. 342 a. a. O.) und Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 278).

Antr. des vierten Prov.-Landt. über den nämlichen Gegenstand (Rumpf Folge 11 S. 223) und Absch. vom 3. März 1835 (S. 365).

Wiederholt reproduzirter Antr. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 274) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 435). [1])

1) Die in diesem Abschiede allegirten §§. des Entwurfes des berg. Prov.-Rechtes lauten wie folgt:

§. 71. Den vor dem 1. Januar 1810 an Grundstücken zu unberechnetem Genusse eingeräumten antichretischen Rechten wird für die Zukunft die Immobiliar-Eigenschaft beigelegt.

§. 72. Diese Gleichstellung findet sowohl auf die Formen und die Bedingungen der Veräußerung, als auf die Fähigkeit, Gegenstand von Hypotheken und dinglichen Vorzugsrechten zu werden, Anwendung.

§. 73. In dem Falle der Einlösung vertritt der Eintrittspreis die Stelle des mit Hypotheken oder Vorzugsrechten belasteten antichretischen Rechtes.

§. 74. Der Einlösende muß daher, um sich gegen spätere Eintragungen sicher zu stellen, und sich von den auf der Pfandschaft haftenden Hypothekar- und Vorzugsrechten zu befreien, die nämlichen Bedingungen erfüllen, welche der Käufer eines Grundstücks zu beobachten hat, wenn er spätere Eintragungen gegen seine Vorbesitzer ausschließen und den Realgläubigern nur bis zu dem Betrage seines Erwerbungspreises haften will.

§. 75. Statt des den Hypothekengläubigern und Vorzugsberechtigten gegen den Käufer eines Grundstückes in diesem Falle zustehenden Uebergebots bleibt den Realgläubigern der Pfandbesitzer vorbehalten, ihre Einwendungen gegen die zwischen ihnen und dem Einlösenden festgestellte Einlösesumme rechtlich auszuführen.

§. 76. Die Kosten, welche durch dieses Verfahren dem Einlösenden entstehen, werden vorzugsweise aus der Einlösesumme entnommen.

§. 77. Gläubiger, welchen das Pfandschaftsrecht vor Verkündigung dieser Bestimmungen bereits zur Hypothek bestellt worden ist, erhalten, wenn sie innerhalb sechs Monaten nach Publikation dieses Gesetzbuchs ihr Recht eintragen lassen, den Vorzug vor später bewilligten Hypotheken.

§. 78. Gläubiger, welchen die Pfandschaft durch Uebergabe des Versatzbriefes nach Art. 2076 des Civil-Gesetzbuches gültig verpfändet worden ist, gehen den seit dem 1. Januar 1810 eingetragenen Gläubigern vor.

§. 79. Ist die Pfandschaft (§. 71) auf eine gewisse Reihe von Jahren mit der Bestimmung, daß bei nicht rechtzeitig erfolgender Einlösung das Pfandschaftsverhältniß auf eine gleiche Reihe von Jahren verlängert werden solle, bestellt, so kann nach Beendigung der zweiten Jahrreihe die Einlösung zu jeder Zeit Statt finden.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 55.

### d. Strafgesetzbuch [2]).

Landtagsabschied vom 26. März 1839 unter A. 9. Eröffnung wegen des anstatt des französischen Code pénal einzuführenden revidirten Strafrechtes (Folge 15 S. 421).

### e. Rechtspflege.

## §. 56.

### a. Gerichtsverfassung. [3])

C. Pr. O. Art. 1042. Unerledigt gebliebener Vorbehalt einer legislativen Feststellung der vorläufig zu erlassenden Verordnungen über den inneren Geschäftsgang und die Disciplin der Gerichtsbehörden.

Allerhöchste Instruktion für den Staats-Minister v. Beyme vom 19. November 1818 §. 10 (Lottner B. 1 S. 525). Nothwendigkeit einer sofortigen Verbesserung des höchst unvollkommenen und mangelhaften Zustandes der rheinischen Gerichte.

§. 80. Es ist indeß auch die ausdrückliche Verabredung gültig, daß bei nicht rechtzeitig geschehender Einlösung das Pfandschafts-Verhältniß an dem Schluße einer jeden Jahrreihe für eine bestimmte Reihe von Jahren fortdauern solle.

§. 81. Bei Einlösung der Pfandschaften müssen, in Ermangelung besonderer Verabredungen, die Erhaltungskosten vollständig, andere nützliche Verwendungen aber nur, in soweit sie mit Wissen und Genehmigung des Eigenthümers unternommen worden sind, erstattet werden.

§. 82. Es bedarf keiner besonderen Genehmigung des Eigenthümers, wenn der Ersatz der Verbesserungen ausdrücklich und ohne Hinzufügung eines Vorbehaltes zugesichert worden ist.

§. 83. Die Vergütung der ausgelegten öffentlichen Abgaben und Kriegslasten kann der Pfandinhaber in der Regel nicht verlangen. Ist aber auch die Erstattung derselben ausdrücklich zugesichert, so bleiben doch selbst in diesem Falle diejenigen Lasten von der Vergütung ausgeschlossen, welche auch von einem Zeitpächter ohne Entschädigung getragen werden müssen.

2) v. Kamptz Jahrb. B. 52 S. 324. Goebel (Dr. Ph.) Was d. Criminal-Gesetzgebung in Rhein-Preussen am dringensten Noth thut. Trier (b. Troschel) 1838. 8. Ueber den Werth der in den Rheinprovinzen noch bestehenden französischen Strafgesetzgebung von 1810 s. u. a. die Urtheile bei: *Dupin*: Lois criminelles etc. p. III. und: *Cormenin*: Questions de droit admin. (4. ed.) T. I. p. V.

3) v. Kamptz Jahrb. B. 52 S. 300—307. Ueber das Bedürfniß der Kodifikation und materiellen Revision der französischen sehr vereinzelten Bestimmungen über die Gerichtsverfassung und die gerichtliche Kompetenz s. besonders: *Carré* les lois de l'organisation etc. (Ed. Brux. 1826) T. I. p. XXXIV.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Allerhöchste Verordnung vom 21. Juni 1819 (Lottner B. I. S. 572). Vorbehalt einer Revisions-Ordnung für den Revisions- und Kassations-Hof.

Verhandlungen des ersten Prov. Land. (Rumpf Folge 3 S. 191) und Absch. v. 13. Juli 1827 (S. 238 a. a. O.) [1].

Antrag des dritten Prov. Landt. wegen Errichtung eines Hypothekenamtes zu Elberfeld (Rumpf Folge 9. S. 263) und Absch. v. 30. Oktober 1832 (S. 290).

Antrag des fünften Prov. Landt. wegen Erweiterung der Kompetenz der Friedensrichter und Verbesserung der pekuniären Lage derselben (Folge 15 S. 270) und Absch. v. 26. März 1839 (S. 433 a. a. O.).

## §. 57.

### β. Gerichtliches Verfahren in Civil- und Kriminalsachen [2].

Verhandlungen des ersten rhein. Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 192).

1) Erledigt ist der ständische Antrag wegen Errichtung des dritten Senates in dem rheinischen Appellations-Gerichtshofe (3. Prov. Landt. bei Rumpf Folge 9. S. 205) seit Oktober 1831 (Absch. v. 30. Oktober 1832; S. 291 a. a. O.).

2) Schram (Theodor) freimüthige Bemerkungen über das öffentliche mündliche Verfahren u. s. w. Elberfeld b. Büschler. 1817. 8. Dagegen Niederrh. Arch. B. 2 S. 292; B. 3 S. 130. Trittermann: die Nachtheile des öffentlichen Verfahrens u. s. w. Düsseldorf (b. Stahl). 1817. 8. Dagegen: Niederrheinisches Archiv B. 1 S. 177; B. 2 S. 144. Rec. in v. Kamptz Jahrb. B. 8. S. 385. Rechtfertigung des öffentl. mündlichen Verfahrens u. s. w. gegen seine Verfolger. Düsseld. (b. Trost). 1817. 8. Anzeige in: Niederrh. Arch. B. 3 S. 84. Dagegen Rec. in v. Kamptz Jahrb. B. 10 S. 157 und: Beleuchtung der Rechtfertigung u. s. w. Köln 1819. 8. (App.-Rath Bewer) Ueber d. öffentliche mündliche Verfahren. Düsseldorf (b. Trost). 1817. 8. Etwas über einige gegen die Einführung d. Preuß. Ger. Ordn. u. s. w. erschienene Schriften (Rechtfertigung, Bewer) in v. Kamptz Jahrb. B. 10 S. 100. Die Gründe der Vorzüge der öffentlichen mündlichen Rechtspflege u. s. w. Köln 1818. 8. und Rec. in v. Kamptz Jahrb. B. 10 S. 193. S. dagegen die Recension in Niederrh. Arch. B. 4 S. 110. Einige Vorschläge, das mündlich öffentliche Verfahren betr., veranlaßt durch das v. Rappardsche Schriftchen über diesen Gegenst. in: Niederrh. Arch. B. 1 S. 118. Rec. der v. Rappardschen Schrift in v. Kamptz Jahrb. B. 8 S. 399. Dagegen: Niederrh. Arch. B. 2 S. 221. Prof. Brewer über das öffentl. Verfahren vor Gericht. Köln 1818. 8. Anzeige in: Niederrh. Arch. B. 3 S. 226. Abhandlungen über die mündlich-öffentliche Rechtspflege u. s. w. in: Niederrh. Arch. B. 2 S. 161. Einige Worte: über die Frage, woher es rühre: daß sich so viele Stimmen für die Beibehaltung d. öffentl. Verfahr. erheben u. s. w. in: v. Kamptz Jahrb. u. s. w. v. Puttlitz Vertheid. d. Preuß. Gerichtsverfassung u. s. w. und Vergl.

## §. 58.

### γ. Gerichtsvollzieher-Institut [3]).

Verhandl. d. ersten Prov. Landt. über die Beibehaltungswürdigkeit (Rumpf Folge 5 S. 194).

## §. 59.

### δ. Freiwillige Gerichtsbarkeit.

Verhandl. d. ersten Prov. Landt, über die Beibehaltungswürdigkeit der Trennung ders. von der Gerichtsbarkeit in streitigen Sachen (Rumpf Folge 3 S. 194) [4]).

## §. 60.

### ε. Justiz-Kosten und gerichtliche Gebühren.

Verhandl. des ersten Prov. Landt. Antrag auf Abschaffung

mit d. Grundz. d. franz. Rechtspflege. Köln 1818. 8. und Niederrh. Arch. B. 4 S. 138, 161. v. Feuerbach: Betrachtungen über die Oeffentlichkeit u. s. w. Gießen b. Heyer. 1821. 25. (2 Bde gr. 8). Anzeige des ersten Bandes in: v. Kamptz Jahrb. B. 18 S. 225. Gegenbemerkungen: Niederrh. Arch. B. 3 S. 72. Speziell mit Beurtheilung des französischen Civilprozesses in Beziehung auf seine Anwendung in den Rheinprovinzen beziehen sich: Zum-Bach: das Formen- und Nullitätenwesen. Köln b. Spitz. 1819. 8. Derselbe: Vollständige Gegeneinanderstellung d. Hauptmomente d. preuß. u. franz. bürgerl. Prozeßordnung u. s. w. Magdeb. b. Creutz. 1822. 8. Niederrh. Arch. B. 2 S. 161 (Versuch e. Vergl. d. Preuß., Oesterreichischen, Niederländischen und Französischen Proz. Ordn.); B. 4 S. 248 (Anwendbarkeit des mündl. Verf. in Civil-Sachen); B. 3 S. 163 u. 366; B. 3 S. 163 (über d. Gerichtsstands-Exemtionen); Schenk (M.) Beiträge zur Reform d. Rhein. bürg. Gerichtsordnung. Bonn b. Marcus. 1833. gr. 8. Die Kriminal-Justiz-Verfassung allein betreffen die Aufsätze in: Niederrh. Arch. B. 1 S. 153; B. 2 S. 1, 11, 132, 329; B. 3 S. 24, 51; v. d. Leyen (G.): das Geschwornengericht u. s. w. Köln b. Thiriart. 1817 und dagegen: Niederrh. Arch. B. 3 S. 17; die Aufsätze in: v. Kamptz Jahrb. B. 12 S. 91, 337; B. 13 S. 401 und B. 14 S. 291; v. Oppen: Geschworne und Richter. Köln (b. Bachem). 1835. 8. und die Geschichte merkwürdiger Kriminalprozeduren, namentlich der Prozedur gegen Fualdes (s. v. Kamptz Jahrb. B. 14 S. 358 und Niederrh. Arch. B. 4 S. 265); gegen Fonk (s. die Literatur bei v. Kamptz Jahrb. B. 19 S. 348; B. 20 S. 121; B. 21 S. 160); gegen den Raubmörder Stephan Jussen (Grebel, Stephan Jussen vor d. Königl. Assisenhofe zu Coblenz u. s. w. 2. Aufl. Kobl. 1826. 8.); die Fälle in: Niederrh. Arch. B. 1 S. 189, 241; B. 2 S. 185 und: Venedey: d. Geschwornengericht u. s. w. (Verfahren wegen des Aachener Tumultes) Köln (b. Pappers). 1833. gr. 12.

3) Niederrh. Arch. B. 3 S. 252 (über das Institut d. Gerichtvollzieher). Dagegen: S. 358 (einige Bemerkungen eines Gerichtsvollziehers u. s. w.); B. 4 S. 126 (Antwort des Verf. d. Abhdlg.: das Institut u. s. w.).

4) Niederrh. Arch. B. 1 S. 321 (Gründe für und wider die Trennung u. s. w.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

der Steuerbeischläge für die Justiz-Kosten bei künftiger Einführung einer Sporteltaxe (Rumpf Folge 3 S. 198) [1]).

C. Pr. O. Art. 1042 Abs. 2. Vorbehalt einer definitiven gesetzlichen Feststellung der gerichtlichen Gebührentaxen.

Verhandl. des zweiten Prov. Landt. (bei Rumpf Folge 5 S. 286). Antrag auf Ermäßigung der Sätze bei Revision der Gerichtsgebührentaxordnung u. s. w. Abschl. v. 15. Juli 1829 (S. 318 a. a. O.).

Verhandl. des dritten Prov. Landt. (bei Rumpf Folge 9 S. 203). Antr. wegen Mißbrauches des Armenrechtes, Abschl. v. 30. Oktober 1832 (S. 290 a. a. O.).

Verhandl. des vierten Prov. Landt. (bei Rumpf Folge 11 S. 323) und Abschl. vom 3. März 1835 (S. 365 a. a. O.).

### B. Verwaltungsgesetze.

## §. 61.

### a. Sammlung der Gesetze für die innere Verwaltung.

Verhandl. des vierten Prov. Landt. (Rumpf Folge 11 S. 305). Abschl. vom 5. März 1835 (S. 353 a. a. O.) [2]).

## §. 62.

### b. Verhältniß der Verwaltungen zu den Justiz-Behörden. [3])

Staatsministerial-Verordnung vom 20. Juli 1818. Provisorische Anweisung über die zu beobachtenden Gränzen der gegenseitigen Amtsbefugnisse (Lottner B. 1 S. 504).

Verhandl. des zweiten Prov. Landt. Bitte um Aufhebung

1) S. die in Gemäßheit des Abschl. vom 30. Oktober 1832 (Rumpf Folge 9 S. 291) mitgetheilte Berechnung der auf dem linken Rheinufer von den Steuerbeischlägen für die Justiz-Kosten abgezweigten $5^{84}/_{100}$ Procent bei Rumpf Folge 11 S. 335.

2) Ueber die Lage dieser Angelegenheit s. Folge 15 S. 414. Zu der Kenntniß des französischen Administrations-Rechtes bis 1813 dienen besonders: *Fleurigeon:* Code administratif ou Récueil par ordre alphabetique etc. (2. ed. Paris 1809. 6 vol. in-8.); *Lalouette:* Classification des lois administratives depuis 1789 jusqu'au mois d'avril 1814 précédée d'un Essai sur les principes de l'administration. Paris 1818. 4. (2. ed. 1823) und Keil: Handb. für Maire und Adjunkten u. s. w. Köln. 1811. 2 Th. gr. 8. Eine sehr brauchbare Zusammenstellung der neueren Verwaltungsbestimmungen bietet: Ostermann: Die gesammte Polizei-, Militär-, Steuer- und Gemeinde-Verwaltung. Coesfeld (bei Riese) 1836 und 1837. 2 Bde in gr. 8.

3) Niederrh. Arch. B. 3 S. 105 (über die Trennung der administrativen und richterlichen Gewalt u. s. w.); S. 240 (über die von dem Herrn von Gönner vorgeschlagene Trennung der Administrativ-Kontentiösen und der Justiz-Sachen).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

der Administrativ-Justiz (bei Rumpf Folge 5 S. 286) und Absch. vom 15. Juli 1829 unter B. 6 b. (S. 318 a. a. O.).

c. Finanz-Gesetzgebung.

## §. 63.

a. Abgaben [4]).

Verhandl. des ersten Prov. Landt. (Rumpf Folge 3 S. 213). Fixirung und Repartition der Klassensteuer. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 242).

Verhandl. des zweiten Prov. Landt. (bei Rumpf Folge 5 S. 276) und Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 307 a. a. O.) [5]).

Verhandl. des fünften Prov.-Landt., die Kontingentirung der Klassensteuer betr. (Folge 15 S. 293) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 444 a. a. O.). Antr. auf Befreiung der Geistlichen und Schullehrer von der Klassensteuer (S. 294 a. a. O.) und Absch. (S. 445 a. a. O.). Aufhebung der durch das Mahlsteuergesetz angeordneten Beschränkungen der Mehlausfuhr aus mahlsteuerpflichtigen Städten in das Ausland und steuerfreie Orte des Inlandes (S. 295 a. a. O.) und Absch. (S. 447 a. a. O.).

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 216). Antr. auf Exemtion der Armenanstalten von der Mahl- und Schlachtsteuer. Ablehnung durch Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 248 a. a. O.).

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 211). Antr. wegen Kontingentirung und Repartition der Gewerbesteuer. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 242 a. a. O.).

Verhandl. des zweiten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 5 S. 285). Antr. auf Revision des Gewerbesteuergesetzes. Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 317 a. a. O.).

4) Definitiv regulirt auf das Gutachten der Stände (fünfter Prov. Landt. — Folge 15 S. 258 und Absch. vom 26. März 1839) ist die Grundsteuer durch: Gesetz vom 21. Januar 1839. Die bisher bestehenden Gesetze dauern fort nach §. 41 hinsichtlich der Grundsteuerabzüge von Grund-Prästationen und nach §. 43 hinsichtlich des fiskalischen Vorrechtes wegen der Rückstände, so wie provisorisch wegen Einrichtung der Elementarerhebung, wegen des Exekutions-Verfahrens, und der Reklamationen gegen die Steuerveranlagung. Ueber die Verjährung der Rückstände erging das vorbehaltene Gesetz vom 18. Juni 1840 (Gesetzs. S. 140). — Die früheren Verhandl. der Prov. Landt. über die Grundsteuer und das Grundsteuerkadaster s. bei Rumpf Folge 3 S. 166, 203, 215, 233, 241, 245; Folge 5 S. 280, 310; Folge 9 S. 247, 274; Folge 11 S. 338, 341, 342, 343, 345.

5) Vergl. A. K. O. v. 1. Dezember 1828 und Regulativ vom 2. Juni 1829 (Ann. d. inn. Verw. 1829 S. 250).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. Vorstellung gegen die Allerhöchste Proposition vom 22. Mai 1830 wegen Vereinigung der Gewerbesteuer mit der Klassen- und Mahl- und Schlachtsteuer. Wiederholte Bitte um Revision des Gewerbesteuergesetzes vom 20. Mai 1820 (Rumpf Folge 9 S. 245) verb. mit Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 272 a. a. O.).

Anträge wegen der Gewerbesteuer der Müller (S. 249 und Absch. S. 276 a. a. O.) und der Lohnweber (S. 259 und Absch. S. 285 a. a. O.).

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. Antr. wegen Revision des Gewerbesteuergesetzes mit besonderer Rücksicht auf das Gewerbe der Bäcker (Folge 15 S. 295). Absch. vom 26. März 1839. Zusage der Revision des Gewerbesteuergesetzes nach eingetretener Wirksamkeit des beabsichtigten allgemeinen Gewerbe-Polizei-Gesetzes (S. 446 a. a. O.).

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. Antr. auf Berechnung der Weinsteuer nach dem Werthe des Produktes (Rumpf Folge 3 S. 214) und Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 244 a. a. O.).

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. Bitte um Aufhebung oder Verminderung dieser Steuer (Rumpf Folge 9 S. 253) und Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 280 a. a. O.). [1])

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. Bitte um Erleichterung hinsichtlich der Weinsteuer und der Entrichtung nach Maaßgabe des wirklichen Absatzes (Rumpf Folge 11 S. 296) und Absch. vom 3. März 1835 (S. 347 a. a. O.). [2])

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. Antr. auf Umwandlung der Weinmoststeuer in eine Verkaufsabgabe (Folge 15 S. 296). Absch. vom 26. März 1839 (S. 446 a. a. O.).

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 206). Antr. auf Fixirung der Maischsteuer. Ablehnung durch Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 240 a. a. O.).

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Folge 15 S. 298). Antr. wegen Erhebung des geringeren Steuersatzes von den kleineren Brennereien. Absch. vom 26. März 1839. (S. 450 a. a. O.).

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 11 S. 294). Antr. wegen Ermäßigung der Salzsteuer. Absch. vom 3. März 1835 (S. 346 a. a. O.).

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Folge 15 S. 304). Antr. wegen wohlfeileren Gewährung des Salzes für das Vieh und für Fabrikations-Zwecke. Absch. vom 26. März 1839 (S. 454 a. a. O.).

1) S. die Denkschrift über diesen Gegenstand (S. 345 a. a. O.).
2) Vergl. A. K. O. vom 28. September 1834 (Gesetzs. S. 165).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 215). Antr. wegen des Erbschaftsstempels der unter der Herrschaft des bergischen Rechtes verheiratheten überlebenden Ehegatten. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 247 a. a. O.).

Verhandl. des zweiten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 5 S. 287). Erneuerter Antrag über den nämlichen Gegenstand. Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 319 a. a. O.).

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 11 S. 297). Beschwerde wegen der Stempelabgabe; insbesondere wegen Stempelpflichtigkeit der Gerichtsvollzieherurkunden und der Sühneverhandlungen. Absch. vom 3. März 1835 (S. 348 a. a. O.). Vorbehalt der Erwägung mehrerer Anträge für die angeordnete Revision des Stempelgesetzes. Gewährung der Stempelfreiheit für die Vergleichsverhandlungen [3]) u. s. w.

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Folge 15 S. 299). Antrag, die Anwendung des Kaufwerthstempels auf Erbtheilungen unter Deszendenten betr. Absch. vom 26. März 1839 (S. 450 a. a. O.). Antr. wegen Bestrafung der Wechselstempel-Kontraventionen (S. 300), und Absch. (S. 451 a. a. O.).

Verhandl. des zweiten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 5 S. 288). Antr. wegen Gleichstellung der Transscriptions-Gebühren auf dem rechten und linken Rheinufer. Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 320 a. a. O.). [4])

## §. 33.

### β. Vollziehung der Abgabengesetze. [5])

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 253). Antr. auf Emanation einer Steuer-Exekutions-Ordnung. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 279 a. a. O.).

## §. 34.

### γ. Domänen.

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 11 S. 302) wegen Zurücknahme der den Departementen, Arrondissementen, Kantonen und Gemeinden überlassenen Domanial-Gebäude [6]) und (S. 303 a. a. O.) wegen Erhaltung der größeren Staatswaldungen. Absch. vom 3. März 1835 (S. 350 a. a. O.).

3) A. K. O. vom 16. Januar 1840 (Gesetzs. S. 19).
4) S. Rescr. vom 10. September 1829 (Lottner B. 3 S. 299).
5) Erledigt ist der Antr. des dritten Prov.-Landt. wegen des Waffengebrauches der Gränzzollbeamten (Rumpf Folge 9 S. 266, 292) durch: Gesetz vom 28. Juni 1834 (Gesetzs. S. 83).
6) S. Dekret vom 9. April 1811 (Hdb. V. S. 679) und vom 23. April 1811 (Hdb. V. S. 682).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 35.

### b. Fiskalische Ansprüche.

Verhandl. des zweiten Prov.-Landt. wegen Bestimmung eines Normaljahres zur Präklusion derselben (Rumpf Folge 5 S. 289) und Absch. vom 15. Juli 1829 (S. 321 a. a. O.).

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 262) über den nämlichen Gegenstand. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 289 a. a. O.). [1])

## §. 36.

### a. Postzwang.

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 210). Bitte um Ermäßigung desselben. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 242 a. a. O.).

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 259). Erneuerter Antrag. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 285 a. a. O.) und Denkschrift des Gen.-Postmeisters (S. 365 a. a. O.).

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 291). Absch. vom 26. März 1839 (S. 442). Verweisung auf die bevorstehende Einführung eines neuen Postgesetzes.

## §. 37.

### c. Gemeindeverfassung.

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 165). Entwurf einer neuen Städte- und Kommunal-Ordnung. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 233 a. a. O.).

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 11 S. 282). Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 19. September 1833 und Begutachtung des vorgelegten Entwurfs einer Landgemeindenordnung (Rumpf Folge 11 S. 282). Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 341 a. a. O.).

### Gemeindelasten.

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 207). Antrag auf Vermeidung von außerordentlichen Beiträgen. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 241 a. a. O.).

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 249 unter 3 und 4). Antrag auf Sonderung der Kommunal-Lasten von den Staatsabgaben. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 275, 276 a. a. O.).

Verhandl. des zweiten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 285). Antr. wegen der Beitragspflicht der Bergwerke zu den Gemeindelasten. Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 315 a. a. O.).

1) S. Ges. v. 18. Dezember 1831 (Gesetzs. 1832 S. 3).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 38.

d. Heimathgesetz und Armenpflege.

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 275) und Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 339 a. a. O.).

§. 39.

e. Kreisverwaltung.

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 253). Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 7. April 1837 und Begutachtung des vorgelegten Gesetz-Entwurfes über die Befugniß der Kreisstände zur Beschließung von Ausgaben. Absch. vom 26. März 1839 (S. 423 a. a. O.).

§. 40.

f. Wegeordnung.

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 261). Begutachtung einer allgemeinen Wegeordnung und der provinziellen Modifikationen derselben. Absch. vom 26. März 1839 (S. 428 a. a. O.). [2])

§. 41.

g. Gewerbeverhältnisse.

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 242). Allerhöchstes Propositions-Dekret vom 7. April 1837 und Begutachtung des vorgelegten Entwurfes eines allgemeinen Gewerbe-Polizei-Gesetzes. Absch. vom 26. März 1839 (S. 419).

Spezielle Anträge. [3])

Verhandl. des ersten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 3 S. 221). Antrag auf Emanation eines Gesetzes für die ganze Monarchie zum Schutze der Fabrikzeichen. [4]) Absch. vom 13. Juli 1827 (S. 252 a. a. O.).

2) Ueber den Verkehr auf Kunststraßen in wegepolizeilicher Hinsicht erging das Gesetz vom 17. März 1839 (Gesetzs. S. 80) verb. mit A. K. O. vom 12. April 1840 (Gesetzs. S. 108). Auf den Antr. des 5. Prov.-Landt. erfolgte wegen Einführung der Wegegeldhebung auf den Bezirksstraßen die A. K. O. v. 11. April 1838 (Gesetzs. S. 17).

3) Erledigt ist der Antrag des dritten Prov.-Landt. auf Erlassung eines Reglements zur Abwendung der Gefahr bei Anlegung von Dampfmaschinen (Rumpf Folge 9 S. 259) durch: A. K. O. vom 1. Januar 1831 (Gesetzs. S. 243) und Instruktion vom 21. Mai 1835 (Gesetzs. S. 94).

4) Vergl. Ges. vom 12. April 1803 (22. Germinal XI) Tit. IV. (Hdb. IV. S. 452); Dekret vom 5. September 1810 (Hdb. V. S. 616); großherzoglich berg. Dekret vom 17. Dezember 1811 Tit. III. Abschn. 7; Hdb. VII. S. 308 und Gesetz zum Schutze der Waarenbezeichnungen vom 4. Juli 1840 (Gesetzs. S. 224).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 11 S. 320) über den nämlichen Gegenstand. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 364 a. a. O.).

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 260). Antr. auf Einführung einer gesetzlichen Kontrole zur Feststellung des Feingehaltes der Gold- und Silberwaaren. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 286 a. a. O.).

Verhandl. des vierten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 11 S. 321) über den nämlichen Gegenstand. Absch. vom 3. März 1835 (S. 364 a. a. O.).

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 266). Antr. auf Erlassung eines Schutzgesetzes für die in den Fabriken arbeitenden Kinder. Absch. vom 26. März 1839 (S. 430 a. a. O.). [1])

## §. 42.

### b. Landwirthschaftliche Gegenstände. [2])

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 240). Antr. auf Emanation einer Hengst-Köhrordnung. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 271 a. a. O.). [3])

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 269). Antr. auf Emanation einer Köhrordnung für Zuchtstiere. Absch. vom 26. März 1839 (S. 432). [4])

## §. 43.

### i. Assekuranzen gegen gemeine Gefahr.

Verhandl. des dritten Prov.-Landt. (Rumpf Folge 9 S. 233). Begutachtung der vorgelegten Entwürfe wegen der Feuerversicherungs-Societäten. Absch. vom 30. Oktober 1832 (S. 270 a. a. O.). [5])

Verhandl. des fünften Prov.-Landt. (Rumpf Folge 15 S. 268). Antr. auf Errichtung einer allgemeinen Hagel-Assekuranz für die Provinz. Absch. vom 26. März 1839 (S. 431 a. a. O.).

1) Erledigt durch A. K. O. vom 6. April 1839 und Regulativ vom 9. März 1839 (Gesetzs. S. 156).
2) Vergl. oben S. 518 §. 12.
3) Vergl. Köhrordnung vom 20. Dezember 1833 (Ann. d. inn. Verw. S. 919).
4) Erledigt durch Allerh. Vollz. Zuchtstierköhrordnung vom 18. Juni 1839.
5) S. Regl. vom 5. Januar 1836 (Gesetzs. S. 13) und Verordn. wegen Auflösung der bisherigen Feuer-Societäten (S. 44 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# IV.
# Verwaltungs-Organisationen.

## I. Französische Organisationen.

### A. Central-Verwaltung.

#### 1. Allgemeine.

§. 1.

a. Während der ersten beiden National-Versammlungen.

Dekret vom 27. April—25. Mai 1791 (Nr. 926). Organisation der Ministerien. Wirkungskreis der einzelnen Minister und des Staats-Ministeriums (conseil d'état). Verantwortlichkeit der Minister u. s. w.

Konstitution vom 3.—14. September 1791 (Nr. 1260) Tit. III. Kap. 2 Abschn. 4. Qualifikation und Verantwortlichkeit der Minister.

---

Dekret vom 10. August 1792 (Nr. 1979). Besetzung der Ministerien durch die National-Versammlung unter Ausschluß der Mitglieder der letzteren von den Ministerial-Posten.

Dekret vom 15. August 1792 (Nr. 2080). Vereinigung der Minister zu einem Conseil exécutif provisoire.

§. 2.

b. Während des Nationalkonventes.

1. Dekret vom 7. April 1793 (C. L. T. XIV. p. 69; Désenne Code gén. T. V. p. 322). Errichtung eines *Comité de salut public*, „chargée de surveiller et d'accélerer l'action de l'administration confiée au conseil exécutif provisoire."

Dekret vom 10. Oktober 1793 (19. Vendemiär II; Nr. 1685) Art. 2 u. 3 verb. mit Dekret vom 4. Dezember 1793 (14. Frimär VI; Hdb. II. S. 507) Abschn. 2 Art. 4. Verhältniß des Conseil exécutif zu dem Comité de salut public. [6])

6) Unausgeführt blieben die Bestimmungen der Konstitution vom 24. Juni 1793 Art. 62 bis 77 wegen Bildung eines Conseil exécutif mit agens

II. Dekret vom 1. April 1794 (12. Germinal II; Nr. 2260) und vom 18. April 1794 (29. Germinal II; C. L. T. XVII. p. 729; Désenne T. II. p. 42). Aufhebung der sechs das Conseil exécutif bildenden Ministerien (mit dem 20. April 1794 — 1. Floreal II). Ersetzung durch zwölf Exekutiv-Kommissionen aus der Mitte des Konventes [1]).

Gesetz vom 3. September 1793 (7. Fruktidor II; I. B. 46, Nr. 234) verb. mit Gesetz vom 10. Mai 1795 (21. Floreal III; I. B. 143, Nr. 807).

Organisation von sechszehn *Comités de la Convention nationale* für die verschiedenen Verwaltungszweige anstatt der bisherigen Comités und Commissions exécutives [2]).

c. Unter der Verfassung von 1795.

§. 3.

Konstitution vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III) Tit. VI. (Hdb. III. S. 162). Organisation der Direktorial-Regierung. Besetzung und Einrichtung der Ministerien: Art. 148—152 a. a. O.).

Gesetz vom 2. Oktober 1795 (10. Vendemiär IV; Hdb. III. S. 203). Organisation und Geschäftskreis der sechs Ministerien der Justiz, des Innern, der Finanzen, des Krieges, der Marine und der Kolonien und der auswärtigen Angelegenheiten.

d. Unter der Verfassung von 1800.

Konstitution vom 13. Dezember 1799 (22. Frimär VIII; im Auszuge Hdb. IV. S. 115 N. 2). Titre IV. Du Gouvernement (art. 39—59). [3])

Gesetz vom 24. Dezember 1799 (3. Nivos VIII; II. B. 339, Nr. 3492). Eintritt der neuen Regierungsformen mit dem 25. Dezember 1799 (4. Nivos VIII).

Senatuskonsult vom 4. August 1802 (16. Thermidor X; III. B. 206, Nr. 1876). Art. 64 und 65. Verhältniß der Minister zu dem sénat conservateur.

en chef de l'administration générale, die „hors de son sein" genommen werden sollten.

1) Die einzelnen späteren Veränderungen in diesen Kommissionen sind zusammengestellt bei: Désenne T. II. p. 43—49.

2) Die späteren näheren Bestimmungen über den Geschäftskreis dieser Comités s. bei: Desenne T. I. p. 313—322.

3) Die Organisation der Ministerien durch das Gesetz vom 2. Oktober 1795 (10. Vendemiär IV) wurde auch unter der neuen Verfassung beibehalten. Ueber die Attributionen der Minister s. Konst. v. 13. Dezember 1799 (22. Frimär VIII) Art. 55—58.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Senatuskonsult vom 18. Mai 1804 (28. Floreal XII; im Ausz. Hdb. IV. S. 528). Titre V. Des grandes dignités de l'Empire.

Dekret vom 22. Juni 1811 (IV. B. 415, Nr. 7603). Bildung eines Ministère des Manufactures et du Commerce [4]).

## §. 4.

### 2. General-Staatskasse.

I. Dekret vom 18.—30. März 1791 (Nr. 699) verb. mit dem Dekret vom 16. August — 13. November 1791. Aufhebung des Règl. du 30 mars 1788 (Réc. gén. des anc. Lois etc. T. XXVIII. p. 521) und Organisation der Trésorerie nationale.

Gesetz vom 22. April 1796 (3. Floreal IV) über die Verwaltung des Trésor public und die Beaufsichtigung derselben; republicirt durch Gesetz vom 27. November 1798 (7. Frimär VII; II. B. 245, Nr. 2213).

II. Beschluß vom 21. Januar 1800 (1. Plüvios VIII; III. B. 1, Nr. 8). Neue Organisation der Verwaltung des Trésor public.

## §. 5.

### 3. Staats-Rechnungswesen.

I. Dekret vom 17.—29. September 1791 (Hdb. II. S. 124). Aufhebung der chambres des comptes [5]) und Organisation eines bureau de comptabilité [6]).

II. Konstitution vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III) Art. 315—325. Trésorerie nationale et comptabilité [7]) verb. mit dem Gesetze vom 9. Dezember 1795 (18. Frimär IV; Hdb. III. S. 306).

III. Konstitution vom 13. Dezember 1799 (22. Frimär VIII) Art. 89 verb. mit: Beschluß vom 20. Dezember 1800 (29. Frimär IX; Hdb. IV. S. 206).

IV. Gesetz vom 16. September 1807 (IV. B. 161, Nr. 2792) und Dekret vom 28. September 1806 (IV. B. 163, Nr. 2801) Organisation einer Cour des comptes.

4) Il est créé un ministère des manufactures.
Il aura dans son département les manufactures, les fabriques, le commerce, les subsistances, les douanes, le conseil des prises.
Il correspondra avec nos consuls chez les puissances étrangères, pour les affaires du commerce.

5) Ueber die Organisation, den Geschäftskreis und das Verfahren derselben s. Brewer Gesch. d. französ. Gerichtsverf. B. 2 S. 388.

6) Der Geschäftsgang desselben wurde näher bestimmt durch Dekret vom 13. Januar, 3. u. 8. — 12. Februar 1792 (Nr. 1531; Desenne T. XI. p. 370).

7) Desenne T. I. p. 99.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 6.

### 4. Central-Behörden zur Liquidation der Staatsschuld.

I. Dekret vom 22. Januar und 25. März — 28. März 1790. Art. 5. Bildung eines Ausschusses in dem Comité des Finances zur Liquidation der créances arriérées verb. mit dem Dekrete vom 17. Juli — 8. August 1790 (Hdb. I. S. 238) über die Funktionen dieses *Comité de liquidation* und dem Dekrete vom 16. u. 17. — 22. Dezember 1790 (Hdb. I. S. 449) wegen Bildung einer *Direction générale de liquidation* unter der Aufsicht der dem Gegenstande entsprechenden Comités de l'assemblée nationale [1]).

Gesetz vom 14. Dezember 1797 (24. Frimär III; Hdb. III. S. 592). Abzweigung einzelner Gegenstände der Liquidation an die Trésorerie nationale u. s. w.

Beschluß vom 15. Oktober 1800 (23. Vendemiär IX; III. B. 48, Nr. 353), vom 5. Januar 1801 (15. Nivos IX; III. B. 60, Nr. 441) und vom 19. Oktober 1801 (27. Vendemiär X; III. B. 112, Nr. 916) wegen neuer Organisation der bureaux de la liquidation générale de la dette publique und Wiederherstellung des früheren Geschäftkreises.

II. Beschluß vom 2. Juni 1802 (13. Prärial X; Hdb. IV. S. 389). Bildung eines Conseil de liquidation générale de la dette publique; aufgehoben seit dem 1. Januar 1810 durch Dekret vom 13. Dezember 1809 (Hdb. V. S. 425) unter Ueberweisung der Geschäfte an das Finanz-Ministerium.

## §. 7.

### 5. Staatsschulden-Tilgungskassen.

I. Dekret vom 19. und 22. Dezember 1789 — Januar 1790. Art. 8. Gründung einer Caisse de l'extraordinaire zum Zwecke der Schuldentilgung verb. mit dem Dekrete vom 6.—15. Dezember 1790 (Nr. 184) über Organisation derselben; ersetzt durch das Dekret vom 11.—20. Juli 1791 (Nr. 1108) über den nämlichen Gegenstand.

Dekret vom 31. Dezember 1792 und 4. Januar 1793 (Nr. 294). Aufhebung der Caisse de l'extraordinaire und Uebergang der Fonds und Geschäfte derselben an die Verwaltung des Trésor public.

II. Gesetz vom 27. November 1799 (6. Frimär VIII; Hdb. IV. S. 110). Art. 5. Bildung einer *Caisse d'Amortissement* [2])

1) Vergl. Dekret vom 3.—20. März 1791 (Nr. 667).

2) Die Caisse d'amortissement diente zugleich als General-Depositen-Kasse. Ges. vom 18. Januar 1805 (28. Nivos XIII) und

aus den Kautions-Geldern der General-Empfänger der Departemente und den vakant werdenden Pensionen der Geistlichkeit u. s. w.; verb. mit dem Beschluß vom 18. Januar 1800 (28. Nivos VIII; Hdb. IV. S. 121) über die Belegung der Fonds der Amortisations-Kasse [3]); dem Dekrete vom 12. Juli 1801 (23. Messidor IX; III. B. 91, Nr. 754) über die Organisation, und dem Dekrete vom 11. September 1808 (IV. B. 206, Nr. 3774) über das Rechnungswesen derselben.

§. 8.

6. National-Bank [4]).

Gesetz vom 14. April 1803 (24. Germinal XI). Organisation derselben.

Dekret vom 16. Januar 1808. Definitive Feststellung des Statutes derselben.

§. 9.

7. Kultus-Departement.

Beschluß vom 7. Oktober 1801 (15. Vendemiär X; Hdb. IV. S. 266). Beauftragung eines Staatsrathes mit Leitung der Kultus-Angelegenheiten.

## B. Verwaltungs-Organisationen für die Departemente.

§. 10.

1. Organisation von 1790.

Dekret vom 22. Dezember 1789 — 8. Januar 1790 (Hdb. I. S. 137). Departemental- und Distrikt-Verwaltungen (Art. 5, 6, 9—11). Innere Organisation derselben. Directoires und Conseils (Abschn. 2 Art. 20—27). Procureurs-généraux-syndics für die Departemente und Procureurs-syndics für die Distrikte (Art. 14—18 a. a. O.). Verhältniß der Distrikts-Verwaltungen zu den Departemental-Verwaltun-

St. R. G. vom 13. Oktober 1809 (Hdb. V. S. 3, 420). — Die Gesetzgebung über die Caisse d'amortissement ist zusammengestellt bei: Desenne T. XIII. p. 225—238.

3) Auf die Bildung des Bestandes der Amortisations-Kasse beziehen sich außer diesem Gesetze die Art. 12 und 16 des Gesetzes über die Liquidation der Staatsschuld vom 21. März 1801 (30. Ventos IX; Hdb. IV. S. 237); Art. 9 und 10 des Gesetzes vom 11. Mai 1802 (21. Floreal X; Hdb. IV. S. 381) über die cinq pour cents consolidés; die Art. 9—11 und Tit. IV des Finanz-Gesetzes vom 24. April 1806 (Hdb. V. S. 74); die Tit. VI u. VII des Finanz-Gesetzes vom 15. Juli 1811 (IV. B. 380, Nr. 7104) und der Tit. I des Finanz-Gesetzes vom 20. März 1813 (Hdb. V. S. 853).

4) S. die hierher gehörige Gesetzgebung bei: Désenne T. XIII. p. 210—225.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

gen (Art. 28 a. a. O.). Funktionen der Verwaltungsbehörden (Abschn. 3 des Dekretes). Kommunal-Verwaltung. Municipalitäten für die einzelnen Ortschaften [1]) (Art. 7 des Dekretes).

Dekret vom 14. Dezember 1789 (Hdb. I. S. 130) [2]) Organisation der Municipal-Verwaltungen. Maires als Chefs der Municipalitäten (Art. 4). Innere Organisation der corps municipaux (Art. 34—41). Conseils généraux des communes (Art. 31). Trésoriers (Art. 33). Procureurs de la commune (Art. 26).

Dekret vom 4. Dezember 1793 (14. Frimär II; Hdb. II. S. 507) Abschn. 2 Art. 14—22. Einführung von *Agens nationaux* bei den Departements-, Distrikts- und Kommunal-Verwaltungen anstatt der Procureurs-généraux-syndics etc.

## §. 11.

### 2. Organisation von 1795 [3]).

Konstitution vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III) Tit. VII (Hdb. III. S. 162). Central-Administrationen für die Departemente (Art. 174). Municipalitäten der Gemeinden mit mehr als 5000 Seelen (Art. 178). Municipal-Agenten für die Gemeinden von weniger als 5000 Seelen. Vereinigung derselben zu Kantons-Municipalitäten [4]) (Art. 179—181). Commissaires du directoire exécutif bei den Central-Verwaltungen und Municipalitäten (Art. 191).

1) Ueber die Begränzung derf. f. Dekret v. 20., 23. März, 19.—20. April 1790, Art. 8: „Les limites contestées entre les communautés seront réglées par les administrations de district; et à l'égard des héritages qui, par suite de ces prétentions respectives, auraient été imposés sur plusieurs rôles, les administrations de district ordonneront et feront faire la radiation des taxes sur le rôle des communautés dans le territoire desquelles ces héritages ne sont pas situés, ainsi que la réimposition au profit des propriétaires ou fermiers qui auraient payé ces taxes, quand leur opposition n'aurait pas été formée dans le délai fixé par les anciens réglemens." Ueber die Ausführung dieses Organisations-Planes erging das Dekret vom 28., 30. Juni — 2. Juli 1790 (bei Desenne T. II. p. 188) und die Instruktion für die Verrichtungen der Verwaltungsbehörden vom 12. — 20. August 1790 (T. II. p. 190 a. a. O.). Die speziellen, diese Organisation betreffenden Gesetze sind zusammengestellt bei *Desenne* T. II. p. 164—280.

2) Das hier angegebene Datum ist nach der obigen Angabe zu berichtigen.

3) *Desenne*, T. II. p. 281—310.

4) Die Eintheilung in Kantone bezog sich unter der früheren Verfassung nur auf die politische Repräsentation (Konst. v. 3.—14. September 1791 Tit. III Kap. 1 Abschn. 1) und auf die Jurisdiktion der Friedensrichter.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Gesetz vom 7. September 1795 (21. Fruktidor III; Hdb. III. S. 173). Nähere Bestimmungen über die Ausführung dieser Verwaltungs-Organisation.

Beschluß vom 5. Februar 1797 (17. Plúvios V; Hdb. III. S. 472). Gegenseitiger Geschäftsverkehr der Verwaltungsbehörden.

## §. 12.

### 3. Organisation des Jahres 1800.

Gesetz vom 17. Februar 1800 (28. Plúvios VIII; Hdb. IV. S. 124) Tit. II. §. 1. Departemental-Verwaltung. Präfekte (Art. 3); Präfektur-Räthe (Art. 4) und Conseils généraux de département (Art. 6). §. 2. Kommunal-Arrondissemente mit Unterpräfekten und Conseils d'arrondissement. §. 3. Municipalitäten. Maires et adjoints für die einzelnen unter der bisherigen Einrichtung mit einem Agent municipal versehenen Ortschaften. Conseils municipaux [5]).

Beschluß vom 8. März 1800 (17. Ventos VIII; III. B. 13, Nr. 90). Bestimmung des Sitzes und Einrichtung der Präfekturen.

Beschluß vom 3. April 1801 (13. Germinal IX; III. B. 78, Nr. 615). Vertretung der Präfekte in Abwesenheitsfällen.

Beschluß vom 6. September 1801 (19. Fruktidor IX; Hdb. IV. S. 263). Erlaß der Präfektur-Rath-Beschlüsse.

Dekret vom 16. Juni 1808 (IV. B. 195, Nr. 3464). Vertretung der Präfektur-Räthe.

### 4. Abgesonderte Zweige der Departemental-Verwaltung.

## §. 13.

#### a. Verwaltung der direkten Steuern.

Gesetz vom 12. November 1797 (22. Brúmár VI; Hdb. III. S. 570). Errichtung einer Agence des contributions directes.

Gesetz vom 24. November 1799 (3. Frimár VIII; Hdb. IV. S. 109). Aufhebung der Agence und Anordnung von Directions des recouvremens des impositions directes.

## §. 14.

#### b. Einregistrirungs- und Domänen-Verwaltung [6]).

Dekret vom 9.—15. Mai 1791 (Nr. 886). Anordnung einer Régie de l'enregistrement et du timbre.

5) Das dieser Organisation entsprechende politische Repräsentations- und Wahlsystem (Assemblées de canton; Colléges électoraux d'arrondissement et de département) beruhte auf dem Organisations-Beschlusse des Senates vom 4. August 1802 (16. Thermidor X; III. B. 206, Nr. 1876) Tit. II und III verbunden mit dem durch Consular-Beschluß vom 6. September 1802 (19. Fruktidor X; III. B. 213, Nr. 1964) erlassenen Reglement für die Wahlversammlungen.

6) Für die indirekten Abgaben bestanden außerdem eine Régie des

Dekret vom 18.—27. Mai 1791 (Hdb. I. S. 589). Organisation dieser Verwaltung.

Dekret vom 19. August — 12. September 1791 (Hdb. II. S. 59). Vereinigung der Domänen-Verwaltung mit derselben.

Dekret vom 14. August 1793 (Nr. 1429). Ausdehnung der Organisation auf die vereinigten Landestheile und nähere Bestimmungen über dieselbe.

Beschluß vom 20. September 1801 (3. Erg.-Tag III; Hdb. IV. S. 265). Neue Organisation der Domänen und Einregistrirungs-Verwaltung.

## §. 15.

### c. Forstverwaltung.

Dekret vom 15.—29. September 1791 (Hdb. II. S. 74). Organisation der Forstverwaltung.

Gesetz vom 6. Januar 1801 (16. Nivos IX; Hdb. IV. S. 208). Neue Organisation derselben.

Beschluß vom 26. Januar 1801 (6. Plüvios IX; Hdb. IV. S. 210 N. 2). Cirkumscription der Forst-Konservationen.

Gesetz vom 29. April 1803 (9. Floreal XI; Hdb. IV. S. 458). Tit. III. Organisation der Forstschutzbeamten als garde forestière. Verwendung derselben zu Polizei- und Justiz-Zwecken.

## 5. Technische Behörden [1]).

## §. 16.

### a. Für die Wege- und Brücken-Bauverwaltung.

Dekret vom 31. Dezember 1790 — 19. Januar 1791 (Coll. L. T. III. p. 233).

Dekret vom 25. August 1804 (7. Fruktidor XII; IV. B. 61, Nr. 1068). Organisation eines Corps des ingénieurs des ponts et chaussées.

## §. 17.

### b. Für die Bergwerks-Verwaltung.

Dekret vom 18. November 1810 (Hdb. V. S. 630). Organisation eines Corps des ingénieurs des mines.

douanes (nach dem Dekrete vom 9.—15. Mai 1791 — Nr. 886 — und der Organisation durch Beschluß vom 16. September 1801 — 29. Fruktidor IX — III. B. 104, Nr. 864 —) und eine Régie des droits réunis; organisirt durch Beschluß vom 26. März 1804 (5. Germinal XII; IV. B. 11, Nr. 114).

1) Desenne T. IX. p. 179—359.

# II. Intermediäre Organisationen.

## A. Volks-Repräsentanten und Gouvernements-Kommissarien [2]).

### §. 18.

Dekret vom 9. April 1793 (Nr. 721). Verhältniß der Volks-Repräsentanten bei den Armeen [3]).

Dekret vom 30. April 1793 (C. Louv. T. XIV. p. 208). Titel

2) Desenne T. I. p. 329—375.

3) Art. 1er. Il y aura constamment trois représentans du peuple députés près chacune des armées de la république; tous les mois l'un des trois sera renouvelé.

2. Ils exerceront la surveillance la plus active sur les opérations des agens du conseil exécutif, sur la conduite des généraux, officiers et soldats de l'armée; ils se feront journellement rendre compte de l'état des magasins, de toute espèce de fournitures, vivres et munitions; ils porteront l'examen le plus sévère sur les opérations et la conduite de tous les fournisseurs et entrepreneurs des armées de la république.

3. Ils prendront toutes les mesures qu'ils jugeront convenables pour accélérer la réorganisation des armées, l'incorporation des volontaires et recrues dans les cadres existans: ils agiront, pour cet effet, de concert avec les généraux commandans de divisions et autres agens du conseil exécutif.

4. Les représentans députés près les armées sont investis de pouvoirs illimités pour l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées par le présent décret; ils pourront employer tel nombre d'agens qu'ils croiront convenable. Les dépenses extraordinaires qu'ils auront autorisées, seront acquittées par le trésor public, sur des états visés par eux; *leurs arrêtés seront exécutés provisoirement*, à la charge de les adresser dans les vingt-quatre heures à la convention nationale, et pour ce qui devra être secret, au comité de salut public.

5. Il est enjoint à tous les agens civils et militaires d'obéir aux réquisitions des commissaires de la convention nationale, sauf à eux à faire auprès de la convention toutes les réclamations qu'ils croiront fondées.

6. Les représentans du peuple députés près les armées, prendront sans délai toutes les mesures nécessaires pour découvrir, faire arrêter et traduire au tribunal revolutionnaire, tout militaire, tout agent civil et autres citoyens qui ont aidé, conseillé ou favorisé d'une manière quelconque la trahison de *Dumouriez*, ou tout autre complot contre la sûreté de la nation, ou qui ont machiné la désorganisation des armées et tenté la ruine de la république.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

und Befugnisse der Volks-Repräsentanten [1]). Organisation der okkupirten Landestheile durch dieselben.

Dekret vom 29. August 1793 (C. Louv. T. XV. p. 673). Befugniß der Volks-Repräsentanten vereinzelt Beschlüsse abzufassen [2]).

Beschluß des Comité de salut public vom 18. Juli 1794 (30. Messidor II; Hdb. VI. S. 2) über die Befugnisse der in die eroberten Länder abgeordneten Agenten der Republik [3]).

Dekret vom 7. September 1794 (Desenne T. I. p. 354). Provisorische Gesetzeskraft der Beschlüsse der Volks-Repräsentanten [4]).

Dekret vom 12. Oktober 1795 (20. Vendemiär IV; C. B. p. 182). Fortsetzung der Funktionen der bei den Armeen befindlichen Volks-Repräsentanten in der Eigenschaft als commissaires du gouvernement [5]).

Beschluß vom 24. Oktober 1795 (2. Brümär IV; Hdb. VI.

1) Art. 8. „Les commissaires de la convention auprès des armées porteront le titre *de représentans du peuple envoyés près de* telle armée . . . " Art. 17. „Les représentans du peuple envoyés près les armées sont investis de pouvoirs illimités pour l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées. Ils pourront requérir les corps administratifs et tous les agens civils et militaires; ils pourront agir au nombre de deux, et employer tel nombre d'agens qui leur seront nécessaires. *Leurs arrêtés seront exécutés provisoirement.*" Art. 25. „Les représentans du peuple envoyés près les armées, qui sont nommés par le présent décret, continueront, chacun dans sa division la surveillance du recrutement et *l'organisation en départemens et districts des pays nouvellement réunis* à la république."

2) „Les représentans du peuple près les armées pourront prendre seuls des arrêtés dans le cas où, par un arrêté pris conjointement ils auront jugé leur séparation nécessaire."

3) Wiederholt in Art. 18 des Beschlusses vom 14. August 1794 (27. Thermidor II; Hdb. VI. S. 9).

4) La convention nationale, sur le rapport d'un de ses membres, de la mission dont il avait été chargé dans le département de l'Aisne, et qui demande la confirmation de plusieurs arrêtés, passe à l'ordre du jour, motivé sur l'existence de la loi qui déclare lois provisoires les arrêtés des représentans du peuple près les armées ou dans les départemens, tant que le comité de salut public ne les a pas dénoncés comme contraires aux principes.

5) La convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, considérant que les pouvoirs des représentans du peuple envoyés dans les départemens, ou auprès des armées, doivent cesser de plein droit par la mise en activité de la constitution acceptée par le peuple Français;

Considérant que la constitution ne sera entièrement en activité qu'après l'installation du directoire exécutif, et que jusqu'à cette époque il importe au maintien du bon ordre et au salut de la

S. 71). Ernennung von Commissaires du gouvernement für die belgischen Landestheile.

Beschluß vom 17. Mai 1796 (28. Floreal IV; Hdb. VI. S. 359). Art. 3 und 12. Uebertragung der obersten Civil-Gewalt in den okkupirten rheinischen Departementen an General-Direktoren.

Beschluß vom 24. Februar 1797 (6. Ventos V; Hdb. VI. S. 406). Beauftragung des Generals Hoche mit Organisation der Verwaltung.

Instruktion des Directoire exécutif vom 4. November 1797 (14. Brûmâr VI; Hdb. VI. S. 454) für den mit Organisation der rheinischen Departemente und Einführung der französischen Gesetzgebung in dieselbe beauftragten Gouvernements-Kommissar Rudler.

## B. Verwaltung der okkupirten belgischen Landestheile.

### §. 19.

I. Beschluß der Volks-Repräsentanten vom 14. August 1794 (27. Thermidor II) Art. 21 (Hdb. VI. S. 10). Centralbüreau des V. R. zu Brüssel.

Beschluß der Volks-Repräsentanten vom 15. Oktober 1794 (24. Vendemiâr III; Hdb. VI. S. 18). Organisation der Verwaltung. Central-Verwaltung zu Brüssel (Art. 6). General-Verwaltungen für die einzelnen vormaligen Provinzen (Art. 1—5).

Beschluß vom 16. November 1794 (26. Brûmâr III; Hdb. III. S. 19). Neue Organisation. Central-Verwaltung zu Brüssel (Art. 7). Bildung von acht Arrondissements-Verwaltungen (Art. 1—6). [6])

république, que tous les membres ou agens du gouvernement actuel restent à leurs postes respectifs,

Décrète que les représentans du peuple envoyés dans les départemens ou aux armées, qui ne seront pas rappelés à l'époque du 5 brumaire prochain, soit qu'ils aient été réélus au corps législatif ou non, continueront leur mission en qualité de commissaires du gouvernement, jusqu'à ce que le directoire exécutif leur ait donné avis de son entrée en exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la constitution.

Le présent décret ne sera publié que par la voie du bulletin de correspondance.

6) Hierzu kam die für das Herzogthum Luxemburg durch Beschluß vom 16. Juni 1795 (28. Prârial III; Hdb. VI. S. 59) errichtete Arrondissements-Verwaltung. Ueber die Jurisdiktion dieser Verwaltungen in Kontributions- und anderen Finanz-Sachen erging der Beschluß vom 16. April 1795 (27. Germinal III; Hdb. VI. S. 55).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Beschluß vom 19. November 1794 (29. Brümär III; Hdb. VI. S. 22). Gründung einer Domänen-Direktion zu Brüssel; organisirt durch Beschl. vom 29. November 1794 (9. Frimär III).
Beschluß vom 12. Juni 1795 (24. Prärial III; Hdb. VI. S. 59). Organisation der Lokal-Verwaltungen.

§. 20.

II. Beschluß vom 17. September 1795 (1. Erg.-T. III; Hdb. VI. S. 64). Errichtung eines Conseil du gouvernement zur Unterstützung der Volks-Repräsentanten bei der Organisation und Verwaltung; vereinigt mit der Central-Verwaltung durch Beschluß vom 13. Oktober 1795 (21. Vendemiär IV; Hdb. VI. S. 67).
Beschluß vom 21. September 1795 (5. Erg.-Tag III; Hdb. VI. S. 64). Cirkumscription der Verwaltungsbezirke; verb. mit Beschluß vom 17. November 1795 (20. Brümär IV; Hdb. VI. S. 74) über Installation der Departemental-Verwaltungen.
Beschluß vom 8. Oktober 1795 (16. Vendemiär IV; Hdb. VI. S. 67). Organisation einer Enregistrements-Verwaltung.

§. 21.

III. Beschluß vom 4. Dezember 1795 (14. Frimär IV; Hdb. VI. S. 78). Publikation des Gesetzes vom 11. Oktober 1795 (18. Vendemiär IV; Hdb. VI. S. 78) über die Eintheilung Frankreichs nach der neuen Verwaltungs-Organisation.

## C. Verwaltung der rheinischen Departemente.

§. 22.

1. Abgesonderte Verwaltung des okkupirten Rhein- und Mosel-Landes.

Verordnung vom 12. August 1794 (25. Thermidor II; Hdb. VII. S. 336) über den einstweiligen Verwaltungs-Modus.
Beschluß vom 1. November 1794 (11. Brümär III; Hdb. VII. S. 362). Auflösung der vormaligen kurtrierischen Regierung zu Koblenz. Ermächtigung der Municipalität zu Koblenz zur Vornahme aller Civil-Administrations-Geschäfte unter der Oberaufsicht der Haupt-Agenten der französischen Republik.
Beschluß vom 27. Januar 1795 (8. Plüvios III; Hdb. VI. S. 232). Errichtung einer Verwaltung unter der Benennung Direction des domaines nationaux verb. mit Beschluß vom nämlichen Tage über die Cirkumscription der ersterer untergeordneten Arrondissements-Direktionen (Hdb. VI. S. 234) und dem Beschlusse vom 26. Februar 1796 (8. Ventos III; Hdb. VI. S. 236) wegen Beschränkung des Ressorts der

General-Direktion auf sieben Arrondissemente und Ausscheidung der von dem Volks-Repräsentanten Frecine zu der Arrondissements-Verwaltung Blankenheim gelegten Gemeinden.

Beschluß vom 19. April 1795 (30. Germinal III; Hdb. VI. S. 239). Errichtung einer sieben Kantone umfassenden der Central-Administration zu Aachen [1]) untergeordneten Arrondissements-Verwaltung verbunden mit Beschluß vom 29. April 1795 (10. Floreal III; Hdb. VII. S. 383) über Installation derselben.

## §. 23.

2. Central-Verwaltung der okkupirten Landestheile zwischen Maas und Rhein, und Rhein und Mosel.

Verordnung vom 14. November 1794 (24. Brümär III; Hdb. VI. S. 261). Abschn. II. Errichtung der Central-Verwaltung. Arrondissements-Verwaltungen [2]). Beibehaltung der bestehenden Aemter, Bürgermeistereien und der sonstigen Lokal-Verwaltungsbehörden (Art. 2 a. a. O.) [3]); verbunden mit Beschluß vom 10. März 1795 (20. Ventos III; Hdb. VI. S. 283) und 31. März 1795 (11. Germinal III; Hdb. VI. S. 295) wegen Vereinigung der General-Direktion zu Trier mit dem Ressort der Central-Verwaltung [4]).

Beschluß vom 21. November 1794 (1. Frimär III; Hdb. VI. S. 270). Errichtung einer Domänen-Direktion zu Aachen mit sieben Inspektionen verb. mit Beschluß vom 31. Juli 1795 (13. Thermidor III; Hdb. VI. S. 327) über den Wirkungskreis derselben.

Beschluß vom 3. August 1795 (16. Thermidor III; Hdb. VI. S. 333). Organisation einer Central-Forstverwaltung.

## §. 24.

3. General-Direktionen der eroberten Landestheile [5]).

Beschluß des Directoire exécutif vom 17. Mai 1796 (29. Floreal IV; Hdb. VI. S. 359). Organisation der General-

1) S. den §. 23.

2) Ueber die Organisation der Arrondissements-Verwaltung für die Stadt und das Kurfürstenthum Köln s. den Beschluß vom 8. Dezember 1794 (18. Frimär III; Hdb. VI. S. 270).

3) Für die Stadt Aachen wurde durch Beschluß vom 22. Dezember 1794 (2. Nivos III; Hdb. VI. S. 278) zum Ersatz der aufgelösten Stadtverfassung eine Municipalität organisirt.

4) Ueber die Ressort-Veränderungen der Central-Verwaltung s. oben S. 485 §. 5.

5) Ueber die nicht in Wirksamkeit getretene Verwaltungs-Kommission aus geborenen Franzosen s. B. VI. S. 358.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Direktionen, insbesondere Art. 3 und 12 (Attributionen der General-Direktoren); Art. 14. Anordnung von Receveurs généraux für eine jede der Direktionen [1]).

## §. 25.

### 4. Intermediär-Kommission zu Bonn.

Beschluß vom 18. März 1797 (28. Ventos V; Hdb. VI. S. 408). Wiedereinsetzung der ehemaligen Landesregierungen. Errichtung der Intermediär-Kommission [2]).

Beschluß von dem nämlichen Tage (Hdb. VI. S. 409). Uebertragung der gesammten Finanz-Verwaltung an den Unternehmer Durbach.

Beschluß vom 4. Juni 1797 (16. Prärial V; Hdb. VI. S. 424). Aufhebung der Regie des Unternehmers Durbach. Zurückgabe der Finanz-Verwaltung an die wiederhergestellten Landesregierungen.

## §. 26.

### 5. Nationalregie der französischen Republik.

Beschluß vom 26. November 1797 (6. Frimär VI; Hdb. VI. S. 447). Aufhebung der Intermediär-Kommission und Einsetzung der Nationalregie.

## §. 27.

### 6. Einführung der französischen Organisationen unter den Gouvernements-Kommissarien.

I. Verwaltungsordnung vom 23. Januar 1798 (4. Plüvios VI; Hdb. VI. S. 518) [3]). Organisation nach den Bestimmungen der Konstitution vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III).

Verordnung vom 16. März 1798 (20. Ventos VI; Hdb. VI. S. 608). Verordnung wegen Verwaltung der National-Domänen.

Verordnung vom 13. April 1798 (24. Germinal VI; Hdb. VI. S. 639). Errichtung einer Bergwerksverwaltung.

Verordnung vom 14. April 1798 (25. Germinal VI; Hdb. VI. S. 641). Einführung einer Agentur der direkten Steuern.

Instruktion vom 3. Juni 1798 (15. Prärial VI; Hdb. VI. S. 685) für die Ingenieurs des Straßen- und Brückenbaues.

1) Ueber den neuen Verwaltungs-Modus wurde von dem General-Direktor Prüneau zu Aachen die Proklamation vom 26. August 1796 (9. Fruktidor IV; Hdb. VI. S. 369) erlassen.

2) Wegen der Ressort-Eintheilung s. oben S. 486 §. 7.

3) Ueber die Fortsetzungen dieser Verordnung s. B. I. S. X unter c.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Fortsetzung der Verwaltungsordnung vom 19. Juli 1798 (1. Thermidor VI) Art. 382 u. folg. (Hdb. VI. S. 720). Organisation der Forstverwaltung.

Verordnung vom 4. März 1800 (13. Ventos VIII; Hdb. VI. S. 826). Auflösung der Agentur der direkten Steuern. Organisation von Departemental-Steuer-Direktionen.

II. Beschluß vom 26. Mai 1800 (6. Prärial VIII; Hdb. VI. S. 834) und vom 4. Juli 1800 (15. Messidor VIII; Hdb. VI. S. 835). Organisation nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Februar 1800 (28. Plüvios VIII).

Beschluß vom 14. Mai 1800 (24. Floreal IX; Hdb. VI. S. 856). Publikation des Gesetzes vom 31. Januar 1801 (11. Plüvios IX) über Eintheilung der Forst-Konservationen.

## III. Verwaltung des Großherzogthums Berg.

### §. 28.

### A. Allgemeine Verwaltungs-Organisation.

Verwaltungsordnung vom 18. Dezember 1808 (Hdb. VII. S. 41). Organisation der Departemental- und Kommunal-Verwaltung.

Dekret vom 16. März 1812 (Hdb. VII. S. 325). Organisation des Staatsrathes. Abtheilungen desselben für das contentieux und die comptabilité. Bildung eines Collége du Grand-Duché. Aufhebung der Conseils de département, d'arrondissement und de préfecture.

### §. 29.

### B. Besondere Verwaltungszweige.

#### 1. Trésor public.

Dekret vom 31. März 1809 (Hdb. VII. S. 56).

#### 2. Verwaltung der direkten Steuern.

Dekret vom 3. November 1809 (Hdb. VII. S. 107). Errichtung einer General-Direktion derselben.

#### 3. Domänen- und Stempel-Verwaltung.

Organisations-Dekret vom 22. Juni 1811 (Hdb. VII. S. 136).

#### 4. Forstverwaltung.

Organisations-Dekret vom 22. Juni 1811 (Hdb. VII. S. 145).

#### 5. Postverwaltung.

Organisations-Dekret vom 25. Februar 1809 (Hdb. VII. S. 52).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

6. Straßen- und Brückenbau.

Dekret vom 4. November 1806 (Scotti B. I. S. 1035 Nr. 2926).

## IV. Organisations-Veränderungen unter der provisorischen Verwaltung in dem Namen der hohen verbündeten Mächte.

### §. 30.

### A. General-Gouvernement Berg.

Verordnung vom 27. Januar 1814 (Lottner B. I. S. 11). Eintheilung des Gouvernements in vier Kreise mit Kreis-Direktoren, welche die Funktionen der Präfekte und Unter-Präfekte vereinigen sollen (§. 6). Besondere Attributionen des Direktors des Kreises Düsseldorf als Landes-Direktor (§. 7). Absonderung der Verwaltungs-Polizei von der gewöhnlichen Administration unter einem Polizei-Direktor zu Düsseldorf und Polizei-Vögten (§§. 11—15). [1])

### B. General-Gouvernement vom Nieder- und Mittelrhein.

#### 1. Vor der Vereinigung.

#### §. 31.

a. Mittelrhein.

Verordnung vom 4. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 88). Ersetzung der Präfekte durch General-Gouverneurs-Kommissaire (unter 1). Aufhebung der Präfektur-Räthe (unter 4). General-Polizei-Direktion an dem Sitze des General-Gouvernements (unter 5).

Verordnung vom 25. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 92). Vertauschung der französischen Amtstitel Unter-Präfekt gegen Kreis-Direktor; Maire gegen Bürgermeister und Oberbürgermeister; Adjoint gegen Beigeordneter; Municipal-Rath gegen Stadtrath und für die Landgemeinden gegen Schöffe.

#### §. 32.

b. Niederrhein.

Verordnung vom 11. März 1814 (Lottner B. I. S. 111). Er-

1) Eine frühere Verordnung vom 3. Dezember 1813 (Lottner B. I. S. 7) hatte nur die französischen Amtstitel geändert.

nennung von Gouvernements-Kommissarien und Kreis-Direktoren anstatt der Präfekte und Unter-Präfekte (§§. 1—3). Beibehaltung der Präfektur-Räthe (§. 4). General-Polizei-Direktion (§. 5). [2]) Veränderung der Amtstitel, wie in dem Gen.-Gouv. d. Mittelrh.

Verordnung vom 26. März 1814 (Lottner B. I. S. 116). Organisation der Finanz-Verwaltung. Einsetzung eines General-Finanz-Direktors zu Aachen mit zwei Inspektoren — den einen für die direkten Abgaben, den anderen für die Domänen- und Enregistrements-Verwaltung — (Nr. IV).

Verordnung vom 12. April 1814 (Lottner B. I. S. 120). Einführung von Landes-Direktorial-Räthen anstatt der Präfektur-Räthe (I). Bildung einer Landes-Deputation anstatt der Conseils généraux de département. Aufhebung der Conseils d'arrondissement (II).

§. 33.

2. Nach der Vereinigung.

Verordnung vom 12. September 1814 (Lottner B. I. S. 171). Veränderungen in der Departemental- und Kreiseintheilung nach den Bedürfnissen der neuen Begränzung des General-Gouvernementes. Resultat der neuen Anordnungen (XVI).

Verordnung vom 6. Juni 1815 (Lottner B. I. S. 207). Veränderungen in der Kreisverwaltung mit Rücksicht auf die Abtretungen an die Niederlande und das Großherzogthum Luxemburg (§§. 1, 2). Bildung des Saar-Departementes (§. 3).

§. 34.

## C. Oesterreichisch-Baierischer Administrations-Bezirk [3]).

Verordnung vom 16. Juni 1814 (Lottner I. S. 241). Ernennung der General-Gouvernements-Kommissarien. Sitze der Departemental-Behörden.

§. 35.

## D. Landes-Administration zu Saarbrücken.

Verordnung vom 26. Januar 1816 (Lottner B. I. S. 355). Bildung einer Landes-Deputation zum Ersatz der aufgehobenen General-Departements- und Arrondissements-Räthe.

2) Durch die Verordnung vom 1. Juni 1814 (Lottner B. I. S. 137) wurde von der beabsichtigten Errichtung einer abgesonderten Polizei-Verwaltung Abstand genommen, und die Polizei den Kommunal- und Kreisbehörden unter Ertheilung specieller Vorschriften über die Ausübung belassen.

3) Vergl. oben §. 33 und Lottner B. I. S. 2 unter II Abs. 2.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# V. Heutige Provinzial-Verwaltung [1]).

## A. Ober-Präsidium.

### §. 36.

#### 1. Einsetzung.

Bekanntmachung vom 23. März 1816 (Lottner B. I. S. 360). Ernennung der Ober-Präsidenten für die Provinz Großherzogthum Niederrhein und die Provinz Jülich-Cleve-Berg. Bestandtheile der beiden Ober-Präsidial-Bezirke.

Bekanntmachung vom 5. September 1822. Vereinigung des Ober-Präsidiums der Herzogthümer Jülich- Kleve- und Berg mit dem Ober-Präsidium des Großherzogthumes Niederrhein (Amtsbl. Aach. S. 339; Düsseld. S. 447; Kobl. S. 338; Köln S. 266; Trier S. 391).

### §. 37.

#### 2. Wirkungskreis.

Instruktion vom 23. Oktober 1817 (Gesetzs. S. 230).

Instruktion vom 31. Dezember 1825 (Gesetzs. 1826 S. 1).

## B. Ober-Präsidial-Behörden.

### §. 38.

#### 1. Consistorium und Provinzial-Schul-Collegium.

Dienst-Instruktion für die Provinzial-Konsistorien vom 23. Oktober 1817 (Gesetzs. S. 237).

A. K. O. vom 31. Dezember 1825, betr. eine Abänderung in der bisherigen Organisation der Provinzial-Verwaltungsbehörden (Gesetzs. S. 5) unter B.

Ober-Präs. Bekanntm. vom 27. Januar 1826 (Amtsbl. Düss. 75; Köln 25) und vom 16. Februar 1826 (Amtsbl. Aach. S. 77; Kobl. S. 79; Trier S. 69) wegen Aufhebung der Konsistorien zu Köln und Koblenz und Errichtung des Konsistoriums und des Provinzial-Schul-Kollegiums für die gesammten Rheinprovinzen zu Koblenz.

### §. 39.

#### 2. Medizinal-Kollegium.

Dienstanweisung vom 23. Oktober 1817 (Gesetzs. S. 245).

1) Eine zweckmäßige Uebersicht der Central- und Provinzial-Staatsbehörden mit Darstellung ihrer Geschäftskreise und Nachweisung der successiv in denselben eingetretenen Aenderungen liefert: Rinne Handb. der preuß. inn. Staatsverwaltung (Liegnitz 1840; B. I. Tabelle III).

A. K. O. vom 31. Dezember 1825 (Gesetzs. 1826 S. 5) unter C. Aufhebung des §. 7. jener Instruktion.

Ober-Präs. Bekanntm. vom 25. April 1823 (Amtsbl. Aach. S. 194; Düss. S. 253; Kobl. S. 185; Köln S. 111; Trier S. 169). Aufhebung des Medizinal-Kollegiums zu Köln. Uebergang der Geschäfte an das zu Koblenz.

## C. Regierungen.

### §. 40.

#### 1. Einsetzung.

Bekanntmachung des mit der einstweiligen Oberverwaltung der Königl. Preuß. Rheinprovinzen beauftragten Regierungs-Präsidenten v. Reiman vom 18. April 1816 die Bestandtheile und den Anfang der Wirksamkeit der sechs rheinischen Regierungen betr. (Amtsbl. — Simon Uebers. Anl. S. 89).

Bekanntmachung des Präsidiums der Königl. Reg. zu Cleve vom 8. Dezember 1821 (Amtsbl. S. 427) die in Gemäßheit A. K. O. vom 8. Dezember 1821 mit dem 1. Januar 1822 eintretende Einverleibung des Reg.-Bezirks Cleve in den Reg.-Bezirk Düsseldorf betr.

### §. 41.

#### 2. Wirkungskreis.

Instruktion vom 23. Oktober 1817 (Gesetzs. S. 248).

A. K. O. vom 31. Dezember 1825 (Gesetzs. 1826 S. 5) unter D. Innere Organisation der Regierungen.

Allerhöchst vollzogene Geschäftsanweisung für die Regierungen, im Verfolg der für diese Behörden angeordneten neuen Organisation; zur Ergänzung und Berichtigung der Instruktion vom 23. Oktober 1817 (Ann. der inn. Verw. 1825 S. 821).

## D. Abgesonderte Verwaltungszweige.

### §. 42.

#### 1. Oberbergamt.

Bekanntmachung des geh. Staatsrathes Sack die mit dem 1. Januar 1816 in Funktion tretende rheinische Oberbergamts-Commission betr. vom 24. November 1815. Journ. d. Nied. u. Mittelrh. Nr. 142.

Bekanntmachung des Oberbergamtes für die Niederrheinischen Provinzen, dessen Konstituirung und die von ihm ressortirenden Berg- und Hüttenämter betr. vom 3. August 1816 (Amtsbl. Aach. St. 19; Cleve St. 18; Cobl. St. 26; Cöln St. 17; Düsseld. St. 23; Trier St. 30).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Publ. des Ober-Präs. v. 12. Mai 1835 (Amtsbl. Trier St. 23). Verwaltung des Berg- und Hüttenwesens im Kreise St. Wendel.

§. 43.

2. Provinzial-Steuer-Direktion.

Ober-Präs. Bekanntm. vom 2. Januar 1824 (Amtsbl. Aach. S. 19; Düsseld. S. 13; Kobl. S. 10; Köln S. 7; Trier S. 19) wegen Anordnung derselben.

§. 44.

3. Militair-Intendanturen.

Min. Verf. vom 10. Februar 1828 (Amtsbl. Aach. S. 78; Düsseld. S. 61; Kobl. S. 51; Köln S. 89; Trier S. 46). Wirkungskreis derselben, und Verhältniß der Intendantur-Beamten.

§. 45.

## E. Kreisverwaltung.

Kreisordnung vom 13. Juli 1827 (Gesetzs. S. 117) mit Verordn. vom 26. März 1839 (Gesetzs. S. 102).

Allerhöchstes Reglement vom 17. März 1828 (Amtsbl. Aach. S. 177; Düsseld. S. 153; Kobl. S. 115; Köln S. 63; Trier S. 97; Ann. d. inn. Verw. 1828 S. 32) wegen der Wahl der Landrathamts-Kandidaten und Kreis-Deputirten; verb. mit der Allerhöchsten Verordnung vom 23. März 1838 (Amtsbl. und Kamer. Zeit. f. 1839 S. 627) wegen Ergänzung der Vorschriften über die Wählbarkeit zu Landrathsämtern [1]).

A. K. O. vom 10. Juli 1838 und Regulativ vom 13. Mai 1838 (Gesetzs. S. 423) über die Prüfung der Landrathamts-Kandidaten.

§. 46.

## F. Amtsbefugnisse der Verwaltungsbehörden im Allgemeinen [2]).

A. K. O. vom 4. September 1826 (Gesetzs. 1827 S. 6). Außer-Kraft-Setzung aller Bestimmungen der fremdherrlichen Gesetzgebung, welche mit den allgemeinen Instruktionen der Verwaltungsbehörden in den neuen und wiedereroberten Provinzen unvereinbar sind.

---

1) Vergl. Verhandl. des fünften Prov. Landt. (Ldtgsvhdlg. Folge 15 S. 289) und Absch. vom 26. März 1839 (S. 439 a. a. O.).

2) Ueber das gegenseitige Verhältniß der Justiz- und Verwaltungsbehörden s. unten die sechste Hauptübersicht.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# V.

# Gerichtsverfassung.

## Erster Abschnitt.

## Geschichte der Gerichtsverfassung.

### I. Frankreich [3]).

§. 1.

1. Uebergang aus der älteren zu der heutigen Gerichtsverfassung.

Aufhebung der Privat-Gerichtsbarkeiten durch Art. 4 des Dekretes vom 4. August 1789 (Hdb. I. S. 115). [4])

Verordnung vom 9. August 1789 (Hdb. I. S. 117). Errichtung eines Comité contentieux des départemens in dem Conseil du roi. [5])

Dekret vom 3. November 1789, welches die Ferien der Parlamente bis zu der bevorstehenden Justizorganisation prorogirt (Hdb. I. S. 125).

Gesetz vom 30. Dezember 1789 (Hdb. I. S. 143). Provisorische Aufrechterhaltung der Munizipaljurisdiktionen.

§. 2.

2. Organisation des Jahres 1790.

Justiz-Organisations-Gesetz vom 24. August 1790 (Hdb. I. S. 268). Aufhebung der Gerichtsstands-Privilegien. Friedensrichter für die Kantone; Distriktstribunale von fünf Mitgliedern

3) S. die Literatur bei *Dupin* bibl. chois. Nr. 2018—2027 und Brewer (Joh. P.) Geschichte d. franz. Gerichts-Verfassung. Düsseldorf bei Schreiner. 8. B. 1. 1835 recens. von *Klimrath* in Revue étrangère etc. Vol. 3 p. 505. B. 2. 1837.

4) Ueber die grundherrliche Gerichtsbarkeit s. Brewer B. 1. S. 201.

5) Ueber die Geschichte des conseil du roi s. Brewer B. 2. S. 867 u. folg.

als erste Instanz in Civil-Sachen und gegenseitig für einander als Appellations-Gerichte. Vergleichsämter und Familiengerichte. Polizei-Gerichtsbarkeit der Munizipalitäten. Handelsgerichte.

Gesetz vom 27. März 1791 (Hdb. I. S. 525). Nähere Bestimmungen über die Gerichtsverfassung.

Gesetz vom 28. August 1790 (Hdb. I. S. 283). Bestimmung des Sitzes der Distriktstribunale.

Gesetz vom 11. September 1790 (Hdb. I. S. 287). Aufhebung der älteren Specialjurisdiktionen und Parlamente (Art. 10 u. folg.).

Gesetz vom 19. Oktober 1790 (Hdb. I. S. 312). Installation der Distriktstribunale. Provisorische Uebertragung der Criminaljustiz an dieselben (Art. 2). Appellation in Criminal-Sachen. Art. 9 des Gesetzes verbunden mit Gesetz vom 1. Dezember 1790 (Hdb. I. S. 403).

Gesetz vom 1. Dezember 1790 (Hdb. I. S. 404). Errichtung eines Kassationstribunals.

---

Gesetz vom 25. Februar 1791 (Hdb. I. S. 496). Errichtung von Kriminal-Gerichten für die einzelnen Departemente.

Gesetz vom 16. Februar 1791 (Hdb. I. S. 505). Sitz der Kriminal-Gerichte.

---

Gesetz vom 22. Juli 1791 (Hdb. II. S. 37). I. Formation der Polizei-Gerichte zur Ausübung der Munizipalpolizei. Tit. I. Art. 42, 43 (Hdb. II. S. 45). II. Formation von Zucht-Polizei-Gerichten durch die Friedensrichter und Friedensgerichts-Assessoren. Tit. II. Art. 46 — 55.

---

Gesetz vom 29. September 1791 (Hdb. II. S. 94). Uebergang zu der späteren Organisation der Kriminaljustiz. I. Anordnung von Magistrats de police de sûreté (Friedensrichter; Gendarmerieoffiziere) zur Konstatirung des Thatbestandes; Annahme von Klagen und Denunciationen und für den ersten Angriff (Verhaftung u. s. w.; Erster Theil des Gesetzes). II. Einleitung des Kriminal-Verfahrens bei den Distriktstribunalen. Anklagegeschworene und Direktor derselben aus der Mitte der Gerichtsmitglieder (Zweiter Theil des Gesetzes; Tit. I.) III. Einrichtung der Departements-Kriminal-Gerichte (Zweiter Theil des Gesetzes; Tit. II—V).

---

Gesetz vom 6. Oktober 1791 (Hdb. II. S. 156). Tit. II. Art. 6. Ausübung der Feld-Polizei durch die Municipalpolizei und die Korrektions-Gerichte.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Unausgeführtes Organisations-Projekt.

Verfassungs-Dekret vom 14. Juni 1793 (Hdb. II. S. 366 N. 1). Friedensrichter. Frei erwählte Schiedsrichter; in Ermangelung eines Kompromisses arbitres publics für einzelne Arrondissemente, die letzteren mit Kompetenz in letzter Instanz. Anklage- und Urtheilsgeschworne. Kriminal-Gerichte. Kassationstribunal ohne materielle Entscheidungsbefugniß. Alle Richterposten auf Wahl in den Assemblées électorales für die Dauer eines Jahres beruhend.

§. 3.

3. Organisation von 1795.

Verfassungsgesetz vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III) Tit. VIII (Hdb. III. S. 165—170). Friedensgerichte. Departements-Civil-Gerichte, zugleich gegenseitig und für die Friedensgerichte als Appellations-Gerichte. Zucht-Polizei-Gerichte mit einem Präsidenten aus den Mitgliedern des Civildepartements-Gerichtes, Assessoren aus den Friedensgerichten und einem Commissaire du pouvoir exécutif. Anklage-Jury mit dem Präsidenten des Zucht-Polizei-Gerichtes als Direktor. Departements-Kriminal-Gerichte mit besonderem Präsidenten und Accusateur public, vier Richtern des Civil-Gerichtes als Beisitzern und dem Commissaire du pouvoir exécutif des Civil-Gerichtes. Urtheils-Jury. Kassations-Tribunal.

Gesetz vom 9. Oktober 1795 (10. Vendemiär IV) Art. 3. Stellung des Justiz-Ministers zu den Justiz-Behörden und der Gesetzgebung (Hdb. III. S. 203).

Gesetz vom 11. Oktober 1795 (18. Vendemiär IV) Tit. III u. IV (Hdb. III. S. 209—212). Ausführung der neuen Justizorganisation.

---

Gesetz vom 24. Oktober 1795 (2. Brumär IV; Hdb. III. S. 224). Organisation des Kassationstribunals.

Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4 (25. Oktober 1795; Hdb. III. S. 232). Entwickelung der Bestimmungen des Verfassungsgesetzes vom 22. August j. J. über die Straf-Justiz. Buch I. Police (Untersuchungsführende Behörden). B. II. De la justice (Polizei-Gerichte. Zucht-Polizei-Gerichte. Anklage-Jury. Kriminal-Gerichte. Kassations-Instanz. Spezial-Geschworene.)

---

Gesetz vom 18. Januar 1798 (29. Nivos VI; Hdb. III. S. 632) Art. 4 u. folg. Anordnung (für ein Jahr) von Kriegsgerichten zur Aburtheilung der in Gemeinschaft auf Landstraßen oder sonst gegen die öffentliche Sicherheit unternommenen Verbrechen.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 4.

### 4. Organisation des Jahres 1800.

Verfassungsgesetz vom 13. Dezember 1799 (22. Frimär VIII) Tit. V (Hdb. IV. S. 116—117 in der Note). Grundzüge der neuen Gerichtsverfassung. Sonderung der Gerichte erster Instanz und der Appellations-Gerichte.

Gerichts-Organisations-Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII; Hdb. IV. S. 134). Tribunale erster Instanz; zugleich als Zucht-Polizei-Gerichte und als Appellationsinstanz für die Friedensgerichte. Appellations-Gerichte. Von den Civil-Gerichten abgesonderte Departements-Kriminal-Gerichte; zugleich als Appellationsinstanz für die Zucht-Polizei-Sachen. Kassationstribunal.

Gesetz vom 27. Januar 1801 (7. Plúvios IX; Hdb. IV. S. 210). Substitute der bei den Kriminal-Gerichten als öffentliche Ankläger fungirenden Commissaires du gouvernement bei den Arrondissements-Civil-Gerichten. Aufnahme der Denunciationen. Konstatirung des Thatbestandes der Vergehen und Verbrechen, und Führung der Untersuchungen. Abfassung der Anklageschriften durch die Substituten des Commissaire du gouvernement bei den Kriminal-Gerichten u. s. w.

Gesetz vom 28. Januar 1801 (8. Plúvios IX; Hdb. IV. S. 214). Grundsätze für die Verminderung der Friedensgerichte. Bestimmung der Mittelzahl der Gerichtseingesessenen auf 10,000; des Maximum auf 15,000.

Gesetz vom 7. Februar 1801 (18. Plúvios IX; Hdb. IV. S. 217). Anordnung von Spezial-Gerichten für bestimmte Vergehen; besonders für Vagabunden, rückfällige Verbrecher, Raub auf Landstraßen u. s. w.

Gesetz vom 13. Mai 1802 (23. Floreal X). Spezial-Gerichtshöfe für rückfällige Verbrecher, Fälschungen und Münzverbrechen (Hdb. IV. S. 382).

Gesetz vom 20. März 1801 (29. Ventos IX; Hdb. IV. S. 236). Organisation der Friedensgerichte. Aufhebung der Friedensgerichts-Assessoren. Ergänzungsrichter.

Gesetz vom 18. Mai 1802 (28. Floreal X; Hdb. IV. S. 383). Besetzung der Friedensgerichte. Wohnsitz des Richters und der Ergänzungsrichter. Residenz-Pflicht und Urlaub. Polizei-Gericht an Orten mit mehreren Friedensgerichten.

Organisations-Beschluß des Senates vom 4. August 1802 (16. Thermidor X; Hdb. IV. S. 414). Art. 78—84. Aufsicht auf die Justiz-Verwaltung.

Organisations-Beschluß des Senates vom 18. Mai 1804 (28. Floreal XII; Hdb. IV. S. 528). Art. 134—136. Benennung der Urtheile (arrêts) der höheren Gerichts-Kollegien.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Titulatur der letzteren (cour de cassation; d'appel; de justice criminelle) und der Commissaires du gouvernement (jetzt procureurs généraux und procureurs impériaux).

Handelsgesetzbuch. Buch IV; dekretirt den 14. September 1807. Tit. I. Formation und Verfassung der Handelsgerichte. Tit. II. Kompetenz.

Dekret vom 2. Februar 1809 (Hdb. V. S. 389). Fortdauer der bisherigen Kriminaljustiz-Verfassung bis zu dem Eintritte der in der Kriminalprozeß-Ordnung vorausgesetzten neuen Organisation.

Dekret vom 6. Oktober 1809 (Hdb. V. S. 418). Organisation und Ressort der Handelsgerichte.

§. 5.

5. Organisation des Jahres 1810.

Justizorganisations-Gesetz vom 20. April 1810 (Hdb. V. S. 494). Uebertragung der Kriminaljustiz auf die Appellations-Gerichtshöfe (jetzt cours impériales). Bildung eines Anklage-Senates in denselben, anstatt der Anklagegeschwornen. Assisen bei der cour impériale und den ersten Instanz-Gerichten des Departements-Hauptortes. Ordentliche und außerordentliche Spezial-Gerichtshöfe. Instruktions-Richter bei den ersten Instanz-Gerichten. Appellations-Zug in Korrektions-Sachen, an das Gericht bei welchem die Assisen gehalten werden.

Hierzu:

A. Dekret vom 6. Juli 1810 (Hdb. V. S. 549). Organisation der cours impériales, der cours d'assises und der cours spéciales.

B. Dekret vom 18. August 1810 (Hdb. V. S. 605). Organisation der ersten Instanz-Gerichte und der Polizei-Gerichte.

Dekret vom 25. November 1810 (Hdb. V. S. 638). Ausführung der neuen Justizorganisation.

Dekret vom 12. Januar 1811 (Hdb. V. S. 663). Installation der ersten Instanz-Gerichte.

## II. Intermediäre Organisationen in den okkupirt gewesenen westrheinischen Landestheilen.

### A. In den vormals belgischen Departementen.

§. 6.

a. Vorläufige Anordnungen.

Beschluß der Volks-Repräsentanten vom 14. August 1794 (27. Thermidor II) Art. 11. Provisorische Beibehaltung der bis-

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

herigen Justiz-Verfassung. Art. 12. Beschränkung der Kriminal-Justiz-Gewalt (Hdb. VI. S. 7—8).

Beschluß vom 10. September 1794 (24. Fruktidor II). Errichtung eines Revolutionstribunals zu Brüssel (Hdb. VI. S. 17).

Beschluß vom 17. November 1794 (27. Brümär III). Ausübung der Kriminaljustiz durch die Landesgerichte (Hdb. VI. S. 22).

Beschluß vom 1. März 1795 (11. Ventos III). Geschwornen-Institut (Hdb. VI. S. 45) verbunden mit dem Beschlusse vom 3. April 1795 (14. Germinal III; Hdb. VI. S. 54).

Beschluß vom 16. April 1795 (27. Germinal III). Jurisdiktion in Administrations-Sachen (Hdb. VI. S. 55).

## §. 7.

### b. Gerichts-Organisation für die luxemburgischen Landestheile.

Beschluß vom 10. August 1795 (23. Thermidor III; Hdb. VI. S. 60). Friedensgerichte. Civiltribunal zu Luxemburg. Fünf Zucht-Polizei-Gerichte und Anklage-Jury's. Kriminal-Gericht zu Luxemburg.

## §. 8.

### c. Organisation nach der Vereinigung mit Frankreich (1. Oktober 1795) unter Fortdauer der Verwaltung der Volks-Repräsentanten.

Beschluß vom 6. Oktober 1795 (13. Vendemiär IV; Hdb. VI. S. 67). Publikation des die Grundzüge der Gerichtsverfassung enthaltenden Verfassungsgesetzes vom 5. Fruktidor III.

Beschluß vom 22. Oktober 1795 (30. Vendemiär IV; Hdb. VI. S. 70). Behandlung der noch unerledigten Rechtssachen bei der bevorstehenden Justizorganisation.

Civil-Gerichtsordnung vom 23. November 1795 (2. Frimär IV; Hdb. VI. S. 74). Der französischen Organisation desselben Jahres entsprechend.

## B. In den s. g. Departementen des linken Rheinufers.

## §. 9.

### a. Unter der Verwaltung der von der Rhein- und Mosel-Armee okkupirten Landestheile (Hdb. VI. S. 211).

Beschluß des Volks-Repräsentanten vom 19. April 1795 (30. Germinal III; Hdb. VI. S. 239). Art. 8—15. Friedensgerichte als ordentliche Gerichte in Civil- und Strafsachen. Obergericht als Appellations-Instanz und Kriminal-Gericht. Revolutions-Tribunal zu Aachen [1]).

1) Vergl. B. VII. S. 383 Nr. 21.

Beschluß vom 11. August 1795 (24. Thermidor III; Hdb. VI. S. 245). Bestätigung der von der Arrondissements-Verwaltung entworfenen Instruktion für die Friedensgerichte.

§. 10.

b. Unter der Central-Verwaltung für die eroberten Länder zwischen Maas, Rhein und Mosel (Hdb. VI. S. 261).

Beschluß vom 14. November 1794 (24. Brümär III; Hdb. VI. S. 261). Abschnitt III. Obergerichte von sieben Mitgliedern für die Bezirke der sieben Arrondissements-Verwaltungen als Appellations-Instanz in Civil-Sachen und zu ausschließender Ausübung der Kriminal-Justiz. Beibehaltung der vorhandenen Untergerichte, und Bestimmung der Kompetenz in erster und letzter Instanz auf Objekte von 300 Livres. Revolutionstribunal zu Aachen.

§. 11.

c. Unter der Generaldirektion zu Koblenz für das obere und niedere Erzstift Trier und die übrigen okkupirten Landestheile zwischen Rhein und Mosel (Hdb. VI. S. 393).

Proklamation des General-Direktors vom 28. September 1796 (7. Vendemiär V) und Beschluß des Gouvernements-Kommissars vom 15. Fruktidor IV (Hdb. VI. S. 395—399). Neue Justiz-Organisation. Kantons-Gerichte für die erste Instanz. Appellations-Gerichte zu Trier, Zweibrücken und Kreuznach. Justiz-Aufsichts-Kommission bei dem General-Direktor.

Beschluß vom 17. Oktober 1796 (26. Frimär V; Hdb. VI. S. 399). Justiz-Kosten.

Beschluß vom 13. Dezember 1796 (25. Frimär V; Hdb. VII. S. 401). Ausführung der Justiz-Organisation nach dem Beschlusse vom 15. Fruktidor IV.

§. 12.

d. Unter der Verwaltung der Intermediär-Kommission (Hdb. VI. S. 406).

Beschluß vom 18. März 1797 (28. Ventos V; Hdb. VI. S. 408) Art. 2. Wiedereinsetzung der Landesgerichte in ihre Funktionen mit dem 1. Germinal V (21. März 1797).

Beschluß vom 11. April 1797 (22. Germinal V). Errichtung von zwei Appellationstribunalen für die von ihren auf dem rechten Rheinufer residirenden Ober-Appellations-Gerichten abgeschnittenen Landestheile [2]).

2) Extrait des registres des délibérations de la commission intermédiaire séante à Bonn. Séance du 22 germinal an 5. — La

Beschluß vom 10. Mai 1797 (21. Floreal V; Hdb. VI. S. 417). Aufrechterhaltung der von den Gerichten der Zwischen-Periode ausgesprochenen Urtheile.

Beschluß vom 3. Juli 1797 (15. Messidor V; Hdb. VI. S. 431). Rechtsmittel gegen die Urtheile der Gerichte der Zwischen-Periode.

## §. 13.

e. Einführung der französischen Gerichtsverfassung in die rheinischen Departemente unter der Verwaltung der Gouvernements-Kommissarien (seit dem 23. Januar 1798).

Instruktion für den Gouv.-Komm. Rudler vom 4. November 1797

commission intermédiaire etc. Considérant que les tribunaux supérieurs d'appel établis dans les pays conquis depuis l'arrivée des troupes françaises se trouvent supprimés; que plusieurs des dits pays ne pourraient avoir recours à leurs anciens tribunaux supérieurs d'appel, qui se trouvent sur un territoire occupé par l'ennemi, et qu'il est instant, que ces derniers tribunaux soient remplacés par d'autres afin que le cours de la justice ne soit point interrompu.

Arrête ce qui suit:

Art. 1er. La partie du pays conquis dont les tribunaux supérieurs d'appel sont sur le territoire occupé par l'ennemi aura recours aux tribunaux d'appel désignés ci-après; savoir:

La partie d'entre Rhin et Moselle au tribunal supérieur d'appel de Coblence, et la partie d'entre Rhin et Meuse au tribunal supérieur d'appel de Bonn.

2. Les deux tribunaux tiendront des régistres particuliers pour les pays susmentionnés qui se trouveront provisoirement sous leur jurisdiction.

3. Le tribunal d'appel de Kreutznach qui avait été provisoirement conservé par l'arrêté de la commission intermédiaire en date du 16 germinal est et demeure supprimé.

4. Les tribunaux d'appel créés dans les pays conquis depuis l'arrivée des troupes françaises et qui sont supprimés par suite du règlement du général Hoche feront parvenir sans délai leur régistres et papiers; savoir:

Ceux d'entre Rhin et Moselle au tribunal supérieur d'appel de Coblence, et ceux d'entre Rhin et Meuse au tribunal supérieur d'appel de Bonn, et ils prendront décharge desdits régistres et papiers dont ils remettront un inventaire signé d'eux aux dits tribunaux d'appel de Coblence et de Bonn.

5. Les derniers tribunaux feront un triage desdits régistres et papiers, afin qu'ils puissent remettre ceux, qui ne leur seraient pas nécessaires, aux régences ou tribunaux qui en auraient besoin pour leur gestion ultérieure et qui en feraient la réclamation.

6. Le présent arrêté sera imprimé. *Schée*, prés.
*Berdot*, sécr. gen.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

(14. Brümär VI; Hdb. VI. S. 454 in der Note) Art. 1 u. 2. Auftrag zu der Justiz-Organisation für den Gouvernements-Kommissar.

Civil-Gerichtsordnung vom 23. Januar 1798 (4. Plüvios VI; Hdb. VI. S. 532). Art. 1—6. Eintheilung der Gerichte nach den Bestimmungen der Verfassung vom 5. Fruktidor III. Art. 142. Behandlung der schon rechtshängigen Sachen. Art. 167. Gegenseitigkeit des Appellations-Zuges unter den Departements-Civil-Gerichten. Art. 191. Provisorische Anordnung für den Kassationsrekurs.

Beschluß vom 23. Januar 1798 (4. Plüvios VI; Hdb. VI. S. 557). Art. 3—10. Auflösung der bestehenden und Einführung der neuen Gerichte.

Verordnung vom 21. März 1798 (1. Germinal VI; Hdb. VI. S. 618). Einführung des Code des délits et des peines vom 3. Brümär IV.

Beschluß vom 30. März 1798 (10. Germinal VI; Hdb. VI. S. 635). Einführung der französischen Sprache bei den Gerichten.

Beschluß vom 1. April 1798 (12. Germinal VI; Hdb. VI. S. 637). Errichtung eines Handelsgerichtes zu Köln für das Roerdepartement.

Beschluß vom 18. April 1798 (29. Germinal VI; Hdb. VI. S. 641). Revision der Urtheile der aufgehobenen Gerichte.

Beschluß vom 1. Oktober 1798 (10. Vendemiär VII; Hdb. V. S. 769). Errichtung eines Zucht-Polizei-Gerichtes zu Birkenfeld.

Beschluß vom 12. Oktober 1799 (20. Vendemiär VIII; Hdb. VI. S. 810) und vom 21. März 1800 (30. Ventos VIII; Hdb. VI. S. 828). Organisation eines Revisions-Gerichtes zu Trier zur Wahrnehmung der Funktionen des Kassations-Tribunals für die vereinigten Departemente.

Beschluß vom 8. September 1802 (21. Fruktidor X; III. B. 212, Nr. 1963). Errichtung von Spezial-Gerichtshöfen in dem Saar- und in dem Rhein- und Mosel-Departement.

## §. 14.

### f. Besondere Organisations-Verordnungen für die rheinischen Departemente, nach deren Vereinigung mit Frankreich.

Einführung der Organisation des Jahres 1800.

Beschluß vom 1. September 1802 (14. Fruktidor X; III. B. 211, Nr. 1945). Aufhebung des Revisions-Gerichtes zu Trier. Organisation der Justiz-Behörden nach

den Bestimmungen des Gesetzes vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII). *)

1) Art. 1er. Le tribunal de révision établi à Trèves cessera ses fonctions le 1er vendémiaire prochain. A dater de ce jour, le tribunal de cassation exercera sa juridiction dans les quatre départemens de la Roër, de la Sarre, de Rhin et Moselle et du Mont-Tonnerre.

2. Les tribunaux civils, correctionnels et criminels de ces quatre départemens, sont supprimés, et néanmoins continueront leurs fonctions jusqu'à l'installation des nouveaux tribunaux.

3. Il n'est rien innové à l'égard des tribunaux de commerce.

4. Il sera établi un tribunal de première instance par arrondissement communal.

5. Chaque tribunal de première instance sera composé de trois juges, deux suppléans, un commissaire et un greffier, dans les villes ci-après:

Clèves, département de la Roër;
Bonn et Simmern, département de Rhin et Moselle;
Deux-Ponts et Kaiserslautern, département du Mont-Tonnerre.
Sarrebruck, Prum et Coussel, département de la Sarre.

Chaque tribunal de première instance sera composé de quatre juges, trois suppléans, un commissaire et un greffier, dans les villes ci-après:

Creveldt, département de la Roër;
Coblence, département de Rhin et Moselle;
Spire, département du Mont-Tonnerre;
Trèves, département de la Sarre.

Chaque tribunal de première instance sera composé de sept juges, quatre suppléans, un commissaire, un substitut et un greffier, et se divisera en deux sections, dans les villes ci-après:

Mayence, département du Mont-Tonnerre;
Aix-la-Chapelle, département de la Roër;
Cologne, département de la Roër.

6. Il y aura un tribunal criminel à Aix-la-Chapelle, Coblence, Mayence et Trèves.

7. Il sera établi, dans la ville de Trèves, un tribunal d'appel pour les quatre départemens de la Roër, de Rhin et Moselle, du Mont-Tonnerre et de la Sarre; il sera composé de vingt-un juges, un commissaire, un substitut et un greffier.

Il se divisera en deux sections.

8. Les traitemens des juges de ces tribunaux seront fixés ainsi qu'il suit:

1000 francs pour les tribunaux civils de première instance séant à Simmern, Prum et Coussel;

1200 francs pour les tribunaux séant à Sarrebruck, Deux-Ponts, Kaiserslautern;

1500 francs pour les tribunaux séant à Clèves, Creveldt, Bonn, Coblence, Spire, Trèves;

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Beschluß vom 31. März 1803 (10. Germinal XI; — in Form eines Separatbülletins). Publikation des Justizorganisations-Gesetzes vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII).

Beschluß vom 5. April 1803 (15. Germinal XI; — nur amtlich mitgetheilt, und abgedruckt bei Simon Uebersicht Anl. S. 46 und Hdb. VI. S. 917). Abschaffung der Friedensgerichts-Assessoren. Ergänzungsrichter.

Gesetz vom 24. Januar 1804 (3. Plüvios XIII; IV. B. 30, Nr. 497). Trennung des Roerdepartementes von dem Bezirke des Appellations-Gerichtes zu Trier und Unterordnung unter das Appellations-Gericht zu Lüttich.

Beschluß vom 28. Januar 1802 (8. Plüvios XI; Hdb. VI. S. 916). Feststellung der Friedensgerichtsbezirke für die vereinigten Departemente.

Gesetz vom 28. Februar 1804 (8. Ventos XIII; IV. B. 35, Nr. 584). Errichtung eines Handelsgerichtes zu Aachen.

Dekret vom 6. Oktober 1809 (Hdb. V. S. 418). Bestimmung von Handelsgerichten für das Saar-Departement zu Trier, für das Rhein- und Mosel-Departement zu Koblenz, und für das Roer-Departement zu Aachen, Köln und Krefeld.

## §. 15.

### g. Einführung der französischen Gerichtsverfassung in das Großherzogthum Berg.

Justizorganisationsdekret vom 17. Dezember 1811 (Hdb. VII. S. 174). [2])

1800 francs pour les tribunaux séant à Mayence, Aix-la-Chapelle, Cologne;

2000 francs pour les tribunaux criminels séant à Coblence et Trèves;

2400 francs pour les tribunaux criminels séant à Aix-la-Chapelle et Mayence;

3000 francs pour le tribunal d'appel séant a Trèves.

9. Les traitemens des présidens, vice-présidens, commissaires et substituts, auront lieu dans les proportions établies par la loi du 27 ventôse an 8.

Au surplus, les tribunaux de ces quatre départemens se conformeront aux autres dispositions de cet arrêté.

2) Die französische Gerichtsverfassung nahm hier ihren Anfang mit der den 6. Februar 1812 erfolgten Installation des Appellations-Gerichtshofes zu Düsseldorf.

## III. Organisations-Veränderungen unter der provisorischen Verwaltung in dem Namen der verbündeten hohen Mächte.

### §. 16.

### A. General-Gouvernement des Großherzogthums Berg.

Verordnung vom 3. Dezember 1813 (Lottner B. I. S. 7). Veränderung der französischen Amtstitel.

Verordnung vom 16. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 14). Unterordnung der zu dem Bezirke des Tribunals zu Dillenburg gehörig gewesenen Kantone Waldbroel, Eitorf, Gummersbach und Homburg, so wie der Mairie Friesenhagen unter das Tribunal zu Mülheim.

Verordnung vom 28. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 17). §§. 2. 3. Errichtung eines Kriminal-Gerichtshofes aus der Mitte des Appellations-Gerichtshofes zu Düsseldorf.

Verordnung vom 15. Juni 1814 (Lottner B. I. S. 66). Appellations-Zug von den korrektionellen Erkenntnissen des Tribunals zu Mülheim.

Verordnung vom 19. September 1814 (Lottner B. I. S. 74). Kompetenz der Polizei-Gerichte in Forstfrevelsachen.

Verordnung vom 9. Februar 1815 (Lottner B. I. S. 83). Kompetenz der Polizei-Gerichte gegen Landstreicher und Bettler.

Verordnung vom 19. Februar 1815 (Lottner B. I. S. 83). Verweisung der Forst- und Fischereifrevel an die Polizei-Gerichte.

Verwaltungsordnung vom 27. Januar 1814 (Lottner B. I. S. 11) §§. 14. 15. Wahrnehmung der gerichtlichen Hülfs-Polizei.

Verordnung vom 11. und 22. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 16). Errichtung eines Kassations-Hofes zu Düsseldorf, verb mit der Verordnung vom 7. Juni 1814 (Lottner B. I. S. 66) über die Kompetenz dieses Kassations-Hofes in Beziehung auf die Erkenntnisse der Friedens- und Polizei-Gerichte.

Verordnung vom 27. September 1814 (Lottner B. I. S. 76). Gerichtsstand des Militärs in Strafsachen.

### B. General-Gouvernement vom Mittel- und Nieder-Rhein.

### §. 17.

#### 1. General-Gouvernement vom Mittel-Rhein.

Verordnung vom 25. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 92). Einführung deutscher Amtstitel.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verordnung vom 17. März 1814 (Lottner B. I. S. 98). Uebertragung der bisher von dem Appellations-Gerichtshofe zu Metz in dem Wälder-Departement ausgeübten Gerichtsbarkeit an den Appellations-Hof zu Trier; und der Gerichtsbarkeit des Gerichtes erster Instanz und des Handelsgerichtes zu Luxemburg an das Tribunal zu Echternach. Verweisung des Appellations-Zuges in Korrektions-Sachen an den Appellations-Hof zu Trier.

Verordnung vom 6. Mai 1814 (Lottner B. I. S. 100). Errichtung eines Revisions-Hofes zu Koblenz als Kassationsinstanz.

Verordnung vom 7. Mai 1814 (Lottner B. I. S. 101). Bildung der Spezial-Gerichtshöfe.

## §. 18.

### 2. General-Gouvernement vom Nieder-Rhein.

Verordnung vom 28. April 1814 (Lottner B. I. S. 122). Bildung einer deutschen Abtheilung in dem Appellations-Hofe zu Lüttich. Regulirung der Kassationsinstanz (für die deutschen Sachen durch Verweisung an den Kassations-Hof zu Düsseldorf, für die französischen durch Bildung einer Kassationsdeputation in dem Gerichtshofe; vergl. §. 9).

Verordnung vom 1. Juni 1814 (Lottner B. I. S. 136) unter 4. Verwaltung der gerichtlichen Polizei.

## §. 15.

### 3. Vereinigtes General-Gouvernement vom Nieder- und Mittel-Rhein.

Modifikationen der Justiz-Verwaltung bei der Bildung des vereinigten General-Gouvernements.

Verordnung vom 22. Juni 1814 (Lottner B. I. S. 147). Ressort der deutschen Abtheilung des Appellations-Hofes zu Lüttich.

Verordnung vom 12. September 1814 (Lottner B. I. S. 167). Art. 2. 8. Ueberweisung des Kantons Sittard und Heinsberg an das Tribunal erster Instanz zu Roeremonde; so wie der Kantone Gülpen und Herzogenrath an das Tribunal zu Aachen. Appellations-Zug in Korrektions-Sachen von dem Tribunal zu Roeremonde nach Lüttich. Art. 19. Revisions-Hof zu Koblenz als Kassationsinstanz für das General-Gouvernement.

Verordnung vom 1. Oktober 1814 (Lottner B. I. S. 181). §§. 1—4, 9. Ausführung der angeordneten Jurisdiktions-Veränderungen. §. 5. Ressort-Veränderung der Tribunale zu Trier und Prüm. §. 7. Appellations-Zug in Korrektions-Sachen von Roeremonde nach Aachen, und von Koblenz nach Köln. §. 8. Assisen.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verordnung vom 17. November 1814 (Lottner B. I. S. 187). §. 2. Bezirk der Kantone Kochem und Trarbach. §. 3. Appellations-Zug in Korrektions-Sachen von dem Bezirksgerichte zu Luxemburg.

§. 20.

4. Organisationen des K. K. österreichischen und K. bayerischen Gouvernementes.

Verordnung vom 24. September 1814 (Lottner B. I. S. 288). Beschränkung des Bezirkes des Appellations-Hofes zu Trier (§. 1.) und des Revisions-Hofes zu Koblenz (§§. 3. 6.) auf das Administrations-Gebiet, so wie (§. 2.) des Kreisgerichtes zu Trier auf die Kantone des rechten Moselufers. Ueberweisung der Gemeinden der Kantone Boppard, Treis und Zell auf dem rechten Moselufer an das Kreisgericht zu Simmern (§. 3) und den Assisen-Hof zu Trier (§. 4). Appellations-Zug in Korrektions-Sachen (§. 5).

Verordnung vom 20. Oktober 1814 (Lottner B. I. S. 298). Bildung einer Revisions-Kammer in dem Appellations-Hofe zu Trier als Kassationsinstanz.

§. 21.

## IV. Organisations-Veränderungen in dem General-Gouvernement des Nieder- und Mittel-Rheines nach dem Allerhöchsten Besitznahme-Patent vom 5. April 1815.

Verordnung vom 6. Juni 1815 (Lottner B. I. S. 207). Ueberweisung der in der Besitznahme begriffenen Theile des Kantons Birkenfeld an das Kreisgericht zu Trier. Bildung des Kantons Sien.

Gerichts-Organisation vom 27. Juni 1815 (Lottner B. I. S. 213). §. I. Revisions-Hof zu Koblenz. §. II. Friedensgerichte. Vertheilung der in der Besitznahme begriffenen Kantons-Reste an die diesseitigen Kantone. §. III. Kreisgerichte. a. Ueberweisung des Kantons Krüchten an das Kreisgericht zu Krefeld, des Kantons Heinsberg an das Kreisgericht zu Aachen. b. Bezirk der Kreisgerichte Trier und Koblenz. c. Verlegung des Kreisgerichtes Echternach nach Bittburg. §. IV. Geschwornengerichte. §. V. Appellations-Zug in Korrektions-Sachen. §. VI. Appellations-Höfe. a. Ausdehnung des Appellations-Hofes zu Trier. b. Bildung eines Appellations-Hofes

zu Köln aus der deutschen Abtheilung des Appellations-Hofes zu Lüttich. §. VII. Ausdehnung des Revisions-Hofes zu Koblenz auf das rechte Moselufer. §. IX.—XIV. Ausführung der Veränderungen.

## V. Veränderungen unter der Königlichen Immediat-Justiz-Kommission.

### §. 22.

### A. Errichtung der Immediat-Justiz-Kommission.

A. K. O. vom 20. Juni 1816 und Bekanntmachung der Immediat-Kommission vom 13. September 1816 (Lottner B. I. S. 412). [1])

### B. Jurisdiktions-Verhältnisse der nach dem zweiten Pariser Frieden in Besitz genommenen Landestheile.

### §. 23.

1. Theile des Bezirkes der K. K. österreichischen und K. bayerischen Landes-Administration seit der Uebereinkunft vom 28. Mai 1815 (Lottner B. I. S. 320, 321) bis zu der Besitznahme vom 1. Juli 1816 (Lottner B. I. S. 4).

Verordnung vom 27. Juli 1815 (Lottner B. I. S. 323). §§. 1. 2. Trennung von dem Appellations-Hofe zu Trier und Verweisung an den zu Kaiserslautern gebildeten Appellations-Hof. §. 3. Appellation in Korrektions-Sachen. §. 4. Haltung der Assisen zu Zweibrücken. §§. 5. 7. Bildung einer Revisionsinstanz in dem Appellations-Hofe für die Kassationsrekurse in Strafsachen.

Verordnung vom 22. August 1815 (Lottner B. I. S. 326). §. 2. Alternirende Assisen in Mainz und Zweibrücken. §. 6. Bildung einer Revisionskommission als Kassationsinstanz in Civil-Sachen.

### §. 24.

2. Bezirk der Landes-Administration zu Saarbrücken.

Verordnung vom 20. Januar 1816 (Lottner B. I. S. 353). Vorläufige Anordnungen für die Justiz-Verwaltung; Zucht-Polizei-Gerichte für die Kantone Saarbrücken und St. Johann und die Kantone Saarlouis und Rehlingen.

1) Ueber die Komposition derselben s. Niederr. Arch. B. 2. S. 158.

## §. 25.

3. Anschluß der hinzugetretenen Landestheile an die unter der provisorischen Verwaltung des Nieder- und Mittel-Rheines getroffenen Anordnungen für die Justiz-Verwaltung.

Verordnung der Immediat-Kommission vom 28. Januar 1817 und Bekanntmachung des Präsidiums und Generalprokurators des Appellations-Hofes zu Trier vom 3. Februar 1817 (Lottner B. I. S. 451). Aufhebung der Gerichtsbarkeit des Kreisgerichtes zu St. Wendel. Erweiterung der Jurisdiktion des zu Saarbrücken provisorisch bestehenden Kreisgerichtes und des Kreisgerichtes zu Trier.

# VI. Heutige Gerichts-Organisation.

## §. 26.

### 1. Grundlage.

A. K. O. und Instruktion für den Staats-Minister v. Beyme als Plan zu den Vorarbeiten zur definitiven Einrichtung der Rechts- und Gerichtsverfassung in den Rhein-Provinzen, und zur vorläufigen Organisation der Gerichtsbehörden in demselben (Lottner B. I. S. 523). [1])

## §. 27.

### 2. Oberste Justiz-Verwaltung.

Verordnung vom 15. Januar 1819 (Lottner B. I. S. 535). Uebergang der Leitung der rheinischen Justiz-Angelegenheiten an den Staats-Minister v. Beyme.

Bekanntmachung vom 7. Juni 1819 (Lottner B. I. S. 558). Uebertragung der Geschäfte des bisherigen Präsidenten der Immediat-Justiz-Kommission — Sethe — an den Geheimen Ober-Revisions-Rath Boelling.

A. K. O. vom 21. Juni 1819 und Bekanntmachung vom 14. August 1819 (Lottner B. I. S. 587). Auflösung der Immediat-Justiz-Komission mit dem Ende August 1819.

1) Ueber die Bedeutung der auszugsweisen Bekanntmachung dieser Instruktion (Reser. des Just.-Ministers v. Beyme vom 13. Januar 1819; Bekanntmachung der Imm.-Just.-Komm. vom 27. Januar 1819; Amtsbl. Aachen S. 25; Düsseldorf S. 33; Cleve S. 36; Kobl. S. 55; Köln S. 45; Trier S. 49) s. Urth. des Rev.-Hofes vom 5. Januar 1821 (Arch. für C. u. Cr. R. B. 2 Abtheil. 2 S. 154). Ein summarischer Ueberblick über den Wirkungskreis und den Geschäftsgang der rheinischen Justiz-Behörden vor Veränderung der Kompetenz der Friedensgerichte durch Gesetz vom 7. Juni 1821 wurde mitgetheilt durch R. vom 23. Februar 1821 in v. Kamptz Jahrb. B. 17 S. 307.

Bekanntmachung der Justiz-Minister v. Beyme und v. Kircheisen vom 3. Januar 1820 (Lottner B. I. S. 3). Entbindung des Staats-Ministers v. Beyme von der Leitung der rheinischen Justiz-Angelegenheiten. Errichtung einer Immediat-Kommission zur Justiz-Organisation in den neuen Provinzen. Uebergang der Justiz-Verwaltungs-Angelegenheiten an das Justiz-Ministerium. Vergl. S. 516, 517 die §§. 36 u. 37.

### 3. Gerichtsbehörden.

### §. 28.

#### a. Revisions- und Kassations-Hof.

Instruktion vom 19. November 1818. §§. 11—13 (Lottner B. I. S. 526) und A. Verordnung vom 21. Juni 1819 (Lottner B. I. S. 572). Auflösung der Revisions- und Kassations-Höfe zu Düsseldorf und Koblenz. Errichtung des Revisions- und Kassations-Hofes zu Berlin.

Protokoll vom 15. Juli 1819 über die Installation des Revisions- und Kassations-Hofes (Archiv für Civil- und Criminal-Recht B. 1 Abth. 1 S. 2—22).

### §. 29.

#### b. Appellations-Gerichtshof.

Instruktion vom 19. November 1818. §§. 14—20.

Bekanntmachung der Immediat-Justiz-Kommission vom 5. April 1819 (Lottner B. I. S. 554). Bestimmung des Sitzes für den Appellations-Gerichtshof zu Köln.

Verordnung vom 21. Juni 1819 (Lottner B. I. S. 573). Auflösung der Appellations-Gerichtshöfe zu Düsseldorf, Köln und Trier mit dem 31. August j. J. und Errichtung des Appellations-Gerichtshofes zu Köln [2]).

A. K. O. vom 31. Oktober 1831. Errichtung eines dritten Civil-Senates in dem Appellations-Gerichtshofe (v. K. Jahrb. B. 52 S. 302).

A. K. O. vom 24. Dezember 1834 und Regulativ des Justiz-Ministers vom 30. Dezember 1834. §. 1. (v. K. Jahrb. B. 44 S. 455). Erweiterung der Jurisdiktion auf das Fürstenthum Lichtenberg.

### §. 30.

#### c. Landgerichte.

Instruktion vom 19. November 1818 (Lottner B. I. S. 524). §§. 21—28.

Auflösung der Bezirks-Tribunale:

2) Ernennung d. Mitglieder des A. G. H. Niederrh. Arch. B. 4 S. 383.

1. zu Bonn mit dem 15. Juli 1819 durch Verordnung vom 30. Juni 1819 (Lottner B. I. S. 579);
2. zu Saarbrücken mit dem 1. Oktober 1819 durch Verordnung vom 14. September 1819 (Lottner B. I. S. 592);
3. zu Mülheim mit dem 1. Oktober 1819 durch die unter 2 angeführte Verordnung;
4. zu Prüm mit dem 10. Oktober durch Verordnung vom 20. September 1819 (Lottner B. I. S. 599);
5. zu Malmedy mit dem 15. Oktober 1819 durch Verordnung vom 30. September 1819 (Lottner B. I. S. 608);
6. zu Krefeld mit dem 20. Juli 1820 durch Verordnung vom 4. Juli 1820 (Lottner B. II. S. 45);
7. zu Simmern;
8. zu Aachen;
9. zu Düsseldorf;
10. zu Kleve;
11. zu Köln;
12. zu Koblenz;
13. zu Trier

mit dem 31. Juli 1820 durch §. 1 der Verordnung vom 17. Juni 1820 (Lottner B. II. S. 35). Organisation der Landgerichte zu Aachen, Düsseldorf, Kleve, Köln, Koblenz, Trier.

Ministerial-Publikandum vom 15. Mai 1834 (Lottner B. IV. S. 69) und Regl. v. 15. Oktober 1834 (Lottner B. IV. S. 158). Organisation des Landgerichtes zu Elberfeld [1]).

A. K. O. v. 21. Januar 1835. Regl. v. 25. September 1835 (Lottner B. V. S. 222). Organisation des Landgerichtes zu Saarbrücken; eröffnet den 2. November 1835 [2]).

## §. 31.

### d. Untersuchungsämter.

Instruktion vom 19. November 1818 (Lottner B. I. S. 523) §. 24. Einrichtung von Untersuchungsämtern an dem Sitze der einzuziehenden Distrikts-Gerichte.

Regl. v. 13. Mai 1822 (Lottner B. II. S. 268). Wechsel der an die Untersuchungsämter deputirten Beamten.

Publ. v. 30. Juni 1819 (Lottner B. I. S. 579) verb. mit A. K. O. v. 12. Januar 1833 und Regl. v. 18. Januar 1833 (Lottner B. III. S. 564). Untersuchungsamt zu Bonn.

1) Regl. vom 30. Dezember 1835. Uebergang der Kollokations-Sachen von dem L. G. zu Düsseldorf an das neuerrichtete Landgericht (Lottner B. V. S. 297).

2) Nach der A. K. O. vom 28. September 1834 (Lottner B. IV. S. 152) und dem Regulativ vom 3. November 1834 (Lottner B. IV. S. 173) bestand zu Saarbrücken ein Zucht-Polizei-Gericht.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Publ. vom 14. September 1819 (Lottner B. I. S. 592). §. 2. Untersuchungsämter zu Saarbrücken und Mülheim verb. mit Publ. v. 4. Juni 1821 (Lottner B. II. S. 113). Aufhebung des Untersuchungsamtes zu Mülheim.

Verordnung vom 20. September 1819 (Lottner B. I. S. 599) §. 3. Untersuchungsamt Prüm; aufgehoben durch A. K. O. vom 31. Januar 1837 (Lottner B. VI. S. 43). Vergl. R. vom 7. März 1837 (S. 106 a. a. O.).

Verordnung vom 30. September 1819 (Lottner B. I. S. 608) §. 2. verb. mit A. K. O. vom 12. Januar 1833 und R. vom 18. Januar 1833 (Lottner B. III. S. 564). Untersuchungsamt Malmedy.

Verordnung vom 17. Juni 1820 (Lottner B. II. S. 35) verb. mit A. K. O. vom 12. Januar 1833 und R. vom 18. Januar 1833 (Lottner B. III. S. 564). §. 10. Untersuchungsamt Simmern.

Verordnung vom 4. Juli 1820 (Lottner B. II. S. 45) §. 3. Untersuchungsamt Krefeld [3]).

## §. 32.

### e. Assisen.

Instruktion vom 19. November 1828 (Lottner B. I. S. 523). §§. 31—33. Abhaltung der Assisen an dem Sitze der Gerichte erster Instanz u. s. w. [4])

## §. 33.

### f. Friedensgerichte.

Instruktion vom 19. November 1818 (Lottner B. I. S. 523). §. 29. Princip für die Cirkumscription der Friedensgerichte. Periodische Sitzungen für entlegenere Orte des Bezirkes.

Publ. vom 25. Juli 1821 (Lottner II. S. 136). Neue Organisation der Friedensgerichte.

Publ. vom 15. November 1822 (Lottner B. II. S. 318). Ergänzungsrichter bei den Friedensgerichten.

Publ. vom 16. April 1822 (Lottner B. II. S. 243). Einrichtung der periodischen Gerichtssitzungen in den Landgerichtsbezirken von Aachen, Köln und Trier.

Publ. vom 5. Juni 1822 (Lottner B. II. S. 272). Einrichtung der periodischen Gerichtssitzungen in dem Landgerichtsbezirke Koblenz.

A. K. O. vom 22. April 1826 (Lottner B. III. S. 27). Ver-

3) Gegenwärtig eingezogen.

4) Die Assisen wurden für das vormalige General-Gouvernement Berg unter Aufhebung der Gouv.-Verordnung vom 28. Februar 1814 wiederhergestellt durch Publ. vom 23. September 1819 (Lottner B. I. S. 603).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

änderung der Cirkumscription der Friedensgerichte in den Landgerichtsbezirken von: 1. Düsseldorf (Suppression der Friedensg. Elberfeld Nr. II; Neersen; Richrath. Erweiterung der Friedensg. Elberfeld Nr. I; Gladbach; Solingen; Opladen); 2. Koblenz (Vereinigung des Friedensg. zu Virneburg mit dem zu Adenau, Wiederherstellung des Friedensg. Sobernheim). Verlegung der Sitze des Friedensg. Bedburdyk (L. Ger. Düsseldorf) nach Jüchen; des Friedensg. Metternich (L. Ger. Koblenz) nach Koblenz; des Friedensg. Duttweiler (L. Ger. Trier) nach St. Johann.

A. K. O. vom 13. Januar 1833 (Lottner B. III. S. 561). Vereinigung der Cirkumscription der Friedensg. Perl und Saarburg.

A. K. O. vom 30. Oktober 1835 (Lottner B. V. S. 250). Vereinigung der Friedensg. Saarbrücken und Duttweiler zum Friedensg. St. Johann.

R. vom 31. März 1837 (Lottner B. VI. S. 129). Erstreckung des Friedensg. Saarburg auf die ganze Gemeinde Rehlingen.

A. K. O. vom 19. November 1837 und R. vom 19. Februar 1838 (Lottner B. VI. S. 421). Wiederherstellung des Friedensg. zu Bacharach. Beschränkung des Bezirkes des Friedensg. zu St. Goar.

## §. 34.

### g. Handelsgerichte.

Publ. vom 7. Juli 1821 (Lottner B. II. S. 133). Sitz und Bezirke der Königl. Handelsgerichte.

A. K. O. vom 10. Juli 1834 und R. vom 4. August 1834 (Lottner B. IV. S. 107). Erweiterung der Jurisdiktion des Handelsgerichtes zu Krefeld.

A. K. O. vom 22. Oktober 1834 (Lottner B. IV. S. 167). Erweiterung der Jurisdiktion des Handelsgerichtes zu Elberfeld.

## §. 35.

### h. Fabrikengerichte. [1])

A. K. O. vom 27. April 1836 und R. vom 27. Mai 1830

1) Gottlieb, F. P., Ueber die Amtsbefugnisse des Raths der Gewerbverständigen und das rechtliche Verfahren bei demselben, nach den dahin zielenden französischen und diese theils modificirenden, theils abändernden preußischen Gesetzen und Verordnungen. Ein Handbuch für Fabrikanten, Professionisten und Geschäftsmänner. gr. 8. Köln, 1831. (P. Schmitz). Sammlung der Verordnung und Regulative f. d. Fabrikengerichte im Herz. Berg. Elberfeld 1841. 8.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

(Lottner B. III. S. 347). Organisation des Rathes der Gewerbverständigen zu Köln [2]).

Allerhöchst vollzogene Regulative über Errichtung und Verwaltung von Fabrikengerichten:

1. vom 14. November 1835

a. für den Kreis Gladbach (Lottner B. V. S. 261) verb. mit A. K. O. vom 15. Juni 1839 (Düsseld. Amtsbl. S. 293) wegen Ausdehnung der Jurisdiktion des Fabrikengerichtes zu Gladbach;

2. vom 31. Oktober 1840

b. für die Gemeinde Elberfeld (Düsseld. Amtsbl. S. 572; Just. Min. Bl. S. 388); eröffnet den 15. Mai 1841 nach Publ. vom 7/10. April 1841 (Amtbl. S. 154);

c. für die Gemeinde Barmen (Düsseld. Amtsbl. S. 574); eröffnet den 15. Mai 1841. Publ. vom 3. u. 12. April 1841 (Amtsbl. Köln S. 112);

d. für den Friedensgerichtsbezirk Solingen (Düsseld. Amtsbl. S. 576); eröffnet den 15. Mai 1841 nach Publ. vom 26. März 1841 (Düsseld. Amtsbl. S. 145);

3. vom 18. November 1840

e. für die Bürgermeistereien Lennep, Ronsdorf, Radevormwald, Hückeswagen und Lüttringhausen zu Lennep (Düsseld. Amtsbl. S. 1); eröffnet den 1. Juni 1841 nach Publ. vom 7/16. April 1841 (Amtsbl. S. 173);

f. für die Bürgermeistereien Remscheid und Lüttringhausen (für letztere mit Ausnahme der Wollfabrikation) zu Remscheid (Düsseld. Amtsbl. S. 4); eröffnet den 1. Juni 1841 nach Publ. vom 8/16. April 1841 (Amtsbl. S. 173).

## §. 36.

### i. Rheinschifffahrts-Gerichte.

A. Verordnung wegen Einrichtung der Rheinzoll-Gerichte und des gerichtlichen Verfahrens in den Rheinschifffahrts-Angelegenheiten; vom 30. Juni 1834 (Lottner B. IV. S. 88). [3])

2) Zuerst errichtet in Gemäßheit eines Dekretes vom 26. April 1811. Aachen und Burtscheid erhielten einen Rath der G. V. durch Dekret vom 1. April 1808. Die Anordnung für die Städte Düren, Montjoie, Stollberg, Kaldenkirchen, Gladbach und Crefeld durch Dekret vom 19. Januar 1811 blieb unausgeführt. Starke Gerichtsv. Th. I. S. 234.

3) Ueber die Gebühren in Rheinschifffahrts-Sachen s. §. 46 a. a. O.; R. vom 16. September 1835 (Lottner B. V. S. 219); vom 1. März 1836 (S. 339 a. a. O.); vom 27. März 1838 (Lottner B. VI. S. 448) und vom 28. April 1838 (S. 469 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

A. Verordnung von demselben Tage wegen Anwendung dieser Verordnung auf die Binnenschifffahrt am Rheine, mit der Modifikation: daß die Berufung von den Urtheilen der Rhein-Zollgerichte nur an das Appellations-Gericht zu Köln Statt findet (Lottner B. 4 S. 98).

R. vom 28. August 1838. Mittheilung des Geschäfts-Regulatives für die Rheinschifffahrts-Centralcommission als Appellationsinstanz in Rheinschifffahrts-Sachen (Lottner B. VI. S. 581).

R. vom 15. August 1834 (Lottner B. IV. S. 120). Verpflichtung der gerichtlichen Beamten der Rhein-Zollgerichte verb. mit R. vom 1. Juli 1836 (Lottner B. V. S. 411) und R. vom 1. März 1836 (Lottner B. V. S. 339).

R. vom 7. November 1834 (Lottner B. IV. S. 175). Jurisdiktion des Rheinzollgerichtes zu Meurs.

A. K. O. vom 28. Dezember 1834 (Lottner B. IV. S. 208). Jurisdiktion des Justiz-Amtes Neuwied in Rheinzollsachen; verb. mit R. vom 30. Januar 1835 (Lottner B. V. S. 59) und R. vom 10. Juni 1835 (Lottner B. V. S. 145).

## §. 37.

### k. Akademische Gerichtsbarkeit.

Reglement für die Universität Bonn in Betreff der akademischen Gerichtsbarkeit vom 1. Februar 1819. Publ. vom 29. März 1819 (Lottner B. I. S. 538).

R. vom 22. September 1838 (Lottner B. VI. S. 596). Beurtheilung des Umfanges der akademischen Gerichtsbarkeit. Befugnisse hinsichtlich der Exekution in Schuldensachen (Vergl. R. vom 10. November 1838; S. 629 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# Zweiter Abschnitt.

# Civil-Gerichtsbarkeit [1].

## Erstes Kapitel.

## Gerichtsbarkeit in streitigen Civil-Sachen.

### I. Allgemeine Civil-Gerichtsbarkeit [2].

#### A. Gerichtsbarkeit der Friedensrichter [3].

§. 38.

1. Bei persönlichen, auf Mobilar-Gegenstände gerichteten Klagen.

a. Mit Beschränkung nach dem Werthe des Streit-Objektes unter Vorbehalt oder Ausschluß der Berufung.

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. III. Art. 9 (Hdb. I. S. 272) abgeändert durch Gesetz vom 7. Juni 1821 §. 1 (Lottner B. I. S. 115).
C. Pr. O. Art. 2.

1) Die hierher gehörigen vereinzelten gesetzlichen Bestimmungen sind in die Form eines Gesetzesentwurfes gebracht und kommentirt von *Carré* in dem Werke: Les lois de l'organisation etc. Die Zusammenstellung der Artikel dieses Entwurfes ohne Kommentar s. T. II. (Ed. Brux.) p. 490—517; T. V. p. 451—521 (574 Artikel). Die allgemeinen Kompetenz-Grundsätze enthält: Livr. II. (in VI Titeln; Art. 223—277).

2) Diese Bezeichnung ist gewählt als Gegensatz zu der Civil-Gerichtsbarkeit für besondere Gegenstände (II). Sie ist weiter als der Begriff der ordentlichen Gerichtsbarkeit (*Carré* Lois de l'org. jud. T. II. p. 395) im Gegensatze zu der exceptionellen, welche auch den Friedensrichtern zugeschrieben wird (*Carré* a. a. O. T. IV. p. 175).

3) *Henrion de Pansey:* de la compétence des juges de paix etc. (9. ed. Paris 1830). *Biret:* Code des justices de paix. Paris 1827. *Idem:* Procédure complète et method. des just. de paix. Paris 1829 (4 ed.). 12. *Carré:* Le droit fr. dans ses rapports avec la juridict. des just. de paix. 4 vols. 8. Vergl. *Foelix* in Zeitschrift f. R. W. d. Ausl. B. 1 S. 108 und *Ziegler* B. 5 S. 237 a. a. O. Für Frankreich ist die friedensrichterliche Jurisdiktion erweitert durch das Gesetz vom 25. Mai 1838 (abgedr. in: v. Kamptz Jahrb. B. 51 S. 519). Erläuterungsschriften von *Cuvellier* 1838 (Cat. gén. p. 40);

b. Ohne Beschränkung nach dem Werthe des Streit-Objektes, jedoch mit Vorbehalt der Berufung bei Objekten von mehr als 20 Thlrn.

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. III. Art. 10 unter 1, 3—6 (Hdb. I. S. 272) und Ges. vom 7. Juni 1821 §. 1 (Lottner B. I. S. 115).
Civ. Pr. O. Art. 3 unter 4.

§. 39.

2. In possessorischen Rechtssachen.

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. III. Art. 10 unter 2.
C. Pr. O. Art. 3 unter 1—3.

§. 40.

3. Von der Kognition der Friedensrichter ausgeschlossene Incident-Fragen.

Gesetz vom 6.—27. März 1791 Art. 15 (Hdb. I. S. 528).
C. Pr. O. Art. 14 [1]).

§. 41.

4. Prorogation der Jurisdiktion der Friedensrichter.

C. Pr. O. Art. 7.

§. 42.

5. Vergleichsämter (bureaux de conciliation).

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. X. Art. 1 und 2 (Hdb. I. S. 277).
C. Pr. O. Th. 1 B. 2 Tit. I. (Art. 48—58).

§. 43.

6. Besondere Attributionen der Friedensrichter.

Gesetz vom 25. Mai 1791 Tit. II. Art. 10, 11 (Kognition der Friedensrichter bei Verletzung der Rechte der Inhaber von Erfindungs-Patenten; Hdb. I. S. 585). [2])

*Deffaux* 1838 (Cat. gén. p. 42); *Girondeau; Masson* (fils) 1838 (Cat. gén. p. 101); *Moureau* (de Vaucluse) 1838 (Cat. gén. p. 109). Ein 1835 den Kammern vorgelegter allgemeiner Gesetzesentwurf zu Veränderungen in der Gerichts-Organisation (*Foelix* in Ztsch. B. 7 S. 412) wurde zurückgezogen. S. über denselben Rév. étrang. T. III. p. 63 u. folg.; p. 291 u. folg. p. 295 u. folg. Vergl. *Foelix* in Ztsch. f. R. W. d. Ausl. B. 11 S. 1.

1) Wegen der Inkompetenz der Friedensrichter zur Entscheidung über questions d'état, welche sich als Incident-Punkte darbieten s. *Carré* lois de l'org. (ed. Brux. T. IV. p. 174).

2) Aufgehört hat die Kognition der Friedensrichter in Douanen-Sachen. Ueber andere mit Unrecht als noch gültig angesehene Bestimmungen s. *Carré* T. IV. p. 171.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Gesetz vom 12. Dezember 1798 (22. Frimär VII) Art. 64 (Hdb. III. S. 825). Visirung der Zahlungsbefehle in fiskalischen Perceptions-Sachen.

Subhastations-Ordnung vom 2. August 1822 §. 1. (Lottner B. 2 S. 280).

C. Pr. O. Art. 571. Aufnahme der Erklärung von Dritt-Arrestaten.

C. Pr. O. Art. 587, 591, 594 und 601. Assistenz des Friedensrichters bei Mobilar-Pfändungen und Personalarrest-Sachen (C. Pr. O. Art. 781).

H. G. B. Art. 449, 450, 456. Siegelung in Fallit-Sachen.

H. G. B. Art. 486. Assistenz des Friedensrichters bei Inventuren in Fallit-Sachen.

§. 40.

7. Kommissarische Verrichtungen der Friedensrichter.

C. Pr. O. Art. 1035. Zulässigkeit der Delegation der Friedensrichter zu einzelnen Prozeß-Handlungen (Vergl. mit: Art. 255, 305, 326, 428 und H. G. B. Art. 16).

## B. Gerichtsbarkeit der Landgerichte.

§. 41.

1. In erster Instanz.

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. IV. Art. 4. Umfang der Gerichtsbarkeit. Art. 5. Kompetenz mit Ausschluß der Berufung (Hdb. I. S. 273). [3]

C. Pr. O. Art. 59, 60.

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. XII. Art. 13 (Hdb. I. S. 282) und H. G. B. Art. 640. Kognition in Handelssachen.

Gesetz vom 11. September 1790 Art. 2 (Hdb. I. S. 288); Gesetz vom 9. Oktober 1791 Art. 17 (Hdb. II. S. 189) und Gesetz vom 18. März 1801 (27. Ventos IX) Art. 17 (Hdb. IV. S. 229) verb. mit Gesetz vom 12. Dezember 1798 (22. Frimär VII) Art. 64—66 (Hdb. III. S. 825). Kognition der Landgerichte in fiskalischen Perceptions-Sachen. [4]

Instruktion vom 19. November 1818. §. 28 (Lottner B. I. S. 528). Ausübung der Gerichtsbarkeit mit Ausschluß der Berufung.

C. Pr. O. Art. 554, 805. Forum in dringenden Exekutions-Sachen.

3) Ueber die durch die Doktrin angenommene ausschließliche Kompetenz der Tribunale erster Instanz in Exekutions-Sachen s. *Carré* T. II. p. 395; T. IV. p. 258.

4) Vergl. Archiv B. 8 S. 141; B. 18 Abth. 2 S. 21.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

R. vom 25. März 1822 (Lottner B. II. S. 237). Forum für die Amortisation verlorener Staatspapiere.
R. vom 24. Februar 1834 (Lottner B. IV. S. 32). Forum für die Amortisation verlorener Bank-Obligationen.

## §. 42.

### 2. Als Appellations-Instanz.

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. III. Art. 12 (Hdb. I. S. 273); Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII; Hdb. IV. S. 134) Tit. II. Art. 7 verb. mit Gesetz vom 7. Juni 1821 §§. 1 und 8 (Lottner B. II. S. 115).

## §. 43.

### 3. Besondere Kognition der Landgerichts-Präsidenten.

#### a. Ertheilung der Erlaubniß zu Vorladungen.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 54 (Hdb. V. S. 351). Ertheilung der Erlaubniß an Ehefrauen zu Vorladung der Ehemänner wegen Erlangung der Autorisation zur Prozeß-Führung.
C. Pr. O. Art. 865. Autorisation der Ehefrauen zur Anstellung von Gütertrennungsklagen.
C. Pr. O. Art. 878. Autorisation der Ehegatten zur Klage auf persönliche Trennung (séparation de corps).
C. Pr. O. Art. 72, 795, 839. Gestattung der Vorladung mit verkürzter Frist.
C. Pr. O. Art. 861.
Dekret vom 30. März 1808 Art. 54 (Hdb. I. S. 351): Gestattung der Vorladungen „sur cession de biens ou sur homologation de concordat et délibération de créanciers.“ [1])

#### b. Distribution der Sachen u. s. w.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 61, 63 (Hdb. V. S. 353).

#### c. Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen.

C. Pr. O. Art. 239. (Vergl. Hdb. I. S. 510 N. 1 unter 1).

#### d. Funktionen bei Streitigkeiten unter Ehegatten.

C. Pr. O. Art. 875—878. Funktionen bei Anträgen auf persönliche Trennung (séparation de corps).
C. G. B. Art. 236—240. Aufnahme der Ehescheidungsklagen aus besonderen Gründen; Sühneversuch; Verweisung an das Landgericht und Berichterstattung. Art. 249. Aufforderung der Parteien zu nachträglicher Angabe ihrer Zeugen.

1) Ueber den zweifelhaften Grund dieser Bestimmungen s. *Carré* lois de l'org. T. IV. p. 261 n. 5.

C. G. B. Art. 281—283, 285—288, 290. Funktionen bei Ehescheidungen durch gegenseitige Uebereinkunft.
C. Pr. O. Art. 861. Funktion bei Anträgen der Ehefrauen auf Autorisation zur Prozeß-Führung.
R. vom 25. Juni 1821 (Lottner B. II. S. 129).

e. Persönliche Verrichtungen und Ertheilung von Kommissorien in gewöhnlichen Prozeß-Sachen.

C. Pr. O. Art. 110. Ernennung des Referenten bei dem schriftlichen Verfahren in dem Falle des Abganges des ernannt gewesenen. Art. 891. Ernennung des Referenten bei dem Interdiktions-Verfahren.
C. Pr. O. Art. 325, 326. Vernehmung über Artikel oder Substituirung eines Kommissars.
C. Pr. O. Art. 658. Ernennung des Kommissars zur Leitung des Distributions-Verfahrens. Art. 731. Zur Leitung des Kollokations-Verfahrens.

f. Präsidial-Verfügungen in Exekutions-Sachen. [2])

α. Bei Arrest-Anlagen und Pfändungen.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 54 (Hdb. V. S. 351) und C. Pr. O. Art. 558. Gestattung der Arrest-Anlage ohne Schuldurkunde. Art. 819. Gestattung der sofortigen Pfändung gegen Miether und Pächter. Art. 822. Gestattung der Beschlagnahme gegen auswärtige Schuldner. Art. 826—828. Gestattung der Beschlagnahme zum Zwecke der Vindikation.

β. In Personalarrest-Sachen.

C. Pr. O. Art. 780, 786—788, 803.
Dekret vom 10. September 1807 Art. 2. Gestattung der provisorischen Haft gegen Ausländer.

γ. In Distributions- und Kollokations-Sachen.

C. Pr. O. Art 658, 731. Ernennung der Kommissarien.
Kosten-Tarif vom 10. Februar 1807. Art 97, 130. Bestimmung des betreibenden Anwaldes.

δ. Bei schiedsrichterlichen Urtheilen.

C. Pr. O. Art. 1017. Ernennung des Obmannes.
C. Pr. O. Art. 1020, 1021. Vollstreckbarkeits-Erklärung.

g. Präsidial-Entscheidungen auf mündlichen Vortrag (sur référé).

C. Pr. O. Th. I. B. V. Tit. XVI. Art. 806—811.
C. Pr. O. Art. 606 (Entlassungsgesuche der Hüter bei Pfändungen).

2) Vergl. litt. g.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 44.

## C. Gerichtsbarkeit des Appellations-Gerichtshofes. [1]

Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII) Art. 22 (Hdb. IV. S. 134) verb. mit Gesetz vom 24. August 1790 Tit. IV. Art. 4 und 5. Kompetenz als Appellationsinstanz nach Maaßgabe des Werthes der Streit-Objekte.

C. Pr. O. Art. 425, 454. Kompetenz als Appellationsinstanz bei Kompetenz-Fragen ohne Rücksicht auf den Betrag des Streit-Objektes. [2]

C. Pr. O. Art. 473. Befugniß zu Evokation der Hauptsache bei reformatorischen Urtheilen.

C. Pr. O. Art. 472. Kompetenz über Exekutions-Fragen bei reformatorischen Erkenntnissen.

C. Pr. O. Art. 809. Entscheidung über die Appellation gegen Präsidial-Entscheidungen.

# II. Civil-Gerichtsbarkeit für besondere Gegenstände.

## A. Handelsgerichtsbarkeit. [3]

§. 45.

### 1. Kompetenz der Handelsgerichte.

a. Positive Attributionen.

α. Gerichtsbarkeit in erster Instanz.

H. G. B. Vierten Buches zweiter Titel. Art. 631—641. Personen und Rechtsverhältnisse, welche der Jurisdiktion der Handelsgerichte unterworfen sind. [4]

C. Pr. O. Art. 420. C. G. B. Art. 111 verb. mit C. Pr. O. Art. 59, 189, 419. Forum in Handelssachen.

Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII) Art. 22 (Hdb. IV. S. 136) verb. mit Gesetz vom 24. August 1790 Tit. XII

1) Für Frankreich verändert durch Art. 1 u. 2 des Gesetzes vom 11. April 1838 (mit e. Ausz. a. d. Vortr. des Just. Min. in der Pairs-Kammer bei: *Sirey* réc. T. XXXVIII. 2. p. 188). Vergl. *Foelix* in Ztsch. f. R. W. d. Ausl. B. 11 S. 18.

2) S. *Carré* lois de l'org. T. III. p. 102.

3) *Carré* lois de l'organis. T. IV. p. 284— T. V. p. 95. *Vincens*: Expos. rais. de la législ. comm. (Paris 1834) T. I. p. 54—219.

4) Der Versuch einer sachgemäßeren Klassifikation der Gegenstände der handelsgerichtlichen Kompetenz hat unternommen: *Vincens* a. a. O. p. 141—145.

Art. 3 (Hdb. I. S. 281) und H. G. B. Art. 639, 646. Kompetenz mit Ausschluß der Berufung. [5])

β. Gerichtsbarkeit als Appellationsinstanz.

Vergl. unten §. 47.

b. Negative Bestimmungen.

St. R. G. vom 9. November 1810 (Hdb. V. S. 639). Eigenschaft des H. G. als Exceptions-Gericht.

α. Beschränkungen der Kompetenz durch diese Eigenschaft.

C. Pr. O. Art. 426 vergl. mit Verordnung vom März 1673 Tit. XII. Art. 16 (Hdb. I. S. 92). Inkompetenz zur Beurtheilung der Passiv-Legitimation der Wittwen und Erben von Handelsleuten.

C. Pr. O. Art. 427. Inkompetenz bei bestrittener Aechtheit von Urkunden.

C. Pr. O. Art. 442. Inkompetenz zur Entscheidung über Exekutions-Fragen.

St. R. G. vom 9. November 1810 (Hdb. V. S. 639). Inkompetenz der Handelsgerichte in Beziehung auf den Verkauf der Immobilien einer Fallit-Masse und die Vertheilung der Kaufgelder. [6])

β. Beschränkung der Kompetenz durch Arbitrage forcé.

Vergl. unten §. 51.

## §. 46.

2. Besondere Funktionen der Handelsgerichts-Präsidenten. [7])

H. G. B. Art. 106, 107. Präsidial-Bestimmung bei Streitigkeiten mit Frachtführern.

H. G. B. Art. 172. Gestattung vorläufiger Beschlagnahmen bei Wechsel-Protesten. [8]).

H. G. B. Art. 151, 152. Autorisation zur Bezahlung verlorener mit der Acceptation versehener Wechsel.

H. G. B. Art. 606, 607, 609. Funktionen bei Rehabilitations-Gesuchen Fallirter.

C. Pr. O. Art. 417. Befugnisse in Fällen der Dringlichkeit.

5) Für Frankreich ist diese Kompetenz erweitert durch Art. 1 und 2 des Gesetzes vom 3. März 1840 (abgedr. in v. Kamptz Jahrb. B. 55 S. 708).

6) Ueber das mehrfach streitige Verhältniß der H. G. zu den C. Ger. in Falliment-Sachen überhaupt und die Ungenauigkeit der Aufzählung in Art. 635 des H. G. B. s. *Carré* lois de l'org. T. IV. p. 507.

7) Ueber den Gebrauch des Ausdruckes juge für den Handelsgerichts-Präsidenten in dem H. G. B. s. *Carré* lois de l'org. T. V. p. 96.

8) Vergl. Verordnung vom März 1673 Tit. V. Art. 12 (Hdb. I. S. 85); C. Pr. O. Art. 417, 418 und *Paillet* zu H. G. B. Art. 172.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## B. Gerichtsbarkeit in Fabrikensachen.

### §. 47.

1. Französische Gesetzgebung.

Dekret vom 20. Februar 1810 Tit. II. Abschn. 2 Art. 10—12 (Hdb. V. S. 459). Dekret vom 3. August 1810 Tit. I. (Hdb. V. S. 598). Gegenstand und Umfang der Gerichtsbarkeit des conseil de prud' hommes. Tit. IV. Art. 22 und 27 (Ausübung derselben. Funktionen des *bureau particulier* und des *bureau général;* Hdb. S. 461 a. a. O.). Art. 27 verb. mit Dekret vom 3. August 1810 Art. 2. Appellation an die Handelsgerichte und die Tribunale erster Instanz.

Dekret vom 5. September 1810 Tit. II. (Hdb. V. S. 617). Kompetenz bei Klagen wegen Nachahmung von Fabrikzeichen.

Dekret vom 20. Februar 1810 Art. 37 (Hdb. V. S. 463). Inkompetenz zur Entscheidung über die bestrittene Aechtheit von Urkunden.

### §. 48.

2. Gesetzgebung für das Großherzogthum Berg.

Dekret vom 17. Dezember 1811 (Hdb. VII. S. 296) Art. 51, 52, 53, 42 Abs. 2.

### §. 49.

## C. Akademische Gerichtsbarkeit.

Reglement vom 1. Februar 1819 (Lottner B. I. S. 538). §. 8. Kompetenz bei Schuld- und Entschädigungsklagen. §§. 5—7. Kompetenz für Injurien-Sachen. §. 10. Kompetenz in Beziehung auf Eltern und Vormünder.

R. vom 22. September 1838 (Lottner B. VI. S. 596) und vom 10. November 1838 (S. 629 a. a. O.). Exekutiv-Gewalt des Universitäts-Gerichtes.

### §. 50.

## D. Gerichtsbarkeit in Rheinschifffahrts-Angelegenheiten.

Rheinschifffahrts-Konvention vom 31. März 1831 Tit. VIII. Art. 81 b—d. Gegenstände der Kompetenz. Art. 83 Abs. 1 und 3. Forum, Art. 86. Appellationsinstanz.

Verordnung vom 30. Juni 1834 (Lottner B. IV. S. 88). §§. 1, 4, 10, 40. Nähere Bestimmung des Forum.

Verordnung von dem nämlichen Tage (Lottner B. I. S. 98). Ausdehnung der Kompetenz der Rheinzollgerichte und des Appellations-Gerichtes in Rheinschifffahrts-Angelegenheiten auf die Binnenschifffahrt auf dem Rheine und den diesseitigen Strecken der Nebenströme desselben.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 51.

## III. Schiedsrichterliche Kompetenz [1]).

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. I. Art. 1 (Hdb. I. S. 268) und Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII) Art. 3 (Hdb. IV. S. 135). Freiheit des Kompromisses in streitigen Rechtssachen.

Gesetz vom 28. Februar 1796 (9. Ventos IV; Hdb. III. S. 330). Aufhebung der Zwangs-Kompromisse.

C. Pr. O. Art. 1003, 1004. Subjektive und objektive Bedingungen des Kompromisses. Art. 1005, 1006. Schließung desselben. Art. 1007, 1008, 1012, 1013. Dauer der Befugnisse der Schiedsrichter. Art. 1017. Ernennung eines Obmannes.

H. G. B. Art. 51. Ausnahmsweises Zwangs-Kompromiß in Societäts-Streitigkeiten. Art. 53, 55. Ernennung der Schiedsrichter. Art. 54. Erledigungsfrist.

C. Pr. O. Art. 1020, 1021. H. G. B. Art. 61. Vollstreckbarkeitserklärung. Entscheidung über Exekutions-Fragen.

C. Pr. O. Art. 1010, 1023, 1028. Rechtsmittel gegen den Schiedsspruch.

# Zweites Kapitel.

# Verwaltung der Civiljustiz in nicht streitigen Sachen.

## I. Notariat.

### A. Französische Gesetzgebung [2]).

§. 52.

1. Aelteres Recht [3]).

Verordnung vom August 1539 (Hdb. I. S. 1) Art. 173—179. Form, Aufbewahrung, Ausfertigung und Mittheilung der Notariat-Urkunden.

1) *Carré* lois de l'organisation etc. T. III. p. 340—405. S. die Literatur bei: *Dupin* bibl. chois. n. 2052—2054. Von *Mongalvy* Traité de l'arbitrage en matière civile et commerciale erschien eine zweite Auflage. Paris 1832 in 2 vols. 8.

2) *Merlin* rép. m. notaire §. 1 unter II.

3) S. die Literatur bei: *Dupin* bibl. chois. n. 2087—2112 und *Zachariae* Hdb. §. 18 (4. Aufl. B. 1 S. 39). *Nigon de Berty*: de la législation française sur les notaires in: Revue étrang. T. III. p. 750. Lassaulx Ann. d. Ggbg. Nap. (Kobl. 1808—1811) B. 2 S. 42, 233; B. 3 S. 50, 143, 233; B. 4 S. 156; Goux (A.)

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verordnung vom Januar 1560 Art. 85 (Hdb. I. S. 2). Einwirkung der Gerichte auf die Form der Notariat-Urkunden und die Gebührensätze der Notarien.

## §. 53.

### 2. Uebergang zu der neuen Einrichtung.

Trennung der streitigen von der nicht streitigen Gerichtsbarkeit.

Dekret vom 13.—20. April 1791 Art. 24, 25 (Hdb. I. S. 553). Qualifikation der Notarien zur Aufnahme von Schenkungen, Testamenten und anderen Rechtsgeschäften ohne Konkurrenz der Gerichte.

## §. 54.

### 3. Organisation des Notariates.

**Erste Organisation.** Gesetz vom 6. Oktober 1791 (Hdb. II. S. 180). Erster Titel. Abschaffung der bisherigen Beamten der freiwilligen Gerichtsbarkeit und Einsetzung öffentlicher Notarien. Bestimmung derselben (Abschn. 2 Art. 1). Form der Urkunden (Art. 4, 5 a. a. O.). Exekutorische Kraft und Form der Ausfertigungen (Art. 13—15). Zweiter Titel. Transitorische Anordnungen. Dritter Titel. Aufbewahrung der Urkunden und Repertorien.

Hierzu:

Dekret vom 8. November 1793 (18. Brümär II; Hdb. II. S. 402). Ressort der Notarien.

Dekret vom 14. März 1793 (Hdb. II. S. 333 N. 2 unter 4). Paraphirung der Repertorien oder Urschriften.

Dekret vom 24. Juni 1794 (6. Messidor II; Hdb. II. S. 595). Ertheilung von Ausfertigungen und Abschriften der Urkunden in Haft befindlicher Notarien.

Gesetz vom 5. Mai 1796 (16. Floreal IV; Hdb. III. S. 354). Deposition der Duplikate der Repertorien.

Beschluß vom 23. September 1798 (2. Vendemiär VII; Hdb. III. S. 709). Urkunden abgehender Notarien.

**Zweite Organisation.** Gesetz vom 16. März 1803 (25. Ventos XI; Hdb. IV. S. 431).

Hdb. f. d. Notar o. Instruktionen in Fragen und Antworten; übers. v. Collenbach, Düsseld. 1812, 8.; Gründe für und wider die Trennung der freiwilligen Gerichtsbarkeit von der streitigen u. s. w. in: Niederrh. Arch. B. 1 S. 245 u. folg. (enth. von S. 346 an eine Geschichte des Notariates und eine systematische Darstellung der französischen Notariat-Gesetzgebung).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Uebersicht und Ergänzungen.

Erster Titel. Von den Notarien und deren Urkunden.
Erster Abschnitt. Bestimmung, Wirkungskreis und Pflichten der Notarien (Art. 1—7).
Zweiter Abschnitt. Form, Aufnahme und Ausfertigung der Notariat-Urkunden und Führung der Repertorien (Art. 8—30) verb. mit dem Beschluß vom 4. Juni 1803 (15. Prärial XI; Hdb. IV. S. 469) über die Form der exekutorischen Ausfertigungen.
Zweiter Titel. Verwaltung des Notariat-Wesens. (Régime du notariat.)
Erster Abschnitt. Zahl und Vertheilung der anzustellenden Notarien (Art. 31, 32). Amts-Kautionen derselben (Art. 33, 34). [1])
Zweiter Abschnitt. Qualifikation und Anstellung (Art. 35—49).
Dritter Abschnitt. Disciplinar-Kammern (Art. 50—53).
Vierter Abschnitt. Aufbewahrung der Urkunden und Repertorien (Art. 54—61).
Dritter Titel. Transitorische Bestimmungen wegen der schon angestellten Notarien (Art. 62—69).

Beschluß vom 24. Dezember 1803 (2. Nivos XII; Hdb. IV. S. 492). Anordnung und Einrichtung von Notariats-Kammern zur Erhaltung der inneren Disciplin u. s. w.

## B. Intermediäre Anordnungen für die okkupirten Landestheile.

### §. 55.

#### 1. Belgische Departemente.

I. Beschluß vom 6. September 1794 (20. Fruktidor II; Hdb. VI. S. 16). Ausübung des Bestätigungsrechtes bei gewissen Rechtsgeschäften.

II. Beschluß vom 22. Mai 1796 (3. Prärial III; Hdb. VI. S. 103). Organisation des Notariates nach den französischen Bestimmungen.

#### 2. Departemente des linken Rheinufers.

### §. 56.

#### a. Während der Militärokkupation.

Instruktion für die Friedensgerichte in den von der Rhein- und Mosel-Armee okkupirten Landestheilen vom 11. August 1795 (24. Thermidor III) Art. 6 Abs. 3 unter N. 7. Inventur des Nachlasses durch Notarien bei der Siegelabnahme durch den Friedensrichter (Hdb. VI. S. 254).

1) Hierzu über: a. Erlegung der Kautionen. Beschluß vom 15. Juni 1803 (20. Prärial XI; Hdb. IV. S. 471); b. Erhöhung der Kautions-Summe: Finanz-Gesetz vom 21. Februar 1805 (2. Ventos XIII; Hdb. V. S. 9) Art. 20—26; c. Rückzahlung: Gesetz vom 15. Januar 1805 (25. Nivos XIII; Hdb. V. S. 2).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Beschluß des Generaldirektors zu Koblenz vom 13. Dezember 1794 (25. Frimär V; Hdb. VI. S. 401) Art. 4. Aufrechterhaltung der bisherigen Art der Verwaltung der freiwilligen Gerichtsbarkeit.

§. 57.

b. Unter den Gouvernements-Kommissarien.

Gerichtsordnung vom 23. Januar 1798 (4. Pluvios VI) Art. 25 (Hdb. VI. S. 535). Amtliche Stellung der Notarien. Unzulässigkeit der Kumulation des Notariates mit anderen öffentlichen Aemtern. Art. 38. Anfertigung der Nachlaß-Inventarien durch die öffentlichen Notare (Hdb. S. 536 a. a. O.).

Organisation des Notariates durch: Verordnung vom 24. Juli 1798 (6. Thermidor VI; Hdb. VI. S. 725).

Notariattaxen:

a. für das Roerdepartement — Beschluß vom 1. März 1799 (11. Ventos VII; Hdb. V. S. 787);
b. für das Rhein- und Mosel-Departement — Beschluß vom 31. August 1799 (14. Fruktidor VII; Hdb. VI. S. 808);
c. für das Saar-Departement — Beschluß vom 10. November 1799 (19. Brumär VIII; Hdb. VI. S. 816).

§. 58.

3. Großherzogthum Berg.

Organisation des Notariates durch Dekret vom 29. Januar 1811 (Hdb. VII. S. 124).

§. 59.

## C. Funktionen der Notarien nach heutigem Rechte [1].

Verordnung für die Notarien vom 25. April 1822 (Gesetzs. S. 109).

Uebersicht und ergänzende Bestimmungen. [2]

1. Beruf der Notarien. Im Allgemeinen (Art. 1). Pflicht zu unverweigerter Gewährung ihres Amtes (Art. 14). Verhalten derselben

1) Unter den provisorischen Verwaltungen hat das Notariat keine Aenderungen erlitten. Nur wurde in dem Gen.-Gouv. Berg den Notarien durch Verordnung vom 28. März 1814 (Lottner B. I. S. 46) eine Taxordnung gegeben.

2) Vergl. über die Gebühren der Notarien den Abschn. 8 und über die Qualifikation, Anstellung u. s. w. den Abschn. 9 dieser Hauptübersicht.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

bei beabsichtigten unerlaubten oder ungültigen Rechtsgeschäften (Art. 15—17). Führung angehefteter Verzeichnisse handlungsunfähiger Personen (Art. 18 verb. mit C. G. B. Art. 501).

2. Amtsbezirk (Art. 4 verb. mit: A. K. O. vom 7. Mai 1840 betr. die Abgränzung der Notarien in den L. G. Düsseldorf und Elberfeld — Gesetzs. S. 118) und Unfähigkeit zur Ausübung des Amtes für sich selbst und für Angehörige näherer Grade (Art. 19, 20).

3. Erfordernisse der Notariat-Urkunden. a. Beglaubigungspersonen; insbesondere Instruments-Zeugen (Art. 21—23). b. Konstatirung der Identität des Komparenten (Art. 24). c. Inhalt d. U. (Art. 25) insbesondere: Bezeichnung von Grundstücken bei Veräußerungen (Publ. vom 24. Oktober 1834; Lottner B. V. S. 27) und Verpfändungen (Publ. vom 11. Juli 1835; S. 165 a. a. O.); von Geldsummen (Art. 36). d. Aeußere Form (Art. 26); insbesondere bei Aenderungen, Zusätzen und Löschungen (Art. 30—32). e. Sprache (Art. 33—35) verb. mit R. vom 18. August 1823 über den Gebrauch der französischen Sprache in dem Friedensgerichtsbezirk Malmedy; Lottner B. II. S. 402 und R. vom 17. Juni 1836 — Lottner B. V. S. 404 — über die Aufnahme in fremden Sprachen; f. Vollziehung (Art. 28—30); g. besondere Formalitäten bei Testamenten überhaupt: α. hinsichtlich der Beglaubigungspersonen (C. G. B. Art. 971, 975, 980); β. hinsichtlich der Aufnahme (C. G. B. Art. 972 und St. R. G. vom 31. Januar 1806; Hdb. V. S. 64); γ. hinsichtlich der Vollziehung (C. G. B. Art. 972—974); δ. bei Testamenten in mystischer Form (C. G. B. Art. 976—979); ε. Form der Wechsel-Proteste (H. G. B. Art. 176); h. Erfordernisse der Protokolle bei Mobilar-Verkäufen (Ges. vom 10. Februar 1799; 22. Plüvios VII; Hdb. IV. S. 1).

4. Nothwendigkeit notarieller U. a. Mit Ausschluß anderer Formen. α. bei Schenkungsurkunden (C. G. B. Art. 931, 932); β. bei Testamenten in öffentlicher Form (C. G. B. Art. 972—980) und dem Widerrufe derselben (C. G. B. Art. 1035); γ. bei Zahlungen mit vertragsmäßiger Subrogation (C. G. B. Art. 1250); δ. bei Eheverträgen (C. G. B. Art. 1394, 1397) und Wiederherstellung einer aufgelösten Gütergemeinschaft (C. G. B. Art. 1451); ε. zur Begründung privilegirter Forderungen (C. G. B. Art. 2103) und vertragsmäßiger Hypotheken (C. G. B. Art. 2126). b. Mit Wahl der Vollziehung des Geschäftes vor anderen öffentlichen Beamten. α. Bei Mobilar-Versteigerungen (Beschluß vom 16. Januar 1797 — 27. Nivos V; Hdb. III. S. 461; Dekret vom 28. Januar 1813 für das Gr. H. Berg Art. 19; Hdb. VII. S. 332; H. G. B. Art. 492 u. A. K. O. vom 6. Dezember 1837; Lottner B. VI. S. 345); β. bei Anordnungen der Eltern über die Vormundschaft (C. G. B. Art. 392, 398); γ. bei Testamenten in besonderen Fällen (C. G. B. Art. 981—998); δ. zur Konstatirung verweigerter Amtsverrichtungen der Hypotheken-Bewahrer (C. G. B. Art. 2199); ε. bei Assekuranz-Verträgen (H. G. B. Art. 79); ζ. bei Wechsel-Protesten (H. G. B. Art. 173).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

5. Wirkung der Notariat-Urkunden (Art. 38) insbesondere bei fehlerhaften Urkunden (Art. 58, 59).

6. Repertorium der Urkunden (Art. 43—47). R. vom 20. Dezember 1822 (Lottner B. 2 S. 325). R. vom 4. Dezember 1838 (Lottner B. 6 S. 650).

7. Mittheilung der Verhandlungen. A. Unzulässigkeit der Mittheilung an andere Personen, als die in eigenem Namen betheiligten [3]) und die Rechtsnachfolger derselben (Art. 41). Ausnahmen: 1. zum Zwecke der Stempel-Kontrole und der disciplinarischen Beaufsichtigung. R. vom 10. Januar 1823 (Lottner B. II. S. 333) und 15. August 1825 (Lottner B. II. S. 664); 2. zum Zwecke der Fortschreibung des Grundsteuer-Katasters. Instr. vom 20. April 1838 (Lottner B. VI. S. 460); 3. bei Schenkungen und Vermächtnissen an Kirchenfabrikverwaltungen (Dekret vom 30. Dezember 1809 Art. 48; Hdb. V. S. 439), Seminarien und geistliche Unterrichtsanstalten (Dekret vom 6. November 1813 Art. 67; Hdb. V. S. 905); 4. bei Eheverträgen unter Handelsleuten (H. G. B. Art. 67, 68); 5. auf richterlichen Befehl in anhängigen Rechtssachen (C. Pr. O. Art. 846—850); 6. zum Zwecke des Aechtheitbeweises von Privat-Urkunden (C. Pr. O. Art. 201). B. Berechtigung zur Ertheilung von Ausfertigungen und Auszügen. Art. 30, 53. C. Ertheilung exekutorischer Ausfertigungen. Art. 40 Abs. 1. Ertheilung zweiter und fernerer Exemplare derselben. C. Pr. O. Art. 844, 845. D. Siegelung der Ausfertigungen. Art. 42. E. Mittheilung von Abschriften unvollendet gebliebener Urkunden. C. Pr. O. Art. 841—843. F. Beweiskraft: a. der fehlerfreien Urkunden und Ausfertigungen (C. G. B. Art. 1319, 1335 unter 1); b. der unbefugt aufgenommenen oder formwidrigen Urkunden (C. G. B. Art. 1318, 1322—1328; c. der Abschriften und Transsumpten (C. G. B. Art. 1334, 1335). G. Zwangsmittel gegen den Notar zur Erlangung von Ausfertigungen und Abschriften (C. Pr. O. Art. 839, 840, 856).

8. Aufbewahrung der Urschriften der Urkunden. Art. 37, 53—57. R. vom 26. August 1822 (Lottner B. 2 S. 300). Ausnahmsweise Pflicht zur Vorlegung oder Aushändigung der Urschriften: a. Zum Zwecke der Kollationirung der Ausfertigungen und Abschriften (C. Pr. O. Art. 849, 852 verb. mit C. G. B. Art. 1334); b. zum Zwecke der Schriftvergleichung (C. Pr. O. Art. 201—205); c. bei eintretender Betheiligung des Notars an dem Gegenstande der Urkunde (R. vom 17. November 1836; Lottner B. V. S. 496).

9. Besondere Amtsverrichtungen der Notarien. A. Vertretung: a. Abwesender bei Inventuren u. s. w. (C. G. B. Art. 113; C. Pr. O. Art. 928, 931, 942); b. Minderjähriger bei

3) D. h. diejenigen, welche an dem beurkundeten Rechtsgeschäfte selbst oder durch ihre legitimirten Stellvertreter Theil genommen haben. Thomine — Desmazures Comm. s. le Code de proc. Nr. 993 (Ed. Brux. T. III. p. 221).

Theilungen (C. G. B. Art. 466). B. Assistenz-Leistung in Ehescheidungssachen (C. G. B. Art. 281, 283—285); C. Funktionen in Theilungs-, Verlassenschafts- und Vormundschaftssachen: a. Gegenwart bei Eröffnung mystischer Testamente (C. G. B. Art. 1007); b. Inventur (C. Pr. O. Art. 928, 931, 935, 943, 944; R. vom 24. September 1830; Lottner B. V. S. 458; R. vom 15. Juli 1837; Lottner B. VI. S. 262. Form der Vormundschafts-Inventarien: R. vom 3. Juli 1835; Lottner B. V. S. 157). Register zur Eintragung der Inventuren in Vormundschaftssachen (R. vom 4. September 1835 unter 1; Lottner B. V. S. 205); c. Versteigerungen (C. G. B. Art. 827; C. Pr. O. Art. 955 u. folg.; 970); d. Auseinandersetzung der Miterben (C. G. B. Art. 828; C. Pr. O. Art. 975—977). Einsendung der über Kontestationen in Theilungssachen aufgenommenen Protokolle in Urschrift: R. vom 21. Mai 1834 (Lottner B. IV. S. 72). D. Zustellung der s. g. actes respectueux zum Zwecke der Verehlichung (C. G. B. Art. 154).

# II. Antheil der Gerichte an der Justiz-Verwaltung in nicht streitigen Sachen.

## A. Funktionen der Friedensrichter in nicht streitigen Sachen.

### §. 60.

#### 1. In Familienrechtsverhältnissen.

A. Ertheilung von Notorietätsakten: 1. zum Zwecke der Verehlichung (C. G. B. Art. 70, 71, 155; A. K. O. vom 22. November 1828 — Lottner B. III. S. 260 — verb. mit R. vom 19. Januar 1829 — Lottner B. III. S. 270). Ausantwortung an die Interessenten in Urschrift. R. vom 16. Juni 1837 (Lottner B. VI. S. 236); 2. zu anderen Zwecken (Kosten-Tarif vom 16. Februar 1807 Art. 5 Abs. 2; Hdb. V. S. 132); insbesondere zu Erbes-Legitimationen (R. vom 14. Juli 1837; Lottner B. VI. S. 260). [1])

B. Aufnahme von Adoptionen (C. G. B. Art. 353) und Annahme von Pflegekindern (C. G. B. Art. 363).

C. Assistenz bei der Inventur des Vermögens Abwesender in dem Falle der provisorischen Besitzeinweisung (C. G. B. Art. 126).

D. Funktionen in Vormundschaftssachen (Gesetz vom 24. August 1790 Tit. III. Art. 11 Abs. 2; Hdb. I. S. 272). A. K. O. vom 4. Juli 1834 und Instr. vom 16. August 1834 (Lottner B. IV. S. 130). R. vom 17. Oktober 1834

1) Vergl.: *Carré* les lois de l'org. T. IV. p. 204.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

(S. 162 a. a. O.). Anweisung über die Behandlung der Vormundschaften vom 10. Oktober 1835 (Lottner B. V. S. S. 234) verb. mit R. vom 6. November 1835 (S. 252 a. a. O.). 1. Aufnahme der Erklärungen der Eltern über die Wahl eines Vormundes (C. G. B. Art. 397, 398) und des Vaters über die Zuordnung eines Beistandes der Mutter bei der Vormundschaft (C. G. B. Art. 391, 392). 2. Annahme der Anzeigen von Vormundschaftsfällen (A. K. O. vom 4. Juli 1834, Lottner B. IV. S. 130). Instruktion vom 16. August 1834 §. 1 (Lottner B. IV. S. 134). 3. Konvokation des Familienrathes (C. G. B. Art. 406, 446) und Vorsitz in demselben (Art. 416). Instr. vom 16. August 1834 §§. 2, 4, 5, 7, 11, 13, Lottner B. IV. S. 134). 4. Pflichten hinsichtlich der Vormundschafts-Inventarien. Instr. vom 16. August 1834 §§. 3—6, 15. R. vom 2. Oktober 1835 (Lottner B. V. S. 226). Anweisung vom 10. Oktober 1834 §§. 5—9 (Lottner B. V. S. 235). Ernennung des Notars zur Aufnahme des Inventariums. R. vom 15. Juli 1837 (Lottner B. VI. S. 262). Anordnung beständiger Taxatoren. R. vom 6. Februar 1836 (Lottner B. V. S. 325). 5. Vereidung der Taxatoren zur Abschätzung der Mobilien, von deren Verkaufe die Eltern der Minorennen entbunden sind (C. G. B. Art. 453). 6. Abnahme der Verwaltungsübersichten. Instr. vom 16. August 1834 §§. 8—10 (Lottner B. IV. S. 135). Anweisung vom 10. Oktober 1835 §§. 12, 13 (Lottner B. V. S. 237). 7. Zwangsbefugnisse gegen säumige Vormünder. Instr. vom 16. August 1834 §. 11 (Lottner B. IV. S. 136). A. K. O. vom 5. April 1835 und R. vom 10. April 1835 (Lottner B. V. S. 99). Anweisung vom 10. Oktober 1835 §. 14 (Lottner B. V. S. 238). R. vom 27. Mai 1837 (Lottner B. VI. S. 219). 8. Emancipationen (C. G. B. Art. 478; R. vom 6. Februar 1835 (Lottner B. V. S. 62).

## §. 61.

### 2. In Verlassenschaftssachen.

Anlegung und Abnahme der Siegel. Gesetz vom 24. August 1790 Tit. III. Art. 10 (Hdb. I. S. 272. C. G. B. Art. 819. C. Pr. O. Art. 907—940). [1]

1) Ueber das Verhältniß des Art. 911 der C. Pr. O. zu dem Art. 819 des C. G. B. wegen der Siegelanlage in dem Falle des Eintrittes der gesetzlichen Vormundschaft des überlebenden Ehegatten s. *Carré* lois de l'org. T. IV. p. 201. Ueber die Nothwendigkeit der Berichterstattung an den Präsidenten des Gerichtes erster Instanz bei entstehenden Differenzen: *Carré* a. a. O. p. 206.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verfahren bei Vorfindung oder Vermuthung des Vorhandenseyns von Testamenten. C. Pr. O. Art. 916—920.
C. G. B. Art. 985—987. Aufnahme von Testamenten bei Ortssperrungen wegen kontagiöser Krankheiten.

§. 62.

3. Besondere Attributionen.

Einregistrirung von Urkunden unter Privatunterschrift. Gesetz vom 23. April 1824 (Lottner B. II. S. 481 verb. mit R. vom 22. November 1824 (S. 534 a. a. O.).
C. G. B. Art. 2199. Konstatirung der Verweigerung verlangter Amtsverrichtungen der Hypotheken-Bewahrer.
H. G. B. Art. 106. Funktionen bei beschädigt ankommenden Waaren-Transporten.

## B. Handlungen in nicht streitigen Sachen bei den Landgerichten.

§. 63.

1. Beschlüsse der Rathskammer. [2])

Bestätigung (Homologation) der Familienrathsbeschlüsse: a. bei Entsetzung oder Ausschließung eines Vormundes (C. G. B. Art. 448); b. bei Autorisation zu Anleihen, Verpfändungen und Veräußerungen (C. G. B. Art. 458); c. zu Vergleichen (C. G. B. Art. 467); d. bei Anleihen Emancipirter (C. G. B. Art. 483); e. bei Eheverträgen der Kinder Interdicirter (C. G. B. Art. 511). [3])
Autorisation der Ehefrauen zur Verfolgung ihrer Rechte (C. Pr. O. Art. 861—864).
Beschluß über die Statthaftigkeit von Adoptionen (C. G. B. Art. 355, 356).

2. Funktionen der Landgerichts-Präsidenten.

§. 64.

a. Bei dem Gebrauche von Urkunden.

Autorisation zur Ertheilung: a. von Abschriften unvollendet gebliebener Notariat-Urkunden (C. Pr. O. Art. 841); b. von zweiten und ferneren exekutorischen Ausfertigungen der Notariat-Urkunden (C. Pr. O. Art. 844) und Urtheile (C. Pr. O. Art. 852).

2) *Carré* lois de l'org. T. IV. p. 278.
3) Ueber das Verfahren bei nachgesuchter Bestätigung C. Pr. O. Art. 885—889.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Verifikation: a. der Konformität einer Ausfertigung öffentlicher Urkunden mit der Urschrift (Art. 852); b. der Treue kollationirter Abschriften bei Auslieferung der Urschriften zum Zwecke der Schriftvergleichung (C. Pr. O. Art. 203). Kr. Pr. O. Art. 455.

Legalisation: a. nach Frankreich bestimmter Urkunden (R. vom 24. Dezember 1816; Lottner B. I. S. 438); b. der für das Ausland bestimmten Urkunden im Allgemeinen. (Instr. vom 22. März 1833; Lottner B. III. S. 602).

## §. 65.

### b. In Personenstandsangelegenheiten.

Paraphirung der Register (C. G. B. Art. 41). Legalisirung der Auszüge (C. G. B. Art. 45; R. vom 6. März 1837; Lottner B. VI. S. 104).

## §. 66.

### c. In Vormundschaftssachen.

Bei Ausübung der elterlichen und vormundschaftlichen Disciplin (C. G. B. Art. 316, 468).

Ernennung der Referenten bei Gesuchen um Bestätigung von Familienrathsbeschlüssen. C. Pr. O. Art. 885.

## §. 67.

### d. In Verlassenschaftssachen.

Bei Vorlegung holographer oder mystischer Testamente und vorgefundener versiegelter Pakete. C. G. B. Art. 1007, C. Pr. O. Art. 916—919.

Besitzeinweisung der Universallegatarien. C. G. B. Art. 1008.

Bei Siegelungen und Inventuren [1]). a. Entscheidung über entstehende Schwierigkeiten bei Anlage der Siegel (C. Pr. O. Art. 921, 922); b. Verordnung der Siegelanlage bei angefochtenen Inventarien (C. Pr. O. Art. 923); c. Gestattung der Siegelabnahme vor der gesetzlichen Zeit (C. Pr. O. Art. 928); d. Ernennung der Notarien zur Vertretung Abwesender bei der Entsiegelung (C. Pr. O. Art. 928, 931, 942); e. Ernennung des Notars zu der Inventur und der Taxatoren (C. Pr. O. Art. 935); f. Ernennung eines Depositars der Verlassenschaftspapiere (C. Pr. O. Art. 943 unter 9).

Gestattung des Verkaufes von Nachlaß-Mobilien: a. zu Berichtigung der Nachlaßschulden (C. G. B. Art. 826);

1) Ueber die Entscheidungsbefugniß des Präsidenten auf mündlichen Vortrag (en referé) bei entstehenden Streitigkeiten im Allgemeinen s. *Carré* lois de l'org. T. IV. p. 206.

b. auf den Antrag der Beneficial-Erben (C. G. B. Art. 793, 794 verb. mit C. Pr. O. Art. 986).

§. 68.

3. Funktionen des Sekretariates.

a. In Beziehung auf die Personenstandsregister (C. G. B. Art. 43—45).
b. Aufnahme der Erbes-Entsagungen und Erbschafts-Annahmen mit Vorbehalt (C. G. B. Art. 793).
c. Aufnahme der Entsagung der Ehefrauen auf die Gütergemeinschaft (C. G. B. Art. 1457; C. Pr. O. Art. 874).
d. Anheftung der Auszüge von Gütertrennungsurtheilen (C. Pr. O. Art. 872).

## C. Wirksamkeit der Handelsgerichte in nicht streitigen Sachen.

§. 69.

1. Wirksamkeit des Kollegiums.

a. Bekanntmachung der Gütertrennungserkenntnisse (C. G. B. Art. 872).
b. Bekanntmachung und Bewirkung der Transscription der Rehabilitations-Erkenntnisse (H. G. B. Art. 611).

§. 70.

2. Geschäfte der Handelsgerichts-Präsidenten oder einzelner Richter.

a. Paraphirung der Handelsbücher (H. G. B. Art. 11).
b. Funktionen bei beschädigt ankommenden Waaren-Transporten (H. G. B. Art. 106).
c. Funktionen bei Rehabilitations-Gesuchen (H. G. B. Art. 606, 607, 609).

§. 71.

3. Funktionen der Handelsgerichtsschreiber.

Eintragung und Anheftung von Auszügen der Societäts-Verträge (H. G. B. Art. 42—46).
Anheftung von Auszügen der Eheverträge unter Handelsleuten und der Gütertrennungsurtheile (H. G. B. Art. 67 verb. mit C. Pr. O. Art. 872).
Annahme der Deposition der Muster von Fabrikzeichen. Gesetz vom 12. April 1803 (22. Germinal XI) Art. 18 (Hdb. IV. S. 452) und Dekret vom 5. September 1810 Art. 3, 5, 7 (Hdb. V. S. 617).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 72.

## D. Antheil der Fabrikengerichte an der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Sachen.

Deposition der Muster von Fabrikzeichen und Ertheilung von Ausfertigungen zur Sicherung gegen Nachahmungen. Dekret vom 5. September 1810 Art. 3, 5, 7 (Hdb. V. S. 617).

§. 73.

## E. Kompetenz des Appellations-Gerichtshofes in nicht streitigen Sachen.

Als Appellationsinstanz bei Rathskammerbeschlüssen über Familienrathsgutachten. C. Pr. O. Art. 889.
Bei Adoptionen. C. G. B. Art. 357.
Bei Rehabilitationen. H. G. B. Art. 611.

§. 74.

## III. Funktionen der Gerichtsvollzieher in nicht streitigen Sachen. [1])

Konstatirung verweigerter Amtshandlungen der Hypotheken-Bewahrer. C. G. B. Art. 2199.
Aufnahme von Wechsel-Protesten. H. G. B. Art. 173.
Mobilar-Versteigerungen. Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 37, 38 (Hdb. V. S. 867).

§. 75.

## IV. Auktions-Kommissarien (commissaires priseurs), Gerichtsschreiber im Allgemeinen, Gerichtsvollzieher und Mäkler.

Beschluß vom 16. Januar 1797 (27. Nivos V; Hdb. III. S. 461).
Dekret vom 28. Januar 1813 für das Großherzogthum Berg Art. 19 (Hdb. VII. S. 332) verb. mit R. vom 7. Juli 1826 (Lottner B. III. S. 56).

1) Die Zustellungen *(Exploits)* derselben können auch Aufforderungen zum Zwecke der Versetzung des Verpflichteten in Verzug, Anerbietungen, Erklärungen u. s. w. in nicht streitigen Sachen zum Gegenstande haben. *Carré* lois de l'org. T. II. p. 114. Nicht erschöpfend ist also die Aufzählung der Ger. Vollz. Akte in Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 24 (Hdb. V S. 865).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

A. K. O. vom 6. Dezember 1837 (Lottner B. VI. S. 345). Waarenversteigerungen durch Mäkler an der Börse.

§. 76.

## V. Antheil der Municipal-Beamten an der Justiz-Verwaltung in nicht streitigen Sachen.

### A. Als Personenstands-Beamte.

Verwaltungsordnung vom 17. März 1800 (28. Plüvios VIII) Art. 13 (Hdb. IV. S. 127) verb. mit Gesetz vom 11. Oktober 1795 (18. Vendemiär IV) Art. 12 (Hdb. III. S. 208) und St. R. G. vom 2. Juli 1807 (Hdb. V. S. 259). Großherzoglich berg. Dekret vom 12. November 1809 Art. 8 (Hdb. VII. S. 109).

### B. Aufnahme von Testamenten bei Kommunikations-Sperren wegen kontagiöser Krankheiten.

C. G. B. Art. 985.

§. 77.

## VI. Hypotheken-Aemter.

Organisation durch Gesetz vom 11. März 1799 (21. Ventos VII; Hdb. IV. S. 14).

Großherzoglich bergisches Dekret vom 3. November 1809 (Hdb. VII. S. 73).

Publ. der Königl. Reg. zu Köln vom 8. Januar 1823 (Amtsbl. S. 17). Eintheilung der Hypotheken-Aemter in dem Reg. Bezirke.

Publ. der Königl. Reg. zu Düsseldorf vom 12. Januar 1823 (Amtsbl. S. 49). Eintheilung der Hypotheken-Aemter des Reg. Bezirkes; verb. mit Publ. vom 18. März 1823 (Amtsbl. Düsseld. S. 188; Köln S. 118) wegen des Hypotheken-Amtes für den Kreis Wipperfürth.

Allerh. Verordnung vom 30. Oktober 1832 (Gesetzs. S. 227). Feststellung der Bezirke der Hypotheken-Aemter zu Trier, Saarbrücken und Prüm. [2])

2) Ueber die früheren Anordnungen s. Verordnung vom 12. März 1816 (Lottner B. I. S. 356) und vom 20. März 1816 (S. 358 a. a. O.).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# Dritter Abschnitt.

# Straf-Justiz. [1]

## I. Unter dem Systeme der französischen Gesetzgebung.

### §. 78.

### A. Beamte und Behörden zu Konstatirung und Verfolgung der Vergehen und der Verbrechen (Police judiciaire). [2]

1. Beamte der gerichtlichen Polizei im Allgemeinen (Kr. Pr. O. Art. 8, 9).
2. Polizei-Beamte (Kr. Pr. O. Art. 11—13, 48, 49), [3] Municipal-Behörden (Kr. Pr. O. Art. 14, 50) und Verwaltungsbeamte (Kr. Pr. O. Art. 10, 509).
3. Gensdarmerie. Verordnung über die Organisation derselben vom 30. Dezember 1820 (Gesetzs. für 1821 S. 1) §§. 12, 14, 20. Dienst-Instruktion von demselben Tage (Gesetzs. S. 10) §§. 18—28, §§. 30—34.
4. Steuerbeamte. Ordnung für die inländischen Steuern vom 8. Februar 1819 §. 97 (Gesetzs. S. 117). Gesetz wegen der Weinmoststeuer vom 25. September 1820 §. 10 (Gesetzs. S. 195). Zollordnung vom 23. Januar 1838 Abschn. 5 (Gesetzs. S. 66). Gesetz wegen Untersuchung der Z. Verg. vom 23. Januar 1838 §§. 28 u. folg. (Gesetzs. S. 84). Unterstützung durch andere Staats- und Kommunal-Beamte §. 107 a. a. O.
5. Feld- und Forsthüter (Kr. Pr. O. Art. 16—21). [4]
6. Friedensrichter (Kr. Pr. O. Art. 48, 49).
7. Oeffentliches Ministerium (Kr. Pr. O. Art. 22—47). Verhältniß der Hülfsbeamten der gerichtlichen Polizei zu demselben (Kr. Pr. O. Art. 48—54).

1) Vergl. die Uebersicht in v. Kamptz Jahrb. B. 17 S. 328.

2) Vergl. v. Kamptz Jahrb. B. 17 S. 335. — Instr. du procureur du roi près le trib. de la Seine à MM. les juges de paix etc. rel. aux obligations, que ces fonctionnaires ont à remplir comme officiers de police judiciaire etc. Nouv. ed. par M. *Mars*. Paris 1831. 8.

3) Ueber die Commissaires généraux de police s. Beschl. vom 27. Oktober 1800 (5. Brûmâr IX; Hdb. V. S. 183).

4) Die näheren Bestimmungen werden bei der Uebersicht der Straf-Prozeß-Ordnung mitgetheilt werden.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

8. Instruktions-Richter. Dekret vom 18. August 1810 Art. 11—13 (Hdb. V. S. 606; Kr. Pr. O. Art. 55—90).
9. Rathskammer der Landgerichte (Kr. Pr. O. Art. 127 u. folg.)
10. Anklage-Senat des Appellations-Gerichtshofes. Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 2—4. Instr. vom 19. November 1818 §. 15. (Hdb. V. S. 555; Kr. Pr. O. Art. 218 u. folg.)
11. Besondere Bestimmungen bei Vergehen und Verbrechen von Justiz-Beamten außerhalb ihrer Amts-Funktionen (Kr. Pr. O. Art. 479—482).
12. Befugnisse der Plenar-Versammlung des Appellations-Gerichtshofes. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 11 (Hdb. V. S. 496).

## B. Erkennende Behörden. [5]

### 1. Polizei-Gerichtsbarkeit. [6]

### §. 79.

a. Kompetenz der Friedensgerichte.

1. Bei den in dem vierten Buche des Strafgesetzbuches mit einem Straf-Maximum von fünfzehn Franken Geldbuße oder von fünf Tagen Gefängnißstrafe belegten Kontraventionen (Kr. Pr. O. Art. 137). [7]
2. Bei einfachen Holzdiebstählen. Gesetz vom 7. Juni 1821 über Untersuchung und Bestrafung des Holzdiebstahles §. 6 (Lottner B. II. S. 118).
3. Bei Entwendungen anderer Waldprodukte vom 22. Mai 1839 (Just. Min. Bl. S. 250).
4. Bei forstpolizeilichen Kontraventionen, welche nur Geldbuße oder höchstens fünftägige Gefängnißstrafe nach sich

5) v. Kamptz Jahrb. B. 17 S. 328.

6) S. die Literatur in *Dupin* bibl. chois. n. 2353 — 3356 und *Nigon de Berty*: des tribunaux de simple police in: Revue étrang. T. III. p. 395.

7) Die Praxis betrachtet dieses Straf-Maximum auch bei den nicht in dem Strafgesetzbuche enthaltenen Strafandrohungen als Maaßstab für die Kompetenz der Polizei-Gerichte. Ueber die Kompetenz bei Feldfreveln, wenn die Geldbuße sich nach dem Entschädigungs-Quantum richtet s. *Merlin* quest. de droit m. *Délits ruraux*. §. V. Nach §. 33 der Verordnung vom 20. Juli 1818 (Lottner B. I. S. 513) haben die Polizei-Gerichte bei jeder nicht besonders verpönten Uebertretung eines Polizei-Gesetzes eine Geldstrafe von einem bis zu fünf Thalern zu erkennen. Eine hieran sich schließende Staats-Ministerial-Verordnung vom 27. Mai 1837 (Lottner B. VI. S. 240) erklärt die Polizei-Gerichte ohne Unterschied, ob die Strafe besonders angedroht sey oder nicht, für alle mit einer Geldbuße von höchstens fünf Thalern zu belegende Polizei-Uebertretungen für kompetent.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

ziehen. Gesetz vom 7. Juni 1821 über die Kompetenz der Friedensgerichte §. 4 (Lottner B. II. S. 116).

5. Bei Kontraventionen gegen die Jagd- und Fischereigesetze mit der unter 4 angeführten Beschränkung nach dem Strafmaaße. §. 11 a. a. O. R. vom 14. August 1838 (Lottner B. VI. S. 568).

6. In Beziehung auf öffentliche Wege und Fuhrwesen:

a. bei Kontraventionen gegen den Chaussee-Geld-Tarif und die polizeilichen Bestimmungen für Staats-Chausseen und sonstige öffentliche chaussirte Wege [1]), soweit solche nicht das Maximum der Polizei-Strafen im Allgemeinen [2]) übersteigen. R. vom 5. Juni 1826 und Schr. vom 17. April 1826 (Lottner B. III. S. 53);

b. ohne Beschränkung nach dem Strafmaaße:

α. bei Postfuhrzettel-Kontraventionen (A. K. O. vom 12. Januar 1825 unter 5; Lottner B. II. S. 547);

β. bei Kontraventionen gegen die Verordnung vom 17. März 1839 (Gesetzs. S. 80) über den polizeilichen Verkehr auf Kunststraßen. R. vom 3. Juni 1840 (Just. Min. Bl. S. 214). R. vom 5. Januar 1841 (Just. Min. Bl. S. 32).

7. In Schifffahrtssachen:

a. auf dem Rheine: α. bei Kontraventionen gegen den Art. 68 der Rheinschifffahrtsakte vom 31. März 1831, wonach zu Schonung des Leinpfades nicht mehr als drei Pferde an einem Stichseile gehen dürfen (Gesetzs. S. 115). R. vom 14. Juni 1836 (Lottner B. V. S. 397);

β. bei Kontraventionen gegen das Reglement vom 16. Januar 1841 über das Vorbeifahren der Dampf- und Segelschiffe. §. 26 Abs. 2 (Just. Min. Bl. S. 82);

b. auf der Mosel bei Kontraventionen gegen das Regulativ vom 18. Februar 1836 (Lottner B. V. S. 332). R. vom 28. Oktober 1836 (S. 481 a. a. O.);

c. auf der Saar bei Kontraventionen gegen das Regulativ vom 28. Juni 1837 (Lottner B. VI. S. 250). R. vom 25. November 1837 (S. 338 a. a. O.).

## §. 80.

### b. Kompetenz der Bürgermeister.

Kr. Pr. O. Art. 166—171. [3])

1) A. K. O. und Tarif vom 29. Februar 1840 (Gesetzs. S. 94).
2) S. unter 1.
3) Die Gerichtsbarkeit der Bürgermeister in Polizei-Sachen ist nie zur vollständigen Ausführung gekommen. S. Lottner B. III. S. 53 in dem vorletzten Absatze.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 81.

### 2. Rechtsmittel in Polizei-Sachen.

1. Appellation von den Urtheilen der Polizei-Gerichte an die Korrektions-Gerichte. Kr. Pr. O. Art. 172—174.
2. Kompetenz des Anklage-Senates des A. G. H. bei Niederschlagungs- oder Milderungsgesuchen in Holzdiebstahlssachen. Gesetz vom 7. Juni 1821 über den Holzdiebstahl §§. 22—24. (Lottner B. II. S. 121). Anwendung auf die Entwendung anderer Waldprodukte. V. vom 22. Mai 1839 unter III (Just. Min. Bl. S. 251).

## §. 82.

## C. Korrektions-Gerichte.

1. Gerichtsbarkeit der Landgerichte in Korrektions-Sachen. a. In erster Instanz. Kr. Pr. O. Art. 179, 180. [4]). Instr. vom 19. November 1818 §. 22 (Lottner B. I. S. 527). Kompetenz bei Zollvergehen: R. vom 19. Juli 1819. Bei Münzvergehen. A. K. O. vom 18. April 1835 (Lottner B. V. S. 118). Subsidiarische Verweisung der als die Kompetenz nicht erreichend erscheinenden Straffälle an die Polizei-Gerichte. R. vom 18. Juni 1836 (Lottner B. V. S. 405). b. Bei Appellationen. Kr. Pr. O. Art. 200, 201 modificirt durch: Instr. vom 19. November 1818 §. 27 (Lottner B. V. S. 528) und Publ. vom 24. September 1819 (Lottner B. I. S. 605).
2. Eximirter Gerichtsstand vor dem Appellations-Gerichtshofe. Kr. Pr. O. Art. 479, 481, 482.

## §. 83.

## D. Kriminaljustiz.

1. Kompetenz der Assisen. Kr. Pr. O. Art. 251 verb. mit Art. 221 und St. G. B. Art. 7, 8. Bei Münzvergehen. A. K. O. vom 18. April 1835 (Lottner B. V. S. 118). Bei konnexen Vergehen. Kr. Pr. O. Art. 227. Bei dem Wegfallen des Charakters der Kriminalität. Kr. Pr. O. Art. 365.
2. Bildung des Assisen-Hofes. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 16 u. folg. (Hdb. V. S. 497). Instr. vom 19. November 1818 §§. 31—33 (Lottner B. I. S. 528). Anordnung der Assisen. Ernennung der Assisenpräsidenten. Dekret vom 1. Juli 1810 Art. 79—81; Hdb. V. S. 586. R. vom 22. Februar 1833 (Lottner B. III. S. 586). Bekannt-

4) Die Modifikationen der hier bestimmten Kompetenz in Forstfrevelsachen s. oben §. 79.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

machung Art. 88, 89 a. a. O. Ort der Assisen-Sitzungen. Art. 90 a. a. O. Erforderliche Richterzahl. Art. 92 a. a. O.
3. Dauer der Assise und Gegenstände der Erledigung in derselben. R. vom 29. Oktober 1836.

## II. Ausübung der Straf-Justiz nach den Vorschriften der Allgemeinen Kriminal-Ordnung für die Preußischen Staaten, und den diese ergänzenden Bestimmungen.

### §. 84.

### A. Fälle der Ausübung.

1. Einführung: a. für Verbrechen und Vergehen gegen den Staat, für Majestätsverbrechen, und für Dienstvergehen der Staatsbeamten. [1] A. K. O. vom 6. März 1821 (Lottner B. II. S. 95); deklarirt durch A. K. O. vom 2. August 1834 (Lottner B. IV. S. 150). [2] Trennung konnexer Sachen. R. vom 1. November 1833 (Lottner B. III. S. 689). Trennung des Verfahrens gegen Mitschuldige. A. K. A. vom 14. Oktober 1821 (Lottner B. II. S. 185); b. für Verbrechen und Vergehen der Studirenden der Universität Bonn (A. K. O. vom 31. Dezember 1836; Lottner B. VI. S. 19).
2. Anwendung des fiskalischen Untersuchungsverfahrens. A. K. O. vom 24. August 1837 (Lottner B. VI. S. 296).

### B. Ressort-Verhältnisse der rheinischen Gerichte bei dieser Ausübung.

### §. 85.

#### 1. Im Allgemeinen.

R. vom 7. Mai 1821 (Lottner B. II. S. 108); vom 14. November 1834 (Lottner B. IV. S. 176) und vom 5. März 1839 (Just. Min. Bl. S. 111).

1) Anwendung a. auf Schullehrer (R. vom 6. April 1822; Lottner B. II. S. 238); b. auf Geistliche und Religions-Diener (R. vom 27. März 1824; Lottner B. II. S. 470); c. auf Medizinal-Personen (R. vom 6. Juni 1833; Lottner B. III. S. 633).
2) Hierdurch wurden die früheren zum Theile von einander abweichenden Deklarationen durch R. vom 16. April 1821 (Lottner B. II. S. 103); vom 7. August 1821 (S. 165 a. a. O.); vom 15. Juli 1822 (S. 279 a. a. O.); A. K. O. vom 3. Februar 1833 (B. III. S. 575) und R. vom 18. März 1833 (S. 599 a. a. O.) erledigt.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 86.

2. Erledigung von Incident-Punkten und Beschwerden.

Kompetenz der Rathskammern der Landgerichte für Untersuchungssachen und des Anklage-Senates des Appellations-Gerichtshofes. Beschwerde an den Justiz-Minister. V. vom 7. Mai 1821 unter 2 verb. mit V. vom 5. März 1839 unter 2 und 3.

§. 87.

3. Abfassung und Bestätigung der Erkenntnisse.

R. vom 7. Mai 1821 unter 1 verb. mit R. vom 14. November 1834 (wegen der Vorlegung zum Spruche) und V. vom 5. März 1839 unter 1.

Kompetenz des Geh. Ober-Tribunals bei Nichtigkeitsbeschwerden in fiskalischen Untersuchungssachen. R. vom 10. Januar 1835 (Lottner B. V. S. 51).

Kompetenz bei dem Rechtsmittel gegen ein von einem Civilsenate des Appellations-Gerichtshofes auf das Rechtsmittel der Aggravation verschärftes Straferkenntniß (A. K. O. vom 9. Juli 1841; Gesetzs. S. 128; vergl. mit der dadurch modificirten A. K. O. vom 25. März 1834 — Lottner B. IV. S. 43).

Ausschließende Kompetenz des Kammergerichtes bei dem Verbrechen des Hochverrathes. A. K. O. vom 25. April 1835 (Lottner B. V. S. 112) verb. mit R. vom 9. Mai 1835 (S. 120) und vom 23. Mai 1835 (S. 134 a. a. O.).

R. vom 15. Juli 1838 (Lottner B. VI. S. 556) die erforderliche Richterzahl betr.

Einsendung der Erkenntnisse zur Bestätigung. Cirk. vom 22. Dezember 1833 (Lottner B. III. S. 700).

§. 88.

4. Entscheidung der Konflikte über das Verhältniß zu der gewöhnlichen rheinischen Straf-Justiz.

Kompetenz des Revisions-Hofes. R. vom 3. Mai 1839 (Just. Min. Bl. S. 180). [3])

§. 89.

5. Kompetenz in Tumult-Sachen.

Allerh. Verordnung vom 30. September 1836 (Lottner B. V. S. 462). Untersuchungsführung. §§. 1—3, 13. Abfassung der Erkenntnisse. §§. 8, 9.

3) Vergl. R. vom 22. Februar 1838 (Lottner B. VI. S. 422).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 90.

## III. Straf-Justiz in Rheinschifffahrtssachen.

Verordnung vom 30. Juni 1834 (Lottner B. IV. S. 88). Kompetenz der Rheinzollgerichte (§§. 10, 11). Konstatirung und Verfolgung der Kontraventionen (§§. 12, 16, 17). Verhandlung (§§. 19, 31). Urtheil (§§. 31—33). Appellation (§§. 4, 35—48). Anwendung auf die Binnenschifffahrt (Verordnung vom 30. Juni 1834; Lottner B. IV. S. 98).

§. 91.

## IV. Strafbefugniß in akademischen Disciplinar-Sachen.

Reglement vom 1. Februar 1819 (Lottner B. I. S. 538). §§. 3—7, 9, 11, 13, 14.

# Vierter Abschnitt.

# Verrichtungen der Gerichtsschreiber, der gerichtlichen Hülfsbeamten, (s. g. officiers ministériels) [1]) und der Advokaten.

## I. Gerichtsschreiber. [2])

§. 92.

### A. Bei den Friedensgerichten.

I. Assistenz-Leistung bei den Verhandlungen des Friedensrichters. a. Im Allgemeinen (C. Pr. O. Art. 1040). b. Bei Lokalterminen (C. Pr. O. Art. 30). c. Eintragung und Unterzeichnung der Urtheile (C. Pr. O. Art. 18). d. Aufnahme der Protokolle: α. bei Zeugen-

1) Ueber diesen Begriff s. *Carré* lois de l'org. T. II. p. 2. In der Regel wird derselbe jedoch enger (mit Ausschluß derjenigen Personen, welche Mitglieder der Gerichte sind) gefaßt. Gerichtsschreiber sind also keine officiers ministériels. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 63 (Hdb. V. S. 504). Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 36 (Hdb. V. S. 581). Dekret vom 18. August 1810 Art. 28 (Hdb. V. S. 609). *Dalloz* Réc. alphabét. T. II. p. 43 n. 1.

2) *Carré* lois de l'org. T. II. p. 19 et suiv.

verhören (C. Pr. O. Art. 39); β. bei Ortsbesichtigungen (C. Pr. O. Art. 42).

2. Persönliche Verrichtungen. a. Bei Rekusationen des Richters (C. Pr. O. Art. 45); b. Aufnahme der Gutachten von Sachverständigen (C. Pr. O. Art. 317). c. Aufbewahrung der Urkunden und Ertheilung von Ausfertigungen (C. Pr. O. Art. 1040; Gesetz vom 26. Oktober 1790 Tit. VIII. Art. 5—7). Ausfertigung von Adjudikations-Protokollen. S. O. vom 1. August 1822 (Lottner B. II. S. 280) §. 33.

3. Funktionen bei den Polizei-Gerichten. Kr. Pr. O. Art. 141, 153, 155, 164, 178. R. vom 25. Februar 1818 (Lottner B. I. S. 492) wegen Einsendung von Auszügen der Geldbußen und Konfiskationen verhängenden Erkenntnisse an die Regierungen.

## B. Bei den Gerichts-Kollegien.

### §. 93.

#### 1. Im Allgemeinen.

Geschäftsstunden und allgemeine Verpflichtungen. C. Pr. O. Art. 1040. Gesetz vom 30. März 1808 Tit IV. (Hdb. V. S. 257). Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 54—57 (Hdb. V. S. 583). Dekret vom 18. August 1810 Art. 24, 25 (Hdb. V. S. 608).

#### 2. Specielle Verrichtungen in streitigen Rechtssachen. [3]

### §. 94.

#### a. In Civil-Sachen.

1. Bei Stellung der Anträge. Dekret vom 30. März 1808 Art. 71, 72 (Hdb. V. S. 354). 2. Bei Mittheilungen unter Anwälden (C. Pr. O. Art. 189, 337) und insbesondere bei dem schriftlichen Verfahren (C. Pr. O. Art. 96, 97, 101, 102, 106, 107, 108, 109, 114, 115); 3. Hinsichtlich der erlassenen Urtheile (C. Pr. O. Art. 138—140); Dekret vom 30. März 1808 Art. 36—39 (Hdb. V. S. 348). Art. 74 a. a. O. (S. 354). 4. Bei Einsprüchen gegen Kontumazial-Urtheile (C. Pr. O. Art. 163, 164); 5. Bei Schriftvergleichungen (C. Pr. O. Art. 196, 198, 202, 205, 208, 209); 6. Bei Incident-Fälschungsklagen (C. Pr. O. Art. 218, 219, 220, 221, 228, 236, 242, 243, 244, 245); 7. Bei Zeugenverhören (C. Pr. O.

3) Ueber die Funktionen in nicht streitigen Sachen s. oben §. 68. Ueber die Geschäftskontrolen s. Abschnitt 7 dieser Uebersicht.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Art. 269, 271—275); insbesondere in summarischen Sachen (C. Pr. O. Art. 410—412). Einsendung der Originalprotokolle bei kommissarischen Zeugenvernehmungen (C. Pr. O. Art. 266). 8. Bei Ortsbesichtigungen (C. Pr. O. Art. 301). 9. Bei Gutachten von Sachverständigen (C. Pr. O. Art. 306, 315, 319). 10. Bei Vernehmungen über Fragstücke (C. Pr. O. Art. 330, 334). 11. Bei Mißbilligungsklagen (C. Pr. O. Art. 353, 361). 12. Bei Gesuchen um Verweisung an ein anderes Gericht (C. Pr. O. Art 370) und Rekusationen (C. Pr. O. Art. 384—386, 392—396). 13. Bei verweigerter Rechtsprechung (C. Pr. O. Art. 507). 14. In Exekutions-Sachen: a. bei Kautions-Leistungen (C. Pr. O. Art. 518, 519, 522); b. bei Rechnungslegungen (C. Pr. O. Art. 538); c. Bescheinigung bei Urtheilen, welche in Beziehung auf Nichtparteien zu vollziehen sind (C. Pr. O. Art. 548—550); d. bei Arresten (C. Pr. O. Art. 571—574); e. bei Beschlagnahme konstituirter Renten (C. Pr. O. Art. 643, 644); f. bei Mobilar-Kaufgeldervertheilungen (C. Pr. O. Art. 658, 671); g. in Kollokations-Sachen (C. Pr. O. Art. 751, 752—754, 771); h. bei dem mündlichen Präsidial-Verfahren (C. Pr. O. Art. 810). 15. Ertheilung von Auszügen, Abschriften und Ausfertigungen (C. Pr. O. Art. 853, 854). Insbesondere bei erhobener Fälschungsklage (C. Pr. O. Art. 245). 16. In Ehesachen: a. bei Scheidungsklagen (C. G. B. Art. 249, 255, 287); b. bei Gütertrennungsklagen (C. Pr. O. Art. 866, 867, 872); c. bei Trennung von Tisch und Bett (C. Pr. O. Art. 880); d. bei Interdiktionen (C. Pr. O. Art. 897). 17. Bei Gesuchen um Zulassung zur *Cessio bonorum* (C. Pr. O. Art. 898, 903). 18. In Kompromiß-Sachen (C. Pr. O. Art. 1020, 1021).

## §. 95.

### b. Besondere Vorschriften für Handelssachen.

1. Konstatirung der Wahl eines Wohnsitzes für auswärtige Parteien und Empfangnahme der Zustellungen an dieselben (C. Pr. O. Art. 422). 2. Annahme der Deposition der Gutachten von Sachverständigen (C. Pr. O. Art. 431). 3. Protokollirung der Zeugenverhöre (C. Pr. O. Art. 432). 4. Bei der Redaktion und Ausfertigung der Urtheile (C. Pr. O. Art. 433). 5. In Falliment-Sachen: a. Aufnahme der Erklärungen der Falliten (H. G. B. Art. 440); b. Uebersendung des Falliments-Eröffnungserkenntnisses an den Friedensrichter (H. G. B. Art. 449); c. öffentliche Bekanntmachung des Erkenntnisses (H. G. B. Art. 457).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

c. In Strafsachen.

§. 96.

α. Bei der Untersuchungsführung.

1. Führung der Protokolle bei den Verhandlungen des Untersuchungsrichters (Kr. Pr. O. Art. 73—78). Dekret vom 18. August 1810 Art. 25 (Hdb. V. S. 608). 2. Begleitung desselben bei Verhandlungen außerhalb der gewöhnlichen Gerichtsstelle (Kr. Pr. O. Art. 62). 3. Aufnahme der Erklärungen auswärtiger Civilparteien über die Wahl eines Wohnsitzes (Kr. Pr. O. Art. 68). 4. Aufbewahrung der Arrest-Befehle und der auf die Arrestation Bezug habenden Verhandlungen (Kr. Pr. O. Art. 109, 112). 5. Aufnahme der Kautions-Bestellungen bei provisorischer Freilassung (Kr. Pr. O. Art. 120) und der Erklärungen der Freigelassenen über die Wahl eines Wohnsitzes (Kr. Pr. O. Art. 124). 6. Aufbewahrung und Vorlegung der Ueberführungsstücke. R. vom 27. März 1834 (Lottner B. IV. S. 44). Verfahren mit nicht reklamirten. Gesetz vom 31. März 1796 (11. Germinal IV; Hdb. III. S. 339) und R. vom 23. Juni 1823 (Lottner B. II. S. 388).

§. 97.

β. Bei Apellationen von polizeigerichtlichen Urtheilen.

Kr. Pr. O. Art. 176 verb. mit Art. 153, 155, 164.

§. 98.

γ. In Korrektions-Sachen.

1. Einsendung der Akten zum Sekretariate (Kr. Pr. O. Art. 132). 2. Funktionen der Sekretarien bei den Verhandlungen. (Kr. Pr. O. Art. 190, 195, 196). 3. Bei Appellationen (Kr. Pr. O. Art. 203, 204, 207, 210, 211). 4. Mittheilung der Kostenverzeichnisse und der Urtheilsauszüge an die Regierungen (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 164; Hdb. V. S. 740. R. vom 24. Mai 1822; Lottner B. II. S. 269).

§. 99.

δ. In Kriminal-Sachen.

1. Bei dem Anklage-Senate (Kr. Pr. O. Art. 222, 224). 2. Aufnahme der Kassationsrekurse gegen Urtheile des Anklage-Senates (Kr. Pr. O. Art. 300). 3. Uebersendung der Akten und Ueberführungsstücke in den zur Assise verwiesenen Sachen an das Sekretariat (Kr. Pr. O. Art. 291, 303). 4. Funktionen in den Sitzungen des Assisen-Hofes (Kr. Pr. O. Art. 313, 315, 318, 333,

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

349, 357, 366, 369, 370, 372) verb. mit R. vom 30. Juli 1821 über Protokollirung der Geständnisse (Lottner B. II. S. 153) und R. vom 15. Februar 1833 über Abfassung der Sitzungs-Protokolle (Lottner B. III. S. 579) mit der Berichtigung durch R. vom 5. Februar 1834 (Lottner B. IV. S. 16). 5. Aufbewahrung der Urtheile (Kr. Pr. O. Art. 380). 6. Bei dem Kassationsrekurse (Kr. Pr. O. Art. 373, 417, 418, 422, 423). 7. Funktionen bei der Strafvollstreckung (Kr. Pr. O. Art. 377, 378).

### §. 100.

ε. Vorschriften für besondere Fälle.

1. Bei Fälschungsklagen (Kr. Pr. O. Art. 448—450, 457, 461, 463). 2. In Kontumazial-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 470, 474, 477). 3. Bei Abgabe des Zeugnisses von der gewöhnlichen Vernehmung eximirter Personen (Kr. Pr. O. Art. 512, 516). 4. Bei Ergänzung entkommener oder zerstörter Prozeß-Stücke (Kr. Pr. O. Art. 522).

## II. Gerichtsvollzieher [1].

### §. 101.

### A. Amt derselben im Allgemeinen.

Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 2 u. 24 (Hdb. V. S. 861, 865). [2]
Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 71, 77 (Hdb. V. S. 723, 725). Verrichtungen in Strafsachen.
Publ. vom 18. Januar 1822 (Lottner B. II. S. 205). Beitreibung der Domanial-Gefälle durch dieselben.
A. K. O. vom 9. Juni und Instruktion vom 10. Juni 1833 über das Amt der Gerichtsvollzieher (Lottner B. III. S. 637).
Anweisung zur Ausführung dieser Instruktion vom 22. Oktober 1833 (Lottner B. III. S. 678).

1) Huissiers in der älteren Gerichtssprache auch sergents-servientes. Eine Nachweisung der älteren Verordnungen über dieselben s. bei Dalloz (jeune) dictionn. m. *Huissiers* n. 4 und der neueren gesetzlichen Bestimmungen n. 5 a. a. O. Die vollständigsten Werke über das Amt der Gerichtsvollzieher sind: *de Foulon*: Le Code des huissiers (s. *Foelix* in Zeitschr. f. R. W. d. Ausl. B. 1 S. 107) und besonders: *Léglige* (aîné) Répertoire de législation, jurisprudence et style des huissiers; 5 vol. 8 (*Foelix* a. a. O.). Nach den heutigen Bestimmungen: Strack: der Gerichtsvollzieher in der Königl. Preuß. Rheinprovinz u. s. w. Neuß 1840. gr. 12.

2) Vergl. oben S. 591 N. 1.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 102.

## B. Amtsbezirk.

Dekret vom 14. Juni 1833 Art. 24 (Hdb. V. S. 865).
Publ. vom 31. Januar 1821 (Lottner B. II. S. 85).
Instruktion vom 10. Juni 1833 (Lottner B. III. S. 637). §§. 1, 4, 5.

## §. 103.

## C. Ausübung des Amtes.

1. Unzulässigkeit: a. wegen persönlicher Verhältnisse (C. Pr. O. Art. 4, 66); b. im Suspensions-Falle (A. K. O. vom 21. Juli 1826 §. 4; Lottner B. III. S. 60).
2. Pflicht zu Uebernahme von Aufträgen. Instr. vom 10. Juni 1833 §. 9 (Lottner B. III. S. 639).
3. Nothwendigkeit der Ernennung von Amtswegen für die Zustellung von Kontumazial-Urtheilen (C. Pr. O. Art. 156, 350, 435) und von Urtheilen mit Androhung persönlicher Haft (C. Pr. O. Art. 780).
4. Legitimation zu Exekutions-Handlungen (C. Pr. O. Art. 556). [3]
5. Konkurrenz mit anderen Beamten: a. mit Notarien bei Aufnahme der Wechsel-Proteste (H. G. B. Art. 173) [4]; b. mit diesen, den Gerichtsschreibern und Auktionskommissarien bei Mobilien-Verkäufen (s. oben §. 75); c. mit den Forsthütern bei Zustellungen in Kontraventions-Sachen (St. R. G. vom 16. Mai 1807 — Hdb. V. S. 256 — Dekret vom 1. April 1808 — Hdb. V. S. 360); d. mit den Bürgermeistern bei Vorladungen in einfachen Polizei-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 166, 169, 170); e. bei Vorladungen vor die Fabrikengerichte mit den Sekretarien derselben (Dekret vom 20. Februar 1810 Art. 29, 30 und 60; Hdb. V. S. 461, 462, 468); f. mit den Steuer-Exekutoren (Beschluß vom 4. August 1800 — 16. Thermidor VIII — §. 2; Hdb. IV. S. 162).
6. Ausschließliche Verrichtungen: a. der Audienz-Gerichtsvollzieher. Dekret vom 30. März 1808 Tit. V. (Art. 94—99; Hdb. V. S. 357). Dekret vom 14. Juni 1813 (Art. 20—23; Hdb. V. S. 864). Instruktion vom 10. Juni

3) Ueber die Mißbilligungsklage gegen Gerichtsvollz. s. *Rauter* Cour de proc. n. 77.

4) Ueber die Frage ob außergerichtliche Zustellungen, insbesondere Notifikationen in Cessions-Fällen an den Schuldner durch Notarien gültig geschehen können s. die Abhandl. in: *Dalloz* Réc. pér. 35. 1 p. 335.

1833 §. 1 Abs. 2 (Lottner B. III. S. 637); b. der Gerichtsvollzieher der Friedensgerichte (Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 28; Hdb. V. S. 865).

7. Formelle Erfordernisse der Ger. Vollz. Urk.: a. der Vorladungsurkunden (C. Pr. O. Art. 61); b. der Exekutiv-Handlungen (Angabe des Datums und der Tageszeit; Verordnung vom Mai 1579 Art. 173; Hdb. I. S. 4); c. der mitzutheilenden Abschriften (Dekret vom 29. August 1813; Hdb. V. S. 884); d. der Zustellungshandlung (C. Pr. O. Art. 68; Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 45; Hdb. V. S. 868); e. Nothwendigkeit der Assistenz von Zeugen: α. bei Mobilar-Pfändungen (C. Pr. O. Art. 585); β. bei Vollziehung der persönlichen Haft (C. Pr. O. Art. 783); γ. bei Wechsel-Protesten (H. G. B. Art. 173); δ. bei Mobilar-Verkäufen (Gesetz vom 10. Februar 1799 — 22. Plüvios VII — Art. 5).

8. Verantwortlichkeit der Gerichtsvollzieher: a. wegen verweigerter Amtsverrichtungen (Instr. vom 10. Juni 1833 §. 9; Lottner B. III. S. 639); b. für die Folgen der Nichtigkeit ihrer Handlungen (C. Pr. O. Art. 132, 1030); c. für die ihnen anvertrauten Gelder und Urkunden (C. G. B. Art. 2060). Verjährung des Anspruches wegen der ihnen anvertrauten Urkunden (C. G. B. Art. 2076).

## III. Advokaten und Advokat-Anwälde. [1]

### §. 104.

### A. Transitorische Bestimmungen über die Prozeß-Führung und die Freiheit des persönlichen Auftretens der Parteien.

Justizorganisations-Gesetz vom 16. — 24. August 1790 Tit. II Art. 14 (Hdb. I. S. 270). Freiheit der persönlichen Prozeß-Führung durch die Parteien.

1) S. die Literatur bei *Dupin* bibl. chois. n. 12—25. *Camus* lettres sur la provession d'avocat; ed. 1.; Paris 1772 — anonym; ed. 2. Paris 1777; ed. 3. ibid. 1805 — 2 vol. in 12; ed. 4. p. *Dupin* ibid. 1818; zuletzt unter dem Titel: Lettres s. la profession d'Avocat par Camus; enrichies de pièces conc. l'exercice de cette profession par *Dupin* (Ainé), Berville, Cormenin, Carré etc. Paris 1830; 2 vol. in 8 und nachgedruckt: Brux. 1833 in 2 vol. gr. 8. Einen Abriß der Geschichte der Advokatur lieferte *Boucher* d'*Argis* abgedruckt in dem angeführten Werke mit einer Fortsetzung von *Dupin* (ed. Brux. T. I. p. 11 suiv.). Das Hauptwerk über die Geschichte des Advokatenstandes bis 1790 ist *Fournel* (Dupin bibl. chois. n. 22).

Gesetz vom 11. Februar 1791 Art. 2—4. Qualifikation und Verpflichtung der Anwälte [2]) (Hdb. I. S. 499 N. 3).

Gesetz vom 20. März 1791 (Hdb. I. S. 500) Art. 3. Anwälte bei den Gerichtshöfen und Funktionen derselben.

Gesetz vom 24. Oktober 1793 (3. Brümär II; Hdb. II. S. 479) Art. 12. Abschaffung der Anwälte. Zulässigkeit der Vertretung durch einfache Bevollmächtigte.

## §. 105.

## B. Geschichte des Vertretungs-Systemes in der neueren französischen Gerichtsverfassung. [3])

Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII) Art. 93. Wiedereinführung der Anwälte bei den Gerichten (Hdb. IV. S. 141). Art. 94 (Hdb. a. a. O.) verb. mit Beschluß vom 5. September 1800 (18. Fruktidor VIII; Hdb. IV. S. 171). Postulations-Recht der Anwälte. Selbstvertheidigungsrecht der Parteien.

Gesetz vom 18. Februar 1801 (29. Plüvios IX; Hdb. IV. S. 222). Amtsbezirke und Konkurrenz der Anwälte.

Gesetz vom 13. März 1804 (22. Ventos XII) Art. 29—32, 38 (Hdb. IV. S. 516, 517). Erneuerung des Advokaten-Titels. Tableau des avocats u. s. w.

Dekret vom 6. Juli 1810. Tit. IV. §. 1 (Hdb. V. S. 591). Anwalt-Funktionen bei den Appellations-Gerichtshöfen, den Assisen und den Spezial-Gerichtshöfen.

Dekret vom 19. Juli 1810 (Hdb. V. S. 594) gegen das unbefugte Postuliren.

C. Pr. O. Art. 86. Befugniß der Gerichtsmitglieder und der Beamten des öffentlichen Ministeriums zu eigener Prozeß-Führung.

Dekret vom 14. Dezember 1810 (Hdb. V. S. 641). Ausübung der Advokatur.

Dekret vom 2. Juli 1812 (Hdb. V. S. 818). Verhältniß der Advokaten und der Anwälte in Beziehung auf die Befugniß zu mündlichen Vorträgen.

*Foelix* ü. d. Advocatenstand u. d. Trennung d. Standes d. Advocaten v. dem d. Anwälte in: Ztsch f. R. W. d. Ausl. B. 2 S. 226. *Rauter* ü. d. pract. Verhalten d. Advocaten zu den Anwälten (B. 5 S. 464 a. a. O.).

2) Ueber die Benennung Avoués s. *Rauter* in: Zeitschrift B. 5 S. 463 N. 3.

3) Vergl. die Darstellung und Kritik in: *Révue* de législ. (Paris 1835) T. I. p. 109 suiv.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 106.

### C. Modifikationen der heutigen Gerichtsverfassung. [1]

Publ. des Fürsten Staats-Kanzlers vom 16. April 1820 über die anzustellenden Advokat-Anwälte (Lottner B. II. S. 21). Nr. 4, 5, 7. Befugnisse der Advokaten. Nr. 8. Matrikel derselben. Nr. 4 und 6. [2] Befugnisse der Anwälte.

## Fünfter Abschnitt.

## Staatsanwaltschaft (Ministère public) [3].

§. 107.

### I. Hauptgesetze.

Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. VIII (Hdb. I. S. 276).
Verfassungsgesetz vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III; Hdb. III. S. 156) Art. 216, 234, 241, 245, 249, 261, 262.
Gerichts-Organisations-Gesetz vom 18. März 1800 (Hdb. IV. S. 134) Art. 4, 5, 13, 24, 26, 35, 67.
Gesetz vom 27. Januar 1801 (7. Plüvios IX; Hdb. IV. S. 210).
Organisations-Beschluß des Senates vom 18. Mai 1804 (28. Floreal XII; Hdb. IV. S. 528) Art. 134—136.
Dekret vom 30. März 1808 Tit. III (Hdb. V. S. 355).
Gesetz vom 20. April 1810 Kap. VI (Hdb. V. S. 501).

1) Ueber die Qualifikation, Anstellung und die Disciplinar-Verhältnisse s. in Abschnitt 9 u. 10.
2) Vergl. Publ. vom 31. August 1820 (Lottner B. II. S. 60).
3) Ueber die Geschichte des Institutes s. außer *Merlin* rép. m. Ministère public §. I. besonders *Delpon* Essai sur l'histoire de l'action publique et du Ministère public. Paris 1830 (2 vols. 8.). T. I. p. 371 bis zu Ende. T. II. p. 1—169; über die Organisation des öffentlichen Ministeriums unter der älteren Gerichtsverfassung T. II. p. 162—169 a. a. O.; über das Institut überhaupt s. die Literatur bei *Dupin* bibl. chois. Nr. 2024—2027; *de Vaulx* de l'indépendance du min. publ. Colmar 1829 (angez. v. *Mittermaier* in Ztschr. f. R. W. d. Ausl. B. 3 S. 476); ders. ü. d. Wirkungskr. d. Staats-Beh. (Ztschr. B. 5 S. 29). Das öffentliche Ministerium in der Rheinprovinz u. s. w. in Niederrh. Arch. B. 4 S. 1—80; Müller (Aler.) das Institut der Staatsanwaltschaft nach s. Hauptmomenten u. s. w. Lpz. 1825; *Siccama* de ministerio publico; Traject. 1826; v. Holzschuher der Rechtsweg u. s. w. (Nürnb. 1831) S. 151 u. folg.; Starke Gerichtsverfassung B. 1 S. 225. Vergl. auch die Bemerkungen von Mittermaier in Arch. f. civil. Prax. B. 10 S. 434.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Dekret vom 6. Juli 1810 Tit. I Abschn. 4 (Hdb. V. S. 581).
Dekret vom 18. August 1810 Tit. I Abschn. 4 (Hdb. V. S. 607).
Instr. vom 19. November 1818 (Lottner B. I. S. 524) §§. 13, 19, 23, 24.

§. 108.

## II. Organisation der Staatsanwaltschaft.

1. Der Generalprokurator des Appellations-Gerichtshofes. Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 42 Abs. 1; Art. 43, 48, 49 (Hdb. V. S. 581 ). Instruktion vom 18. November 1819 §. 12 (Lottner B. I. S. 526). Vertretung in Verhinderungsfällen. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 6 (Hdb. V. S. 495). Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 50.
2. Gehülfen desselben bei dem Gerichtshofe. a. Im Allgemeinen. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 6 (Hdb. V. S. 495). Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 42 (Hdb. V. S. 581). b. Insbesondere: α. Generaladvokaten. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 6. Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 44, 46, 48—50. Instr. vom 18. November 1819 §. 19. Vertretung derselben. Art. 51 a. a. O. β. Substituten (Prokuratoren). Gesetz vom 20. April 1810 Art. 6. Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 45. Instr. vom 18. November 1819 a. a. O. Stellvertretung. Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 52.
3. Ober-Prokuratoren der Landgerichte. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 6. Instr. vom 18. November 1819 §. 23. Unmittelbare Korrespondenz: a. mit dem Justiz-Minister: R. vom 27. Juli 1832 (Lottner B. III. S. 488); R. vom 26. Oktober 1838 (B. VI. S. 620 a. a. O.). b. Mit dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten. R. vom 9. Februar 1833 (Lottner B. III. S. 576). Vertretung. Dekret vom 18. August 1810 Art. 20, 21 (Hdb. V. S. 608).
4. Substituten der Ober-Prokuratoren (Prokuratoren). Gesetz vom 20. April 1810 Art. 6. Instr. vom 18. November 1819 §§. 23, 24. Beschäftigung derselben. Dekret vom 30. März 1808 Art. 19. R. vom 23. Februar 1838 (Lottner B. VI. S. 427). Vertretung. Dekret v. 18. August 1810 Art. 20, 22.
5. Wahrnehmung der Funktionen bei den Polizei-Gerichten. Kr. Pr. O. Art. 144. Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII; Hdb. IV. S. 142). R. vom 21. März 1835 (Lottner B. V. S. 97). Entbindung des Oberbürgermeisters zu Trier und seiner Adjunkten von diesen Funktionen. R. vom 13. Januar 1837 (Lottner B. VI. S. 19).
6. Parket-Schreiber. Instr. vom 18. November 1819 §§. 19, 23. Verpflichtungen derselben. R. vom 31. Dezember 1836 (Lottner B. V. S. 535).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

7. Momentane Vertretung der Staatsanwaltschaft in den Gerichtssitzungen. Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII Art. 26; Hdb. IV. S. 137); C. Pr. O. Art. 84.

8. Generalprokurator und Generaladvokat bei dem Revisions- und Kassations-Hofe. Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII Art. 69; Instr. vom 18. November 1819 §. 13. Parket-Schreiber. Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII) Art. 68.

## III. Wirksamkeit.

### §. 109.

### A. Im Allgemeinen.

Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. VIII. Art. 1 (Hdb. I. S. 276).

Gesetz vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III) Art. 147 (Hdb. III. S. 162).

### B. In Civilprozeß-Sachen. [1])

### §. 110.

1. Form der Wirksamkeit.

Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. VIII. Art. 2. Ausnahmen. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 46 (Hdb. V. S. 501).

### §. 111.

2. Theilnahme an den Gerichtssitzungen.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 88 (Hdb. V. S. 356).

3. Gutachtliche Anträge des öffentlichen Ministeriums.

### §. 112.

a. Nothwendigkeit derselben.

I. Bei prozeßrechtlichen Streitpunkten. 1. Bei Inkompetenz-Einreden (C. Pr. O. Art. 83 Nr. 3) [2]); 2. bei Erledigung von Jurisdiktions-Konflikten unter den Gerichten und Anweisung eines außerordentlichen Gerichtsstandes (Nr. 4 a. a. O.); 3. in Rekusations-Fällen (Nr. 4 a. a. O.;

1) *Rauter* Cours de procédure civ. N°. 80—84 (p. 83—88); *De Vaulx* üb. d. Staatsanwaltschaft nach ihrer Wirksamkeit in Civil-Sachen; in Zeitschr. B. 6 S. 409.

2) Ueber die Obliegenheiten des öff. Minist. bei Kompetenzkonflikten mit den Verwaltungsbehörden s. Instr. vom 30. März u. R. vom 15. April 1830 (Lottner B. V. S. 362) §§. 4, 7, 8, und R. vom 19. September 1838 (B. VI. S. 594 a. a. O.).

Art. 47, 311, 385, 394); 4. bei Syndikats-Klagen (prises à partie; C. Pr. O. Art. 83 Nr. 5); 4. bei dem Streite über die Aechtheit α. von Privaturkunden (C. Pr. O. Art. 202); β. von authentischen Urkunden (C. Pr. O. Art. 227, 249, 251; Kr. Pr. O. Art. 460); 5. bei Mißbilligungsklagen (C. Pr. O. Art. 359); 6. bei Restitutions-Gesuchen gegen rechtskräftige Urtheile (C. Pr. O. Art. 498); 7. bei Personalarrest-Fragen (C. Pr. O. Art. 782, 795, 805; Dekret vom 16. Februar 1807 Art. 77 unter 4; Hdb. V. S. 184).

II. Bei Gegenständen des Staatsinteresses: 1. im Allgemeinen (C. Pr. O. Art. 83 Nr. 1); 2. bei fiskalischen Rechtssachen (C. Pr. O. a. a. O.; Gesetz vom 12. Dezember 1798 (22. Frimär VII) Art. 65 Abs. 5 (Hdb. III. S. 826); insbesondere: bei Besitzeinweisung des Staates in Verlassenschaften (C. G. B. Art. 770); 3. bei Sachen, an welchen das Publikum und die öffentliche Ordnung betheiligt sind, namentlich: α. bei Personenstandsfragen (C. Pr. O. Art. 856, 858; C. G. B. Art. 72, 99); β. bei Adoptionen (C. Pr. O. Art. 356; Gesetz vom 1. April 1803 — 11. Germinal XI — Art. 3; Hdb. IV. S. 442); γ. in Ehesachen bei Scheidungsklagen und Trennung von Tisch und Bett (C. Pr. O. Art. 239, 240, 245, 246, 247, 250, 253, 256, 257, 289, 292, 293, 298, 308; C. Pr. O. Art. 879) und bei Besitzeinweisung des überlebenden Ehegatten in die Verlassenschaft des verstorbenen (C. G. B. Art. 770); δ. in Debit-Sachen bei Anträgen der Beneficiar-Erben auf Gestattung der Versteigerung von Nachlaß-Immobilien (C. Pr. O. Art. 987, 988); bei Gesuchen um Verstattung zur Cessio bonorum (C. Pr. O. Art. 900) und in Distributions- und Kollokations-Sachen (C. Pr. O. Art. 668, 762); ε. bei Expropriationen zum öffentlichen Nutzen (Ges. vom 8. März 1810 Art. 26 — Hdb. V. S. 490).

III. Wegen persönlicher Eigenschaften der Parteien. In Sachen: 1. der Minderjährigen, der Interdicirten und aller unter Kuratel stehender Personen (C. Pr. O. Art. 83 Nr. 2, 6; Art. 885, 886, 891, 892; C. G. B. Art. 458, 467, 483, 511, 515, 2145); 2. der Gemeinden und öffentlichen Anstalten (C. Pr. O. Art. 83 Nr. 1); 3. der von ihren Männern nicht authorisirten Ehefrauen, und der authorisirten, wenn sie unter dem Dotal-Rechte leben und ihre Mitgift Gegenstand des Streites ist (C. Pr. O. Art. 83 Nr. 6); 4. der als abwesend vermutheten Personen (C. Pr. O. Art. 83 Nr. 7; Art. 859; C. G. B. Art. 114); 5. bei Armenrechtsgesuchen (Verordn. v. 16. Februar 1823 §§. 4, 11; Lottner B. II. S. 347) und bei Verhandlung der Armensachen §. 13 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 113.

b. Gutachtliche Anträge in nicht besonders vorgeschriebenen Fällen.

C. Pr. O. Art. 83 in dem Schlußsatze. [1])

§. 114.

c. Vorbereitung und Zeit der Anträge.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 83—86; Hdb. V. S. 356).

§. 115.

d. Form der Anträge.

C. Pr. O. Art. 112.

Gesetz vom 28. Juli 1796 (10. Thermidor IV Art. 2; Hdb. III. S. 379).

Gesetz vom 12. Dezember 1798 (22. Frimär VII Art. 65; Hdb. III. S. 826).

Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII Art. 89; Hdb. IV. S. 14).

§. 116.

e. Erinnerungen der Parteien gegen dieselben.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 87 (Hdb. V. S. 356).

§. 117.

f. Folge der vorschriftwidrigen Unterlassung.

C. Pr. O. Art. 480 Nr. 8.

Gesetz vom 24. März 1794 (4. Germinal II Art. 5; Hdb. II. S. 577).

§. 118.

4. Selbstständiges Auftreten der Staatsanwaltschaft (par voie d'action) vor den Civilgerichten. [2])

Beschränkung dieses Auftretens auf die ausdrücklich durch das Gesetz bestimmten Fälle. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 46 (Hdb. V. S. 501); nämlich: 1. Beantragung gesetzlich angedrohter Ordnungs- und Prozeßstrafen: a. bei Vernachlässigungen und Dienstwidrigkeiten der Personenstandsbeamten (C. G. B. Art. 50, 53, 68, 156, 157, 192); b. bei Vernachlässigungen der Hypothekenbewahrer (C. G. B. Art. 2203); c. der Gerichtsschreiber (C. Pr. O. Art. 244); d. der gerichtlichen Hülfsbeamten bei begangenen Nichtigkeiten (C. Pr. O. Art. 1030); e. der Notarien (N. O. vom 25. April 1822 — Lottner B. II. S. 245 — Art. 18, 24, 25, 30, 32, 41, 43, 44, 45, 47, 49, 50); f. der Friedensrichter bei unregelmäßiger Führung der Einregistrirungs-Register (Gesetz vom 23. April 1824 — Lottner B. II. S. 482 — §§. 2, 11

1) *Rauter* in: Zeitschr. B. 6 S. 414.
2) *Rauter* in: Zeitschr. B. 6 S. 422.

und R. vom 22. November 1824, S. 534 a. a. O.); g. bei Störungen der Ordnung in den Gerichtssitzungen (C. Pr. O. Art. 91; Kr. Pr. O. Art. 507); h. bei Umgehung des Sühneversuches (C. Pr. O. Art. 56); i. bei Verläugnung der Handschrift in Privaturkunden in dem Falle des Aechtheitsbeweises C. Pr. O. Art. 213); k. bei Verwerfung von Incident-Fälschungsklagen (C. Pr. O. Art. 246); l. bei Verwerfung der Rekusation eines ganzen Gerichtes (C. Pr. O. Art. 374) oder einzelner Mitglieder (C. Pr. O. Art. 390); m. bei Verwerfung von Einsprüchen Dritter gegen ihnen präjudizirende Urtheile (C. Pr. O. Art. 479); n. bei Verwerfung von Restitutions-Gesuchen gegen rechtskräftige Urtheile (C. Pr. O. Art. 500); o. bei Verwerfung von Syndikats-Klagen (C. Pr. O. Art. 516); p. bei verweigerter Visirung der öffentlichen Beamten gemachten Zustellungen (C. Pr. O. Art. 1039); 2. in Ehesachen: a. Anträge auf Nichtigkeitserklärung gesetzwidriger Ehen (C. G. B. Art. 184, 190, 191, 192); b. Anträge wegen Unterbringung der Kinder in Ehescheidungs-Prozessen (C. G. B. Art. 267, 302); 3. Antrag auf Interdiktion bei gemüthskranken Personen (C. G. B. Art. 491; A. K. O. vom 6. November 1831; Lottner B. 3 S. 407); 4. Anträge in dem Interesse Abwesender (C. G. B. Art. 114) [3]) besonders in dem Felde stehender Militärpersonen (Gesetz vom 27. Oktober 1796 — 6. Brümär V — Art. 7; Hdb. III. S. 432); 5. bei vakanten Verlassenschaften (C. G. B. Art. 812; R. vom 29. Mai 1841; Amtsbl. Köln S. 171); 6. bei Liberalitäten zum Vortheile von Enkeln und Geschwisterkindern (C. G. B. Art. 1057, 1061); 7. gegen säumige Kirchenrendanten (Dekr. vom 30. Dezember 1809 Art. 90; Hdb. V. S. 444); 8. Antrag auf Zurücknahme jüdischer Handelspatente (Dekr. vom 17. März 1808 Art. 9; Hdb. V. S. 336); 9. Vertretung des Fiskus in Prozeß-Sachen (Gesetz vom 18. März 1800 — 27. Ventos VIII — Art. 89; R. vom 1. August 1823 — Lottner B. II. S. 393; R. v. 24. Oktober 1823 — Lottner B. II. S. 428); 10. Betrieb der Expropriationen zum öffentlichen Nutzen (Ges. v. 8. März 1810 Art. 13, 15 — Hdb. V. S. 488).

## §. 119.

### 5. Besondere Obliegenheiten in Civil-Sachen.

1. Annahme und Beförderung der Zustellungen: a. an Personen ohne bekannten Wohn- oder Aufenthaltsort (C. Pr. O. Art. 69 Nr. 7); b. an Ausländer (C. Pr. O. Art. 69 Nr. 9); 2. Benachrichtigung: a. der Verwaltungsbehörden von Regreß-Klagen gegen Regierungs-Offi-

3) *Rauter* in Zeitschr. B. 6 S. 424.

zianten und von Schuldklagen gegen Kassenbeamte (Ress. Regl. v. 20. Juli 1818 §. 38 — Lottner B. I. S. 513 — und R. vom 5. Mai 1828 — Lottner B. III. S. 229); b. der Kontrole der Staatspapiere von rechtskräftigen Amortisations-Erkenntnissen durch Uebersendung von Ausfertigungen (R. vom 25. März 1822; Lottner B. II. S. 237); c. der Militär-Wittwenkassen-Abtheilung im Kriegs-Ministerium von rechtskräftigen Ehescheidungen der Offiziere (R. vom 22. Februar 2834 — Lottner B. IV. S. 30); d. des Justiz-Ministeriums von der Einführung, dem Gange und der Entscheidung der das Staats-Interesse betreffenden Prozeß-Sachen (Beschluß vom 4. November 1801 — 13. Brümär X — Art. 5; Hdb. IV. S. 268; R. vom 5. Juni 1832 — Lottner B. 3 S. 474); 3. Oeffentliche Bekanntmachungen der Erkenntnisse in Abwesenheiterklärungssachen (C. G. B. Art. 118); 4. Antrag auf Eröffnung der Testamente Abwesender (C. G. B. Art. 123); 5. Pflichten bei der provisorischen Besitzeinweisung in das Vermögen derselben (C. G. B. Art. 126); 6. bei Rektifikationen und Ergänzungen der Personenstands-Register (C. G. B. Art. 49, 99; St. R. G. vom 3. Januar 1802 — 13. Nivos X; Hdb. IV. S. 276; vom 3. November 1802 — 12. Brümär XI; Hdb. IV. S. 420; vom 4. März 1808 — Hdb. V. S. 328 — und vom 30. März 1808 — Hdb. V. S. 359); 7. Verrichtungen in Ehe-Dispensations-Sachen (C. G. B. Art. 145, 164, 169 verb. mit Beschl. vom 9. Juni 1803 — 20. Prärial XI; Hdb. IV. S. 470 und der N. 1 das. angeführten Bestimmungen); 8. bei Ausübung des elterlichen Züchtigungsrechtes (C. G. B. Art. 377, 381, 382); 9. in Vormundschaftssachen bei beabsichtigter Schließung von Vergleichen (C. G. B. Art. 467, 509); 10. in Verlassenschaftssachen bei der Siegelung und Entsiegelung (C. G. B. Art. 819; C. Pr. O. Art. 911, 930); 11. bei Legalhypotheken gegen Vormünder und Ehefrauen (C. G. B. Art. 2135, 2138, 2194); 12. bei vorläufiger Aufnahme von Gemüthskranken in Irrenanstalten (R. vom 13. Dezember 1827 — Lottner B. III. S. 165; R. vom 25. März 1828; S. 224 a. a. O.).

## §. 120.

### 6. Exekutivfunktionen.

Gesetz vom 20. April 1810 Art. 46 (Hdb. V. S. 501).

Gesetz vom 24. August 1790 Tit. VIII. Art. 5 (Hdb. I. S. 276).

Insbesondere bei Vollstreckung der Urtheile altländischer Gerichte.

Publ. vom 30. Juni 1817 (Lottner B. I. S. 469) und Instr. vom 23. August 1834 (B. IV. S. 141 a. a. O.).

R. vom 16. September 1837 (Lottner B. VI. S. 304).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## C. Wirksamkeit in Strafsachen. [1])

### §. 121.

1. Geschichte der Gesetzgebung.

I. Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. VIII. Art. 4 (Hdb. IV. S. 276). Trennung der Funktionen des Ministère public von denen der Accusateurs publics.

II. Dekret vom 20. Oktober 1792 (Hdb. II. S. 300 Nr. 2 unter 2). Vereinigung beider Funktionen.

III. Gesetz vom 22. August 1795 (5. Fruktidor III; Art. 234, 245, 248; Hdb. III. S. 167, 168). Neue Absonderung der Funktionen des Commissaire du pouvoir exécutif und des Accusateur public. Wirkungskreis des Letzteren.

Code des délits u. s. w. vom 25. Oktober 1795 (3. Brumâr IV; Hdb. III. S. 232). Art. 23, 149, 191, 192, 278—283. Funktionen des Accusateur public. Art. 153, 162. Funktionen des Commissaire du pouvoir exécutif bei den Polizei-Gerichten: Art. 186, 191, 192. Funktionen bei den Korrektions-Gerichten: Art. 221, 222, 264, 292—296, 444. Funktionen bei den Kriminal-Gerichten.

IV. Gesetz vom 13. Dezember 1799 (22. Frimâr VIII) Art. 63 (Hdb. IV. S. 116 in der Note). Wiederübertragung der Funktionen des Accusateur public auf den Commissaire du gouvernement.

### §. 122.

2. Heutiges Recht.

a. Wirksamkeit im Allgemeinen. [2])

Kr. Pr. O. Art. 1, 22, 28, 47, 53, 61, 64, 70, 133, 145, 165, 177, 182, 197, 202, 205, 216, 217, 238, 241, 271—276, 284, 287, 306, 315, 335, 355, 361, 362, 376, 408, 410, 413, 418, 439, 441, 445, 472, 473, 479, 480, 486, 487, 491, 499.

### §. 123.

b. Konkurrenz der Staatsanwaltschaft bei Verfolgung strafbarer Handlungen mit anderen Personen.

I. In Polizei- und Korrektions-Sachen mit Civil-Betheiligten. Kr. Pr. O. Art. 145, 182 verb. mit Art. 161 und 189. [3])

1) *De Vaulx* in Zeitschr. f. R. W. d. Ausl. B. 7 S. 250. Ueber den Werth der Staatsanwaltschaft in Strafsachen vergl. die Erörterungen in: Frh. v. Zuhein Zeitschr. f. Theorie u. Prax. d. Baierischen Civ.-, Krim.- u. öff. Rechts. B. 2 S. 62; B. 3 S. 224. Temme in: Mannkopf Jahrb. f. d. Krim. Rechtspflege B. 1 S. 527.

2) Niederrh. Arch. B. 4 S. 58.

3) Vergl. *Rauter* in Zeitschr. B. 7 S. 252.

II. In Forst-Kontraventions-Sachen mit den Forstverwaltungsbehörden. Kr. Pr. O. Art. 19.
III. In Falliments-Sachen (H. G. B. Art. 588).

## §. 124.

c. Ausschluß der Verfolgung durch die Staatsanwaltschaft.

I. Bei Ehebruch (Str. G. B. Art. 336, 337, 339).
II. Bei Entführungen (Str. G. B. Art. 357).
III. Bei Injurien, wenn der Beleidigte auf Bestrafung verzichtet (A. K. O. v. 20. Dezember 1834; Lottner B. IV. S. 204).
IV. Bei Dienstvergehen der Verwaltungsbeamten ohne Antrag der vorgesetzten Dienstbehörde (Ress. Regl. vom 20. Juli 1818 §. 36; Lottner B. I. S. 513).
V. In Rheinschifffahrts-Kontraventions-Sachen durch die Fiskäle bei den Rheinzollgerichten (Verordn. vom 30. Juni 1834 §. 5; Lottner B. IV. S. 90).

## §. 125.

d. Verfahren bei Denunciationen.

I. Aufnahme derselben (Kr. Pr. O. Art. 31, 48, 51, 275).
II. Prüfung derselben und weitere Veranlassung (Kr. Pr. O. Art. 52, 53, 274, 275).
III. Pflicht zur Benennung des Denuncianten nach erfolgter Freisprechung (Kr. Pr. O. Art. 358 a. b.).

## §. 126.

e. Unmittelbares Einschreiten zu Konstatirung des Thatbestandes und zu Verhaftung der Schuldigen.

Kr. Pr. O. Art. 32—46, 464. Befugniß des Instruktions-Richters zur Vervollständigung der Konstatirungs-Verhandlungen (Kr. Pr. O. Art. 62 Abs. 2).

## §. 127.

f. Anträge auf Einleitung des Strafverfahrens.

I. Unmittelbare Beantragung durch den Generalprokurator (Kr. Pr. O. Art. 330, 479; Gesetz vom 20. April 1810 Art. 10, 18; Hdb. V. S. 496, 498; Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 4 — Hdb. V. S. 566).
II. Beantragung durch die Ober-Prokuratoren (Kr. Pr. O. Art. 22, 47, 53, 61, 274, 275). [1])
III. Berichterstattungen der Ober-Prokuratoren über vorkommende Straffälle: a. an den Generalprokurator (Kr. Pr. O. Art. 27);

1) Ueber die Verlassungen s. Kr. Pr. O. Art. 20, 29, 30, 31, 53, 61, 64, 160, 193, 214, 361, 379. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 11; Hdb. V. S. 496. Wegen Nichtverfolgung geringerer Thätlichkeiten von Amtswegen s. R. vom 21. Oktober 1837 — Lottner B. VI. S. 314.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

b. an den Justiz-Minister (R. vom 11. April 1832; Lottner B. III. S. 461). Insbesondere bei Untersuchungen gegen Justiz-Beamte (R. vom 2. Januar 1834; Lottner B. IV. S. 3).

## §. 128.

g. Thätigkeit während des Laufes der Untersuchung.

I. Sammlung der sich ergebenden Beweismittel und Mittheilung an den Instruktions-Richter unter Stellung der sachdienlichen Anträge (Kr. Pr. O. Art. 33 u. folg.; Art. 70).
II. Besorgung: a. der Zeugenvorladungen (Kr. Pr. O. Art. 72); b. der Versendung, Zustellung und des Vollzuges der sonstigen Verfügungen des Instruktions-Richters (Kr. Pr. O. Art. 28).
III. Periodische Berichterstattung der Ober-Prokuratoren an den Generalprokurator und Einschreiten des letzteren (Kr. Pr. O. Art. 249, 250).
IV. Nothwendigkeit der Vernehmung d. öff. M.: a. bei den Berichten der Instruktions-Richter an die Rathskammer (Kr. Pr. O. Art. 127); b. bei Erlassung von Haftbefehlen (Kr. Pr. O. Art. 94); c. bei Gesuchen um provisorische Freilassung Verhafteter gegen Kautions-Leistung (Kr. Pr. O. Art. 114, 117). Sicherstellung der Kaution (Kr. Pr. O. Art. 121). Pflichten bei Verwirkung derselben (Kr. Pr. O. Art. 122, 123).
V. Bekanntmachung von Steckbriefen (Ress. Regl. vom 20. Juli 1818 §. 30; Lottner B. I. S. 512; R. vom 25. September und 5. Oktober 1821; B. 2 S. 179 a. a. O.).

## §. 129.

h. Thätigkeit bei dem Schlusse der Untersuchung.

I. Schlußantrag zu dem Berichte des Instruktions-Richters an die Rathskammer (Kr. Pr. O. Art. 127).
II. Versendung der Akten nach Maaßgabe der Beschlüsse der Rathskammer: a. zu der Gerichtsschreiberei der kompetenten Gerichtsbehörde (Kr. Pr. O. Art. 132); b. bei krimineller Qualifikation an den Generalprokurator (Kr. Pr. O. Art. 133).

### 3. Funktionen bei den Verhandlungen vor dem erkennenden Richter.

## §. 130.

a. In Polizei-Sachen.

I. Bewirkung der Vorladungen: a. der Beschuldigten (Kr. Pr. O. Art. 145); b. der Zeugen (Kr. Pr. O. Art. 153).
II. Antrag auf vorläufige Ermittelungen (Kr. Pr. O. Art. 148).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

III. Anträge in Beziehung auf die zu vernehmenden Zeugen (Kr. Pr. O. Art. 156); insbesondere auf nicht erschienene (Kr. Pr. O. Art. 157).
IV. Vortrag und Anträge bei den Verhandlungen der Hauptsache (Kr. Pr. O. Art. 153).

## §. 131.

### b. In Korrektions-Sachen.

I. Erwirkung der Vorladungen (Kr. Pr. O. Art. 182). Vorladung mit Umgehung der Untersuchung durch den Instruktions-Richter. Cirk. des Just. Min. vom 30. Dezember 1812.
II. Thätigkeit zum Zwecke der Beweisführung (Kr. Pr. O. Art. 189).
III. Funktionen in der Gerichtssitzung (Kr. Pr. O. Art. 190, 210).

## §. 132.

### c. In Kriminal-Sachen.

#### α. Bei dem Anklageverfahren.

I. Anträge des Generalprokurators (Kr. Pr. O. Art. 217, 218, 230, 235, 238, 433). Zurückziehung nach übergebenem Antrage (Kr. Pr. O. Art. 222, 224).
II. Verfahren bei nicht erkannter Anklage (Kr. P. O. Art. 229, 230, 248).
III. Anklageschrift. a. Abfassung (Kr. Pr. O. Art. 241). b. Zustellung an den Angeklagten (Kr. Pr. O. Art. 242). c. Benachrichtigung der betreffenden Kommunal-Behörden von der erkannten Anklage (Kr. Pr. O. Art. 245).
IV. Einziehung und Abführung des Angeklagten zum Kriminal-Gefängnisse (Kr. Pr. O. Art. 243).

## §. 133.

#### β. Bei den Assisen.

I. Wahrnehmung der Funktionen durch den Ober-Prokurator oder die Substituten desselben (Kr. Pr. O. Art. 253). Befugniß des General-Prokurators zur unmittelbaren Uebernehmung derselben (Kr. Pr. O. Art. 284).
II. Antrag bei Anordnung der Verhandlungen: a. auf Prorogation (Kr. Pr. O. Art. 306); b. auf Verbindung konnexer Sachen (Kr. Pr. O. Art. 307); c. auf Trennung nicht konnexer (Kr. Pr. O. Art. 308). [1])
III. Vorbereitende Handlungen. a. Beaufsichtigung der vorgeschriebenen Mittheilungen an die Angeklagten (Kr. Pr. O. Art. 305). b. Vorladung der Zeugen und Benach-

1) Vergl. gegen diese Bestimmung: *Rauter* in: Zeitschr. B. 7 S. 259).

richtigung des Angeklagten von den wider denselben zu produzirenden Zeugen (Kr. Pr. O. Art. 315) so wie c. der Geschwornenliste (Kr. Pr. O. Art. 395).

IV. Funktionen in der Sitzung: a. Anwesenheit bei sämmtlichen Verhandlungen (Kr. Pr. O. Art. 273); b. Funktionen bei Bildung des Geschwornengerichtes (Kr. Pr. O. Art. 388, 399, 400, 401). c. Sorge für die Legalität des Verfahrens durch geeignete Anträge (Kr. Pr. O. Art. 276). Schriftliches Einreichen dieser Anträge (Kr. Pr. O. Art. 277). d. Einleitender Vortrag und Ueberreichen der Zeugenliste (Kr. Pr. O. Art. 315, 324). e. Recht der Fragestellung an die Zeugen und Angeklagten (Kr. Pr. O. Art. 319) [2]); f. Aufzeichnung erheblich erscheinender Erklärungen (Kr. Pr. O. Art. 328) und Entwickelung der Gründe für die Schuld oder Unschuld des Angeklagten (Kr. Pr. O. Art. 335; V. vom 27. Juni 1833; Lottner B. III. S. 654); g. Antrag nach gefälltem Ausspruche der Geschwornen: α. über die Strafanwendung (Kr. Pr. O. Art. 362); β. über Entschädigungsansprüche; insbesondere bei Denunciationen (Kr. Pr. O. Art. 358).

### 3. Funktionen nach erlassenem Erkenntnisse.

### §. 134.

#### a. Rechtsmittel.

I. Einspruch gegen die Entscheidungen der Rathskammer in Untersuchungssachen (Kr. Pr. O. Art. 135). [3])

II. Rekurs des Generalprokurators an den Anklage-Senat (Kr. Pr. O. Art. 250).

III. Appellation gegen die Urtheile in Korrektions-Sachen [4]) (Kr. Pr. O. Art. 202 unter 4 und 5; 205; H. G. B. Art. 591). Funktionen bei der Verhandlung in zweiter Instanz (Kr. Pr. O. Art. 287).

IV. Kassationsrekurs. S. unten §. 163 u. ff.

### §. 135.

#### b. Benachrichtigungen von dem Ausfalle der Entscheidung.

I. Mittheilungen an den Generalprokurator. a. Quartal-Auszüge in Polizei-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 178). b. Uebersendung der Auszüge in Korrektions-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 198).

2) Ueber die Befugnisse bei entstehendem Verdachte des Meineides s. Kr. Pr. O. Art. 330, 331.

3) Ueber die Ausdehnung dieses Art. durch die Praxis in Fällen, in welchen keine Freilassung verordnet wird s. *De Vaulx* in Zeitschr. B. 7 S. 281. Vergl. Kr. Pr. O. Art. 235, 250.

4) In Polizei-Sachen gestattet die Praxis dem öffentlichen Ministerium keine Appellation. Der Art. 172 der Kr. Pr. O. wird nur auf den Kondemnaten bezogen. *De Vaulx* a. a. O. S. 264.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Benachrichtigung: a. der Landwehr-Brigadekommandeurs von Straferkenntnissen gegen beurlaubte Landwehrmänner und Kriegs-Reservisten (A. Verordn. vom 22. Februar 1833 §. 9. Gesetzs. S. 29; R. vom 12. Juli 1822 — Lottner B. II. S. 277); b. der Kreislandräthe von Straferkenntnissen gegen Militärpflichtige (R. vom 12. August 1825 — Lottner B. II. S. 603 — und vom 18. August 1834 — B. IV. S. 138 a. a. O.); c. der Regierungen bei Untersuchungen gegen unmündige Verbrecher (R. vom 6. März 1826 — Lottner B. III. S. 17).

III. Einsendung der Urtheile in Untersuchungssachen gegen Beamte an den Justiz-Minister (Cirk. vom 15. November 1832 unter VI. — Lottner B. IV. S. 8; R. vom 3. Juni 1836 — Lottner B. V. S. 382).

## §. 136.

### c. Vollziehungshandlungen.

I. Betreiben der Vollziehung im Allgemeinen (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 46 — Hdb. V. S. 501; Kr. Pr. O. Art. 165, 197, 375, 472, 499; R. vom 14. Juni 1834 — Lottner B. IV. S. 86).

II. Einreichung der Akten mit Bericht und Aktenextrakt an den Justiz-Minister bei Urtheilen auf Todesstrafe oder auf lebenslängliche Einsperrung (R. v. 30. Juli 1819 — Lottner B. I. S. 584; R. v. 8. Februar 1820 — B. II. S. 11 a. a. O.; R. v. 30. Juli 1821 — S. 154 a. a. O.; R. v. 4. November 1831 — Lottner B. III. S. 405).

III. Gegenwart bei Vollstreckung der Todesstrafe (R. vom 26. April 1824 — Lottner B. II. S. 487). Verfahren bei der Vollstreckung (R. vom 28. April 1824; Lottner B. II. S. 487).

IV. Besondere Vorschriften bei der Vollstreckung von Freiheitsstrafen. a. Bei Ablieferung verurtheilter Landwehrmänner zur Festung (R. vom 8. November 1824 — Lottner B. II. S. 532; R. vom 18. März 1825 — B. II. S. 580 a. a. O.); b. bei Vollstreckung der Festungs-Arrest-Strafe gegen unvermögende Verurtheilte (R. vom 6. Dezember 1824 — Lottner B. II. S. 536).

V. Veranlassung der Einstellung der Gehaltszahlungen an kassirte Beamte (R. vom 23. August 1838 — Lottner B. VI. S. 575).

VI. Pflichten bei Kontrolirung und Einziehung der Kriminal-Kosten (Dekr. vom 18. Juni 1811 — Hdb. V. S. 709 — Art. 57, 83, 101, 110, 111, 140, 141).

VII. Vernehmung über Rehabilitations-Gesuche Verurtheilter (Kr. Pr. O. Art. 622—629).

VIII. Verfahren bei Remission der Gnadengesuche an die Ober-Prokuratoren (R. v. 27. Dezember 1838; Lottner B. VI. S. 670).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 137.

### 5. Einwirkung auf die in den Formen der altländischen Gesetze zu behandelnden Strafsachen.

Rescript vom 16. April 1821 (Lottner B. II. S. 103). Gegenstände und Zwecke der Einwirkung überhaupt.

Rescr. vom 7. Mai 1821 (Lottner B. II. S. 108). Einwirkung bei Einleitung der Untersuchung u. s. w.

Rescr. vom 27. Dezember 1834 Nr. 2 und 5 (Lottner B. IV. S. 206) und Rescr. vom 21. Oktober 1837 (Lottner B. VI. S. 313) verb. mit Rescr. vom 19. Juli 1838 (Lottner B. VI. S. 557). Anträge wegen der Einleitungsform der Untersuchung. [1])

Rescr. vom 13. Januar 1838 (Lottner B. VI. S. 397). Beschaffenheit der dem öff. Minist. zustehenden Kontrole der Untersuchungsführung.

Rescr. vom 26. April 1838 (Lottner B. VI. S. 642). Einwirkung in den wegen Aufruhrs oder Tumultes eingeleiteten Untersuchungen.

## §. 138.

### 6. Rechtsmittel.

Rescr. vom 7. August 1821 (Lottner B. II. S. 165). Unzulässigkeit der Berufung gegen freisprechende oder zu gelinde Erkenntnisse.

Rescr. vom 6. Mai 1836 (Lottner B. V. S. 371). Aggravations-Gesuche.

# D. Thätigkeit in allgemeinen Justiz-Verwaltungsangelegenheiten.

## §. 139.

### 1. Obliegenheiten in Beziehung auf die Aufrechterhaltung der Gesetze und Verordnungen überhaupt.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 79 (Hdb. V. S. 355). Bemerkungen des Generalprokurators und der Ober-Prokuratoren über die Beobachtung der Gesetze und Verordnungen. Anträge auf Konvokation von Plenar-Versammlungen. Art. 88. Theilnahme an Berathschlagungen der Gerichte über die Geschäftsordnung und den innern Dienst (Hdb. V. S. 356). [2])

1) Die durch Nr. 2 dieses Rescriptes eingeführte Präsidialkontrole ist wieder aufgehoben durch V. vom 3. Juli 1839 (Just. Min. Bl. S. 246). Auch der unter 4 des angeführten Rescriptes vorgeschriebene Schlußantrag soll nach V. vom 3. Mai 1839 (Just. Min. Bl. S. 180) in der Regel wegfallen.

2) Vergl. Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 62, 66 (Hdb. V. S. 584).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Rescr. vom 14. Mai 1824 (Lottner B. II. S. 497). Periodische Visitations-Reisen.

Rescr. vom 1. März 1833 (Lottner B. III. S. 591). Jährlicher Bericht des Generalprokurators in der Plenar-Sitzung des Appellations-Gerichtshofes über den Zustand der Justiz-Verwaltung. [1])

§. 140.

2. Geschäftstabellen.

Rescr. vom 8. Januar 1821 (Lottner B. II. S. 73); vom 9. April 1821 (S. 103 a. a. O.) und R. vom 30. Oktober 1824 (Lottner B. II. S. 531) verb. mit R. vom 29. September 1837 (Lottner B. V. S. 307). Einzureichende Prozeß-Tabellen.

Rescr. vom 15. Juni 1817 (Lottner B. I. S. 466). Einreichung der Tabellen über die Vergleichsversuche durch das öff. Minist. an den Justiz-Minister.

Rescr. vom 29. Mai 1838 (Lottner B. VI. S. 484). Register der zur Anzeige kommenden Kontraventionen bei den Polizei-Gerichten.

§. 141.

3. Bekanntmachung der angeordneten Assisen.

Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 88, 89 (Hdb. V. S. 587).

§. 142.

4. Spezielle Gegenstände der Aufsichtsführung. [2])

I. Aufsicht über die Hülfsbeamten der gerichtlichen Polizei (Kr. Pr. O. Art. 56, 279, 289).

II. Aufsicht über die Friedensrichter im Allgemeinen (R. vom 14. Mai 1824 — Lottner B. II. S. 499) und insbesondere bei Führung der Einregistrirungs-Register (R. vom 22. November 1824 — Lottner B. II. S. 534). [3])

III. Kontrole der regelmäßigen Führung und Vollziehung der Audienzprotokolle (C. Pr. O. Art. 140; Kr. Pr. O. Art. 196, 370).

IV. Aufsicht über die Führung der Personenstands-Register (Publ. vom 17. Mai 1817 — Lottner B. I. S. 460; R. v. 14. Mai 1824 — Lottner B. II. S. 497; R. v. 23. Januar 1826 — Lottner B. III. S. 13).

V. Revision der Notariatrepertorien und Urkunden (R. v. 15. August 1825 — Lottner B. II. S. 604).

1) Vergl. Gesetz vom 20. April 1810 Art. 8 (Hdb. V. S. 496).

2) Ueber die Obliegenheiten in Anstellungs- und sonstigen Personal-Sachen s. Abschn. 9, und in dem förmlichen Disciplinar-Verfahren s. Abschn. 10 dieser Uebersicht.

3) Wegen der Aufsicht auf die Rheinzollgerichte s. R. vom 20. November 1835 (Lottner B. V. S. 259).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

VI. Aufsicht auf die Maisons de réfuge (Dekr. vom 26. Dezember 1810 Art. 13; Hdb. V. S. 654).

### 5. Korrespondenz und Requisitionen. [3]

### §. 143.

a. In dem Verhältnisse zu inländischen Gerichtsbehörden außer dem Bezirke des Appellations-Gerichtshofes.

R. vom 4. Juni 1824 (Lottner B. II. S. 507) verb. mit R. vom 31. Oktober und 25. November 1832 (Lottner B. III. S. 557). Requisitionen altländischer Gerichte.

R. vom 9. Mai 1823 und 30. August 1827 (Lottner B. III. S. 142) verb. mit R. vom 19. Oktober 1827 (S. 154 a. a. O.) und vom 3. November 1827 (S. 157 a. a. O.). Publ. vom 9. Januar 1835 (Lottner B. V. S. 43). Insinuation und Zustellung von Vorladungen an außerhalb der Rheinprovinzen wohnende Unterthanen.

R. vom 24. August 1836 (Lottner B. V. S. 440). Anwendung auf Vorladungen in Alimentations- und Schwängerungssachen.

R. vom 21. Februar 1815 (Lottner B. I. S. 464); vom 30. Juni 1817 (S. 470 a. a. O.) und vom 5. Dezember 1832 B. III. S. 555 a. a. O.). Einziehung altländischer Gerichtskosten.

### §. 144.

b. In dem Verhältnisse zu dem Auslande.

R. vom 20. März 1835 (Lottner B. V. S. 96). Vorschriften zur Verminderung der Porto-Auslagen bei Insinuation gerichtlicher Akte an Ausländer.

R. vom 10. Dezember 1834 (Lottner B. IV. S. 186). Unmittelbare Korrespondenz der Ober-Prokuratoren mit den Behörden deutscher Bundesstaaten, mit welchen Uebereinkünfte wegen der Requisitionen bestehen.

A. K. O. vom 21. Juni 1836 (Lottner B. V. S. 407) verb. mit A. K. O. vom 4. Juni 1828 (S. 14 a. a. O.). Verfahren bei Insinuation diesseitiger gerichtlicher Verfügungen in dem Auslande bei verweigerter Annahme und Beförderung.

R. vom 23. Juni 1821, 27. August und 4. September 1825 (Lottner B. II. S. 608). Insinuation der Vorladungen an ausländische Zoll- und Steuer-Kontravenienten.

R. vom 27. März und 19. Mai 1828 (Lottner B. III. S. 525). Bestreitung des Kostenaufwandes der in dem Auslande zu bewirkenden Insinuationen.

3) Vergl. oben §. 128 unter 2.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

R. vom 10. Oktober 1836 (Lottner B. V. S. 474). Präzision in Angabe der Namen und Adressen der Personen, an welche Insinuationen geschehen sollen.

c. Besondere Verhältnisse:

§. 145.

α. Mit deutschen Bundesstaaten:

mit Baden und Baiern (R. vom 4. und 27. Oktober und 14. September 1819 — Lottner B. I. S. 626; R. vom 17. Januar 1820 — B. II. S. 5 a. a. O.);

mit Frankfurt und Hessen-Homburg (R. vom 12. und 31. Januar 1821 — Lottner B. II. S. 83; vom 9. und 15. Februar 1821 — S. 89 a. a. O.);

mit Nassau (R. vom 19. Juni 1820 — Lottner B. II. S. 41);

mit Oldenburg (Verordn. vom 29. April und R. vom 9. Juni 1820 — Lottner B. II. S. 33);

mit Rheinhessen (R. vom 11. Mai 1837 — Lottner B. VI. S. 191);

mit Waldeck (R. vom 25. Februar 1827 — Lottner B. III. S. 100);

mit Würtemberg (R. vom 20. Januar 1838 — Lottner B. VI. S. 399).

§. 146.

β. Mit nichtdeutschen Staaten.

mit Belgien (R. vom 31. Januar 1834 — Lottner B. IV. S. 14; R. vom 27. Februar 1835 — B. V. S. 83 a. a. O.; R. vom 21. Mai 1836 — S. 374 a. a. O.);

mit Frankreich (A. K. O. vom 4. Juni 1828 unter 1 — Lottner B. V. S. 14; R. vom 13. Juni 1836 — S. 397 a. a. O.; R. vom 2. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 12);

mit Großbrittanien (A. K. O. vom 4. Juni 1828 unter 2 — Lottner B. V. S. 15; R. vom 19. Oktober 1832 — Lottner B. III. S. 524).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# Sechster Abschnitt.

# Revisions- und Kassations-Hof. [1])

## I. Hauptgesetze.

### A. Französische.

§. 147.

1. Aeltere.

Ordonnance du mois d'août 1737 concernant les évocations et les règlemens de juges [2]).

Règlement du 28 juin 1738, concernant la procédure du conseil [3]).

§. 148.

2. Gesetzgebung seit 1790.

Gesetz vom 1. Dezember 1790 (Hdb. I. S. 404). Errichtung des Kassationstribunals. Bestimmung der Attributionen desselben.

Gesetz vom 24. Oktober 1795 (2. Brûmâr IV; Hdb. III. S. 224). Einrichtung des Kassationstribunals. Verfahren vor demselben.

Gesetz vom 18. März 1800 (27. Ventos VIII; Hdb. IV. S. 134) Tit. VI. Bildung und innere Organisation des K. Tribunals. Kassations-Gründe u. s. w. Dienst-Reglement vom 24. Mai 1800 (4. Prârial VIII; Hdb. IV. S. 153).

Senatuskonsult vom 4. August 1802 (16. Thermidor X; Hdb. IV. S. 414). Art. 82. Disciplinar-Befugnisse des K. Tr.

Senatuskonsult vom 18. Mai 1804 (28. Floreal XII; Hdb. IV. S. 528) Art. 136. Annahme der Benennung *cour* de cassation.

Kr. Pr. Ord. B. 2 Tit. III. Kap. 2. Kassationsrekurs in Strafsachen.

1) *Lavaux* Manuel du tribunal de cassation. Paris an VI. 12. *Idem* Exposition de l'esprit des lois, conc. la cassation en matière civile. Paris 1809. 12. *Godard de Saponay* Manuel de la cour de cassation. Paris 1831. 8. *Carré* les lois de l'organisation etc. (ed. Brux.) T. V. p. 202—292. — C. v. B (reuning) üb. d. Cassationsinstanz u. das Rechtsmittel der Cassation in der Gesetzgbg. d. Rheinlande. Cobl. (b. Hölscher) 1820. gr. 8.

2) Im Auszuge Hdb. I. S. 99; vollständig nach Réc. gén. des anc. lois T. XXII. p. 33 als Beilage A.

3) Im Auszuge Hdb. I. S. 104; vollständig nach Réc. gén. T. XXII. p. 42 als Beilage B. Vergl. *Carré* a. a. O. T. V. p. 253.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Gesetz vom 16. September 1807 (Hdb. V. S. 287). Einholung einer authentischen Interpretation durch den Kassations-Hof.

## B. Intermediäre Verordnungen für die okkupirten Landestheile.

### §. 149.

#### 1. Für die belgischen Departemente.

Civil-Gerichtsordnung vom 23. November 1795 (2. Frimär IV; Hdb. VI. S. 74) §. IV.

Beschluß vom 26. Januar 1797 (7. Plüvios V; Hdb. VI. S. 125).

### §. 150.

#### 2. Für die rheinischen Departemente.

I. Civil-Gerichtsordnung vom 23. Januar 1798 (4. Plüvios VI) §. XII; Hdb. VI. S. 548.

II. Beschluß des directoire exécutif wegen Errichtung eines Revisionstribunals zu Trier als Kassationsinstanz vom 7. September 1799 (21. Fruktidor VII); 28. September 1799 (6. Vendemiär VIII) und 30. September 1799 (8. Vendemiär VIII). Beschluß des Gouv.-Komm. vom 12. Oktober 1799 (20. Vendemiär VIII; Hdb. VI. S. 810).

Beschluß vom 22. Dezember 1799 (1. Nivos VIII; Hdb. VI. S. 817) die Restitutions-Gesuche in Civil-Sachen betr.

III. Beschluß vom 1. September 1802 (14. Fruktidor X; Hdb. VI. S. 909). Aufhebung des Revisionstribunals zu Trier. Ausdehnung der Jurisdiktion des Kassationstribunals auf die rheinischen Departemente.

### §. 151.

## C. Großherzogthum Berg.

Justizorganisationsdekret vom 17. Dezember 1811 Tit. XI. (Hdb. VII. S. 103).

## D. Anordnungen aus der Zeit der provisorischen Verwaltungen.

### §. 152.

#### 1. Generalgouvernement Berg.

Verordnung vom 11. und 22. Februar 1814 (Lottner B. I. S. 17). Errichtung eines Kassations-Hofes zu Düsseldorf für die Bezirke der Tribunale erster Instanz zu Düsseldorf, Mülheim u. s. w. verb. mit der ergänzenden Verordnung vom 3. Juli 1814 (Lottner B. I. S. 67).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 153.

2. Generalgouvernemente vom Mittel- und Nieder-Rheine.

a. Mittelrhein.

Verordnung vom 6. Mai 1814 (Lottner B. I. S. 99). Errichtung eines Revisions-Hofes zu Koblenz.

b. Niederrhein.

Verordnung vom 28. April 1814 (Lottner B. I. S. 124). Verweisung der Cassationsrekurse in den französischen Sachen an ein in dem obersten Gerichtshofe zu Lüttich gebildetes Kassations-Gericht, und der deutschen Sachen an den Kassations-Hof zu Düsseldorf.

c. Vereinigtes Generalgouvernement.

Verordnung vom 20. Juli 1814 (Lottner B. I. S. 149). Verfahren bei dem Kassationsrekurs in Civil-Sachen.

Verordnung vom 12. September 1814 unter XIX (Lottner B. I. S. 171). Ausdehnung der Wirksamkeit des Revisions-Hofes zu Koblenz auf das ganze Generalgouvernement. [1])

d. Oesterreichisch-baierisches Gouvernement.

I. Verordnung vom 24. September 1814 §. 3 (Lottner B. I. S. 288). Aufhören der Wirksamkeit des Revisions-Gerichtes zu Koblenz für den Administrations-Bezirk.

Verordnung vom 20. Oktober 1814 (Lottner B. I. S. 298). Bildung einer Revisions-Kammer in dem Appellations-Hofe zu Trier.

II. Verordnung vom 27. Juni 1815 §. 13 (Lottner B. I S. 218). Uebergang der Kassations-Sachen von der Revisions-Kammer zu Trier an das Revisions-Gericht zu Koblenz.

III. Verordnung vom 27. Juli 1815 §§. 1, 5 (Lottner B. I. S. 323) und vom 22. August 1815 §. 6 (Lottner B. I. S. 327). Revisionskommission in dem Appellations-Hofe zu Kaiserslautern für den Rest des Administrations-Bezirkes.

e. Heutige Einrichtung.

Vergl. oben §. 28.

## II. Kassationsrekurs.

### A. In Civil-Sachen.

§. 154.

1. Gegenstände.

Gesetz vom 2. Brümär IV Art. 14 (Hdb. III. S. 225).
C. Pr. O. Art. 1028 (Schiedsrichterliche Erkenntnisse).

1) Vergl. d unter II.

§. 155.

2. Gründe.

a. Bei friedensrichterlichen Erkenntnissen.

Gesetz vom 27. Ventos VIII Art. 77 (Hdb. IV. S. 139).

b. Bei Urtheilen der Gerichtshöfe.

Gesetz vom 1. Dezember 1790 Art. 3 (Hdb. I. S. 404).
Gesetz vom 24. März 1794 (4. Germinal II; Hdb. II. S. 576).
Gesetz vom 27. Dezember 1796 (7. Nivos V.; Hdb. III. S. 456).
Gesetz vom 13. Dezember 1799 (22. Frimär VIII) Art. 66; Hdb. IV. S. 117 in der Note. [1])
C. Pr. O. Art. 1030.
Gesetz vom 20. April 1810 Art. 7 (Hdb. V. S. 495).
C. Pr. O. Art. 504 (Contrariétés des jugemens).

§. 156.

3. Einlegungsfrist.

Gesetz vom 21. November 1793 (1. Frimär II; Hdb. II. S. 493).
Gesetz vom 2. September 1793 (Berechnung für Abwesende zur See; Hdb. II. S. 447).

§. 157.

4. Ausschluß der Suspensiv-Kraft.

Gesetz vom 1. Dezember 1790 Art. 16 (Hdb. I. S. 406).

**Modifikationen.**

a. In Ehescheidungssachen.

C. G. B. Art. 265.

b. Bei Verurtheilung Königlicher Kassen.

Gesetz vom 16. Juli 1793 (Hdb. II. S. 371).

c. Bei der Entscheidung auf Fälschungsklagen.

C. Pr. O. Art. 240.

§. 158.

5. Sukkumbenz-Strafe.

Reglement von 1738 Th. I. Tit. 4 Art. 5 (Hdb. I. S. 104).
Gesetz vom 4. November 1796 (14. Brümär V; Hdb. III. S. 432).

**Ausnahmen.**

Gesetz vom 2. Brümär IV. Art. 17 (Hdb. III. S. 226). Deposition und Zurückgabe.
Bekanntmachung des ersten Gen.-Adv. d. A.-G.-H. vom 10. Januar 1820 (Lottner B. II. S. 4).

1) Ueber den Unterschied der Worte: „contravention expresse *au texte* de la loi" und „c. expr. à la loi" s. *Carré* T. V. p. 109 suiv.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 159.

6. Introduktion des Rekurses.

Reglement von 1738 Th. I. Tit. 4 Art. 1, 4, 5 (Hdb. I. S. 104).
Gesetz vom 24. Oktober 1795 (2. Brúmár IV) Art. 17 (Hdb. III. S. 226).
Verordnung vom 3. Juli 1814 Art. 4 (Lottner B. I. S. 68) und Verordnung vom 20. Juli 1814 Art. 4 (Lottner B. I. S. 149).
Verordnung vom 6. Mai 1814 (Aufhebung des nach: Gesetz vom 1. Dezember 1790 Art. 5 — Hdb. I. S. 405 — und Gesetz vom 27. Ventos VIII Art. 60 — Hdb. IV. S. 138) erforderlichen Zulassungsurtheiles (Lottner B. I. S. 100).

§. 160.

7. Einleitende Verhandlungen.

Gesetz vom 2. Brúmár IV Art. 16, 18 (Hdb. III. S. 225).
Verordnung vom 3. Juli 1814 Art. 5, 6 (Lottner B. I. S. 68).

§. 161.

8. Sitzungsverhandlung.

Gesetz vom 2. Brúmár IV Art. 19, 21 (Hdb. III. S. 226).

§. 162.

9. Urtheil.

Verordnung vom 6. Mai 1814 Art. 3—5 (Lottner B. I. S. 100).
A. K. O. vom 8. Juli 1834 (Gesetzs. S. 89).
Vergl. unten §.

## B. In Strafsachen.

§. 163.

1. Rekurs-Berechtigte.

a. Verurtheilte.

Kr. Pr. O. Art. 177, 216, 408—410.

Ausschluß der in Kontumaziam verurtheilten Angeklagten.

Kr. Pr. O. Art. 473.

b. Civil-Betheiligte.

Kr. Pr. O. Art. 177, 216, 418, 473.

c. Rekurs von Staatswegen.

Kr. Pr. O. Art. 177, 216, 408—410, 473.
Beschluß vom 16. Januar 1797 (27. Nivos V; Hdb. III. S. 459).
R. vom 31. Januar 1834 (Lottner B. IV. S. 15). Prüfung der von dem öff. Min. bei den Polizeigerichten eingelegten Rekurse.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 164.

2. Gegenstände.

Kr. Pr. O. Art. 177, 216, 408, 409, 410 Abs. 2, 412, 413, 473.

§. 165.

3. Gründe.

Gesetz vom 1. Dezember 1790 Art. 3 (Hdb. I. S. 404).
Beschluß vom 16. Januar 1796 (27. Nivos V; Hdb. III. S. 459).
Gesetz vom 29. April 1806 (Hdb. V. S. 75).
Kr. Pr. O. Art. 408, 410, 411, 412, 413.

Insbesondere:

a. bei Versetzung in den Anklagestand:

Kr. Pr. O. Art. 299;

b. für die Civilpartei:

Kr. Pr. O. Art. 412.

§. 166.

4. Rekurs-Frist.

Kr. Pr. O. Art. 177 Abs. 2, 373, 374.

§. 167.

5. Einlegungsform.

Kr. Pr. O. Art. 300, 417—419.
R. vom 10. März 1821 wegen Einsendung der Kassations-Gesuche und Untersuchungsakten an den Generalprokurator des Kassations-Hofes (Lottner B. II. S. 96).

§. 168.

6. Suspensiveffekt.

Kr. Pr. O. Art. 301, 375.

§. 169.

7. Sukkumbenz-Gelder.

Gesetz vom 4. November 1796 (14. Brümär V; Hdb. III. S. 432).
Kr. Pr. O. Art. 419, 420.

§. 170.

8. Bedingung der Annehmbarkeit bei Personen, welche zu Freiheitstrafen verurtheilt sind.

Kr. Pr. O. Art. 421.

§. 171.

9. Verfahren.

Kr. Pr. O. Art. 418, 422—425.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 172.

10. Erkenntniß.

Kr. Pr. O. Art. 425, 426.

Insbesondere:

a. bei Verwerfung des Rekurses:

Kr. Pr. O. Art. 436—439;

b. bei Kassirung des angegriffenen Urtheiles:

Kr. Pr. O. Art. 427—435, 440.
Verordnung vom 27. Dezember 1838 (Just. Min. Bl. S. 21). Remission der Akten und Erkenntnisse an die Ober-Prokutoren.

§. 173.

## C. Kassationsrekurs zur Aufrechterhaltung des Grundsatzes (dans l'intérêt de la loi).

Gesetz vom 1. Dezember 1790 Art. 25 (Hdb. I. S. 407).
Gesetz vom 27. Ventos VIII Art. 80 und folg. (Hdb. IV. S. 139).
Kr. Pr. O. Art. 409, 442, 443.
Cirk. vom 25. Dezember 1838 (Just. Min. Bl. S. 54). Anwendung bei kleineren Unrichtigkeiten in der erkannten Strafe.

Insbesondre Rekurs gegen gerichtliche Handlungen ohne Unterschied der Form, welche als Ueberschreitung der Amtsbefugnisse erscheinen.

Gesetz vom 13. Dezember 1799 (21. Frimär VIII) Art. 74 Hdb. IV. S. 117 in d. N.)
Gesetz vom 27. Ventos VIII Art. 80.

§. 174.

## D. Einschreibung kassirender Urtheile in die Urtheilsbücher des kassirenden Gerichtes. Bekanntmachung derselben.

Gesetz vom 27. Ventos VIII Art. 85 (Hdb. IV. S. 140).

# III. Anweisung eines außerordentlichen Gerichtsstandes.

§. 175.

## A. Renvoi pour cause de sûreté public ou de suspicion légitime.

Gesetz vom 22. Frimär VIII Art. 65 (Hdb. IV. S. 116 in der Note).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Gesetz vom 27. Ventos VIII Art. 79 (Hdb. IV. S. 139). Kr. Pr. O. Art. 542—543.

§. 176.

**B. Anweisung des Gerichtsstandes bei nicht amtlichen Vergehen der Mitglieder des Appellations-Gerichtshofes und der Beamten des öffentlichen Ministeriums bei demselben.**

Kr. Pr. O. Art. 481, 482.

§. 177.

## IV. Kompetenzregulirung (Règlement de juges).

Kr. Pr. O. Art. 526, 527 und Urth. vom 10. März 1824 (Arch. f. C. u. Cr. R. B. VI. Abth. 2 S. 55).

§. 178.

## V. Syndikats-Klagen (prises à partie).

Gesetz vom 22. Frimär VIII Art. 65 (Hdb. IV. S. 166 in der Note).
C. Pr. O. Art. 509 Abs. 1. [1])

§. 179.

## VI. Disciplinar-Befugnisse.

Senatuskonsult vom 16. Thermidor X Art. 82 (Hdb. IV. S. 415). [2])

1) Die haute cour impériale, an welche das Senatuskonsult vom 28. Floreal XII Art. 101 und C. Pr. O. Art. 509 Abs. 1 diese Fälle verwies, ist nicht organisirt worden.

2) Die Art. 485—503 der Kr. Pr. O. erledigen sich durch die A. K. O. vom 6. März 1821 (Gesetzs. S. 30) und die Deklaration vom 2. August 1834 (Gesetzs. S. 148).

# Siebenter Abschnitt.

# Geschäftsordnung.

## I. Für die Friedensgerichte.

### §. 180.

### A. In Civil-Sachen.

1. Zeit und Ort der Civil-Gerichtssitzungen (C. Pr. O. Art. 8).
2. Aufrechthaltung der Ordnung in denselben (C. G. O. Art. 11, 12).
3. Fällung der Erkenntnisse (C. Pr. O. Art. 13, 15).
4. Audienzprotokolle (C. Pr. O. Art. 18, 30).
5. Verfahren bei dem Sühneversuche (C. Pr. O. Art. 54, 58).

### §. 181.

### B. In Polizeikontraventions-Sachen.

1. Polizei-Gerichtssitzungen (Kr. Pr. O. Art. 141, 142).
2. Verfahren in der Sitzung und Urtheil (Kr. Pr. O. Art. 153, 163, 164).

### §. 182.

### C. In Vormundschaftssachen.

1. Kontrolirung der angezeigten Bevormundungsfälle. Publ. v. 10. Oktober 1835 §. 3 (Lottner B. V. S. 235).
2. Konvokation der Familienräthe. Abhaltung der vormundschaftlichen Verhandlungen (C. G. B. Art. 411, 415, 416; R. v. 10. Juni 1836; Lottner B. V. S. 389). Bestellungen durch die Gerichtsvollzieher (R. vom 4. September 1835 unter 2; Lottner B. V. S. 205).
3. Aushändigung des Formulars zu dem Inventarium an die Vormünder (R. v. 27. Mai 1837; Lottner B. VI. S. 218).
4. Verfahren bei Abnahme der periodischen Verwaltungsübersichten (R. v. 4. September 1835 unter 5; Lottner B. V. S. 206; Publ. v. 10. Oktober 1835; S. 237 a. a. O.).
5. Anlegung und Führung der Vormundschaftsakten (Publ. v. 10. Oktober 1835 §. 29; Lottner B. V. S. 239). Hülfeleistung der Gerichtsschreiber bei Führung der Korrespondenz. Einrichtung der Akten u. s. w. (§. 17 a. a. O.; R. v. 4. September 1835 unter 4; Lottner B. V. S. 206); R. vom 15. Oktober 1836 unter 2 und 3 (S. 475 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 183.

## D. Geschäfts-Kontrolen.

1. Jahrestabellen über die friedensrichterlichen Geschäfte (R. v. 29. September 1837 Schema VIII (Lottner B. VI. S. 307).
2. Quartal-Tabellen über die Vergleichsversuche (R. v. 15. Juni 1817; Lottner B. I. S. 466).
3. Anzeige-Register der Sterbefälle. Vormundschafts-Register (R. v. 4. September 1835 unter 1; Lottner B. V. S. 205, 210; Publ. v. 10. Oktober 1835 §. 16; S. 238 a. a. O.; R. v. 24. September 1836; S. 458 a. a. O.). Namensverzeichniß zu den V.-Registern (R. v. 6. November 1835; S. 253 a. a. O.).

R. vom 20. November 1835 (Lottner B. V. S. 259). Repertorien für Rheinzollsachen.

§. 184.

## E. Korrespondenz der Friedensrichter.

Pflicht zur Beantwortung der Anfragen auswärtiger Parteien (R. v. 25. Februar 1835; Lottner B. VI. S. 430).

§. 185.

## F. Geschäftssprache.

Aufnahme der Verhandlungen in französischer Sprache in dem franz. Gouv.-Bezirke Malmedy (R. v. 7. August 1833; Lottner B. III. S. 663).

Geschäftsstyl (R. v. 11. Juni 1834; Lottner B. IV. S. 269).

§. 186.

## G. Abhaltung der periodischen Sitzungen.

Verordn. v. 16. April 1822 (Lottner B. II. S. 243) und vom 5. Juni 1822 (S. 272 a. a. O.).

§. 187.

## H. Verzeichniß und Aufbewahrung der Verhandlungen.

Gesetz vom 17. Dezember 1795 (26. Frimár IV; Hdb. III. S. 309). Art. 3. Repertorien der Verhandlungen. Art. 4. Deposition auf den Bürgermeistereien.

Ges. v. 18. November 1797 (28. Brúmár VI; Hdb. III. S. 575). Kontrole der Führung der Repertorien durch das öff. Minist.

R. v. 23. Dezember 1822 (Lottner B. II. S. 326).

R. v. 4. September 1835 unter 4 (Lottner B. V. S. 389). Aufbewahrung der Vormundschaftsakten.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

# II. Bei den Gerichts-Kollegien.

## §. 188.

## A. Geschäftsordnung im Allgemeinen.

G. Pr. O. Art. 1042. Vorbehalt der legislativen Feststellung der in dem Administrations-Wege zu erlassenden provisorischen Geschäftsordnung.

Dekret vom 30. März 1808 (Hdb. V. S. 342). Emanation dieser Geschäftsordnung (in 106 Artikeln). Fortdauer der Verbindlichkeit älterer Geschäftsordnungen einzelner Gerichts-Kollegien in den mit dem Dekrete nicht im Widerspruche stehenden Bestimmungen (Art. 106). [1])

Gesetz vom 20. April 1810 Art. 4 (Hdb. V. S. 495). Vorbehalt der Geschäftsvertheilung und der Feststellung der Dienstordnung der Cours impériales durch Règlements d'administration publique.

Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 18 (Hdb. V. S. 578). Bestätigung des Dekretes vom 30. März 1808 für die Civilsenate der Cours impériales. Art. 21. Entwurf einer Dienstordnung für die mit der Straf-Justiz befaßten Abtheilungen. Immediat-Bestätigung derselben. Provisorische Befolgung.

Dekret vom 18. August 1810 Art. 34, 41 (Hdb. V. S. 610, 611). Bestätigung der Geschäftsordnung vom 30. März 1808 für die Tribunale erster Instanz.

## B. Geschäftsvertheilung bei den Gerichts-Kollegien.

### §. 189.

#### 1. Appellations-Gerichtshof.

I. Präsidium. A. Funktionen des ersten Präsidenten (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 1; Hdb. V. S. 343; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 7; Hdb. V. S. 572). Stellvertretung (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 2; S. 343 a. a. O.; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 40; S. 581 a. a. O.). B. Senatspräsidium (Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 6; Hdb. V. S. 570; Instr. vom 19. November 1818 §. 16 — Lottner B. I. S. 526). [2]) Stellvertretung (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 3; Hdb. V. S. 342; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 41; Hdb. V. S. 581).

1) Für den älteren Appellations-Gerichtshof zu Trier war eine solche Geschäftsordnung den 4. Februar 1801 (15. Pluvios XI; Hdb. V. S. 495) erlassen. Vergl. d. Gsch. Ord. für den A. G. H. zu Paris v. 17. August 1803 (29. Thermidor XI; Hdb. IV. S. 477).

2) Gegenwärtig sind bei dem Appellations-Gerichtshofe beständige Senatspräsidenten ernannt.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Senate. A. Ordentliche (Dekr. vom 6. Juli 1810 Tit. I. Abschn. 1; Hdb. V. S. 549; Instr. vom 19. November 1818 §. 15 — Lottner B. I. S. 526). B. Bildung temporärer Hülfs-Senate: a. für Civil-Sachen (Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 10; Hdb. V. S. 577); b. für Anklagesachen (Art. 12 a. a. O.).

III. Mitglieder. A. Periodischer Wechsel in Besetzung der Senate (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 5 — Hdb. V. S. 343; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 6 — S. 570 a. a. O.; Art. 15—17 — S. 578 a. a. O.). B. Gegenseitige Ergänzung der erforderlichen Richterzahl aus den verschiedenen Senaten (Dekr. v. 30. März 1808 Art. 4 — S. 343 a. a. O.). Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 9 (S. 577 a. a. O.). C. Erledigung der aufgetragenen Referate nach dem Uebergang in einen anderen Senat (Dekr. vom 30. März 1806 Art. 6 — S. 344 a. a. O.; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 16 — S. 578 a. a. O.). D. Eintritt des Amtsnachfolgers (Dekr. v. 30. März 1808 Art. 8 — S. 344 a. a. O.). E. Anciennität der Mitglieder (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 8; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 6 — S. 570 a. a. O.). F. Dienst- und Anciennitäts-Listen (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 7 — S. 344 a. a. O.; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 36, 37).

## §. 190.

### 2. Landgerichte.

I. Präsidium (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 46, 47, 54 — Hdb. V. S. 348, 351).

II. Kammern der Landgerichte (Instr. vom 19. November 1818 §§. 22, 25; Dekr. vom 18. August 1810 Tit. I. Abschn. 1 — Hdb. V. S. 605). Periodischer Wechsel in Besetzung derselben und gegenseitige Aushülfe (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 49, 50). Anciennität (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 52 — S. 351 a. a. O.).

III. Instruktions-Richter (Dekr. vom 18. August 1810 Tit. I. Abschn. 2 — Hdb. V. S. 606; Instr. vom 19. November 1818 §§. 22, 24 — Lottner B. I. S. 527).

## §. 191.

## C. Civil-Gerichtssitzungen.

I. Anordnung der Sitzungstage (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 9; Hdb. V. S. 344, 351 a. a. O.).

II. Dauer der Sitzungen (Art. 10, 15, 53 — S. 344, 345, 351 a. a. O.).

III. Verwendung der Sitzungszeit (Art. 10, 53 S. 344, 351 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

IV. Präsenz-Listen. Entschuldigung abwesender Mitglieder. Urlaubertheilung (Art. 10, 11, 13—14, 17, 53 — S. 344, 345, 351 a. a. O.).

V. Oeffentlichkeit der Sitzungen und Erhaltung der Ruhe in denselben (C. Pr. O. Th. I. B. 2 Tit. 5 — Art. 85—92; Kr. Pr. O. Art. 504—508; Dekr. vom 14. Dezember 1810 Art. 39 — Hdb. V. S. 647).

VI. Gang des Verfahrens. A. Erwirkung der Kontumazial-Urtheile (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 21, 59 — Hdb. V. S. 346, 352). B. Schriftliches Vorverfahren (C. Pr. O. Art. 77—82, 405, 406, 462; Dekr. vom 30. März 1808 Art. 66 — Hdb. V. S. 353). [1] C. Anträge (Conclusions). 1. Vorherige Mittheilung bei den Landgerichten (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 70 — Hdb. V. S. 354). [2] 2. Aufruf der Sache und Stellung der Anträge in der Sitzung. Schriftliche Abfassung der Anträge (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 28, 30, 33, 58, 59, 67—69, 71, 72, 73 — S. 347, 348, 352, 353, 354 a. a. O.). D. Distribution unter die Senate und die Kammern der Landgerichte (Art. 23, 25, 60, 61, 63, 65 — S. 346, 352, 353 a. a. O.; Dekr. vom 18. August 1810 Art. 35 — S. 610 a. a. O.). Sitzung bei vereinigten Senaten des A. G. H. (Art. 22 — S. 346 a. a. O.; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 7 — S. 574 a. a. O.). E. Prorogations-Gesuche (Art. 28, 68, 69 — S. 347, 353, 354 a. a. O.). F. Vorherige Mittheilung an das öffentliche Ministerium (s. oben S. 614 §. 114). G. Vortrag der Sache. Pflichten der Advokaten. Dekr. vom 14. Dezember 1810 Art. 37—39). [3] H. Schluß der Verhandlungen (Art. 34, 73 — S. 348, 354 a. a. O.). I. Vernehmung des öffentlichen Ministeriums (s. ob. S. 614 §§. 114, 115). K. Urtheil. 1. Distribution der Referate (C. Pr. O. Th. I. B. 2 Tit. 6 — Art. 93—115. Dekr. vom 30. März 1808 Art. 32, 73 — Hdb. V. S. 348, 354); 2. Deliberation und Abstimmung (Art. 35, 73, 88 — S. 348, 354, 356 a. a. O.; C. Pr. O.

1) Ueber die Bedeutungslosigkeit desselben s. *Rauter* in Zeitschr. f. R. W. d. Ausl. B. 4 S. 165.

2) *Rauter* a. a. O. S. 166.

3) Das nach Art. 89 der C. Pr. O. (in d. W. *interpellations*, avertissemens ou ordres du président) den Präsidenten zustehende Recht zur Unterbrechung der Advokaten und zur Fragestellung an dieselben während der Vorträge ist vielfältig angefochten worden. S. u. a.: Lettre à M***, ou l'on examine si les juges qui président aux audiences peuvent légitimement interrompre les avocats, lorsqu'ils plaident in *Dupin* profess. d'Advocat (ed. Brux. T. I. p. 278).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Art. 116, 117).[1]) Erledigung der Stimmengleichheit (C. Pr. O. Art. 118). 3. Abfassung und Publikation der Urtheile (Ges. vom 20. April 1810 Art. 7 — Hdb. V. S. 495). 4. Vollziehung der Urtheilsurkunden (C. Pr. O. Art. 138—140).[2])

L. Bezeichnung der Parteien in Urtheilen und gerichtlichen Vorträgen (Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 38 — Hdb. V S. 581).

M. Audienzprotokolle (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 36—39, 73, 74, 91 — Hdb. V. S. 348, 349, 354, 357).

VII. Verhandlung der summarischen Sachen (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 24 — S. 346 a. a. O.; Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 11 — S. 577 a. a. O.; St. R. G. vom 10. Januar 1813 — S. 842 a. a. O.).

VIII. Vortrag außer der Reihenfolge (sans tour de rôle; Dekr. vom 30. März 1808 Art. 66 — Hdb. V. S. 353).

IX. Löschung von der Prozeß-Liste (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 28, 29, 73 — S. 347, 354 a. a. O.).

## §. 192.

### Plenar-Versammlungen.

Dekr. vom 30. März 1808 Art. 12, 26 (Hdb. V. S. 344, 346).

Dekr. vom 6. Juli 1810 Tit. I. Abschn. 6 — Art. 61—69 (S. 584 a. a. O.).

## §. 193.

### Präsidial-Sitzungen bei den Landgerichten.

Dekr. vom 30. März 1808 Art. 57 (Hdb. V. S. 352).

## §. 194.

### Gerichts-Ferien.

Dekr. vom 30. März 1808 Art. 40—45, 75—78 (Hdb. V. S. 349, 355).

Dekr. vom 6. Juli 1810 Art. 29—32 (S. 580 a. a. O.).

Dekr. vom 18. August 1810 Art. 36, 37 (S. 611 a. a. O.).

R. vom 1. März 1833 (Lottner B. III. S. 591). Wiedereröffnung der Sitzungen bei dem App. Ger. Hofe.

### Register und Geschäfts-Kontrolen.

## §. 195.

### a. Für Civil-Sachen.

I. Generalprozeß-Liste (Rôle général — Dekr. vom 30. März 1808 Art. 19, 31 — Hdb. V. S. 345, 347).

1) Ueber die Abstimmung bei komplexen Fragen s. *Boitard* in Rév. de lég. T. I. p. 191.

2) Ueber die Redaktion und die Erwirkung der Ausfertigungen s. C. Pr. O. Art. 141—146; über die Zustellung zum Zwecke der Vollziehung Art. 147, 148 a. a. O.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Spezialprozeß-Listen der Senate und Kammern (Dekr. vom 30. März 1808 Art. 24, 56, 62 — (Hdb. V. S. 346, 352, 353).

III. Produktionsregister für die zum schriftlichen Verfahren verwiesenen Sachen (C. Pr. O. Art. 109, 110, 115).

IV. Register für die Oppositionen gegen Kontumazial-Urtheile (C. Pr. O. Art. 163).

V. Register a. über Distributions-Sachen (C. Pr. O. Art. 658); b. über Kollokations-Sachen (C. Pr. O. Art. 751). Monatliche Vorlegung an die Landgerichts-Präsidenten. R. vom 11. April 1834 (Lottner B. IV. S. 57).

VI. Register: a. für Siegelungen (C. Pr. O. Art. 925); b. für Verzichtleistungen und Annahmen unter Vorbehalt in Verlassenschaftssachen (C. G. B. Art. 793, 1457).

VII. Expeditionsregister (Ges. vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 13; Hdb. IV. S. 23).

VIII. Jahrestabellen. R. vom 28. Januar 1821 (Lottner B. II. S. 74, 78; R. vom 29. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 307 — Schema I. u. IV.). Tabellen der Handelsgerichte (Schema IX. a. a. O.).

IX. Vierteljährige Referenten-Tabellen (R. vom 28. Januar 1821 — Lottner B. II. S. 75; R. vom 9. April 1821 — S. 103 a. a. O.; R. vom 15. März 1824 — S. 470 a. a. O.; R. vom 30. Oktober 1824 unter 2 — S. 531 a. a. O.).

## §. 196.

### b. Für Strafsachen. [2])

I. Jahrestabellen der Landgerichte (R. vom 8. Januar 1821 — Lottner B. II. S. 75, 79; R. vom 29. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 307 — Schema VI.).

II. Jahrestabellen des Anklage-Senates (S. 81 a. a. O.; R. vom 29. Januar 1837 — Schema II.).

III. Jahrestabellen der Assisen-Sachen (S. 80 a. a. O.; R. vom 29. Januar 1807 — Schema V.).

IV. Uebersicht der strafbaren Handlungen nach den Gattungen (R. vom 10. Februar 1830 — Lottner B. III. S. 321; R. vom 29. Januar 1837 — Schema X—XII.).

V. Jahresübersicht der Untersuchungen gegen Justiz-Beamte (R. vom 29. Januar 1837 Schema XIII.).

VI. Vierteljährige Referenten-Tabellen (s. oben §. 195 unter IX.).

2) Ueber die Kriminalstatistik in Frankreich s. *Dupin* bibl. chois. n. 2445.

§. 197.

c. Für die Beschlüsse der Plenar-Versammlungen.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 92 (Hdb. V. S. 357).

§. 198.

d. Korrespondenzregister des öffentlichen Ministeriums.

Beschl. vom 26. September 1796 (5. Vendemiär V; Hdb. III. S. 423).

§. 199.

e. Aufbewahrung der Büchersammlungen, Register und Prozeß-Akten durch die Gerichtsschreiber.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 93 (Hdb. V. S. 357).

# Achter Abschnitt.

# Gebühren-Taxen und Justiz-Kosten.

## I. Gebühren in Civil-Sachen. [1])

§. 200.

1. Allgemeine Bestimmungen.

I. Anwendung des Tarifs für den Appellations-Gerichtshof zu Paris (Hdb. V. S. 130). Modifikationen dieser Anwendung durch Reduktion der Gebührensätze (Dekr. vom 16. Februar 1807 — Hdb. V. S. 242). Werth des Franks bei der Berechnung (A. K. O. vom 13. September 1837 — Lottner B. V. S. 302; R. vom 10. November 1837 — S. 223 a. a. O.).

II. Ausschluß des höheren Satzes an Orten, die früher ein Gericht erster Instanz hatten (A. K. O. vom 12. Juni 1836 — Lottner B. V. S. 396). Genehmigung der Anwendung der höheren Tarif-Sätze des Tarifs vom 16. Februar 1807 für das Landgericht und das Friedensgericht zu Düsseldorf (R. vom 10. Dezember 1835 — Lottner B. V. S. 287).

III. Berechnung nach Vakationen (Tarif Art. 151 Abs. 5).

IV. Festsetzung und Einziehung der Gebühren der Friedensrichter und Gerichtsschreiber (A. K. O. vom 24. Mai 1841 — Gesetzs. S. 86).

1) S. die Literatur bei *Dupin* bibl. chois. n. 2062—2068. Besondere Autorität genießt das Werk von *Chauveau* (n. 2066). Eine neuere Bearbeitung des Gegenstandes mit Berechnungen der speziellen Ansätze für die einzelnen Prozeß-Handlungen liefert: *Lefèvre:* Tarif raisonné etc. (Brux. ch. Tarlier; 1 vol. 8.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 201.

### 2. Gebühren der Friedensrichter.

I. Im Allgemeinen (Kosten-Tarif vom 16. Februar 1807 B. I. Kap. 1 Art. 1—8 — Hdb. V. S. 130; Publ. des Gen. Prok. vom 31. Januar 1840 gegen ungesetzliche Gebührenerhebungen der Friedensrichter. Amtsbl. Düsseld. S. 56; Köln S. 28).

II. Für Lokaltermine in Prozeß-Sachen (Tar. Art. 8). Reisekosten (R. v. 11. September 1837 — Lottner B. VI. S. 301).

III. Für Aufnahme von Notorietäts-Akten (Art. 5 a. a. O.).

IV. In Verlassenschaftssachen (Art. 1—3 a. a. O.; R. vom 11. September 1837 — Lottner B. VI. S. 301).

V. In Vormundschaftssachen. A. Gebührenpflichtigkeit im Allgemeinen [2]) (A. K. O. vom 4. Juli 1834 unter 4 — Lottner B. IV. S. 131; Instr. vom 16. August 1834 §. 15 — S. 136 a. a. O.; R. vom 15. Oktober 1836 unter 7 — Lottner B. V. S. 476; R. vom 18. November 1837 — Lottner B. VI. S. 330 a. a. O.). Konkurrenz armer und vermögender Pflegebefohlenen (R. vom 27. Mai 1837 — Lottner B. VI. S. 219). B. Anwendung auf älterliche Vormundschaften (R. vom 4. September 1835 unter 9 — Lottner B. V. S. 207). C. Aversional-Gebühren. Berechnung und Bezug derselben bei Beendigung der Vormundschaft (R. vom 4. September 1835 unter 7 und 8 — Lottner B. V. S. 206; R. vom 11. September 1835 unter 6, 8 und 9 — Lottner B. V. S. 217). D. Gebührensätze. 1. Bestimmung nach der rheinischen Gesetzgebung (R. vom 26. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 39). 2. Einzelne Sätze: a. Für Abhaltung der Familienräthe (Tarif vom 16. Februar 1807 Art. 4 — Hdb. V. S. 132); b. Analoge Anwendung auf die Revision der periodischen Verwaltungsübersichten (R. vom 6. Februar 1835 — Lottner B. V. S. 62); c. Unzulässigkeit der Erhebung für Annahme der eingereichten Vermögensverzeichnisse und Beeidigung der Taxatoren (R. vom 26. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 38); d. Unbedingte Gebührenpflichtigkeit der Emancipations-Akte (R. vom 14. Oktober 1838 — Lottner B. VI. S. 608). E. Reisekosten (Kosten-Tarif vom 16. Februar 1807 Art. 8 u. 12; R. vom 10. April 1835 unter 4 — Lottner B. V. S. 101). Bestreitung in Unvermögenheitsfällen (R. vom 20. November 1835 — Lottner B. V. S. 258). Wiedereinziehung der aus dem Kriminal-Kosten-Fond verausgabten Gelder (R. vom 18. März 1836 — Lottner B. V. S. 344).

2) Die hierher gehörigen einzelnen Bestimmungen sind zusammengestellt in der Instr. vom 10. Oktober 1835 §§. 20—28 (Lottner B. V. S. 240).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

VI. In Subhastations-Sachen. Gebühren-Taxe zu der Subhastations-Ordnung v. 1. August 1822 (Lottner B. II. S. 291).
VII. Für kommissarische Aufträge (A. K. O. vom 28. April und R. vom 3. Mai 1832 — Lottner B. III. S. 466).
VIII. Für die Einregistrirung von Privat-Urkunden (Ges. vom 23. April 1824 §. 10 — Lottner B. II. S. 483).

## §. 202.

3. Gebühren der Gerichtsschreiber bei den Friedensgerichten.[1])

I. Im Allgemeinen (Kosten-Tarif vom 16. Februar 1807 B. I. Kap. 2 Art. 9—20 — Hdb. V. S. 134).
II. Für Assistenz bei den Verhandlungen des Richters (Art. 12 und 16 a. a. O.).
III. Ausfertigungsgebühren (Art. 9 und 10 a. a. O.). Gebühren-Taxe zu der Subhastations-Ordnung vom 1. August 1822 (Lottner B. II. S. 291). A. G. bei Requisitionen altländischer Gerichte um Kosteneinziehungen (R. vom 7. Februar 1835 — Lottner B. V. S. 66). Gebühren für Auszüge (Art. 16 Abs. 8 u. 9; Art. 20).
IV. Gebühren für besondere Verrichtungen: a. für Protokollirung des Gutachtens von Sachverständigen (Art. 15 a. a. O.); b. bei Rekusationen des Friedensrichters (Art. 14 a. a. O.); c. für die Erklärung von Siegelanlagen bei dem Sekretariate des Landgerichtes (Art. 18 a. a. O.).
V. Ausnahmebestimmungen über den Gebührenbezug 1. in Vormundschaftssachen: a. Antheil an den Prozent-Geldern (R. vom 11. September 1835 unter 9 — Lottner B. V. S. 217); b. Kopialien für die mitzutheilenden Verwaltungsübersichten (R. vom 15. Oktober 1836 unter 8 — Lottner B. V. S. 476) und für Excitatorien u. s. w. (R. vom 15. Oktober 1836 unter 9); c. Gebühren bei Festsetzung von Ordnungsstrafen gegen Vormünder (R. vom 10. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 231); 2 in Rheinschifffahrtssachen (R. vom 16. September 1835 — Lottner B. V. S. 219; R. vom 27. März 1838 — Lottner B. VI. S. 448).
VI. Entschädigung für das verwendete Freipapier (A. K. O. vom 24. Februar 1839; Amtsbl. Düsseld. S. 109).
VII. Pflicht zur Verzeichnung der Gebühren unter den Ausfertigungen (R. vom 14. Dezember 1821 — Lottner B. II. S. 196).

## §. 203.

### 4. Sekretariat-Gebühren.

(Droits de greffe.)

I. Hauptgesetze. Gesetz vom 11. März 1799 (21. Ventos VII

1) Vergl. §. 238 unter II.

— Hdb. IV. S. 21). Ergänzendes Gesetz vom 10. Juni 1799 (22. Prärial VII — Hdb. IV. S. 39). [2])

II. Gegenstände der Gebührenerhebung. 1. Eintragung in die Prozeß-Listen (mises au rôle — Art. 3 a. a. O.); 2. Redaktions- und Transscriptions-Gebühren (Art. 5 a. a. O.; Gesetz vom 10. Juni 1799 Art. 1 u. 2); 3. Ausfertigungs- und Abschriftgebühren (Ges. vom 11. März 1799 Art. 6—9). Gebühr für Mittheilung von Auszügen der Forderungsanmeldungen in dem Kollokations-Verfahren (Ges. vom 10. Juni 1799 Art. 4). 4. Aufsuchungsgebühren (Ges. vom 11. März 1799 Art. 14).

III. Perception der Gebühren: 1. zum Vortheile der Staatskasse (Ges. vom 11. März 1799 Art. 1). 2. Antheil des Sekretariates an diesen Gebühren (Art. 19 u. 20 a. a. O. verb. mit Ges. vom 10. Juni 1799 Art. 3). 3. Erhebungsmodus: a. der Gebühren für Eintragung in die Prozeß-Liste (Art. 4 a. a. O.); b. der übrigen Gebühren (Art. 10 u. 11 a. a. O.); c. Abrechnung mit den Sekretariaten (Art. 21 a. a. O.). 4. Verrechnung unter den Staatseinnahmen (R. vom 22. Januar 1823 — Lottner B. II. S. 340).

IV. Unentgeltliche Verrichtungen der Sekretariate. A. Im Allgemeinen (Ges. vom 11. März 1799 Art. 23 verb. mit Ges. vom 10. Juni 1799 Art. 5). B. Unentgeltlichkeit der Ausfertigungen und Abschriften für allgemeine Justiz-Verwaltungszwecke (R. vom 25. November 1836 — Lottner B. V. S. 511; R. vom 16. Dezember 1836 — S. 520 a. a. O.; R. vom 20. Oktober 1838 — Lottner B. VI. S. 611). Bewilligung eines Gebührensatzes für die Verzeichnisse der Appellationen zur Kontrolirung der Sukkumbenz-Strafen (R. vom 5. November 1836 — Lottner B. V. S. 490). Gebühren für Ausfertigungen bei exekutivischer Einziehung von Kosten für altländische Gerichte (R. vom 7. Februar 1835 — Lottner B. V. S. 67). C. Gebührenpflichtigkeit in Vormundschaftssachen (R. vom 17. März 1838 — Lottner B. VI. S. 443). D. Unentgeltlichkeit der Ausfertigungen in Rheinschifffahrtssachen (s. oben §. 202 unter V.).

V. Papierentschädigung (s. oben §. 202 unter IV.).

## §. 204.

### 5. Gebühren der Gerichtsschreiber bei den Handelsgerichten.

Dekr. vom 11. März 1799 (21. Ventos VII — Hdb. VI. S. 21. Dekr. vom 12. Juli 1808 (Hdb. V. S. 371).

2) Für den rechtsrheinischen Theil des Bezirks des A. G. H.: Dekr. vom 17. Dezember 1811 Th. III.; s. oben S. 236.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

H. G. B. Art. 624 (Vorbehalt einer Verordnung über die Gebühren der Handelsgerichtsschreiber).

Provisorische Taxordnung vom 17. November 1826 (Lottner B. III. S. 73).

R. vom 14. Oktober 1831 (Lottner B. III. S. 395). Anwendung auf die Landgerichte in der Eigenschaft als Handelsgerichte.

## §. 205.

### 6. Gebühren der Gerichtsvollzieher. [1]

Taxordnung vom 10. Juni 1833 (Lottner B. III. S. 641) Abschn. 1—4 und R. vom 28. Mai 1835 (Lottner B. V. S. 139) wegen Anwendung der höheren Sätze für die G. V. an dem Sitze neu errichteter Landgerichte. Vergl. R. vom 14. November 1835 (S. 157 a. a. O.).

R. vom 4. November 1833 (Lottner B. III. S. 690). Gebühren nach H. G. B. Art. 455, für exekutive Geldereinziehung und für Protestakte.

R. vom 20. Oktober 1833 (Lottner B. III. S. 677). Wegfallen der Reisekosten für die bei den Friedensgerichten fungirenden Gerichtsvollzieher.

R. vom 7. Februar 1835 (Lottner B. V. S. 66). Gebühren für die Einziehung altländischer Gerichtskosten.

R. vom 9. Juni 1836 (Lottner B. V. S. 386). Gebühren bei Verhaftungen, Pfändungen u. s. w.

R. vom 14. September 1836 (Lottner B. V. S. 450); R. vom 3. Juni 1837 (B. VI. S. 224 a. a. O.). Gebühren bei Aufnahme von Wechsel-Protesten.

R. vom 21. Februar 1834 (Lottner B. IV. S. 28). Verbot der Gebührentheilung mit den Schreibern der Anwälte.

## §. 206.

### Gebühren derselben in Vormundschaftssachen.

R. vom 11. September 1835 (Lottner B. V. S. 216) unter 3. Stundung der Gebühren bei einstweilen kostenfrei bearbeiteten Vormundschaftssachen. Nr. 9 a. a. O. Entrichtung der Gebühren außer den zu erhebenden Prozentgeldern.

R. vom 10. Juni 1837 (Lottner B. VI. S. 231). Gebühren bei festgesetzten Ordnungsstrafen gegen Vormünder.

## §. 207.

### 7. Gebühren der Anwälte.

Gebühren-Taxe vom 16. Februar 1807 B. II. Tit. III. Kap. 1, 2 und 4 (Hdb. V. S. 164) [2]

1) Vergl. §. 238 unter II.
2) Vergl. oben S. 642 §. 200.

## §. 208.

### a. Allgemeine Bestimmungen.

I. Vorschußregister (Tarif Art. 151 Abs. 1 u. 2).
II. Erstattung baarer Auslagen (Art. 151 Abs. 3 a. a. O.).
III. Maximum der für einen Tag zu berechnenden Vakationen (Art. 151 Abs. 5 a. a. O.).
IV. Liquidation und Festsetzung der Gebühren (Dekr. vom 16. Februar 1807 — Hdb. V. S. 240). Liquidation in Preuß. Courant (R. vom 4. März 1817 — Lottner B. I. S. 458 und Publ. vom 27. Dezember 1821 — Lottner B. II. S. 197).
V. Stundung in Vormundschaftssachen (s. oben §. 206).

### b. Gebührensätze.

## §. 209.

#### a. Für die Anwälte bei den Landgerichten.

I. In summarischen Sachen (Tar. Art. 67). A. Für Erwirkung von Kontumazial-Urtheilen (Abs. 1—4); B. für Erwirkung kontradiktorischer Urtheile: a. im Allgemeinen (Abs. 5—7, 12); b. bei vorkommenden Beweisaufnahmen (Abs. 8, 9, 11).

Erhöhung wegen vorhandener Litiskonsorten (Abs. 10 a. a. O.).

Reduktion der Sätze bei Zurücknahme der Anwaltbestellung (Abs. 14—16 a. a. O.).

Auslagen (Abs. 18 a. a. O.).

II. In ordentlichen Sachen. A. Konsultations-Gebühren (Art. 68, 69). B. Einfache Anwaltakte. 1. Höherer Satz (Art. 71); 2. Geringerer Satz (Art. 70). C. Bittschriften und Ausführungen. 1. Sätze nach der Seitenzahl. Allgemeine Vorschrift wegen Vermerkes derselben auf dem Original und den Abschriften (Art. 74). Betrag der Gebühren nach dem Gegenstande (Art. 72, 73, 75); 2. Feste Tarif-Sätze (Art. 76, 77, 78, 79). D. Abschriften. 1. Anspruch der Anwälte auf die Abschriftgebühren (Art. 72 Abs. 3) [2]); 2. Betrag: a. bei einfachen Anwaltakten (Art. 70 Abs. 39; Art. 71 Abs. 21); b. bei den nach der Seitenzahl taxirten Bittschriften u. s. w. (Art. 75 Abs. 46); c. für Abschrift der Beilagen (Art. 72 Abs. 2). E. Gebühren für die Funktionen bei den Verhandlungen in der Gerichtssitzung (Tarif Art. 80—86). F. Für Auslösung und Zustellung der Urtheile (Tarif Art. 87—89). G. Für persönliche Besor-

2) Vergl. R. vom 9. Mai 1834 (Amtsbl. Kobl. S. 203).

gungen (Vakationen — Tarif Art. 90—94). H. Besondere Sätze: 1. In dem Distributions-Verfahren (Tarif Art. 95—101); 2. in dem Kollokations-Verfahren (Tarif Art. 130—139); 3. in dem Hypothekenpurgations-Verfahren (Tarif Art. 143); 4. bei Schadenersatz-Liquidationen (Tarif Art. 141—142); 5. bei Liquidation der Prozeß-Kosten (Dekr. vom 16. Februar 1807 — Hdb. V. S. 240). I. Porto- und Korrespondenz-Gebühr (Tarif Art. 145). K. Reisekosten (Tarif Art. 144; R. vom 6. Januar 1838 — Lottner B. VI. S. 385).

## §. 210.

### β. Für die Anwälte bei dem Appellations-Gerichtshofe.

Tarif vom 16. Februar 1807 B. II. Tit. II. Kap. 3 und 4, verb. mit den oben (S. 642 §. 200 unter I.) nachgewiesenen Bestimmungen.

## §. 211.

### γ. Anwaltgebühren bei den Handelsgerichten.

R. vom 4. Juni 1824 (Lottner B. II. S. 508).

A. K. O. vom 14. November 1825 (Lottner B. II. S. 621) [1]

## §. 212.

### 8. Honorarien der Advokaten.

I. In Ermangelung besonderer Tax-Bestimmungen (Dekr. vom 14. Dezember 1810 Art. 43 — Hdb. V. S. 647). [2]

II. Besondere Tax-Bestimmungen. A. Für mündliche Vorträge in den Gerichtssitzungen (Tarif Art. 80, 82 Abs. 2, Art. 147). B. Für das schriftliche Gutachten zum Zwecke von Restitutions-Gesuchen (requêtes civiles — Tarif Art. 140).

III. Gebührenvermerke und Empfangsbescheinigungen (Dekr. vom 14. Dezember 1810 Art. 44 — Hdb. V. S. 648).

## §. 213.

### 9. Gebühren in Fabrikengerichtssachen.

Dekr. vom 11. Juni 1809 Tit XI (Hdb. V. S. 466). [3]

1) Vergl. unten §. 254.

2) *Rauter* üb. d. franz. Taxordnung in Beziehung auf d. Advokaten in: Zeitschr. B. V. S. 466, 472.

3) Für den rechtsrheinischen Theil des Bezirkes des A. G. H. s. Dekr. v. 17. Dezember 1811 Tit. V. (oben S. 317).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 214.

10. Gebühren für Sachverständige.

I. Im Allgemeinen (Tarif vom 10. Februar 1807 Art. 159—162).
II. Gebühren der Schreibverständigen bei Schriftvergleichungen (Art. 164, 165 a. a. O.).
III. Gebühren der Taratoren bei Vormundschafts-Inventarien (R. vom 5. Februar 1836 und Publ. vom 8. März 1836 — Lottner B. V. S. 325).

§. 215.

11. Entschädigung der Bewahrer öffentlicher Urkunden bei Vorlegung derselben.

Tarif vom 16. Februar 1807 Art. 166.

§. 216.

12. Zeugengebühren.

Tarif vom 16. Februar 1807 Art. 24, 167.
Gebühren der Zeugen bei jüdischen Eidesleistungen (R. vom 15. März 1818 — Lottner B. I. S. 496).

§. 217.

13. Gebühren der Hüter bei Mobilar-Pfändungen.

A. K. O. vom 4. Dezember 1838 (Lottner B. VI. S. 653).

§. 218.

14. Reisekosten der Parteien.

Tarif vom 17. Februar 1809 Art. 146.

§. 219.

15. Gebühren der Notarien.

Tax-Ordnung vom 25. April 1822 (Lottner B. II. S. 256).
R. vom 20. Februar 1834 (Lottner B. IV. S. 66). Rechnungslegung über die Aufgelder bei Versteigerungen.
V. vom 4. Juli 1840 (Just. Min. Bl. S. 241). Gebühren bei Versteigerungen; Schreibmaterialienauslagen; Informativ-Verhandlungen u. s. w.
R. vom 11. September 1835 unter 3 (Lottner B. V. S. 216). Gebühren in Vormundschaftssachen.
R. vom 1. November 1836 (Lottner B. V. S. 485). Festsetzung der dem Fiskus zur Last fallenden durch die Landgerichts-Präsidenten.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 220.

### 16. Gebühren der Gerichtsschreiber u. s. w. für Mobilar-Versteigerungen.

R. vom 27. Januar 1823 (Lottner B. II. S. 345). Gebühren der Gerichtsschreiber.
R. vom 9. Juni 1836 (Lottner B. V. S. 386) unter 3). Gebühren der Gerichtsvollzieher.

## §. 221.

### 17. Gebühren der Personenstandsbeamten.

Dekret vom 12. Juli 1807 (Hdb. V. S. 267).
R. vom 22. April 1838 (Lottner B. VI. S. 466). Publ. vom 29. Mai 1838 (Lottner B. VI. S. 525). Gebührenfreie Ertheilung von Auszügen in Vormundschaftssachen.

## §. 222.

### 18. Hypotheken- und Transscriptions-Gebühren.

I. Fiskalische Gebühren. A. Transscriptions-Gebühren. Gesetz vom 11. März 1799 (21. Ventos VII) Art. 25—27 (Hdb. IV. S. 18); Dekr. vom 3. November 1809 (oben S. 77) Art. 30—32; Landtagsabsch. vom 15. Juli 1829 und R. vom 10. September 1829 (Lottner B. III. S. 299). B. Inscriptions-Gebühren. Gesetz vom 11. März 1799 (21. Ventos VII) Art. 20—24; Dekr. vom 3. November 1809 (oben S. 76) Art. 22—29; A. K. O. vom 13. Mai 1835 und R. vom 23. Mai 1835 (Lottner B. V. S. 137).
II. Gebühren der Hypotheken-Bewahrer (Dekr. vom 21. September 1810 — Hdb. V. S. 620. St. R. G. vom 16. September 1811 — Hdb. V. S. 759). [1]

# II. Kriminal-Kosten.

## §. 223.

### 1. Hauptgesetze. [2]

Dekr. vom 18. Juni 1811 (Hdb. V. S. 709).
Dekr. vom 7. April 1813 (Hdb. V. S. 856).
Hierzu: Instr. zur Ersparniß der Kriminalprozeß-Kosten vom 31. Dezember 1825 (Lottner B. II. S. 628).

1) Für den rechtsrheinischen Theil des Bezirkes des A. G. H.: Dekr. vom 3. November 1809 (oben S. 79).
2) Anwendung auf die nach preußischer Form geführten Untersuchungen: R. vom 14. Februar 1825 (Lottner B. II. S. 566).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 224.

### 2. Gegenstände im Allgemeinen.

I. Positive Bestimmung (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 2).
II. Negative Bestimmung (Art. 3 a. a. O.).

## §. 225.

### 3. Gerichtsschreibereigebühren. [3]

I. Für Ausfertigungen. A. Gegenstand derselben (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 42). B. Ertheilung: 1. auf Verlangen der Staatsanwaltschaft (Art. 43); 2. der Parteien: a. in Kriminal-Sachen (Art. 54, 55); b. in Polizei- und Korrektions-Sachen (Art. 56 verb. mit R. vom 23. November 1832 — Lottner B. III. S. 550 und R. vom 22. Februar 1833 — S. 587 a. a. O.). Anwendung der exekutorischen Form (Art. 61). C. Betrag der Gebühren (Art. 48). [4] D. Kontrolirung durch die Ober-Prokuratoren Visirung und Eintragung in das bei der Ober-Prokuratur dazu bestimmte Register (Art. 57).
II. Für Auszüge (Art. 49, 50).
III. Für die Verrichtung bei öffentlichen Exekutionen (Art. 52, 53).
IV. Für die Abschriften der Kosten-Liquidationen (Art. 51).
V. Für Reinschrift der Berichte der Assisenpräsidenten (R. vom 25. März 1837 — Lottner B. VI. S. 125).
VI. Unentgeltliche Verrichtungen (Art. 64, 63, 59, 60 und R. vom 25. November 1836 und 16. Dezember 1836 — Lottner B. V. S. 510, 520).

## §. 226.

### 4. Gebühren der Gerichtsvollzieher. [5]

Tax-Ordnung vom 10. Juni 1833 Abschnitt V. (Lottner B. III. S. 649).
R. vom 26. April 1834 (Lottner B. IV. S. 62).
R. vom 19. September 1838 (Lottner B. VI. S. 593).

## §. 227.

### 5. Gebühren der Gefangenhausverwalter.

Dekr. vom 11. Juni 1811 Art. 46.

3) Dekr. vom 18. Juni 1811 Tit. I. Kap. V. Vergl. das Anweisungs-Formular bei Lottner B. VI. S. 147, verb. mit R. vom 21. Mai 1838 — Lottner B. VI. S. 519.
4) Ueber die in die Urtheils-Redaktionen aufzunehmenden Verhandlungen s. Art. 58.
5) Vergl. die Anweisungs-Formulare bei Lottner B. VI. S. 153—160. R. vom 21. Mai 1838 — Lottner B. VI. S. 519.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 228.

6. Reisekosten und Diäten der Mitglieder der Gerichte und der Beamten des öffentlichen Ministeriums. [1]

I. Für die Assisenpräsidenten (R. vom 11. Mai 1820 — Lottner B. II. S. 33; R. vom 10. Juli 1820 — S. 50 a. a. O.; R. vom 29. Dezember 1825 — S. 627 a. a. O. verb. mit dem Regul. vom 28. Juni 1825 — Gesetzs. S. 163).

II. Für die Untersuchungsbeamten (R. vom 13. Januar 1826 und 9. Mai 1825 — Lottner B. III. S. 9 verb. mit Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 87—89). Für Hülfsbeamte der gerichtlichen Polizei (R. vom 22. März 1831 — Lottner B. III. S. 373).

§. 229.

7. Entschädigung für die Geschworenen.

Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 35, 36, 90—95 verb. mit Dekr. vom 14. April 1813 Art. 4.

§. 230.

8. Diäten und Reisekosten der Medizinal-Beamten. [2]

A. K. O. vom 20. August 1827 und R. vom 27. August 1827 (Lottner B. III. S. 141).

§. 231.

9. Gebühren und Reisekosten für Sachverständige und Dollmetscher. [3]

Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 22—24, 90—96 verb. mit Dekr. vom 14. April 1813 Art. 4.

§. 232.

10. Zeugengebühren.

I. Im Allgemeinen (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 26—30, 36 verb. mit Dekr. vom 14. April 1813 Art. 1 u. 2; R. vom 4. August 1823 — Lottner B. II. S. 395). Berechnung der Reisegebühren (R. vom 18. August 1823 — Lottner B. II. S. 404). [4] R. vom 3. Juni 1836 — Lottner B. V. S. 380). Entschädigung für außergewöhnliche Ausgaben (R. vom 5. Dezember 1838 — Lottner B. VI. S. 651).

1) Anweisungs-Formular bei Lottner B. VI. S. 161. Ueber Vermeidung unnöthiger Lokaltermine R. vom 20. Mai 1824 — Lottner B. II. S. 500.
2) Vergl. §. 232 unter III.
3) Vergl. §. 232 unter III.
4) Ueber die Ersparnisse an Z. G. s. B. vom 31. Dezember 1825 (Lottner B. II. S. 628).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Vorschuß aus dem Kriminalfond (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 33, 34).

III. Anwendung auf Kunstverständige bei Vernehmung über ihre abgegebenen Erklärungen (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 25).

IV. Gebühren der Militär-Personen (R. vom 15. November 1822 — Lottner B. II. S. 320 und V. vom 30. Juli 1840 — Just. Min. Bl. S. 275, vergl. mit Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 31).

V. Entschädigung für Gehalt beziehende Beamte (Dekr. v. 18. Juni 1811 Art. 32). Insbesondere a. bei Vernehmung von Verwaltungsbeamten über Gegenstände des Amtes (R. vom 2. Mai 1821 — Lottner B. II. S. 105); b. bei Vernehmung von Justiz-Beamten (R. vom 18. März 1822 — Lottner B. II. S. 236); c. bei Vernehmung von Forst- und Feldhütern (R. vom 28. September 1836 — Lottner B. V. S. 459).

§. 233.

11. Entschädigung der Depositarien öffentlicher Urkunden bei verordneter Vorlegung.

Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 13—15.

§. 234.

12. Gebühren für Bewahrung der Siegel und bei Sequestrationen; insbesondre bei gepfändetem Vieh.

Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 37—40.

13. Transport-Kosten.

§. 235.

a. Für den Transport der Verhafteten. [5])

Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 4—7, 10, 12.

§. 236.

b. Für den Transport von Ueberführungsstücken.

Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 9, 12.

§. 237.

c. Porto. [6])

Regl. vom 9. April 1804 (Mathis Monatschr. B. I. S. 5). R. vom 22. Juli 1831 (Lottner B. III. S. 381).

5) Ueber das Wegfallen der Captur-Gebühren für Gensdarmen (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 77) s. R. vom 24. Mai 1824 — Lottner B. II. S. 504. Ueber die Civiltransporte s. Instr. v. 16. September 1816 (Ann. d. inn. Verw. B. 11 S. 510. Vergl. Kam. Ztg. f. 1835 S. 742, 758, 776, 793, 810, 822).

6) Vergl. Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 98—103.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 238.

14. Besondere Bestimmungen über die Kosten in Holzdiebstahl- und sonstigen Forstfrevelsachen. [1])

I. Remuneration des Richters (A. K. O. vom 15. August und R. vom 12. November 1829 — Lottner B. III. S. 307). Wegfallen: a. bei Entwendungen in Privat- und Gemeindewaldungen (R. vom 23. Mai 1836 — Lottner B. V. S. 377) [2]); b. bei Inkompetenz-Erklärungen (R. vom 1. Mai 1835 — Lottner B. V. S. 116); c. bei außergerichtlicher Erledigung (R. vom 24. August 1835 — Lottner B. V. S. 192).

II. Gebühren der Gerichtsschreiber und Gerichtsvollzieher (A. K. O. vom 10. Dezember 1840 — Gesetzs. für 1841 S. 14). Auszüge in Forstsachen (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 50; R. vom 7. April 1837 — Lottner B. VI. S. 142).

III. Gebühren der Forstschutzbeamten für Zustellungen in Forstsachen (Dekr. vom 1. April 1808 Hdb. V. S. 360).

§. 239.

## III. Anwendung der Kriminal-Kosten-Taxe auf Civil-Sachen.

I. Bei den durch die Staatsanwaltschaft betriebenen Interdiktionen (Dekr. vom 18. Juni 1811 Art. 118).

II. Bei anderen von Amtswegen betriebenen Civil-Sachen (Art. 121—123 a. a. O.).

## IV. Prozeß-Strafen.

§. 240.

### A. In Civil-Sachen.

Verwirkung derselben im Allgemeinen (C. Pr. O. Art. 1029).

1. Anwendung gegen die Parteien.

§. 241.

a. In erster Instanz.

1. Wegen ordnungswidrigen Benehmens vor den Friedensgerichten (C. Pr. O. Art. 10).

1) Anwendbarkeit der gewöhnlichen Gebührensätze für die Verhandlungen bei den Korrektions-Gerichten: R. vom 18. September 1837 — Lottner B. VI. S. 305.

2) Ueber die besondere Bewilligung durch die Waldeigenthümer s. R. vom 3. März 1838 — Lottner B. VI. S. 433.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

2. Wegen Umgehung des Sühneversuches (C. Pr. O. Art. 56).
3. Bei Verläugnung der Handschrift (C. Pr. O. Art. 213).
4. Bei Verwerfung der Incident-Fälschungsklage (C. Pr. O. Art. 246—248).
5. Wegen Unterbrechung der Zeugen bei der Vernehmung und direkter Fragestellung an dieselben (C. Pr. O. Art. 276).
6. Bei Verwerfung von Rekusationen der Gerichte oder einzelner Mitglieder (C. Pr. O. Art. 374, 390).

## §. 242.

b. Sukkumbenz-Strafe des Appellanten.

Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. X. Art. 10 u. 11 (Hdb. I. S. 278).

C. Pr. O. Art. 471. Betrag der Sukkumbenz-Strafe.

Beschl. vom 17. Januar 1802 (27. Nivos X; Hdb. IV. S. 277) verb. mit Beschl. vom 30. April 1803 (10. Floreal XI; Hdb. IV. S. 461).

Deposition und Zurückgabe der Sukkumbenz-Strafe, besonders in dem Falle des Vergleiches. Vorlage durch den Appellaten.

## §. 243.

c. Sukkumbenz-Strafe bei außerordentlichen Rechtsmitteln.

I. Bei dem Kassationsrekurse (s. oben §. 158).
II. Bei Restitutions-Gesuchen gegen rechtskräftige Urtheile (requêtes civiles — C. Pr. O. Art. 494, 495, 500). Ausschluß des Armenrechtes (St. R. G. vom 20. März 1810).
III. Bei Einsprüchen dritter Personen gegen rechtskräftige Urtheile (C. Pr. O. Art. 479).
IV. Bei Syndikats-Klagen (prises à partie — C. Pr. O. Art. 513, 516).

## §. 244.

2. Anwendung gegen Nebenpersonen in dem Rechtsstreite.

I. Gegen gerichtliche Hülfsbeamte (officiers ministériels — C. Pr. O. Art. 67, 1030, 1031).
II. Wegen verweigerter Visirung von Zustellungen (C. Pr. O. Art. 1039).
III. Gegen Zeugen (C. Pr. O. Art. 264, 413).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## B. In Strafsachen.

§. 245.

1. Anwendung gegen die Parteien.

I. Bei Verwerfung von Gesuchen um Kompetenzregulirung (Kr. Pr. O. Art. 541).

II. Bei Kassationsrekursen (s. oben §. 169).

§. 246.

2. Gegen Zeugen.

Kr. Pr. O. Art. 80, 157, 158, 355.

§. 247.

3. Gegen Geschworene.

Kr. Pr. O. Art. 396—398, 343.

§. 248.

## V. Stempelgebühren. [1]

Stempelgesetz vom 7. März 1822 (Gesetzs. S. 57) und Tarif von demselben Tage (S. 73 a. a. O.). [2])

### Anwendung auf die Gerichtsverfassung der Rheinprovinzen.

1. Auf gerichtliche Erkenntnisse und Verfügungen.

§. 249.

a. In Civil-Sachen.

Erkenntnißstempel bei Injurien-Sachen (R. vom 22. April 1836 — Lottner B. V. S. 367).

1) Das vollständigste Werk über die Stpl. Gesetzgeb. ist: Schmidt: Komm. zu d. Königl. Pr. Stempelgesetzen u. s. w. Berlin b. Nikolai. 1838. 4. Vergl. die Zusammenstellung der Justiz-Ministerialrescripte und Publ. über das Stempelgesetz in: Gräff Rep. zu d. v. Kamptz'schen Jahrb. S. 386—390, 392. Ostermann d. ges. Polizei-Militär-Steuer- u. s. w. Verwaltung B. II. S. 269 u. folg. Ueber die Einziehung und Kontrole der Stempel s. unten §. 258 und über die Freiheit von Stempelgebühren bei rheinischen gerichtlichen Verhandlungen §. 259.

2) Ueber die Kommunikation der Gerichte bei zweifelhaften Fällen mit der Finanz-Behörde s. R. vom 28. Februar 1823 — Lottner B. II. S. 350. Ueber Stempelung gerichtlicher auf Briefpapier zur Porto-Ersparung geschriebener Urkunden s. Lottner B. III. S. 452.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Anwendung des Stempelgesetzes auf Erkenntnisse in Kollokations-, Theilungs- und Arrest-Sachen (R. vom 6. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 226). Anwendung des Stempelgesetzes auf Erkenntnisse: 1. bei Pluspetitionen; 2. bei Rektifikation der Civil-Stands-Register; 3. bei Reduktion vormundschaftlicher Hypotheken; 4. bei theilweise definitiven Urtheilen; 5. bei Abwesenheitserklärungen; 6. bei Exekutorisch-Erklärung schiedsrichterlicher Urtheile; 7. bei Zurückweisung zu früh angebrachter Klagen (R. vom 14. Februar 1838 — Lottner B. VI. S. 474).

Berechnung in Fallit-Sachen (R. vom 6. März 1830 — Lottner B. III. S. 327).

Berechnung des Werthstempels bei Resubhastationen (A. K. O. vom 5. April 1840 und R. vom 30. April 1840 — Just. Min. Bl. S. 170).

Berichtigung der Urtheilsbestimmungen über den Betrag der Erkenntnißstempel (R. vom 21. März 1834 — Lottner B. IV. S. 41).

Erörterung der Monita der Stempelfiskale (R. vom 25. März 1836 — Lottner B. V. S. 347 verb. mit R. vom 21. Februar 1837 — Lottner B. VI. S. 772).

## §. 250.

### b. In Straffachen.

Stempel für Erkenntnisse der Polizei-Gerichte in einfachen Polizei-Sachen (R. vom 4. Juni 1824 — Lottner B. V. S. 11).

Stempel bei Erkenntnissen in Disciplinar-Sachen (R. vom 14. Februar 1838 — Lottner B. VI. S. 478).

## §. 251.

### 2. Auf Gerichtsvollzieherurkunden in dem Laufe des Prozeß-Verfahrens.

R. vom 11. Februar 1823 (Lottner B. II. S. 346) verb. mit R. vom 21. Mai 1823 (S. 379 a. a. O.).

## §. 252.

### 3. Auf Notariat-Verhandlungen und andere nicht streitige Fälle.

I. In Theilungssachen. A. Für die Uebernahme von Nachlaßgegenständen durch die Theilungs-Interessenten (A. K. O. vom 24. Dezember 1834 — Lottner B. V. S. 34 verb. mit R. vom 10. Oktober 1836 — S. 470 a. a. O.); B. für die Auseinandersetzungs-Protokolle der Notarien (Schr. d. Just. Min. vom 19. April 1837 ad pos. 30 — Lottner B. VI. S. 229).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. In Vormundschaftssachen. 1. Im Allgemeinen (A. K. O. vom 4. Juli 1834 unter 4 — Lottner B. IV. S. 131; Instr. vom 16. August 1834 — S. 137 a. a. O.). R. vom 18. November 1837 — Lottner B. VI. S. 330). 2. Bei dem Vorhandenseyn eines überlebenden Ehegatten (R. vom 9. Februar 1836 — Lottner B. V. S. 329). 3. Stempelpflicht der Vereidungs-Protokolle ständiger Taxatoren (R. vom 6. Dezember 1838 — Lottner B. VI. S. 652).

III. Bei Kaufverträgen über eine Superficies (Schr. d. Just. Min. vom 14. Februar 1838 ad pos. 52 — Lottner B. VI. S. 477).

IV. Bei Licitations-Verhandlungen (R. vom 13. November 1830 — Lottner B. III. S. 365).

V. Stempelpflicht: A. von Unterschriftsbeglaubigungen (R. vom 16. Juli 1828 — Lottner B. III. S. 242 und Publ. vom 31. Dezember 1834 — Lottner B. V. S. 35); B. von Legitimations-Urkunden der Staatsgläubiger (R. vom 11. Januar 1825 — Lottner B. II. S. 545).

# VI. Entrichtung und Ersatz der Gerichtskosten.

## A. In Civil-Sachen.

### §. 253.

1. Form der Einforderung von Gerichtskosten.

I. Der Gebühren bei den Friedensgerichten (s. oben §. 200 unter III).

II. Der Sekretariats-Gebühren (s. oben §. 203 unt. III).

III. Der Gebühren der gerichtlichen Hülfsbeamten (C. Pr. O. Art. 60). [1])

IV. Der Gebühren 1. der Sachverständigen (C. Pr. O. Art. 319); 2. der Zeugen (C. Pr. O. Art. 277) und der Kosten eines auswärtigen Zeugenverhörs (C. Pr. O. Art. 266); 3. der Gebühren der Hüter bei Pfändungen (s. oben §. 217).

V. Der Notarien (allg. Bemerkungen zu der Taxordnung unter 17; Lottner B. II. S. 266). [2])

VI. Der Hypotheken- und Transscriptions-Gebühren und des Honorars der Hypotheken-Buchführer (C. G. B. Art. 2155).

1) Vergl. oben §. 208 unter IV.

2) Festsetzung gegen den Fiskus (R. vom 1. November 1836 — Lottner B. V. S. 485).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 254.

### 2. Tragung und Ersatz der Gerichtskosten.

I. In Prozeß-Sachen im Allgemeinen. A. Verurtheilung des unterliegenden Theiles in die Kosten (C. Pr. O. Art. 130). Anwendung auf den nicht aus der Sache getretenen Gewährkläger bei der garantie formelle (C. Pr. O. Art. 185). Verbindlichkeit des Nießbrauchers zur Tragung von Prozeß-Kosten (C. G. B. Art. 613). B. Ausnahmen. 1. Persönliche Verurtheilung der gerichtlichen Hülfsbeamten oder der Vertreter der Parteien in die Kosten (C. Pr. O. Art. 71, 132, 192, 360, 1030). 2. Kompensation der Kosten (C. Pr. O. Art. 131). 3. Bei Sukkumbenz des Vormundschaftsrichters (R. vom 24. September 1836 — Lottner B. V. S. 533). C. Sonderung der Kondamnation hinsichtlich der Kosten zum Vortheile des Anwaltes (C. Pr. O. Art. 133).

II. Kosten in Verlassenschafts- und Theilungssachen (C. G. B. Art. 797—800, 810, 1080, 1459).

III. Kosten bei nothwendigen Subhastationen. (Subhastations-Ordnung vom 1. August 1822 §§. 21, 33 — Lottner B. II. S. 286, 288).

IV. Kommun-Kosten in dem Debit-Verfahren. A. Für die Betreibung des Distributions-Verfahrens (C. Pr. O. Art. 662); B. für die Betreibung des Kollokations-Verfahrens (C. Pr. O. Art. 759);[3] C. in Falliment-Sachen (H. G. B. Art. 558, 589, 590).

V. Anwaltgebühren in Handelssachen. Nichtverpflichtung des Sukkumbenten zur Erstattung derselben (R. vom 23. September 1839 — Just. Min. Bl. S. 322).

VI. Kosten in nicht streitigen Sachen. A. Bei Zahlungen (C. G. B. Art. 1248). B. Bei Zahlungsanerbietungen (C. G. B. Art. 1258 u. folg.). C. Bei Kauf-Kontrakten (C. G. B. Art. 1593, 1608, 1675). D. Bei Transscription von Erwerbungsverträgen und Hypothekarinscriptionen (C. G. B. Art. 2156).

## B. In Strafsachen.

## §. 255.

### 1. Verurtheilung in die Kosten.

I. Verurtheilung des Beschuldigten. A. In Polizei-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 162, 176). B. In Korrektions-Sachen

3) Ueber die Kosten des Kommun-Anwaltes bei Kontestirung des provisorischen Vertheilungs-Status s. C. Pr. O. Art. 768 769.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

(Kr. Pr. O. Art. 194 und R. vom 25. August 1836 — Lottner B. V. S. 444). C. In Kriminal-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 368). Tragung der Kosten in Untersuchungen wegen Beleidigung bei erfolgendem Verzichte (A. K. O. vom 21. Oktober 1837 und R. vom 31. Oktober j. J. — Lottner B. VI. S. 319). — Kontumazial-Kosten (Kr. Pr. O. Art. 187, 478).

II. Verurtheilung der Civilpartei (Kr. Pr. O. Art. 162, 176, 194, 368, 436; Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 157, 158, 160 — Hdb. V. S. 739 — und A. K. O. vom 13. Februar 1834 über die Kostenfreiheit der nicht unterliegenden Civilpartei — Lottner B. IV. S. 26).

III. Solidar-Verbindlichkeit der Mitschuldigen und der civilrechtlich verantwortlichen Personen (C. G. B. Art. 1384) zur Tragung der Kosten. Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 156. Nichtausdehnung der Solidarität a. auf den Antheil an den Kosten, welcher auf Sportelfreiheit genießende Militär-Personen fällt (R. vom 23. Januar 1836 — Lottner B. V. S. 321); b. auf Ehemänner, Eltern, Vormünder und Dienstherrschaften bei Forst- und Feldfreveln (R. vom 7. April 1838 — Lottner B. VI. S. 454).

IV. Nicht rückforderbare Kosten in Strafsachen (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 162).

## §. 256.

### 2. Auszahlung der Kriminal-Kosten.

I. Dringende Kriminal-Kosten. A. Aufzählung der hierher gehörigen Gattungen von Kosten. (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 184; Cirk. vom 3. Februar 1820 — Lottner B. II. S. 24 — §§. 1—13). B. Anweisung durch richterliches Mandat (Art. 183 a. a. O.). Vorschußweise Anweisung an Zeugen (Art. 185 a. a. O.).

II. Nicht dringende Kosten. A. Liquidation, Festsetzung und Ertheilung der Exekutorien für dieselben (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 138—140, 142). Form der Liquidationen und der Anweisungen auf den Kriminalfonds (Art. 144, 147 a. a. O.; Cirk. vom 3. Februar 1820 — Lottner B. II. S. 24 — §§. 14 u. folg.; R. vom 14. April 1837 — Lottner B. VI. S. 146). B. Visirung der Exekutorien durch die Verwaltungsbehörde (Art. 143, 144, 149, 152, 153, 160, 166 a. a. O.). Dekret vom 2. Februar 1805 — 13. Plüvios XIII — Art. 2; Hdb. V. S. 5). C. Duplikate der festgesetzten Liquidationen und Gebrauch derselben (Art. 148, 166 a. a. O.). D. Zahlungsleistung (Art. 147, 154, 155 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

III. Verantwortlichkeit für tarifwidrige Festsetzungen. Wiedereinziehung der darauf geleisteten Zahlungen (Art. 141, 172, 173 a. a. O.; R. vom 30. November 1838 — Lottner B. VI. S. 646).

IV. Außerordentliche und nicht tarifmäßige Kriminal-Kosten (Art. 136; Art. 148 vergl. mit Art. 3, 150, 151, 162 a. a. O.).

V. Unmittelbare Anweisungen auf die Parteien (Art. 159, 161 a. a. O.).

## §. 257.

### 3. Einziehung der zur Erstattung geeigneten Kriminal-Kosten.

I. Kostenvorschüsse der Civilparteien (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 160, 161 a. a. O.; Cirk. vom 3. Februar 1820 — Lottner B. II. S. 24 §. 22).

II. Anfertigung des Kosten-Status, Ertheilung der Exekutorien zur Einziehung des Betrages (Art. 163 a. a. O. — R. v. 9. Februar 1821 — Lottner B. II. S. 87; R. vom 24. Mai 1822 — S. 269 a. a. O.). Einsendung von Auszügen oder Abschriften des Kosten-Status an die Verwaltungsbehörden und an das Justiz-Ministerium (Art. 164 vergl. mit Art. 166 a. a. O.).

III. Beitreibung der dem Kriminalfonds zu erstattenden Kosten (Art. 174, 176 a. a. O.). Unstatthaftigkeit der Schuldhaft für Kriminal-Kosten (A. K. O. vom 10. März 1821 — Lottner B. II. S. 124; R. vom 19. November 1825 — S. 621 a. a. O.). Unzulässigkeit der Substituirung von Gefängnißstrafen (R. vom 3. Januar 1838 — Lottner B. VI. S. 381). Gegenständliche Beschränkung der Mobilar-Pfändungen (R. vom 27. Dezember 1825 — Lottner B. II. S. 627). Deckung der Kriminal-Kosten durch Gehaltsabzüge gegen Beamte (A. K. O. vom 11. Juni 1829 und R. vom 12. November 1829 — Lottner B. III. S. 308). Berichtigung aus dem Nachlasse (R. vom 30. Dezember 1835 — Lottner B. V. S. 297).

IV. Niederschlagung inexigibler Kriminal-Kosten (R. vom 19. Mai 1826 — Lottner B. III. S. 30 verb. mit R. vom 16. Februar 1827 — S. 96 a. a. O.). Mittheilung der Niederschlagungs- oder Milderungsgesuche an die Königl. Regierungen (R. vom 28. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 256).

V. Kontrolirung a. der Ausgaben aus dem Kriminalfonds (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 165—173); b. der vollständigen Ueberweisung der wiedereinzuziehenden Kriminal-Kosten (V. vom 13. Mai 1840 — Just. Min. Bl. S. 181).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 258.

## VII. Erhebung der Stempelgebühren.

I. Erkenntnißstempel in Civil-Sachen. Beitreibung nach der Publikation (R. vom 19. August 1825 — Lottner B. II. S. 607). Einziehung nach Maaßgabe des Erkenntnisses über den Kostenpunkt (R. vom 3. Mai 1836 — Lottner B. V. S. 376). Einziehung von dem Kläger bei Kontumazial-Urtheilen (R. vom 2. Januar 1839 — Just. Min. Bl. S. 34).

II. Sicherstellung der Stempelgebühren in dem Falle der Stundung bei vormundschaftlichen Verhandlungen (R. vom 9. Mai 1823 — Lottner B. II. S. 370).

III. Stempel zu Notariat-Verhandlungen. Verwendung des Werthstempels zu den Ausfertigungen. Vermerk des Betrages in den Repertorien. Frist zu der Herbeischaffung (R. vom 1. August 1825 — Lottner B. II. S. 601; R. vom 4. November 1825 — S. 617 a. a. O.).

IV. Stempel-Kontrole über die zur Einregistrirung gelangenden Privat-Urkunden (R. vom 7. März 1831 — Lottner B. III. S. 371 verb. mit R. vom 12. April 1837 — Lottner B. VI. S. 144).

V. Anwendung, Einziehung und Verrechnung des Stempels in Strafsachen (R. vom 15. Juli und 16. August 1823 — Lottner B. II. S. 396).

VI. Kontrole der richtigen Anwendung des Stempelgesetzes [1]). A. Pflicht der Notarien zur Anzeige von Kontraventionen (R. vom 1. September 1823 — Lottner B. II. S. 406). B. Abfassung von Stempelstraf-Resoluten [2]) (Instr. vom 23. Juni 1828 — Lottner B. III. S. 232). Insbesondere gegen Beamte wegen Nichtverwendung der tarifmäßigen Stempel (R. vom 3. Oktober 1834 — Lottner B. IV. S. 154; R. vom 28. April 1835 — Lottner B. V. S. 113 und A. K. O. vom 28. Oktober 1836 — S. 480 a. a. O.). Stempelstrafen gegen Notarien (R. vom 27. Oktober 1837 — Lottner B. VI. S. 316; R. vom 7. Januar 1838 — Lottner B. VI. S. 390). Rekurse gegen Stempelstraf-Resolute (Instr. vom 23. Juni 1828 §§. 6 u. folg.; R. vom 1. Oktober 1829 — Lottner B. III. S. 300; A. K. O. vom 13. April 1833 — Lottner B. VI. S. 318). Kompetenz bei Rekursen der Notarien gegen Stempelstraf-Resolute der

1) Vergl. oben unter IV.

2) Ueber die Nichtverhaftung der Mandatarien für die Stempel-Kontraventionen ihrer Mandanten s. A. K. O. vom 24. Februar 1830 (R. vom 11. Juni 1830 — Lottner B. III. S. 350).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Landgerichte (V. vom 3. Juli 1839 — Just. Min. Bl. S. 251).

VI. Nachforderung von den Gerichten nicht auferlegter Werthstempel in gerichtlichen Angelegenheiten (R. vom 21. Februar 1837 — Lottner B. VI. S. 41). Unstatthaftigkeit der unmittelbaren Einforderung durch die Steuerbehörde (V. vom 19. November 1839 — Just. Min. Bl. S. 386).

## §. 259.

## VIII. Sportel- und Stempelfreiheit.

I. Befreiung des Fiskus: A. Hinsichtlich der Gerichtskosten: 1. von dem Vorschuß der Expeditions-Gebühren und von einem Drittel des Antheiles der Sekretariate an denselben (Gesetz vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 20; Hdb. IV. S. 24); 2. von den Reisekosten und der Hälfte der Gebühren der Gerichtsvollzieher in Strafsachen (Instr. vom 10. Juni 1833 — §. 11; Lottner B. III. S. 639); 3. von Prozeß-Strafen (R. vom 11. August 1831 — Lottner B. III. S. 385). Gebührenpflicht in anderen Fällen (Bericht des Gen. Prok. vom 20. Juli 1831 — Lottner B. III. S. 386). B. Stempelfreiheit (Stempelgesetz vom 7. März 1822 §. 3 unter i und Schlußabsatz — Gesetzs. S. 58).

II. Sportelfreiheit aktiver Militär-Personen (A. K. O. vom 17. Februar 1838 — Lottner B. VI. S. 419). [3])

III. Befreiung öffentlicher Anstalten, und zwar: A. Stempelfreiheit der Kirchen, Armenanstalten, Waisenhäuser, milden Stiftungen, Unterrichts-, Straf- und Besserungsanstalten (Dekr. vom 27. Juni 1811 §. 4 unter 2 — Gesetzs. S. 314 — verb. mit Stempelgesetz vom 7. März 1822 §. 3 unter i — Gesetzs. S. 58 —; A. K. O. vom 16. Januar 1827 und Publ. d. Prov. Steuer-Dir. vom 5. Juli 1827 — Amtsbl. Aach. S. 285; Düsseld. S. 307; Kobl. S. 261; Köln S. 115; Trier S. 205). Unanwendbarkeit auf Privat-Armenanstalten, welche nicht die Rechte moralischer Personen haben (R. vom 9. Januar 1835 — Lottner B. V. S. 42). Anwendung auf Kleinkinderbewahranstalten (A. K. O. vom 11. Mai 1841 und Publ. vom 11. Mai 1841 — Amtsbl. Düsseld. S. 219). B. Stempel- und Sportelfreiheit der Eisenbahnunternehmungen bei Grundabtretungen (Gesetz vom 3. November 1838 §. 15 — Gesetzs. S. 508 und R. vom 2. Mai 1839 S. 165). C. Stempel- und Gebührenfreiheit in Vor-

3) Vergl. die frühere A. K. O. vom 16. April 1834 (Lottner B. IV. S. 60) und das R. vom 23. Januar 1836 (B. V. S. 321 a. a. O.).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

mundschaftssachen (R. vom 18. November 1837 — Lottner B. VI. S. 330). [1])

IV. Gegenständliche Befreiungen: [2]) A. Stempelfreiheit der Sühneverhandlungen (A. K. O. vom 17. August 1835 — Lottner B. V. S. 189; R. vom 6. November 1835 — S. 251 a. a. O.). B. Stempelfreiheit der Festsetzungs-Dekrete von Advokaten- und Anwaltgebühren (R. vom 20. März 1826 — Lottner B. III. S. 18; R. vom 17. Oktober 1834 — Lottner B. IV. S. 166); C. Stempelfreiheit der Erkenntnisse in einfachen Holzdiebstahlssachen (R. vom 30. November 1827 — Lottner B. III. S. 165). D. Stempelfreie Ertheilung von Kadaster-Auszügen an die legitimirten Interessenten (A. K. O. vom 23. Februar 1839 — Just. Min. Bl. S. 125). E. Stempelfreiheit der polizeilichen Verhandlungen in Bau-, Deichbau- und Vorfluthsangelegenheiten (V. d. Min. d. Inn. vom 10. April 1839 und Publ. vom 10. Mai 1839 — Amtsbl. Düsseld. S. 193). F. Kosten- und stempelfreie Ertheilung der im gesandtschaftlichen Wege nachgesuchten Tauf-, Trau- und Todtenscheine (A. K. O. vom 5. August 1836 — Lottner B. VI. S. 40). G. Stempelfreiheit der Auszüge ausländischer Civil-Standes-Register (R. vom 12. November 1837 — Lottner B. VI. S. 327). H. Stempel- und Sportelfreiheit der Vereidigungsverhandlungen Königl. Forstschutzbeamten (R. vom 22. Juni 1838 — Lottner B. VI. S. 536).

## §. 260.

## IX. Armenrecht [3]).

I. Verordnung vom 16. Februar 1823 (Lottner B. II. S. 347). Formelle Qualifikation (§§. 1—4) und Folgen der Zulassung (§§. 5—12). Wegfallen der Sukkumbenz-Strafen (A. K. O. vom 25. Mai 1831 §. 5 — Lottner B. III. S. 375). Nachforderung der Stempel und Kosten (§. 14). Anwendung auf Ausländer (§. 16) [4]). Zu-

1) Vergl. oben §. 201 unter V; §. 203 unter IV. c.; §. 221.
2) Vergl. Stpl. Ges. vom 7. März 1822 §. 3 unter a—g (Gesetzs. S. 57)
3) Das franz. R. über diesen Gegenstand enthält: Dekret vom 14. Dezember 1810 Art. 24 (Hdb. V. S. 645).
4) Vergl. R. vom 10. April 1835 (Lottner B. V. S. 102). Insbesondere Zulassung baierischer Unterthanen (R. vom 9. Juni 1834 — Lottner B. IV. S. 83). Ueber die Gesetzgebung des Auslandes in Betreff des A. R. s. Jur. Zeitg. f. 1836 S. 388).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

ordnung von Anwälten und Gerichtsvollziehern (R. vom 16. Mai 1823 — S. 378 a. a. O.). Bestreitung der baaren Auslagen (R. vom 30. August 1833 — Lottner B. III. S. 668; R. vom 4. September 1834 — Lottner B. IV. S. 152). Stundung der Insertions-Kosten (R. vom 26. Juli 1836 — Lottner B. V. S. 426). Anweisung der Zeugengebühren (R. vom 30. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 713). Kostenfreie Ertheilung von Hypotheken-Auszügen (R. vom 4. Februar 1837 — S. 91 a. a. O.). Wiedereinziehung der gestundeten Gebühren und Auslagen (R. vom 19. Dezember 1834 — Lottner B. IV. S. 198). Niederschlagung aus dem Kriminalfonds gezahlter Kosten (R. vom 22. Juni 1838 — Lottner B. VI. S. 535). Verfahren in der Appellationsinstanz (R. vom 7. Juli 1824 — S. 510 a. a. O.). Unstatthaftigkeit der Admission von Kirchen wegen subsidiarischer Verpflichtung der Gemeinden zur Aufbringung der kirchlichen Bedürfnisse (R. vom 13. Juli 1829 — Lottner B. III. S. 288).

II. A. K. O. vom 25. Mai 1831 (Lottner B. III. S. 374). Beschränkung der Mißbräuche des Armenrechtes. Substantiirung der Zulassungsgesuche [5]). Vergl. R. vom 9. Dezember 1831 — S. 419 a. a. O. (Vernehmung der Supplikanten. Formulare zu Armuths-Attesten). Gründe und Motivirung der zurückweisenden Beschlüsse (R. vom 20. Februar 1835 — Lottner B. V. S. 73; vom 16. Januar 1836 — S. 312 a. a. O. und vom 3. März 1838 — B. VI. S. 432 a. a. O.).

III. Kompetenz bei Armenrechtsgesuchen (R. vom 14. März 1837 — Lottner B. VI. S. 91).

IV. Rechtsmittel gegen zurückweisende Beschlüsse (A. K. O. vom 25. Mai 1831 unter 3 — Lottner B. III. S. 375 und R. vom 18. Oktober 1832 — S. 521 a. a. O.).

V. Strafe: A. der Erschleichung des A. R. (Verordn. vom 16. Februar 1823 §. 10 — Lottner B. II. S. 348); B. des Mißbrauches (§. 8 a. a. O.; A. K. O. vom 25. Mai 1831 unter 5 — Lottner B. III. S. 375).

## X. Vorzugsrecht der Gerichtskosten.

### §. 261.

### A. Der Kosten in Civil-Sachen.

C. G. B. Art. 2098, 2101 unter 1.
C. Pr. O. Art. 657, 662, 716, 750, 768.

5) S. jedoch R. vom 9. Juni 1834 (Lottner B. IV. S. 83).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 262.

## B. Der zu erstattenden Kriminal-Kosten.

Gesetz vom 5. September 1807 (Hdb. V. S. 283).

§. 263.

## XI. Verjährung.

I. Der Gerichtsvollziehergebühren (C. G. B. Art. 2272 Abs. 2).
II. Der Anwaltgebühren (C. G. B. Art. 2273—2275).
III. Der Stempelstrafen (Gesetz vom 18. Juni 1840 §. 13 — Gesetzs. S. 142 verb. mit Gesetz vom 12. Dezember 1798 — 22. Frimär VII — Art. 61 — Hdb. III. S. 825).
IV. Der Gerichtsschreiberei- und Hypotheken-Gebühren (Gesetz vom 12. Dezember 1798 — 22. Frimär VII Art. 61; Hdb. III. S. 825 verb. mit Dekret vom 12. Juli 1808 Art. 6; Hdb. V. S. 373 und Gesetz vom 24. März 1806 — Hdb. V. S. 71).
V. Der Kosten-Exekutorien in Kriminal-Sachen (Dekret vom 18. Juni 1811 Art. 149 — Hdb. V. S. 738; R. vom 18. Februar 1837 — Lottner B. VI. S. 91), so wie: der Restitutionen an den Kriminalfonds (Art. 172 a. a. O. — Hdb. V. S. 741).

§. 264.

## XII. Allgemeine Justiz-Kosten.

I. Aufbringung der Justiz-Kosten. Betrag und Vertheilung des zu denselben durch Grundsteuerbeischläge zu entrichtenden Beitrages (Gesetz vom 21. Januar 1839 — Gesetzs. S. 58).
II. Ausgaben für allgemeine Justiz-Zwecke [1]). A. Gerichts-Lokale (Cirk. vom 24. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 243). Veranschlagung und Revision der für Königliche Rechnung auszuführenden Bauten (R. vom 6. April 1836 — Lottner B. V. S. 358). Miethverträge über Friedensgerichts-Lokale (R. vom 30. Oktober 1826 — Lottner B. III. S. 72). B. Utensilien. Inventur derselben (Publ. vom 21. April 1826 — Lottner B. III. S. 24 und vom 2. Oktober 1826 — S. 66 a. a. O.). Anschaffung bei den Friedensgerichten (R. vom 18. Dezember 1826 — Lottner B. III. S. 86).

1) Vergl. das Dekret vom 30. Januar 1811 (Hdb. V. S. 667).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

C. Gerichts-Bibliotheken. 1. Anschaffung der preußischen Gesetzbücher und der Gesetzsammlung bei den Land- und Friedensgerichten (R. vom 5. Oktober 1821 — Lottner B. II. S. 181); 2. Anschaffung der Jahrbücher für die Gesetzgebung (R. vom 24. Juni 1825; Lottner B. II. S. 597); 3. Kosten des Einbandes bei den Friedensgerichten (R. vom 20. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 28). 4. Introduktions-Gebühren bei dem Appellations-Gerichtshofe und den Landgerichten zur Bildung eines Bibliothekfonds (R. vom 9. Januar 1824). [2]) Beitragspflicht bei gleichzeitiger

2) Das in der Lottner'schen Sammlung nicht mitgetheilte Rescript lautet, wie folgt:

Auf Ihren Bericht vom 23. v. M. in Betreff der Bibliotheken der Landgerichte wird Ihnen eröffnet, daß, da kein Organisationsfonds jetzt disponibel ist, woraus die erste Anschaffung des bei den Landgerichten unentbehrlichen Bücherbedarfs erfolgen kann, nichts übrig bleibt, als

1) diejenigen Duplikate, die sich, nachdem der hiesige Revisions- und Kassations-Hof befriedigt seyn wird, noch bei einem andern Landgerichte vorfinden sollten, zur Ergänzung des Bedarfs bei andern Landgerichten anzuwenden;

2) die Anschaffungen, die alsdann nothwendig seyn werden, wobei jedoch mit möglichster Sparsamkeit zu verfahren ist, nach und nach aus dem Extraordinario des Landgerichts zu bewirken.

Um einen Fonds zur Unterhaltung der Bibliotheken des Königlichen Appellations-Gerichtshofes und der Landgerichte zu bilden, so wird festgesetzt, daß vom Anfange des laufenden Jahres an, von jedem Präsidenten und Rathe, jedem Beamten des öffentlichen Ministerii, den Assessoren, Advokat-Anwälten und Advokaten, sowohl des Königl. Rheinischen Appellations-Gerichtshofes als der Landgerichte bei ihrer Ernennung oder Weiterbeförderung ein zu diesem Behufe bestimmter Beitrag von 5 Thalern Gold, von jedem Auscultator und Referendarius aber von 2½ Thlr. Gold zu erheben seyn wird. Diese Beiträge müssen vor der jedesmaligen Verpflichtung der Beamten eingezogen werden.

Zum Verwalter des dadurch gebildeten Fonds wird der Obergerichtsschreiber unter Aufsicht der Präsidenten, sowie des Königl. Herrn General-Prokurators für den Appellations-Gerichtshof und des Ober-Prokurators für die Landgerichte bestimmt. Es wird ihm zur Pflicht zu machen seyn, für die gehörige Erhebung dieser Beiträge zur Bibliothek zu sorgen, und die Herren Präsidenten und resp. der Herr General-Prokurator und die Ober-Prokuratoren haben darauf zu sehen, daß dieser Pflicht von dem Obergerichtsschreiber nachgekommen und jährlich von ihm Rechnung gelegt werde.

Die Anschaffung der benöthigten Bücher wird sodann auf den Vorschlag und unter Genehmigung des Landgerichts zu bewirken, so wie die Aufsicht über die Bibliotheken selbst den Obergerichtsschreibern und da, wo für die Ober-Prokuratoren besondere Bibliotheken gebildet werden,

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Ernennung zum Advokaten und zum Anwalte (R. vom 20. November 1835 — Lottner B. V. S. 259). 5. Kanzlei-Kosten-Fonds. Zahlung des Dispositionsquantums in Quartalraten (R. vom 11. September 1835 — Lottner B. V. S. 218). Rechnungslegung (R. vom 2. September 1822 — Lottner B. II. S. 304). 6. Allgemeine Ausgaben des Kriminalfonds (Dekret vom 18. Juni 1811 Tit. I. Kap. 10 — Druckkosten — Kap. 11. Strafvollstreckungskosten — Hdb. V. S. 730 vergl. mit Art. 2, 3, 162). Kosten des Aufenthaltes von Sträflingen in Irrenanstalten (R. vom 3. Oktober 1825 — Lottner B. II. S. 613).

# Neunter Abschnitt.

# Dienstverhältnisse der Justiz-Beamten.

## Erstes Kapitel.

## Allgemeine Bestimmungen [1]).

### I. Qualifikation zu dem Justiz-Dienste.

§. 265.

#### A. Materielle Qualifikation.

Regulativ über die praktischen Vorbereitungen und die Prüfungen zu dem Justiz-Dienste vom 16. Februar 1832 (Lottner B. III. S. 431).

§. 266.

#### B. Formelle Qualifikation.

I. Gesetzliches Alter. A. K. O. vom 3. September 1822 und R. vom 30. September 1822 (Lottner B. II. S. 315). Dispensations-Befugniß des Justiz-Ministers.

II. Erfüllung der Militär-Pflicht (Rumpf Dienst- und Rechtsverh. S. 4 §. 3).

den Parket-Schreibern zu übertragen seyn, jedoch unter Kontrole eines Raths und resp. eines Beamten des öffentlichen Ministerii.

Berlin, den 9. Januar 1824.

Der Justiz-Minister.
(unterz.) v. Kircheisen.

An den Königl. Herrn General-Prokurator zu Köln.

1) Vergl. Rumpf Dienst- und Rechtsverhältnisse d. Preuß. Staatsbeamten. Berlin 1833. 8.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## II. Versorgungsansprüche.

§. 267.

### A. Für Wartegeldempfänger.

R. vom 8. März 1819 (Ann. d. inn. Verw. S. 11).

§. 268.

### B. Für Freiwillige aus den Befreiungskriegen.

I. Vorzugsweise Berücksichtigung derselben. Publ. vom 3. Februar 1813 (Gesetzs. S. 17) verb. mit A. K. O. vom 19. Februar 1813 (S. 14 a. a. O.) und vom 7. April 1815 (Gesetzs. S. 35).

II. Konkurrenz mit versorgungsberechtigten Militärinvaliden (Staats-Min. Beschl. vom 12. Oktober 1837 unter 4 — Lottner B. VI. S. 369).

§. 269.

### C. Invaliden-Versorgung.

I. Grundsätze für die Civil-Anstellung. A. K. O. vom 22. Dezember 1837 und Staats-Ministerial-Beschluß vom 12. Oktober 1837 (Lottner B. VI. S. 368). Anwendung auf Gerichtsvollzieherstellen (S. 372 a. a. O.).

II. Einziehung der Invaliden-Versorgungsscheine [2]) bei verschuldeter Dienstentlassung (A. K. O. vom 17. März 1822 — Gesetzs. S. 42) verb. mit R. vom 22. Mai 1832 (Lottner B. III. S. 473).

§. 270.

### D. Civil-Versorgung pensionirter Offiziere.

A. K. O. vom 20. Dezember 1828 (Ann. d. inn. Verw. S. 9).

§. 271.

### E. Versorgungsberechtigte Unter-Offiziere.

I. Berücksichtigung bei Anstellungen in dem Subaltern-Dienste (A. K. O. vom 31. Oktober 1827 — Lottner B. III. S. 252). Anwendbarkeit auf den Justiz-Dienst (A. K. O. vom 19. Oktober 1828 — Lottner B. III. S. 256).

II. Erforderliche Militär-Dienstzeit (A. K. O. vom 7. November 1835; vom 22. Mai 1836 und R. vom 20. August 1836 — Lottner B. V. S. 438 — verb. mit A. K. O. vom

2) Ueber Ertheilung derselben s. akad. Ediktenf. B. 12 S. 178, 574, 576

10. Januar 1837 und R. vom 31. März 1837 — Lottner B. VI. S. 128).

III. Probedienstleistungen der Aspiranten (R. vom 29. November 1836 — Lottner B. V. S. 512).

IV. Zulassung zu den Vorbereitungen für den Gerichtschreiber- und Gerichtsvollzieherdienst (R. vom 4. September 1834 — Lottner B. IV. S. 151 — und vom 19. Dezember 1834 — S. 198 a. a. O.).

§. 272.

## F. Civilsupernumerarien.

A. K. O. vom 31. Oktober 1827 unter 8 (Lottner B. III. S. 254) verb. mit R. vom 13. Mai 1836 (Lottner B. V. S. 373).

§. 273.

## III. Erlangung des Amtes.

I. Anstellungssachen im Allgemeinen (R. vom 5. Oktober 1821 — Lottner B. II. S. 176).

II. Geschäftskreis der Generalprokuratur in denselben (R. vom 27. Oktober 1823 — Lottner B. II. S. 434; R. vom 20. November 1834 — Lottner B. IV. S. 178).

III. Immediat-Anstellungsgesuche (A. K. O. vom 4. Mai 1835 — Lottner B. V. S. 123).

IV. Ernennung (Instr. vom 19. November 1818 §. 47 — Lottner B. I. S. 530).

V. Gebührenfreiheit der Anstellungssachen (R. vom 3. April 1837 — Lottner B. VI. S. 133).

VI. Diensteid (A. K. O. vom 5. November 1833 — Lottner B. V. S. 24). Insbesondere bei Dienstveränderungen (A. K. O. vom 10. Februar 1835 und R. vom 4. April 1835 — Lottner B. V. S. 98).

§. 274.

## IV. Amtspflichten.

I. Unabhängigkeit der Uebernahme von vorheriger Leistung des Amtseides (A. K. O. vom 11. August 1832 und R. vom 14. August 1832 — Lottner B. III. S. 497).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Nebenämter. Beschränkende Anordnungen für die Uebernahme derselben (A. K. O. vom 13. Juli 1839 — Gesetzs. S. 235). Unvereinbarkeit der Justiz- und Gemeindeämter (R. vom 2. August 1834 — Lottner B. IV. S. 106).

III. Verbot des Gewerbebetriebes durch Justiz-Beamte ohne Einwilligung der vorgesetzten Dienstbehörde (R. vom 7. Dezember 1821 — Lottner B. II. S. 194).

IV. Urlaub [1]). Ertheilung im Allgemeinen und insbesondere zu Reisen in das Ausland (R. vom 27. Februar 1824 — Lottner B. II. S. 457 — und R. vom 30. Oktober 1824 unter 5 — S. 532 a. a. O.; R. vom 5. Mai 1837 — Lottner B. VI. S. 183). Beurlaubung der zu Landtagsabgeordneten gewählten Beamten (R. vom 2. Oktober 1835 — Lottner B. V. S. 228).

§. 275.

## V. Rang.

Regulirung der Rangverhältnisse (A. K. O. vom 6. Februar 1824 — Lottner B. II. S. 456). Insbesondere: 1. der Kammer-Präsidenten der Landgerichte (R. vom 3. Oktober 1835 — Lottner B. V. S. 230); 2. der Prokuratoren bei den Landgerichten (R. vom 25. Juni 1832 — Lottner B. III. S. 478); 3. der mit dem Justiz-Raths-Titel beliehenen Advokat-Anwälte (A. K. O. vom 1. November 1835 — Lottner B. V. S. 251 und R. vom 1. Oktober 1836 — S. 464 a. a. O.).

§. 276.

## VI. Amtskleidung.

I. Für den Dienst in den öffentlichen Sitzungen (R. vom 14. Juni 1822 — Lottner B. II. S. 273). [2])

II. Uniformreglement (Cirk. vom 12. April 1832 — Lottner B. VI. S. 264). Uniform für die Advokat-Anwälte (R. vom 1. Oktober 1836 — B. V. S. 660).

1) Wegen der Gehaltsabzüge s. unten §. 277 unter I. E.

2) Vergl. das französische Dekret vom 6. Januar 1811 (IV. B. 342, Nr. 6446) und das Justizorganisationsdekret vom 17. Dezember 1811 für das Großherzogthum Berg Tit. VII. — oben S. 187.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## §. 277.

## VII. Diensteinkommen.

I. Besoldungen. A. Im Allgemeinen (Instr. vom 19. November 1818 §. 48 — Lottner B. I. S. 530). B. Auszahlung (R. vom 27. Juni 1828 — Ann. d. inn. Verw. S. 309). Gold-Rate (A. K. O. vom 10. November 1832). C. Vakante Gehälter. Aufhebung der Art. 27—32 des Dekretes vom 30. Januar 1811 (R. vom 16. Juli 1821 — Lottner B. II. S. 134). D. Gehaltsbezug in Suspensions-Fällen (R. vom 15. November 1832 — v. Kamptz Jahrb. B. 40 S. 504 verb. mit R. vom 8. Januar 1834 — Lottner B. IV. S. 3). Disposition über die einbehaltenen Diensteinkünfte entsetzter Beamten (A. K. O. vom 20. April 1831 und R. vom 31. Oktober 1831 — Lottner B. III. S. 404). Restitution der während der Untersuchung einbehaltenen Diensteinkünfte (A. K. O. vom 8. Dezember 1824 — Gesetzs. für 1825 S. 5; R. vom 3. Dezember 1838 — Lottner B. VI. S. 648). E. Gehaltsabzüge bei längerem Urlaube (R. vom 6. Dezember 1819 — Lottner B. I. S. 624; R. vom 20. September 1825 — Lottner B. II. S. 612). F. Sterbemonat und Gnaden-Quartal (A. K. O. vom 27. April 1816 — Gesetzs. S. 134 verb. mit R. vom 15. November 1836 — Lottner B. V. S. 495).

II. Emolumente. A. Pflicht der berechtigten Beamten zur Führung von Emolumenten-Registern (R. vom 2. Januar 1826 — Lottner B. III. S. 5). B. Verfahren zur Beseitigung der Monita der Oberrechnungskammer bei streitig werdenden Dienst-Emolumenten (A. K. O. vom 12. April 1835 — Lottner B. V. S. 152).

III. Schreib-Materialien-Entschädigung (R. vom 25. März 1825 — Lottner B. II. S. 583).

IV. Reisekosten und Diäten deren definitive Zahlung aus Staatskosten erfolgt (Regulativ vom 28. Juni 1825 — Gesetzs. S. 163; R. vom 13. Januar 1826 — Lottner B. III. S. 9). Anwendung: 1. bei kommissarischen Aufträgen der Regierungen (R. vom 6. Juli 1835 — Lottner B. V. S. 158); 2. auf Vertretungsfälle bei den Rheinzollgerichten (R. vom 28. April 1838 — Lottner B. VI. S. 469).

V. Dienstwohnungen. Regulativ über die Unterhaltungskosten derselben vom 18. Oktober 1822 (Lottner B. II. S. 336). Entbindung der Kanzlei-Diener und Kastellane von denselben (R. vom 31. Mai 1836 — Lottner B. V. S. 379).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 278.

## VIII. Pensionirung.

I. Pensions-Regulativ vom 30. April 1825 (abgedr. mit den späteren Zusätzen bei Rumpf Dienst- u. Rechtsverh. S. 156). R. vom 11. November 1832 (Lottner B. III. S. 535). Pensions-Sätze für Unterbeamte zu gemeinen oder mechanischen Verrichtungen (A. K. O. vom 26. Januar 1835 — Lottner B. V. S. 551).

II. Ausschluß der Pensions-Berechtigung: A. für Notarien (R. vom 16. Juni 1823 — Lottner B. II. S. 384); B. für diese, Advokat-Anwälte und Gerichtsvollzieher (R. vom 16. November 1821 — Lottner B. II. S. 191; A. K. O. vom 1. Mai 1823 verb. mit R. vom 9. Juni 1823 — S. 382 a. a. O.).

III. Verfahren bei der Pensionirung (R. vom 9. November 1821 — Lottner B. II. S. 190; R. vom 9. Januar 1826 — B. III. S. 9 a. a. O.; R. vom 7. Oktober 1836 — B. V. S. 469 a. a. O.). Berücksichtigung der Dienstzeit als Advokat oder Notar (A. K. O. vom 14. September 1836 — Lottner B. V. S. 453). Berechnung der jährlichen zu beantragenden Pensions-Summe (R. vom 25. November 1837 — Lottner B. VI. S. 339).

IV. Pensionirung wegen mangelhafter Dienstführung oder moralischer Gebrechen (A. K. O. vom 16. August 1826 und 4. September 1827 verb. mit R. vom 15. Oktober 1827 — Lottner B. III. S. 150).

V. Fortbezug von Militärpensionen neben dem Civil-Diensteinkommen (Staats-Min.-Beschluß vom 27. Dezember 1826 und 9. März 1831 und R. vom 31. März 1831 — Lottner B. III. S. 372).

VI. Pensionirung probeweise beschäftigter Militär-Personen (A. K. O. vom 9. Mai 1837 — Lottner B. VI. S. 190).

§. 279.

## IX. Dienstveränderungen.

I. Entsetzung. Unstatthaftigkeit einer nur theilweisen Amtsentsetzung, insbesondere der Entsetzung von den gerichtlichen Funktionen des Bürgermeisteramtes (R. vom 2. Juli 1836). Unfreiwillige Dienstentlassungen nicht richterlicher Beamten in dem Verwaltungswege (A. K. O. vom 21. Februar 1823 — Gesetzs. S. 25).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Suspension (Cirk. vom 15. November 1832 — Lottner B. IV. S. 3).
III. Versetzung. Entschädigung für die Kosten derselben (A. K. O. vom 8. März 1826 und R. vom 3. September 1835 — Lottner B. V. S. 202).
IV. Resignation. Unzulässigkeit derselben zu Gunsten bestimmter Personen (R. vom 8. Januar 1834 — Lottner B. IV. S. 9).

§. 280.

## X. Heirathskonsense und Beitritt zur allgemeinen Wittwenverpflegungsanstalt.

I. Beitrittspflicht zur allgemeinen Wittwenverpflegungsanstalt (Publ. vom 12. März 1821 — Lottner B. II. S. 97; Publ. vom 27. April 1821 und R. vom 11. Mai 1821 — Lottner B. II. S. 110). Minimum des Versicherungsbetrages (Staats-Min.-Beschl. vom 12. November 1824 — Lottner B. II. S. 533).
II. Ertheilung der Heirathskonsense (R. vom 29. Oktober 1836 — Lottner B. V. S. 484).
III. Zwangsmittel zur Erwirkung des Beitrittes zur allgemeinen Wittwenverpflegungsanstalt (R. vom 30. Januar 1830 — Lottner B. III. S. 320 und vom 2. Dezember 1832 — S. 553 a. a. O.).
IV. Bestimmungen über die Aufnahme in dieselbe (Publ. vom 18. Mai 1835 — Lottner B. V. S. 132; Publ. vom 24. November 1836 — S. 504 a. a. O.; R. vom 15. Juli 1838 — Lottner B. VI. S. 556 und vom 10. September 1838 — S. 590 a. a. O.).

# Zweites Kapitel.
# Besondere Dienstverhältnisse.

## I. Vorbereitungsstufen zu dem höheren Justiz-Dienste.

### A. Auskultatur.

§. 281.

1. Erfordernisse der Zulassung zu der ersten Prüfung.

Regulativ vom 16. Februar 1832 §§. 1—17 (Lottner B. III. S. 432).
Cirkular vom 31. März 1834 (Lottner B. IV. S. 45).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

I. Indigenat (§. 7 a. a. O. verb. mit A. K. O. vom 1. Oktober 1829 — Lottner B. III. S. 302).
II. Schulzeugniß (§. 1 a. a. O.).
III. Akademische Studien. A. Dauer (§§. 2—4 a. a. O.). B. Wahl der Universität und Nothwendigkeit des Besuches einer Landes-Universität (A. K. O. vom 13. Oktober 1838 — Lottner B. VI. S. 607 und A. K. O. vom 30. Juni 1841 — Gesetzs. S. 139); C. Zwangsvorlesungen: 1. über das rheinische Civil-Gesetzbuch (V. vom 16. November 1839 — Just. Min. Bl. S. 398); 2. über das allg. Landrecht (V. vom 19. Oktober 1839 — Just. Min. Bl. für 1840 S. 60). D. Abgangszeugnisse (§. 5 a. a. O. verb. mit R. vom 12. März 1823 — Lottner B. II. S. 352; A. K. O. vom 16. August und R. vom 9. Oktober 1834 — B. IV. S. 155 a. a. O.).
IV. Sittliches Wohlverhalten (§. 5 a. a. O.).
V. Nachweis der erforderlichen Subsistenz-Mittel (§. 6 a. a. O.; R. vom 19. Oktober 1831 — Lottner B. III. S. 403).
VI. Zulassungsgesuch (§. 9 a. a. O.) unter Einreichung eines lateinischen curriculum vitae (§. 8 a. a. O.).

## §. 282.

### 2. Abhalten der ersten Prüfung.

I. Kommissarien und Verfahren bei der Prüfung (§. 10 a. a. O.; Cirk. vom 31. März 1834 §. 1; R. vom 10. Dezember 1834 unter 1 — Lottner B. IV. S. 189).
II. Examinationsprotokoll und Gutachten der Examinatoren (§. 11 a. a. O.; R. vom 29. November 1834 — Lottner B. IV. S. 181; R. vom 24. Februar 1836 — Lottner B. V. S. 335).
III. Zulassungs-Attest (§. 12 a. a. O.).
IV. Verfahren bei der Zurückweisung (R. vom 5. Februar 1836 — Lottner B. V. S. 324).

## §. 283.

### 3. Zulassung zu der Auskultatur und Ausbildung der Auskultatoren.

Regulativ vom 16. Februar 1832 §§. 13—17 verb. mit R. vom 10. Dezember 1834 unter 3—5 — Lottner B. IV. S. 190; R. vom 28. Dezember 1834 und Regulativ, die Beschäftigung der Referendarien und Auskultatoren betreffend — Lottner B. IV. S. 208).
Vernehmung der Supplikanten durch Auskultatoren und Referendarien (R. vom 16. Dezember 1837 — Lottner B. VI. S. 364).



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## B. Referendariat.

### §. 284.

1. Referendariats-Prüfung.

I. Erfordernisse der Zulassung. A. Dauer der Auskultatur (Reg. §. 18); B. Zeugniß des Präsidenten und des Ober-Prokurators (§. 19 a. a. O.; R. vom 10. Dezember 1834 unter 2 — Lottner B. IV. S. 189). C. Vorherige Erledigung der Militär-Pflicht (R. vom 1. Februar 1822 — Jahrb. B. 19. S. 180; R. vom 23. September 1822 — Jahrb. B. 20 S. 49).

II. Meldung zur Prüfung (§. 20 a. a. O.).

III. Zutheilung einer Probe-Relation und Censur derselben bei dem Landgerichte (Reg. §. 13; Cirk. vom 31. März 1834 §. 2 unter 1, 2 und 4). Zurückstellung bei nicht befriedigendem Ausfalle (§. 2 unter 3 a. a. O.).

IV. Präsentation zur Prüfung bei dem Appellations-Gerichtshofe (§. 2 unter 5 a. a. O.).

V. Prüfungs-Kommissarien des Appellations-Gerichtshofes (§. 2 unter 6 a. a. O.).

VI. Zweck und Gegenstände der mündlichen Prüfung (Reg. §. 22).

VII. Examinationsprotokolle, Gutachten und Berichterstattung (Reg. §. 24; Cirk. §. 2 unter 7). Beschleunigung der Einsendung der Verhandlungen (R. vom 28. Juli 1833 — Lottner B. III. S. 659).

### §. 285.

2. Beschäftigung der Referendarien.

Regulativ §. 25 vergl. oben §. 283.

Beschäftigung mit Funktionen der Staatsanwaltschaft (Cirk. vom 31. März 1834 §. 3; R. vom 16. Dezember 1837 — Lottner B. VI. S. 363).

Beschäftigung bei Militär-Gerichten (R. vom 29. Mai 1835 — Lottner B. V. S. 140).

Uebung im Referiren (R. vom 4. Februar 1837 — Lottner B. VI. S. 82). Fortgesetztes Studium; insbesondere des römischen Rechtes (R. vom 13. Juni 1835 — Lottner B. V. S. 146).

## C. Dritte Prüfung.

### §. 286.

1. Zulassung.

I. Erfordernisse. A. Vorbereitungszeit und allgemeine Erfordernisse (Reg. §. 26). B. Ausbildungs-Stadien.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Unzulässigkeit der Kumulation derselben (Cirk. vom 31. März 1834 §. 4). Ausbildungs-Stadium bei einem Advokaten (R. vom 2. Juni 1840 — Just. Min. Bl. S. 212). C. Probe-Instruktionen (Reg. §. 27). Zulässigkeit des Erlasses für angestellte Justiz-Beamte (R. vom 15. September 1838 — Lottner B. VI. S. 592). D. Meldung (Instr. vom 8. Februar 1834 §. 8 — Lottner B. IV. S. 24; R. vom 6. Dezember 1834 — S. 184 a. a. O.).

II. Präsentation und Zulassungsbewilligung (Instr. vom 8. Februar 1834 §§. 7—10 — Lottner B. IV. S. 23).

III. Prüfungsverfahren. A. Anforderungen an den Kandidaten im Allgemeinen: 1. zu ausschließender Qualifikation für den höheren rheinischen Justiz-Dienst (§. 2 a. a. O.); 2. zu gleichzeitiger Qualifikation für den höheren Justiz-Dienst der übrigen Provinzen (§. 3 a. a. O.). B. Probe-Relationen: 1. Zutheilung derselben (Cirk. vom 31. März 1834 §. 6 verb. mit R. vom 19. Mai 1837 — Lottner B. VI. S. 214 und R. vom 15. Januar 1835 — Lottner B. V. S. 50). 2. Ablieferungszeit (Instr. vom 8. Februar 1834 §. 12) und Zurücknahme des Prüfungsauftrages wegen verspäteter Ablieferung (R. vom 16. April 1832 — Lottner B. III. S. 464); 3. materielle Erfordernisse. Gewöhnliche Mängel der Bearbeitung (Publ. der Jmm.-Justiz-Examinations-Kommission vom 12. Mai 1836 — Lottner B. VI. S. 47). 4. Censur (Reg. §§. 31, 32; Instr. vom 8. Februar 1834 §§. 12, 13 verb. mit Cirk. vom 12. August 1833 unter 3 — Jahrb. B. 42 S. 146 — und Cirk. vom 31. März 1834 §. 6). Beifügung der schriftlichen Vorträge der Referenten und der darauf ergangenen Urtheile (R. vom 5. März 1836 — Lottner B. V. S. 340). C. Mündliche Prüfung (Regul. §. 31; Instr. vom 8. Februar 1834 §§. 2 und 3). D. Gutachten und Berichterstattung (Instr. vom 8. Februar 1834 §. 15). E. Wiederholung des Examens in dem Falle der Zurückweisung (§. 17 a. a. O.). F. Nachträgliche Qualifikation für andere Provinzen (§. 16 a. a. O.). Insbesondere: nachträgliche Qualifikation der altländischen Assessoren für den rheinischen Justiz-Dienst (A. K. O. vom 14. März 1840 und V. vom 31. März 1840 — Just. Min. Bl. S. 131).

## §. 287.

### 2. Examinations-Gebühren.

R. vom 26. April 1829 und vom 16. Juli 1834 (Lottner B. IV. S. 101).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Beitreibung gestundeter Examinations-Gebühren für die dritte Prüfung (R. vom 25. August 1837 — Lottner B. VI. S. 288).

§. 288.

3. Versetzungen während der Auskultatur und des Referendariates.

R. vom 18. Oktober 1838 (Lottner B. VI. S. 609).

## II. Mitglieder der Landgerichte, des rheinischen Appellations-Gerichtshofes, des Revisions- und Kassations-Hofes und der Staatsanwaltschaft.

§. 289.

### A. Qualifikation derselben.

Nothwendigkeit der dritten Prüfung (Regul. vom 16. Februar 1832 §. 33 verb. mit Instr. vom 8. Februar 1834 §. 2 Abs. 2).

Beförderung der Assessoren, insbesondere bei dem Appellations-Gerichtshofe (Instr. vom 19. November 1818 §. 17 Abs. 2).

§. 290.

### B. Anstellung.

I. Anstellungsbefugniß. A. Vorbehalt der Immediat-Ernennung der Präsidenten, Räthe und Mitglieder der Staatsanwaltschaft. B. Ernennung der Assessoren (Instr. vom 19. November 1818 §. 47 — Lottner B. I. S. 530).

II. Erforderliches Lebensalter: A. für die Mitglieder des Appellations-Gerichtshofes (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 65); B. für die Mitglieder der Landgerichte (Art. 64 a. a. O.).

IV. Unzulässige Verwandtschaft oder Verschwägerung der Mitglieder eines Gerichtshofes. Nach der Ernennung eintretende Verschwägerung. Dispensation (Art. 63 a. a. O.; St. R. G. vom 23. April 1807 — Hdb. V. S. 249; s. oben §. 266). Zählung des Votums bei der Theilnahme von verwandten oder verschwägerten Mitgliedern an einer Beschlußnahme (St. R. G. vom 23. April 1807 in dem Schlußabsatze).

V. Unvereinbarkeit: A. mit anderen richterlichen Funktionen (Gesetz vom 15. Oktober 1794 — 24. Ven-

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

demiär III; I. B. 73, Nr. 388 — Tit. III); B. mit Verwaltungsposten und dem Notariate (Tit. I. Art. 1 u. 2 a. a. O.; R. vom 28. Juni 1834 — Lottner B. IV. S. 106). Nebenbeschäftigung der Assessoren bei den Verwaltungsbehörden (R. vom 16. März 1831 — Lottner B. III. S. 371). C. Mit kirchlichen Funktionen (Gesetz vom 11. September 1790 — Hdb. I. S. 287 N. 2 unter 2 — Art. 1).

VI. Inamovibilität der richterlichen Beamten (Gesetz vom 13. Dezember 1799 — 22. Frimär VIII — Art. 68; A. K. O. vom 21. Februae 1823 — Gesetzs. S. 25 und R. vom 10. September 1835 — Lottner B. V. S. 214 Schlußabs.). Nichtverlust der richterlichen Qualität durch Ueberweisung der Assessoren zur Hülfeleistung an das öffentliche Ministerium (R. vom 18. Dezember 1836 — Lottner B. V. S. 521).

VII. Einführung (Dekret vom 30. März 1808 Art. 26; Hdb. V. S. 346). Introduktions-Gebühren (s. oben S. 667).

VIII. Wohnsitz (Dekret vom 30. März 1808 Art. 100; Hdb. V. S. 358; Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 22, 23; Hdb. V. S. 579; Dekret vom 18. August 1810 Art. 29 Hdb. V. S. 609).

IX. Urlaub. A. Für die Mitglieder des Appellations-Gerichtshofes (Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 24—28; Hdb. V. S. 579). B. Für die Mitglieder der Landgerichte (Dekret vom 18. August 1810 Art. 30—33; Hdb. V. S. 609). Entfernung der Ober-Prokuratoren von dem Amtssitze während der Ferien (R. vom 23. Oktober 1834 — Lottner B. IV. S. 167).

X. Verhältniß der außeretatsmäßigen Assessoren. Stimmrecht derselben (R. vom 8. März 1834 — Lottner B. IV. S. 40 verb. mit R. vom 19. Januar 1836 — Lottner B. V. S. 313). Ausschluß der Theilnahme an den Assisen-Sachen (R. vom 4. April 1834 — Lottner B. IV. S. 50).

§. 291.

## III. Mitglieder der Handelsgerichte.

I. Zahl der Mitglieder und Stellvertreter (H. G. B. Art. 617).

II. Wahl derselben. A. Wähler (H. G. B. Art. 618, 619). B. Bedingungen der Wahlfähigkeit (H. G. B. Art. 620). Qualifikation der Kaufleute zu denselben nach Niederlegung ihrer Geschäfte (St. R. G. vom 2. Februar 1808; Hdb. V. S. 312). C. Wahlhandlung (H. G. B. Art. 621, 622).

III. Dauer der Funktionen (H. G. B. Art. 623).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

IV. Verhältniß zu anderen Funktionen. A. Vereinbarkeit mit Gemeinderathsstellen (R. vom 5. Oktober 1831 — Lottner B. III. S. 392; R. vom 28. Juni 1834 — B. IV. S. 106 a. a. O.). B. Unvereinbarkeit mit dem Konsulate auswärtiger Regierungen (R. vom 27. November 1831 — Lottner B. III. S. 409).
V. Unentgeltlichkeit der Funktionen (H. G. B. Art. 628).
VI. Verpflichtung (H. G. B. Art. 629).
VII. Theilnahmefähigkeit der Ergänzungsrichter an den Geschäften (H. G. B. Art. 626).

## §. 292.

## IV. Friedensrichter.

I. Qualifikation (Regul. vom 16. Februar 1832 — Lottner B. III. S. 439). Berücksichtigung der Leistungen als Referendar neben dem Dienstalter (R. vom 10. Dezember 1834 — Lottner B. IV. S. 193 Abs. 2).
II. Ernennung (Instr. vom 19. November 1818 §. 47).
III. Unvereinbarkeit des Amtes mit anderen Funktionen (Gesetz vom 27. März 1791 Art. 1 und Gesetz vom 30. Januar 1791 — Hdb. VI. S. 535 Art. 23).
IV. Unzulässige Verwandtschaft oder Verschwägerung zwischen Richter und Gerichtsschreiber (Gesetz vom 27. März 1791 Art 4 — Hdb. VI. S. 534 Art. 22 und R. vom 25. März 1837 — Lottner B. VI. S. 126).
V. Wohnsitz und Urlaub (Gesetz vom 18. Mai 1802 — 28. Floreal X; Hdb. IV. S. 383 Art. 8—10; R. vom 10. Juni 1839 — Just. Min. Bl. S. 218).
VI. Pflicht der Friedensrichter zur Uebernahme von Verwaltungsaufträgen: A. bei summarischen Untersuchungen gegen Steuerbeamte (R. vom 21. Januar 1825 — Lottner B. II. S. 551); B. bei Disciplinar-Untersuchungen gegen Verwaltungsbeamten überhaupt (R. vom 28. Dezember 1829 — Lottner B. III. S. 311; vom 23. Juli 1830 — S. 356 a. a. O. und vom 13. Juli 1832 — Lottner B. III. S. 486).
VII. Verhältniß der Ergänzungsfriedensrichter (R. vom 15. November 1822 — Lottner B. II. S. 318).

## §. 293.

## V. Gerichts- und Parket-Schreiber.

I. Qualifikation. A. Für Auskultatoren (Reg. vom 16. Februar 1832 §. 34 Schlußabs.). B. Für andere Aspi-

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

ranten (Reg. vom 16. Februar 1832 §. 34—37 verb. mit R. vom 1. März 1833 — Lottner B. III. S. 589).

II. Ernennung (Instr. vom 10. November 1818 §. 47 — Lottner B. I. S. 530).

III. Ascension der Gerichts- und der Parket-Schreiber (R. vom 2. Juli 1821 — Lottner B. II. S. 131).

IV. Amtstitel der Obergerichtsschreiber und Gerichtsschreiber bei den Landgerichten (R. vom 17. Dezember 1835 — Lottner B. V. S. 288). Beilegung des Rathstitels; insbesondere des Titels als Justiz-Rath (A. K. O. vom 19. November 1836 — Lottner B. V. S. 502).

V. Unzulässige Neben-Funktionen (Gesetz vom 27. März 1791 Art. 5 — Hdb. VI. S. 535 Art. 25; R. vom 28. Juni 1834 — Lottner B. IV. S. 106). Insbesondere: dienstnachtheiliges Abhalten von Verkäufen (R. vom 9. Dezember 1831 — Lottner B. III. S. 416).

VI. Dienst-Emolumente[1]). A. Berechnung zum Zwecke der Pensionirung (A. K. O. vom 15. April 1836 — Lottner B. V. S. 366; R. vom 2. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 9). B. Einsendung der Emolumenten-Nachweisungen (R. vom 10. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 232). C. Dienstausgaben, welche aus den Emolumenten zu bestreiten sind (Gesetz vom 11. März 1799 Art. 16 — Hdb. IV. S. 23; R. vom 19. April 1836 — Lottner B. V. S. 366).

VII. Wohnsitz und Urlaubsbewilligung (Gesetz vom 29. März — 12. September 1791 Art. 1 u. 2; Hdb. VI. S. 706 und R. vom 2. Juli 1836 — Lottner B. V. S. 418).

VIII. Dienstverhältnisse der Handelsgerichtsschreiber. Vorbehalt der näheren Bestimmung (H. G. B. Art. 624).

IX. Verhältniß der Hülfsgerichtsschreiber (R. vom 5. Juli 1831 — Lottner B. III. S. 378; Regul. vom 16. Februar 1832 §. 37 — S. 444 a. a. O.).

X. Hülfsschreiber auf den Parketen der Ober-Prokuratoren (R. vom 1. März 1833 — Lottner B. III. S. 589).

## §. 294.

## VI. Gerichtsvollzieher.

I. Qualifikation (Regul. vom 16. Februar 1832 §§. 38—40 — Lottner B. III. S. 444; R. vom 1. März 1833 unter 3 — S. 589 a. a. O.). Qualifikation der Gerichtsschreiberamts-Kandidaten zu Gerichtsvollzieherstellen (R. vom

1) Vergl. oben §. 202—204.

31. Dezember 1829 — Lottner B. III. S. 312; vom 19. Februar 1830 — S. 326 a. a. O.; vom 15. August 1831 — S. 385 vom 26. Juni 1832 — S. 479 a. a. O.; vom 1. März 1833 unter 1; — S. 589 a. a. O. und vom 11. Mai 1841 — Just. Min. Bl. S. 278). Erforderliches Lebensalter (Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 10 unter 1 — Hdb. V. S. 863).

II. Anstellung, Wohnsitz und Versetzung (Instr. vom 10. Juni 1833 §. 1 — Lottner B. III. S. 637).

III. Wahl der Audienz-Gerichtsvollzieher (Instr. vom 10. Juni 1833 §. 1 Abs. 2 — Lottner B. III. S. 637). Nichtbefugniß der Friedensrichter zur Entlassung der für das Gericht angenommenen Gerichtsvollzieher (R. vom 9. Juni 1833 — Lottner B. IV. S. 83). Dienstwechsel und Gebührentheilung der Audienz-Gerichtsvollzieher (R. vom 13. Dezember 1833 — Lottner B. III. S. 698). [1]) Befugnisse des Justiz-Ministers in dieser Hinsicht (R. vom 1. Oktober 1838 — Lottner B. VI. S. 602).

IV. Kaution der Gerichtsvollzieher (A. K. O. vom 11. Februar 1832 verb. mit R. vom 12. Juli 1832 (Lottner B. III. S. 482).

V. Vereidung (Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 11—13; Hdb. V. S. 863).

VI. Unvereinbarkeit des Amtes mit anderen besoldeten Staatsdiensten (Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 40 — Hdb. V. S. 867).

VII. Verbot des Betriebes von Gewerben für die Gerichtsvollzieher und deren Ehefrauen (Dekret vom 18. Juni 1813 Art. 41 — Hdb. V. S. 867; R. vom 6. Juli 1821 — Lottner B. II. S. 132; R. vom 7. Dezember 1821 — S. 194 a. a. O.).

VIII. Amtspflichten. [2]) A. Im Allgemeinen (Dekret vom 18. Juni 1813 Tit. II. Kap. 2; Instr. vom 10. Juni 1833 — Lottner B. III. S. 637; Anweisung zur Ausführung derselben vom 22. Oktober 1833 — S. 678 a. a. O.). Befugniß des Justiz-Ministers zur Abänderung dieser Instruktion (R. vom 1. Oktober 1838 — Lottner B. VI. S. 602). B. Pflicht zur Führung: 1. der Repertorien der von ihnen aufgenommenen Urkunden (Gesetz vom 12. Dezember 1798 — 22. Frimär VII Art. 49—54 — Hdb. III. S. 832; Dekret vom 18. Juni 1813 Art. 46, 47 — Hdb. V. S. 868; Instr. vom 10. Juni 1833 §. 2); 2. des Journals der empfangenen Aufträge (Instr. a. a. O. und Anweis. vom 22. Oktober 1833

1) Vergl. Dekret vom 30. März 1808 Tit V; Hdb. V. S. 357; Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 20—23; Hdb. V. S. 864.

2) Besonders zu empfehlen ist: Kohn (J. B.) d. Gerichtsvollzieher in der Rheinprovinz u. s. w. Trier b. Troschel 1840. 8.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 1; [3]) R. vom 4. Juli 1834 — Lottner B. IV. S. 99); 3. zur Führung eines Repertoriums der abgehaltenen Versteigerungen (R. vom 6. März 1835 — Lottner B. V. S. 87) [4]). C. Bescheinigung des Empfangs von Originalien aus den Gerichts-Kanzelleien zur Insinuation (Instr. vom 10. Juni 1833 §. 6). D. Verfahren bei Haussuchungen (§§. 7—9 a. a. O.). E. Geschäftsstyl (R. vom 11. Juni 1834 — Lottner B. IV. S. 85).

IX. Unterstützungsvereine der Gerichtsvollzieher (Instr. vom 10. Juni 1833 §§. 13—16; Anweis. vom 22. Oktober 1833 §§. 3 u. 4). Porto-Freiheit für die Unterstützungsgelder (R. vom 20. Juni und 12. Juli 1834 — Lottner B. IV. S. 100).

§. 295.

## VII. Advokaten und Advokat-Anwälte.

I. Qualifikation (Regul. vom 16. Februar 1832 §. 33 — Lottner B. III. S. 442 verb. mit Instr. vom 8. Februar 1834 §. 1 — Lottner B. IV. S. 20).

II. Anstellung (Instr. vom 19. November 1818 §. 47 — Lottner B. I. S. 530). Anzahl (R. vom 16. April 1820 — Lottner B. II. S. 21). Matrikel (R. vom 31. August 1820 — Lottner B. II. S. 60; R. vom 27. November 1835 — Lottner B. V. S. 275). Verleihung der Anwaltschaft (R. vom 20. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 37).

III. Verpflichtung und Einführung (Dekret vom 30. März 1808 Art. 26 — Hdb. V. S. 346; Dekret vom 14. Dezember 1810 Art. 11, 12, 14 — Hdb. IV. S. 642). Einstellung der jährlichen Eideserneuerung der Advokaten (R. vom 1. März 1833 — Lottner B. III. S. 591).

IV. Rang (R. vom 1. Oktober 1836 — Lottner B. V. S. 464).

V. Unvereinbarkeit mit anderen Verhältnissen (Dekret vom 14. Dezember 1810 Art. 18 — Hdb. V. S. 643). Insbesondere mit der Stelle eines Ergänzungsfriedensrichters (R. vom 15. November 1822 unter 2 — Lottner B. II. S. 318).

VI. Wohnsitz: A. für Anwälte (Gesetz vom 29. März 1791 Art. 9); B. für Advokaten (*Dalloz* Réc. alph. T. IV. p. 589 n. 4).

VII. Amtspflichten. A. Advokaten-Pflichten im Allgemeinen (Dekret vom 14. Dezember 1810 Tit. IV. — Hdb. V. S. 646).

3) Formulare bei Lottner B. III. S. 687. 688.

4) Ueber die Ausantwortung der Original-Versteigerungs-Protokolle an die Interessenten s. R. vom 22. Februar 1833 — Lottner B. III. S. 585.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

B. Pflicht zur Uebernahme der Vertheidigung in den nach preußischer Form geführten Untersuchungen (R. vom 26. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 238). C. Verantwortlichkeit der Anwälte für die ihnen anvertrauten Urkunden (C. G. B. Art. 2060 N. 7). Ausschluß des Retentions-Rechtes (Gesetz vom 24. Oktober 1793 — 3. Brümär II — Art. 17 — Hdb. II. S. 479). Verjährung dieses Anspruches (C. G. B. Art. 2276). D. Vorschuß-Register der Anwälte (Dekret vom 16. Februar 1807 Art. 151 Abs. 1 u. 2 — Hdb. V. S. 229). E. Korrespondenz-Pflicht mit den Klienten (R. vom 25. Februar 1838 — Lottner B. VI. S. 430).

VIII. Ausschluß der Pensions-Ansprüche (R. vom 18. November 1821 — Lottner B. II. S. 191).

IX. Nichterforderniß des Heiraths-Konsenses für dieselben (R. vom 27. April und 11. Mai 1821 — Lottner B. II. S. 110).

## §. 296.

## VIII. Notarien.

I. Qualifikation (Notariats-Ordnung vom 25. April 1822 Art. 6—9 — Lottner B. II. S. 246; Reg. vom 16. Februar 1832 §. 41 verb. mit R. vom 26. August 1822 und vom 12. Dezember 1825 — Lottner B. III. S. 445; A. K. O. vom 7. Januar 1828 — Lottner B. III. S. 181). Einreichung der Prüfungsverhandlungen (R. vom 13. Januar 1837 — Lottner B. VI. S. 20).

II. Anstellung. A. Zahl und durchschnittlich bei der Anstellung zu berücksichtigendes Einkommen (Notariats-Ordnung vom 25. April 1822 §. 2 — Lottner B. II. S. 243; R. vom 7. Mai 1827 — Lottner B. II. S. 491 und vom 7. Februar 1825 — S. 566 a. a. O.). B. Erforderliches Alter (Notariats-Ordnung Art. 6). C. Ernennung (Notariats-Ordnung Art. 10).

III. Antritt des Amtes. A. Verpflichtung (Not.-Ord. Art. 11). B. Ertheilung der Bestallungsurkunde und Bekanntmachung der Ernennung (Art. 12 a. a. O.). C. Deposition der Namensunterschrift und des Siegelabdruckes (Art. 12 a. a. O.).

IV. Dienstsiegel (Not.-Ordn. Art. 42).

V. Unzulässige Nebenverrichtungen (Not.-Ordn. Art 5; R. vom 10. Juni 1822 — Lottner B. II. S. 272). Insbesondere Unvereinbarkeit a. mit dem Bürgermeisteramte (R. vom 26. August 1822 — Lottner B. II. S. 299; vom 15.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

und 27. März 1828 — Lottner B. III. S. 225; vom 24. September 1836 — Lottner B. V. S. 457); b. mit den Funktionen eines Bürgermeisterei-Beigeordneten (R. vom 6. August 1824 — Lottner B. II. S. 520); c. mit der Stelle eines Ergänzungsfriedensrichters (R. vom 15. November 1822 — Lottner B. II. S. 318).

VI. Wohnsitz (Not.-Ordn. Art. 3).

VII. Ausschluß von Pensions-Ansprüchen (R. vom 16. November 1821 — Lottner B. II. S. 191 und vom 16. Juni 1823 — S. 384 a. a. O.).

VIII. Nichterforderniß des Heiraths-Konsenses für dieselben (Vergl. §. 295 unter IX).

IX. Pflicht zur Führung der Repertorien (s. oben §. 59) und des Registers für Inventuren in Vormundschaftssachen (R. vom 4. September 1835 — Lottner B. V. S. 205, 210).

X. Revision der Notariatrepertorien (R. vom 20. Dezember 1822 — Lottner B. II. S. 325; vom 10. Januar 1823 — S. 333 und vom 15. August 1825 — S. 604 a. a. O.).

XI. Verfahren hinsichtlich der vorläufigen Urkundenaufbewahrung A. bei dem Absterben oder der Entsetzung eines Notars (Not.-Ordn. Art 53); B. bei freiwilliger Niederlegung des Amtes oder Versetzung (Art. 54 a. a. O.).

XII. Definitive Uebernahme der Urkunden eines abgegangenen Notars (Art. 55—57 a. a. O.).

## §. 297.

## IX. Hypotheken-Bewahrer.

I. Anstellung und Verpflichtung (Gesetz vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 1 und 4 — Hdb. IV. S. 14).

II. Kaution derselben (Gesetz vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 5—11 — Hdb. IV. S. 14—15 und S. 15 N. 1). Insbesondere: Inskription derselben und Nichterforderniß der Erneuerung (Art. 7 a. a. O.).

III. Wohnsitz (Gesetz vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 9 — Hdb. IV. S. 15).

IV. Führung und Einrichtung ihrer Register (C. G. B. Art. 2200—2202; Gesetz vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 16—18).

V. Mittheilungen aus den Registern derselben (C. G. B. Art. 2196).

VI. Verantwortlichkeit derselben (C. G. B. Art. 2197, 2202 und 2203).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

VII. Stellvertretung (Gesetz vom 11. März 1799 — 21. Ventos VII — Art. 12—14 — Hdb. IV. S. 16; R. vom 30. Juni 1835 — Lottner B. V. S. 154).

VIII. Prozeß-Verfahren in Klagesachen wider dieselben (R. vom 12. Dezember 1834 — Lottner B. IV. S. 194; A. K. O. vom 19. August 1837 verb. mit R. vom 23. August 1837 — Lottner B. VI. S. 287 und Gesetz vom 18. März 1801 — 27. Ventos IX — Art. 17 — Hdb. IV. S. 229).

## Zehnter Abschnitt.

## Disciplin der Justiz-Beamten. [1])

### §. 298.

### I. Fortdauernde Gültigkeit der Disciplinar-Bestimmungen nach der A. K. O. vom 6. März 1821.

R. vom 7. August 1821 (Lottner B. II. S. 165) verb. mit R. vom 14. August 1821 (Lottner B. II. S. 169 und R. vom 27. Dezember 1834 — Lottner B. IV. S. 206).

### §. 299.

### II. Gränzlinie des Disciplinar-Verfahrens und der förmlichen Untersuchung.

R. vom 10. September 1835 (Lottner B. V. S. 213).

### §. 300.

### III. Unmittelbare Handhabung der Disciplin in dem Aufsichtswege.

I. Aus staatspolizeilichen Gründen (Dekret vom 11. Juni 1806 Art. 15 u. folg.

1) Vergl. Dr. Gottfried Weber: Betrachtungen über das System, die Natur und die Behandlung der Disciplinar-Sachen (discipline judiciaire) nach französischer Verfassung u. s. w. in: Archiv merkwürdiger Rechtsfälle u. s. w. Herausgegeben durch die Anwälte-Kammer in Mainz. Bd. 2 S. 141.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Unmittelbare Disciplinar-Befugnisse des Justiz-Ministers A. In Beziehung auf den Richterstand (Gesetz vom 2. Oktober 1795 — 10. Vendemiär IV — Art. 3 Abs. 3 — Hdb. III. S. 203; Senatuskonsult vom 4. August 1802 — 16. Thermidor X — Art. 81 und 82 — Hdb. IV. S. 415; Dekret vom 20. April 1810 Art. 57 — Hdb. V. S. 503). Anwendung auf die Handelsgerichte (H. G. B. Art. 630). B. In Beziehung auf die Beamten der Staats-Anwaltschaft (Art. 60 a. a. O.). C. In Beziehung auf Gerichtsschreiber (Art. 62 a. a. O.). D. Bei mehr als einmonatlicher Abwesenheit der Gerichtsmitglieder vom Amtssitze ohne Urlaub (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 48 Abs. 2 — Hdb. V. S. 501). E. In Beziehung auf Advokaten (Dekret vom 14. Dezember 1810 Art. 40 — Hdb. V. S. 647).

III. Unmittelbare Befugnisse der Gerichts-Präsidenten. A. Führung und Einsendung der Konduiten-Listen 1. Pflicht des ersten Präsidenten des Appellations-Gerichtshofes (R. vom 14. Mai 1821 unter 2 — Lottner B. II. S. 496). 2. Theilnahme der Landgerichts-Präsidenten an Führung derselben (R. vom 14. Mai 1821 a. a. O.). Aufnahme der Auskultatoren und Referendarien in die Konduiten-Listen (R. vom 29. Dezember 1831 — Lottner B. III. S. 420). B. Jährlicher General-Bericht des ersten Präsidenten des Appellations-Gerichtshofes (R. vom 14. Mai 1824 unter 1 — Lottner B. II. S. 496). C. Befugniß den Mitgliedern des Gerichtshofes Bemerkungen wegen ihres Verhaltens zu machen (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 49 — Hdb. V. S. 502). D. Befugniß zur Ertheilung von Warnungen und Verweisen: 1. an die Gerichtsschreiber (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 62); 2. an die Hülfsgerichtsschreiber (Gesetz vom 6. Juli 1810 Art. 58 — Hdb. V. S. 583; Dekret vom 18. August 1810 Art. 26 — Hdb. V. S. 608).

IV. Persönliche Disciplinar-Gewalt A. des General-Prokurators bei dem Revisions-Hofe in Beziehung auf den General-Prokurator des Appellations-Gerichtshofes (Senatuskonsult vom 4. August 1802 — 16. Thermidor X — Art. 84 Abs. 1 — Hdb. IV. S. 415); B. des General-Prokurators des Appellations-Gerichtshofes 1. in Beziehung auf die ihm untergeordneten Mitglieder der Staats-Anwaltschaft (Art. 84 Abs. 2 a. a. O.); 2. in Beziehung auf Mitglieder der Gerichte oder der Staats-Anwaltschaft bei mehr als einmonatlicher Abwesenheit vom Amtssitze ohne Urlaub (G. vom 20. April 1810 Art. 48 Abs. 2 — Hdb. V. S. 501); 3. in Beziehung auf die Hülfsgerichtsschreiber (Dekret vom

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

6. Juli 1810 Art. 58 — Hdb. V. S. 583; Dekret vom 18. August 1810 Art. 26 — Hdb. V. S. 608); 3. in Beziehung auf gerichtliche Hülfsbeamte — officiers ministériels — (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 45 — Hdb. V. S. 501); 4. in Beziehung auf Hülfsbeamte der gerichtlichen Polizei (Kr. Pr. O. Art. 279, 280, 57; Gesetz vom 20. April 1810 Art. 45 — Hdb. V. S. 501). Konduiten-Listen des General-Prokurators (R. vom 14. Mai 1824 — Lottner B. II. S. 493).

§. 301.

## IV. Disciplinarisches Verfolgungsrecht der Staatsanwaltschaft.

Dekret vom 30. März 1808 Art. 103 — vergl. §§. 203 u. folg.

§. 302.

## V. Disciplinar-Gewalt der Gerichtshöfe.

I. Allgemeines Subordinations-Verhältniß der Gerichte in Disciplinar-Sachen: A. der sämmtlichen Gerichte zu dem Revisions-Hofe (oben S. 634 §. 179); B. der Landgerichte zu dem Appellations-Gerichtshofe (Senatuskonsult vom 4. August 1802 — 16. Thermidor X — Art. 83 — Hdb. IV. S. 415; Gesetz vom 20. April 1810 Art. 54 Abs. 2 — Hdb. V. S. 502); C. der Friedensgerichte zu den Landgerichten (Art. 83 a. a. O.). Devolution der Disciplinar-Befugnisse der Landgerichte an dem Appellations-Gerichtshofe in Vernachlässigungsfällen (Gesetz vom 20. April 1810 Art 54 Abs. 1).

II. Disciplinar-Gewalt der Gerichtshöfe über ihre Mitglieder (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 52 — Hdb. V. S. 502).

III. Denuntiations-Pflicht gegen Beamte der Staatsanwaltschaft bei dienstwidrigem Verhalten (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 61 — Hdb. V. S. 503).

## VI. Ausübung der Disciplin durch die Gerichts-Kollegien.

§. 303.

### A. Im besonderen Verfahren.

I. Disciplinar-Verfahren des Revisions-Hofes (Senatuskonsult vom 4. August 1802 — 16. Thermidor X — Art. 82 — Hdb. IV. S. 415).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Disciplinar-Verfahren des Appellations-Gerichtshofes und der Landgerichte überhaupt. A. Veranlassung (Dekret vom 30. März 1808 Art. 103 — Hdb. V. S. 358). Nichterforderniß vorheriger Ermächtigung des Justiz-Ministers (V. vom 3. Mai 1839 — Just. Min. Bl. S. 180). B. Unanwendbarkeit des persönlichen Zwanges zum Erscheinen im Disciplinar-Verfahren (R. vom 18. April 1839 — Just. Min. Bl. S. 154). C. Berichterstattung an den Justiz-Minister (Dekret vom 30. März 1808 Art. 103 Schlußabs. und Art. 104 — Hdb. V. S. 359).

III. Disciplinar-Verfahren gegen richterliche Beamte [1]). A. Grund (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 49 — Hdb. V. S. 502). B. Disciplinarische Strafmittel (Art. 50 a. a. O.). C. Kompetenz. Verhandlung in der Rathskammer (Art. 51—54 a. a. O.). D. Kontradiktorisches Verfahren und Vernehmung der Staatsanwaltschaft (Art. 55 a. a. O.). E. Entscheidung. [2]) Bestätigung: 1. der landgerichtlichen durch den Appellations-Gerichtshof (Gesetz vom 20. April 1810 Art. 51 — Hdb. V. S. 502); 2. der auf nachdrücklichen Verweis oder provisorische Suspension gerichteten unmittelbaren oder bestätigenden Beschlüsse des Appellations-Gerichtshofes durch den Justiz-Minister (Art. 56 a. a. O.). Pflicht des mit Suspension belegten Richters bis zu der Entscheidung des Justiz-Ministers sich seiner Funktionen zu enthalten (Art. 56 Abs. 2 a. a. O.). F. Ausschluß der Berufung. Ausnahme (Dekret vom 30. März 1808 Art. 103). [3]).

IV. Disciplinar-Verfahren gegen Gerichtsschreiber und Gerichtsvollzieher (A. K. O. vom 21. Juli 1826 — Lottner B. III. S. 59). A. Vorladung 1. der Beamten des Landgerichtes vor eine Civil-Kammer (Nr. 2 a. a. O.); 2. der Beamten des Appellations-Gerichtshofes vor den zweiten Civilsenat (Nr. 5 a. a. O.). B. Betreibung des Verfahrens (Nr. 2 und 5 a. a. O.). C. Ausschluß der Oeffentlichkeit (Nr. 6 a. a. O.). D. Vernehmung des persönlich erschienenen Beschuldigten (Nr. 2 a. a. O.). Unzulässigkeit der Vertretung durch Anwälte und

1) Wegen der Unregelmäßigkeiten der Friedensrichter bei Führung der Einregistrirungs-Register s. Gesetz vom 23. April 1824 §. 11; Lottner B. II. S. 483.

2) Ueber den blos administrativen Charakter derselben und die Benennung s. Weber in Mainz. Arch. B. 2 S. 154.

3) Ueber den Sinn der Worte: sauf le cas où la suspension serait l'effet d'une *condamnation prononcée en jugement* s. Weber a. a. O. S. 156.

der Opposition gegen Kontumazial-Urtheile (R. vom 5. August 1840 — Just. Min. Bl. S. 278). E. Disciplinar-Strafen (Nr. 3. a. a. O.). [1]) Berufung der Beschuldigten, sowie der Staatsanwaltschaft. 1. Berufungs-Instanz: a. bei Erkenntnissen der Landgerichte (Nr. 4 a. a. O.); b. bei Erkenntnissen des zweiten Civilsenates des Appellations-Gerichtshofes (Nr. 5 a. a. O.). 2. Frist und Form der Einlegung (Nr. 7 a. a. O.). 3. Suspensiveffekt. Vorläufige Einstellung der Amtsverrichtungen bei erkannter Suspensions- oder Destitutions-Strafe. Nichtigkeit der vorgenommenen Amtshandlungen in dem Zuwiderhandlungsfalle (Nr. 4 a. a. O.).

1) Spezielle Strafandrohungen kommen vor: A. Gegen Gerichtsschreiber: 1. in Civil-Sachen: a bei Ertheilung von Ausfertigungen nicht unterzeichneter Urtheile (C. Pr. O. Art. 139); b. in dem Incident-Fälschungsverfahren (C. Pr. O. Art. 244); 2. in dem Strafverfahren: a. bei Vernehmung von Zeugen in der Voruntersuchung (Kr. Pr. O. Art. 77); b. bei Vernachlässigung der Förmlichkeiten in Beziehung auf Erscheinungs-, Vorführungs-, Aufbewahrungs- und Haftbefehle; c. bei verspäteter Vollziehung der Urtheile in Polizei-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 164, 370); d. bei unterlassener Einrückung des Textes der angewendeten Strafgesetze in die Urtheile (Kr. Pr. O. Art. 195, 369); e. bei unterlassener Aufnahme und Vollziehung der Assisenprotokolle (Kr. Pr. O. Art. 472); f. bei Nichtbeobachtung der Förmlichkeiten der Protokolle über Exekutionen (Kr. Pr. O. Art. 378); g. bei unterlassener Anfertigung und Einsendung des Aktenverzeichnisses in Kassations-Sachen (Kr. Pr. O. Art. 423); h. in dem Fälschungsverfahren (Kr. Pr. O. Art. 448—450); i. bei Ausantwortung der Ueberführungsstücke (Kr. Pr. O. Art 474); k bei Führung der Strafregister (Kr. Pr. O. Art. 600, 601). Ueber die Verantwortlichkeit der Ober-Sekretäre für die von den Hülfsgerichtsschreibern verwirkten Geldstrafen s. Dekret vom 6. Juli 1810 Art. 59 — Hdb. V. S. 583; Dekret vom 18. August 1810 Art. 27 — S. 609 a. a. O.). B. Gegen Gerichtsvollzieher. 1. Wegen formwidriger Urkunden (C. Pr. O. Art. 1030, 1031); insbesondere bei nichtigen Vorladungen (C. Pr. O. Art. 71); bei nichtigen Einsprüchen gegen die Vollziehung einer Ehe (C. G. B. Art. 176) und bei formwidrigen Wechsel-Protesten (H. G. B. Art. 176); 2. wegen Zustellung a. durch Mittelspersonen (Dekret vom 14. Juni 1813 Art. 45 — Hdb. V. S. 868); b. bei Zustellung unleserlicher Abschriften (Art. 43 a. a. O.); 3 bei vorschriftwidriger Einziehung der Gebühren (Instr. vom 10. Juni 1833 §. 3 — Lottner B. III. S. 638) und bei Gebührenüberhebungen (§. 10 a. a. O.); 4. wegen verweigerter Amtsverrichtungen (§. 9 a. a. O.). Ueber die Kompetenz der Civil-Gerichte zur Aussprechung der angedrohten Ordnungsstrafen s. *Dalloz* **Réc. alphab. T. II. p. 52 n. 3.**

Abnahme der Akten und Dokumente bei Suspension eines Gerichtsvollziehers und Zurückgabe an die Auftraggeber (R. vom 7. März 1823 — Lottner B. II. S. 351). F. Bekanntmachung der rechtskräftigen auf Suspension oder Dienstentsetzung lautenden Erkenntnisse (A. K. O. vom 21. Juli 1826 unter 8).

V. Disciplinar-Verfahren gegen Anwälte (Dekret vom 30. März 1808 Art. 102 und 103 — Hdb. V. S. 358). [2]) Erforderniß der Bestätigung des Justiz-Ministers (R. vom 19. Juli 1822 — Lottner B. II. S. 279).

VI. Disciplinar-Verfahren gegen Hülfsbeamte der gerichtlichen Polizei (Kr. Pr. O. Art. 281, 282; R. vom 19. Januar 1824 — Lottner B. II. S. 451).

VII. Disciplinar-Verfahren gegen Notarien. A. Kompetenz. Einleitung und Verfahren (Not.-Ordn. vom 25. April 1822 Art. 47—50 — Lottner B. II. S. 252, 253). B. Ausschluß der Oeffentlichkeit (A. K. O. vom 23. Juli 1838 und R. vom 26. Juli 1838 — Lottner B. VI. S. 562). C. Gründe und Strafmittel. 1. Allgemeine Strafandrohung (Not.-Ordn. Art. 51). 2. Besondere Strafbestimmungen: a. wegen Aufnahme von Verhandlungen gegen ausdrückliche Strafgesetze (Art. 15 a. a. O.); b. wegen unterlassener Eintragungen in das Verzeichniß der Interdicirten (Art. 18 a. a. O.); c. wegen unterlassener Konstatirung der Personen-Identität der Komparenten (Art. 24 a. a. O.); d. wegen formwidriger Aufnahme der Urkunden (Art. 26); e. wegen mangelhafter Vollziehung des Textes und der Abänderungen (Art. 32 a. a. O.); f. wegen unterlassener Reduktion der Geldsummen auf Preuß. Cour. (Art. 36 a. a. O.); g. wegen gesetzwidriger Ertheilung von Ausfertigungen, Auszügen u. s. w. und wegen Unterlassung des Vermerkes der ertheilten Ausfertigungen (Art. 40, 41 a. a. O.); h. wegen Unregelmäßigkeiten in den Repertorien und verspäteter Vorlegung (Art. 43—45 a. a. O.). D. Berufung gegen Straferkenntnisse (A. K. O. vom 21. Juli 1826 unt. 4

2) Vergl. unten §. 305. Ueber das Verhältniß des Verfahrens gegen Advokat-Anwälte in der einen dieser Eigenschaften zu dem Verfahren wider dieselben in der anderen Eigenschaft s. R. vom 27. Dezember 1822 — Lottner B. II. S. 326 und R. vom 18. August 1823 — S. 400 a. a. O. Wegen des Verfahrens bei versäumter Einreichung von Defensions-Schriften in den nach preußischer Form geführten Untersuchungen s. R. vom 1. September 1824 — Lottner B. II. S. 521 und R. vom 1. August 1838 — Lottner B. VI. S. 585.



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

— Lottner B. III. S. 60). E. Vorläufige Einstellung der Amts-Funktionen bei erkannter Suspension oder Dienstentsetzung (Not.-Ordn. Art. 52; A. K. O. vom 21. Juli 1826 unter 4). F. Bekanntmachung der rechtskräftigen Suspensionen und Entsetzungen (Not.-Ordn. Art. 52). G. Einsendung der Straferkenntnisse (R. vom 29. November 1822 — Lottner B. II. S. 324).

§. 304.

### B. Verhängung von Disciplinar-Strafen für Dienstvergehen bei Gelegenheit gerichtlicher Verhandlungen.

Bestrafung der in den Gerichtssitzungen vorkommenden Disciplinar-Fehler (Dekret vom 30. März 1803 Art. 103 — Hdb. V. S. 358). Insbesondere: A. bei Störung der öffentlichen Ordnung in den Sitzungen (C. Pr. O. Art. 90); B. bei injuriösen Schriften und Vorträgen (Str. G. B. Art. 377); C. bei Pflichtverletzungen der Advokaten und Anwälte (Dekret vom 14. Dezember 1810 Art. 39 — Hdb. V. S. 647; Dekret vom 2. Juli 1812 Art. 11 — Hdb. V. S. 820).

## VII. Genossenschaftliche Ausübung der Disciplin.

§. 305.

### A. Anwaltkammern.

I. Organisation und Befugniß derselben (Beschl. vom 4. Dezember 1804 — 14. Frimär IX — Hdb. IV. S. 199). Verhältniß dieses Beschlusses zu den Art. 102 und 103 des Dekr. vom 30. März 1808 (R. vom 18. August 1823 — Lottner B. II. S. 400).

II. Rechtsmittel gegen die Disciplinar-Beschlüsse der Anwaltkammern (Beschl. vom 21. Juli 1801 — 2. Thermidor X). [1]

§. 306.

### B. Disciplinar-Räthe der Advokaten.

Dekret vom 14. Dezember 1810 Tit. III. (Hdb. V. S. 644).

1) S. Beilage C.

# VI.

# Gegenseitiges Verhältniß der Gerichts- und Verwaltungsbehörden.

## Erster Abschnitt.

## Französische Gesetzgebung.[2])

### §. 1.

### I. Uebergang von der älteren zu der neueren Gerichtsverfassung.[3])

1. Vereinigung der Conseils du Roi (Regl. vom 9. August 1789 — Hdb I. S. 117).

2) S. die Literatur bei *Dupin* bibl. chois. Nr. 2433—2555, zu Nr. 2437 die Anzeige der 4. Ausgabe des Werkes von *Cormenin* von *Sacase* in: Rév. T. VIII. p. 142; T. IX. p. 114; zu Nr. 2438 die Anzeige von Lassberg in: Ztschr. f. R. W. d. Ausl. B. 4 S. 472; zu 2435 die Anzeige von *Foelix* a. a. O. B. 8 S. 300 und in Rév. T. III. p. 318; *Foucard* Elemens du droit publ. et administr. Paris 1838. — 3 vols. in 8 (Cat. gén. p. 60 und die Anzeigen in: Révue de Wolowsky T. I. p. 49; T. IV. p. 318; *Laferrière* Cours de dr. publ. et administr. Paris 1840. 1 vol. in 8 angezeigt in: Révue T. X. p. 468. Aus dem Werke von *Proudhon:* du domaine public (5 vols. in 8.; ed. Brux. 1835; 2 vols 8) gehören hieher die Chap. VII—XII. Vergl. die Kritik in: Révue T. I. p. 454. Eine Uebersicht der Jurisprudenz gewährt außer den Werken bei *Dupin*: Nr. 2451, 2452: *Chevalier* Jurisprudence administrative etc. Paris 1836, 1837. 2 vols. in 8. Vergl. *Guenoux* ü. d. Administrativ-Justiz in Frkr. in: Ztschr. B. 1 S. 233.

3) Ueber die frühere französische Verwaltungs-Justiz s. Brewer Gerichtsverf. B. 2 S. 949—951 und die speziellen Darstellungen S. 242 u. folg.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Grundsatz der Trennung der richterlichen und der Administrativ-Funktionen (Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. II. Art. 13 — Hdb. I. S. 270). [1])

III. Aufhebung der älteren Spezialjurisdiktionen (Gesetz vom 11. September 1790 Art. 10 u. folg. — Hdb. I. S. 289).

## II. Kompetenz in streitigen Verwaltungssachen unter der Kollegial-Verfassung der Verwaltungsbehörden. [2])

### §. 2.

### A. Gegenstände der Kompetenz der Verwaltungen. [3])

I. Bestätigung des Grundsatzes der Trennung der richterlichen und der administrativen Befugnisse (Konst. vom 22. August 1795 — 5. Fruktidor III — Art. 203 — Hdb. III. S. 165; Gesetz vom 2. September 1795 — 16. Fruktidor III. — S. 172 a. a. O.).

II. Inkompetenz der Gerichte in Kontributions-Sachen; bei Entreprisen öffentlicher Arbeiten; Expropriationen zu Staatszwecken; Beschädigungen durch gewöhnliches Verschulden der Entrepreneurs öffentlicher Arbeiten; in Gegenständen der Wege- und Straßen-Polizei [4]), Wasserlaufs- [5]) und Forst-Administrations-Sachen (Gesetz vom 11. September 1790 Art. 1—9 — Hdb. I. S. 287).

Inkompetenz zur Entscheidung über die Rechtsbeständigkeit von Domanial-Verkäufen (Beschluß vom 22. Dezember 1797 — 2. Nivos VI. — Hdb. III. S. 607).

III. Erforderniß der Autorisation der Verwaltungsbehörden zur Annahme von Klagen aus Amtshandlungen — s. g. mises en jugement — (Justizorganisations-Gesetz vom 24. August 1790 Tit. II. Art. 13 — Hdb. I. S. 270; Dekret vom 7.—14. Oktober 1790 Art. 2

1) Ueber die Entwickelung dieses Trennungs-Systemes s. *Cormenin* quest. de droit adm. (ed. 4; T. I. Préface p. VI).
2) Vergl. Uebers. IV.
3) Ueber die willkürliche Ausdehnung des Begriffes streitiger Verwaltungssachen s. Cormenin a. a. O. p. VII.
4) Vergl. über die Gegenstände der s. g. *grande voirie* Gesetz vom 14. Oktober 1790 Art. 1 (Hdb. I. S. 297).
5) Vergl. Dekret vom 23. April 1807 (Hdb. V. S. 247).

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

S. 297 a. a. O.; Konst. vom 22. August 1795 — 5. Fruktidor III — Art. 203 — Hdb. III. S. 165; Beschluß vom 22. März 1797 — 2. Germinal V — Hdb. III. S. 498).

§. 3.

### B. Erledigung der Kompetenz-Konflikte.

Gesetz vom 14. Oktober 1790 Art. 3; Hdb. I. S. 297.
Gesetz vom 7. September 1795 — 21. Fruktidor III — Art. 27; Hdb. III. S. 176. [6])

## III. Gegenseitiges Verhältniß seit Errichtung der Präfekturen.

§. 4.

### A. Aufrechterhaltung des Grundsatzes der Trennung.

St. G. B. Art. 127 u. folg.

§. 5.

### B. Präfektur-Räthe. [7])

I. Kompetenz. A. Im Allgemeinen (Gesetz vom 17. Februar 1800 — 28. Plúvios VIII — Art. 4 — Hdb. IV. S. 125). B. Einzelne Bestimmungen über die Kompetenz: a. in Kontributions-Sachen (Beschluß vom 3. November 1802 — 12. Brúmár XI — Hdb. IV. S. 422); b. bei Streitigkeiten über Nationaldomänen (Beschluß vom 26. Juni 1801 — 7. Messidor IX — Hdb. IV. S. 258; Beschluß vom 23. August 1801 — 5. Fruktidor IX — S. 261 a. a. O.; Beschluß vom 6. November 1801 — 15. Brúmár X S. 268 a. a. O.; Beschluß vom 8. November 1801 — 17. Brúmár X — S. 270 a. a. O.; Beschluß vom 4. Februar 1802 — 15. Plúvios X — S. 279 a. a. O.). Gränzen dieser Kompetenz (Dekret vom 6. November 1813 — Hdb. V. S. 892); c. bei Streitigkeiten wegen des Nationalsequesters (Beschluß vom 14. September 1801 — 27. Fruktidor IX — Hdb. IV. S. 263); d. aus Entreprisen für Staatsrechnung (Beschluß vom 7. August 1801 — 19. Thermidor IX — Hdb. IV. S. 260); e. in Wege-Polizei-

6) Vergl. unten §. 8.
7) Cormenin a. a. O. T. I. p. 258 u. folg. *Goupil de Préfeln* des conseils de préfecture in: Revue T. XII. p. 439.

Sachen: α. bei der ſ. g. grande voirie (Geſetz vom 19. Mai 1802 — 29. Floreal X — Art. 4 — Hdb. IV. S. 386); β. bei Uſurpationen und Beſchädigungen an Feldwegen (Dekret vom 17. April 1812 — Hdb. V. S. 810). [1])

Inkompetenz: 1. bei reinen Eigenthumsfragen (Dekret vom 17. April 1812 — Hdb. V. S. 810; Dekret vom 2. Juli 1812 — S. 820 a. a. O.; Dekret vom 30. Juni 1813 — S. 878 a. a. O.; Dekret vom 10. Auguſt 1813 — S. 880 a. a. O.); 2. bei Entſchädigungsklagen unter Privaten aus Ueberſchreitung von Polizei-Geſetzen (Beſchluß vom 27. Auguſt 1802 — 9. Fruktidor X — Hdb. IV. S. 418); 3. in ſtreitigen Verwaltungsſachen, insbeſondere bei Geſuchen der Gemeinden um Autoriſation zu Veräußerungen (Beſchluß vom 3. Januar 1802 — 13. Nivos X — Hdb. IV. S. 275).

II. Beſchlüſſe der Präfektur-Räthe. [2]) A. Abfaſſung (Beſchluß vom 6. September 1801 — 19. Fruktidor IX — Hdb. IV. S. 263); B. Rechtskraft derſelben (Dekret vom 17. April 1812 — Hdb. V. S. 811 Abſ. 2).

## §. 6.

## C. Staatsrath. [3])

I. Beſtimmung deſſelben (Konſt. vom 13. Dezember 1799 — 22. Frimär VIII — Art. 52 — Hdb. IV. S. 116 in d. N.).

II. Organiſation (Regl. vom 26. Dezember 1799 — 5. Nivos VIII — Hdb. IV. S. 120; Senatuskonſult vom 4. Auguſt 1802 — 16. Thermidor X — Art. 66 u. folg.; Senatuskonſult vom 18. Mai 1804 — 28. Floreal XII — Art. 37; Dekret vom 11. Juni 1806 — Hdb. V. S. 83).

III. Kompetenz (Konſt. vom 13. Dezember 1799 — 22. Frimär VIII — Art. 52 — Hdb. IV. S. 116 in d. N.; Regl. vom 26. Dezember 1799 — 5. Nivos VIII — Art. 11 — Hdb. IV. S. 120; Dekret vom 11. Juni 1806 Tit. II — Hdb. V. S. 83).

IV. Verfahren (Dekret vom 11. Juni 1806 Tit. IV — Hdb. V. S. 84; Regl. vom 22. Juli 1806 — Hdb. V. S. 100).

1) Ueber die Kompetenz der Bürgermeiſter in Wege-Polizei-Sachen ſ. Dekret vom 23. Juni 1806 — Hdb. V. S. 89.

2) Ueber das vorbereitende Verfahren ſ. Cormenin a. a. O. S. 259.

3) Cormenin a. a. O. T. I. p. 6 unter II.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

§. 7.

## D. Verhältniß der Gerichte zu den Polizei-Behörden.

I. Im Allgemeinen (Staatsrathsgutachten vom 26. August 1806 — Hdb. V. S. 120; Dekret vom 11. Juni 1806 Art. 13 — Hdb. V. S. 83).

II. Befugniß der Polizei-Behörde bei Streitigkeiten zwischen Schauspiel-Direktoren und Schauspielern (Dekret vom 23. April 1807 Art. 19 — Hdb. V. S. 253).

§. 8.

## E. Kompetenzkonflikte. [4])

I. Begriff und Arten der Konflikte. Unterschied des Konfliktes von der Inkompetenz-Einrede (St. R. G. vom 12. November 1811 — Hdb. V. S. 766).

II. Entscheidung derselben (Regl. vom 26. Dezember 1799 Art. 11 — Hdb. IV. S. 120).

III. Instruktion der Konflikt-Sachen (St. R. G. A. vom 22. Januar 1813 — Hdb. V. S. 845).

# Zweiter Abschnitt.

# Verordnungen aus der Zeit der intermediären Verwaltung des linken Rheinufers.

§. 9.

## I. Für die vormals belgischen Departemente.

Verordnung über die Domänen-Verwaltung vom 29. November 1794 (9. Frimär III) Tit. VII (Hdb. VI. S. 32).

Verordnung vom 16. April 1795 (27. Germinal III; Hdb. VI. S. 55).

4) Ueber die gegenwärtig bestehende französische Verordnung über die Konflikte vom 1. Juni 1828 s. die Literatur bei *Dupin* bibl. chois. Nr. 2453—2454.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## II. Für die s. g. Departemente des linken Rheinufers.

### §. 10.

### A. Vor der Organisation des Jahres 1798.

Beschluß vom 26. Dezember 1794 (6. Nivos III — Hdb. VI. S. 278). Verkündigung der Verordnung für die belgischen Departemente vom 29. November 1794 (9. Frimär III) über die Domänen-Verwaltung.

### §. 11.

### B. Unter der Verwaltung der Gouvernements-Kommissarien.

I. Grundsatz der Trennung der richterlichen und der Verwaltungs-Funktionen (Verwaltungsordnung vom 23. Januar 1798 — 4. Plüvios VI — Art. 56 — Hdb. VI. S. 524; Gerichtsordnung von demselben Tage Art. 10 — S. 533 a. a. O.).

II. Einzelne Anwendungen (Verwaltungsordnung vom 23. Januar 1798 — 4. Plüvios VI — Art. 94—97 — Hdb. VI. S. 531; Fortsetzung vom 19. Juli 1798 — 1. Thermidor VI — Art. 28—29 — Hdb. VI. S. 707; Fortsetzung der Civil-Gerichtsordnung vom 2. März 1799 — 12. Ventos VII — Art. 664).

III. Konflikte. Bisherige Befugniß der Gouvernements-Kommissarien zur Entscheidung derselben. Verordnung der vollständigen Publikation des Gesetzes vom 7. September 1795 (21. Fruktidor III — Hdb. III. S. 176) für die Zukunft (Beschl. vom 5. Juli 1802 — 16. Messidor X — Hdb. IV. S. 404).

# Dritter Abschnitt.

# Gesetzgebung des Großherzogthums Berg.

### §. 12.

## I. Nach der Verwaltungsordnung des Jahres 1808.

I. Kompetenz der Präfektur-Räthe (Dekret vom 18. Dezember 1808 über die Verwaltungs-Organisation des Großherzogthums — oben S. 41 — Art. 2 und 8.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

II. Kompetenz in Sachen der Wohlthätigkeitsanstalten (Dekret vom 3. November 1809 Art 60 — oben S. 87; Dekret vom 17. Dezember 1811 Art. 181 – 227; oben S. 290).
III. Jurisdiktion der Bürgermeister in Fabriken-Polizei-Sachen (Dekret vom 3. November 1809 über die Verhältnisse der Gesellen u. s. w. Art. 64—67 — oben S. 107).
IV. Kompetenz in Sachen des Trésor public (Dekret vom 31. März 1809 Art. 58 — oben S. 66).
V. Kompetenz in streitigen Domänen-Sachen (Dekret vom 22. Juni 1811 Art. 63—69 — oben S. 143).
VI. Kompetenz der Gerichte erster Instanz bei Streitigkeiten über indirekte Abgaben (Just. Org. Dekret vom 17. Dezember 1811 Art. 31 — oben S. 180).
VII. Kompetenz in Beziehung auf die Mitglieder der religiösen Ordenshäuser (Dekret vom 17. Dezember 1811 Art. 18—20 — oben S. 321).

§. 13.

## II. Veränderungen durch das Dekret vom 16. März 1812. [1])

I. Vereinigung der Funktionen der Präfektur-Räthe mit dem Geschäftskreise der Gerichte erster Instanz an den Departements-Hauptorten (Art. 9 a. a. O.).
II. Kompetenz des Staatsrathes (Art. 2 unter 2—4 a. a. O.).

# Vierter Abschnitt.

# Einrichtungen unter der provisorischen Verwaltung.

§. 14.

## I. Bergisches General-Gouvernement.

Kompetenz der Verwaltungs-Deputation unter dem Vorsitze des Landes-Direktors (Verordnung vom 13. August 1814 — Lottner B. I. S. 71).

1) Oben S. 325.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

## II. General-Gouvernement für den Mittel- und Niederrhein.

§. 15.

### A. Für den Mittelrhein.

Aufhebung der Stellen der Präfektur-Räthe (Verordn. vom 4. Februar 1811 unter 4 — Lottner B. I. S. 88).

§. 16.

### B. Für den Niederrhein.

Vorbehalt der näheren Bestimmung über die unter Leitung der Gouvernements-Kommissarien beibehaltenen Präfektur-Räthe (Verord. vom 11. März 1814 unter 4 — Lottner B. I. S. 112).

§. 17.

## III. Oesterreichisch-baierisches Gouvernement.

Errichtung einer: Kommission der administrativen Justiz mit Vorbehalt der Berufung an die Landes-Administrations-Kommission (Verordn. vom 29. September 1814 — Lottner B. I. S. 296). Geschäftsgang derselben (Verordn. vom 15. November 1814 — Lottner B. I. S. 303 und Verordn. vom 3. Januar 1815 — S. 311 a. a. O.).

§. 18.

## IV. Landes-Administration zu Saarbrücken.

Errichtung einer Landes-Deputation an der Stelle der aufgehobenen Präfektur-Räthe (Verordn. vom 26. Januar 1815 — Lottner B. I. S. 355).

# Fünfter Abschnitt.

# Heutiges Recht.

§. 19.

## Hauptquellen.

Instr. für die Königlichen Regierungen vom 23. Oktober 1817 (Gesetzs. S. 248 verb. mit Verordn. vom 26. April 1808 wegen verbesserter Einrichtung der Polizei- und Finanz-Behörden.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

Staats-Ministerial-Beschluß vom 20. Juli 1818 über die gegenseitigen Amtsbefugnisse der Gerichte und Regierungen — s. g. Ressortreglement — Lottner B. I. S. 504.

§. 20.

## I. Landeshoheitssachen.

Verordn. vom 26. Dezember 1808 §. 36.
A. K. O. vom 4. Dezember 1831 verb. mit Bericht des Staats-Ministeriums vom 16. November 1831 (Gesetzs. S. 255).

§. 21.

## II. Ausschluß der Civil-Gerichtsbarkeit durch die Verwaltungen. [1])

I. In Abgabesachen. A. Bei Streitigkeiten über die Abgabenpflicht überhaupt (A. K. O. vom 18. November 1828 — Gesetzs. f. 1829 S. 16). Anwendung auf Stempelgefälle (R. vom 30. November 1835 — Lottner B. V. S. 248). Kompetenz der Gerichte bei behaupteter Befreiung aus speziellem Rechtsgrunde (R. vom 17. März 1841 — Just. Min. Bl. S. 122). B. Bei Prägravations-Beschwerden wegen direkter Steuern und auf den Steuerfuß ausgeschriebener Auflagen (Ress. Regl. §§. 8, 9, 11; R. vom 12. Dezember 1840; Just. Min. Bl. S. 122). C. Bei Vertheilung von Auflagen, welche einzelne Gemeinden treffen (Ress. Regl. §. 10; A. K. O. vom 4. Dezember 1826 — Lottner B. III. S. 81; R. vom 12. Dezember 1838 — Lottner B. VI. S. 655). D. Bei Streitigkeiten über die Berechnung zwischen Steuerpflichtigen und Steuerempfängern (Ress. Regl. §. 2 unter 2).

II. Bei Ansprüchen an den Fiskus: A. aus der fremdherrlichen Verwaltung (A. K. O. vom 4. Februar 1823 — Lottner B. II. S. 345 verb. mit A. K. O. vom 30. Juli 1822 und R. vom 14. Februar und 8. März 1824 — S. 458 a. a. O.); B. wegen allgemeiner Anordnungen in Gegenständen der Regierungsverwaltung (Verordn. vom 26. Dezember 1808 §§. 36, 37); [2]) C. wegen geschmälerten Diensteinkommens (A. K. O. vom 7. Juli 1830 und R. vom 12. November 1830 — Lottner B. III. S. 362).

1) Vergl. mein: Handb. d. preuß. Civilrechtspflege Bd. 1 §§. 6—14.
2) Vergl. Arch. für Civ. u. Crim. R. Bd. 25 Abth. 1 S. 18.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

III. Bei Prüfung der dem Staate zu leistenden Amts-Kautionen (Ress. Regl. §. 14).

IV. In Landes-Polizei-Sachen (Ress. Regl. §. 26; Verordn. vom 26. Dezember 1808 §§. 38—40). Anwendung 1. auf angeordnete Schutzbauten an öffentlichen Flüssen (R. vom 26. Dezember 1835 — Lottner B. V. S. 295); 2. auf Wegräumung der Hindernisse auf einer Straße (R. vom 22. Juli 1836 — Lottner B. V. S. 425).

V. Bei Streitigkeiten über die Richtung, Ausdehnung und Erweiterung von Gemeinde- und Nachbarwegen (Ress. Regl. §. 2 unter 2). [1])

VI. Bei Expropriationen für öffentliche Zwecke (Ress. Regl. §§. 12, 13). [2]) Insbesondere bei Entschädigungsforderungen für weggenommenes Material zum Brücken- und Straßenbau (Ress. Regl. §. 12).

VII. In Wasserlaufssachen (Ress. Regl. §. 2 unter 3 und 4). [3])

VIII. Bei Einsprüchen gegen die Anlage von Manufakturen und Werkstätten (Ress. Regl. §. 2 unter 5).

## §. 22.

## III. Zulässigkeit des Rechtsweges an die Civil-Gerichte.

I. Bei Ansprüchen, welche sich auf die Vermögensverwaltung A. des Fiskus; [4]) B. der den Regierungen untergeordneten moralischen Personen beziehen (Ress. Regl. §. 15). Anwendung auf Gemeindeschuldensachen (R. vom 27. August 1829 — Lottner B. III. S. 296). [5])

II. Gegen die den Rendanten öffentlicher Kassen gezogenen Rechnungs-Defekte (R. vom 31. Mai 1838 — Lottner B. VI. S. 526). [6]).

1) Ueber die Kompetenz der Gerichte bei bestrittener Eigenschaft der Oeffentlichkeit eines solchen Weges s. Arch. f. Civ. u. Crim. R. B. 27 Abth. 1 S. 49.

2) Arch. B. 25 Abth. 2 A S. 86; B. 27 Abth. 1 S. 65.

3) Vergl. oben §. 2; Arch. B. 23 Abth. 1 S. 75; B. 25 Abth. 1 S. 123.

4) Bei Eigenthumsansprüchen gegen den Fiskus ist die vorherige Entscheidung der Verwaltungsbehörde einzuholen (Ress. Regl. §. 7 verb. mit Gesetz vom 5. November 1790 Tit. III. Art. 15 — Hdb. I. S. 347).

5) Ueber die Autorisations-Ertheilung zu Rechtshandlungen s. Ress. Regl. §§. 4—6.

6) Vergl. Arch. B. 21 Abth. 1 S. 187, 189; B. 22 Abth. 1 S. 74, 242; B. 23 Abth. 1 S. 36; B. 24 Abth. 1 S. 234; B. 26

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

III. In besonderen der Kompetenz der Präfektur-Räthe zugetheilt gewesenen Rechtssachen (Ress. Regl. §§. 20, 21).
IV. Bei Regreß-Klagen aus Amtshandlungen (Ress. Regl. §. 38). [7])

§. 23.

## IV. Exekutiv-Gewalt.

I. Der Regierungen. A. Provisorisches Exekutions-Recht (Ress. Regl. §§. 16, 17; R. vom 2. April 1838 — Lottner B. VI. S. 451). B. Ausübung (Ress. Regl. §. 18). [8])
C. Rekurs in dem Verwaltungswege (Ress. Regl. §. 19).
II. Der Gerichte gegen den Fiskus [9]), Gemeinden und öffentliche Anstalten (Ress. Regl. §. 25; verb. mit Beschl. vom 3. November 1802 — 12. Brümär XI — Hdb. IV. S. 421; St. R. G. vom 26. Mai 1813 — Hdb. V. S. 860).

§. 24.

## V. Kompetenz der Verwaltungen in Strafsachen.

I. Verhaftungen aus Gründen der Staats-Polizei (R. vom 12. September 1819 — Lottner B. I. S. 591; R. vom 26. Januar 1833 — B. III. S. 568 a. a. O.).
II. Konstatirung und Verfolgung von Verbrechen und Vergehen. A. Befugniß des Ober-Präsidenten (Ress. Regl. §. 31 verb. mit Kr. Pr. O. Art. 16); B. der Polizei-Behörden (Ress. Regl. §§. 27—29). Insbesondere: Erlassung von Steckbriefen (Ress. Regl. §. 30; R. vom 5. Oktober 1821 — Lottner B. II. S. 179). Administrativ-Befugniß gegen liederliche Weibspersonen (A. K. O. vom 15. Januar 1825 — Lottner B. II. S. 548; A. K. O. vom 15. Mai 1837 — Kamer. Zeitg. S. 699).
III. Recht der Emanation von Strafbestimmungen in Polizei-Sachen (Ress. Regl. §. 32). [10])

Abth. 2 A. S. 72. Dagegen Arch. B. 25 Abth. 1 S. 12; B. 27 Abth. 1 S. 225.

7) Hierdurch sind die französischen Grundsätze über die mise en jugement (s. *Cormenin* quest. s. le droit administr. T. III. p. 299) für Civil-Ansprüche als aufgehoben anerkannt.
8) R. vom 27. Dezember 1825 — Lottner B. II. S. 627; R. vom 18. Januar 1822 — Lottner B. II. S. 205.
9) Vergl. *Dalloz* Réc. per. 25. I. 264.
10) Vergl. Arch. B. 23 Abth. 2 A. S. 3.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

IV. Befugniß der Municipalpolizei-Behörden zur Republikation von Polizei-Gesetzen und Verordnungen und zum Erlaß von Beschlüssen über bestimmte Gegenstände der Polizei-Verwaltung (Gesetz vom 22. Juli 1791 Tit. I. Art. 46 — Hdb. II. S. 45). [1]

V. Disciplinar-Gewalt gegen Regierungs-Offizianten (Ress. Regl. §. 35). Anwendung A. auf Post-Offizianten (A. K. O. vom 5. Juli 1828 und R. vom 19. Januar 1829 — Lottner B. III. S. 271); B. auf Polizei-Beamte (Ress. Reg. §. 35 Abs. 2 verb. mit R. vom 19. Januar 1824 unter 1 — Lottner B. II. S. 451). [2] Zwangsbefugnisse a. zum Zwecke der Untersuchung (R. vom 14. Mai 1834 — Lottner B. IV. S. 68); b. zur Beitreibung verhängter Ordnungsstrafen (R. vom 17. Februar 1835 — Lottner B. V. S. 72). Zuziehung von Justiz-Beamten (R. vom 28. Dezember 1829 — Lottner B. III. S. 311; R. vom 23. Juli 1830 — S. 356 a. a. O.).

VI. Verwaltungsbefugnisse bei gerichtlich einzuleitenden Untersuchungen wegen Dienstvergehen. A. Nothwendigkeit des Antrages der Verwaltungsbehörde (Ress. Regl. §. 36). [3] B. Kompetenz zur Stellung des Antrages (A. K. O. vom 3. August 1824 und R. vom 10. Januar 1825 — Lottner B. II. S. 543; R. vom 16. Juni 1833 — a. a. O. B. III. S. 651). C. Recht der Verwaltungsbehörde zu vorläufigen Verhaftungen (R. vom 28. November 1828 — Lottner B. II. S. 623). Pflicht der Justiz-Behörden bei Verhaftungen (Ress. Regl. §. 37). D. Gegenstände der beantragten Untersuchung (R. vom 16. Juni 1833 — Lottner B. III. S. 651). E. Aggravations-Gesuch gegen Hülfsbeamte der gerichtlichen Polizei (R. vom 9. April 1837 — Lottner B. VI. S. 143; R. vom 22. Dezember 1837 — S. 366 a. a. O.). Insbesondere gegen Forstschutzbeamte (R. vom 23. Juni 1837 — Lottner B. VI. S. 242). F. Kompetenz der Verwaltungsbehörden bei im Amte durch Verwaltungsbeamte verübten Ehrenkränkungen (A. K. O. vom 25. April 1835 — Lottner B. V. S. 110).

VII. Suspension der in gerichtlicher Untersuchung befangenen Verwaltungsbeamten (R. vom 25. April 1838 — Lottner B. VI. S. 467).

1) Vergl. Arch. B. 24 Abth. 2 A. S. 53; B. 26 Abth. 2 S. 55.
2) Ueber die Unanwendbarkeit auf Medizinal-Personen s. Arch. B. 26 Abth. 2 A. S. 63.
3) Wegen der Civilstandsbeamten s. R. vom 5. Mai 1837 — Lottner B. VI. S. 186.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

VIII. Konkurrenz der gerichtlichen und der Verwaltungsbehörden bei der Disposition über Strafgefangene (R. vom 20. März 1835 — Lottner B. V. S. 95).

IX. Befugniß der Finanz-Behörden in Kontraventions-Sachen. A. Bei Zollvergehen (Gesetz vom 23. Januar 1838 §§. 28 u. folg. — Gesetzs. S. 84); B. bei Kontraventionen gegen die Getränke- und Tabaksteuer (Ordn. vom 8. Februar 1819 — Gesetzs. S. 102 — §§. 91—97 verb. mit Dekl. vom 20. Januar 1820 — Gesetzs. S. 33 und vom 27. September 1833 — Gesetzs. S. 118); C. bei Mahl- und Schlachtsteuer-Kontraventionen (Gesetz vom 30. Mai 1820 §§. 91—95 — Gesetzs. S. 143); D. bei Kontraventionen gegen das Gesetz über die Klassensteuer (Gesetz vom 30. Mai 1820 §. 7 d. — Gesetzs. S. 140); E. bei Kontraventionen gegen das Gewerbesteuergesetz (Gesetz vom 30. Mai 1820 §. 42 — Gesetzs. S. 147); F. bei Kontraventionen gegen das Hausir-Regulativ (Reg. vom 28. April 1824 §§. 26—33 — Gesetzs. S. 125); G. bei Stempel-Kontraventionen (Stempelgesetz vom 7. März 1822 §§. 30—34 — Gesetzs. S. 57 verb. mit A. K. O. vom 13. April 1833 — Gesetzs. S. 33); H. bei Post-Kontraventionen (R. vom 20. November 1809 — Mathis Monatsschr. B. 9 S. 136 und A. K. O. vom 12. Januar 1825 — Gesetzs. S. 7).

## §. 25.

## VI. Kompetenzkonflikte.

I. Verfahren bei Erhebung und Erledigung derselben (Instr. vom 30. März und R. vom 15. April 1836 — Lottner B. V. S. 362).

II. Zeitpunkt der Konflikt-Erhebung (R. vom 19. September 1838 — Lottner B. VI. S. 594).

III. Nichterforderniß der vorherigen Inkompetenz-Einrede (R. vom 2. April 1838 — Lottner B. VI. S. 451).

---



Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf